

EMPLOI
ET QUESTIONS
SOCIALES
DANS LE MONDE

TENDANCES **2019**

Copyright © Organisation internationale du Travail 2019

Première édition 2019

Les publications du Bureau international du Travail jouissent de la protection du droit d'auteur en vertu du protocole n° 2, annexe à la Convention universelle pour la protection du droit d'auteur. Toutefois, de courts passages pourront être reproduits sans autorisation, à la condition que leur source soit dûment mentionnée. Toute demande d'autorisation de reproduction ou de traduction devra être envoyée à Publications du BIT (Droits et licences), Bureau international du Travail, CH-1211 Genève 22, Suisse, ou par courriel à rights@ilo.org. Ces demandes seront toujours les bienvenues.

Bibliothèques, institutions et autres utilisateurs enregistrés auprès d'un organisme de gestion des droits de reproduction ne peuvent faire des copies qu'en accord avec les conditions et droits qui leur ont été octroyés. Consultez le site www.ifrro.org afin de trouver l'organisme responsable de la gestion des droits de reproduction dans votre pays.

Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2019

Genève, Bureau international du Travail, 2019

ISBN 978-92-2-132956-5 (imprimé)

ISBN 978-92-2-132957-2 (pdf Web)

emploi / chômage / analyse du marché du travail / politique du travail / développement économique / développement durable / tendance / Afrique / Amérique / pays arabes / Asie / Asie centrale / Europe / Pacifique

13.01.3

Également disponible en anglais: *World Employment and social Outlook: Trends 2019*, ISBN 978-92-2-132952-7 (imprimé), ISBN 978-92-2-132953-4 (pdf Web), Genève, 2019; et en espagnol: *Perspectivas Sociales y del Empleo en el Mundo: Tendencias 2019*, ISBN 978-92-2-132960-2 (imprimé), ISBN 978-92-2-132961-9 (pdf Web), Genève, 2019.

Données de catalogage avant publication du BIT

Les désignations utilisées dans les publications du BIT, qui sont conformes à la pratique des Nations Unies, et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Bureau international du Travail aucune prise de position quant au statut juridique de tel ou tel pays, zone ou territoire, ou de ses autorités, ni quant au tracé de ses frontières.

Les articles, études et autres textes signés n'engagent que leurs auteurs, et leur publication ne signifie pas que le Bureau international du Travail souscrit aux opinions qui y sont exprimées.

La mention ou la non-mention de telle ou telle entreprise ou de tel ou tel produit ou procédé commercial n'implique de la part du Bureau international du Travail aucune appréciation favorable ou défavorable.

Pour toute information sur les publications et les produits numériques du Bureau international du Travail, consultez notre site Web www.ilo.org/publns.

Produit par l'Unité de gestion de la production des publications (PRODOC) du BIT.
*Création graphique, conception typographique, mise en pages, préparation de manuscrits,
lecture et correction d'épreuves, impression, édition électronique et distribution.*

PRODOC veille à utiliser du papier provenant de forêts gérées d'une façon
qui est respectueuse de l'environnement et socialement responsable.

Code: CMD-CORREDIT-WEI-SEP

Photographies de couverture:

iStock photos: UntitledImages: *Women working to produce woven carpets* [Femmes confectionnant des tapis tissés]; pixelfusion3d: *Farmer pulling agriculture equipment* [Cultivateurs tirant un outil agricole]; SamuelBrownNG: *Checking sales reports* [Vérification des rapports de ventes]; hadynyah: *Indian street vendor selling sweets near Jaipur* [Vendeur de sucreries dans la rue près de Jaipur (Inde)].

Préface

Le présent rapport évalue l'impact sur le marché mondial du travail de problèmes connus de longue date ou de nouveaux défis à affronter. L'analyse qu'il propose devrait aussi contribuer utilement à l'examen des recommandations figurant dans le rapport de la Commission mondiale sur l'avenir du travail (BIT, 2019) qui appelle toutes les parties prenantes à accorder une priorité nouvelle à l'évolution de la nature de l'emploi et de sa place dans l'économie et la société, dans le cadre d'un «programme centré sur l'humain pour l'avenir du travail».

Si nous voulons qu'un tel programme se réalise, notre analyse des tendances du marché du travail doit être attentive à certaines dimensions essentielles, notamment: l'équité – prendre en compte, par exemple, l'expérience de la croissance et du travail décent partagée entre les régions et au sein des régions; un choix plus large d'indicateurs de performance du marché du travail tels que l'informalité, le sous-emploi et la pauvreté au travail, en sus des indicateurs classiques que sont les taux d'emploi et de chômage; le genre, avec une ventilation des statistiques qui permette non seulement de mettre en évidence les écarts entre hommes et femmes, mais aussi de saisir correctement le fonctionnement des marchés du travail; et enfin la durabilité, par exemple en comprenant les cercles vertueux et vicieux engendrés par l'interaction des caractéristiques du marché du travail.

Cette édition du rapport sur les tendances du marché du travail est axée sur une approche à la fois plus nuancée et plus globale qui pourrait encourager de nouvelles façons de travailler «pour bâtir un avenir meilleur» (*ibid.*). Le premier chapitre présente la situation à l'échelle mondiale, ventilée dans la mesure du possible par groupe de pays classés selon leur revenu. Le chapitre 2 examine ce qui se passe au niveau régional et dresse un état des lieux de chaque contexte qui reflète aussi bien les réalités empiriques essentielles que les préoccupations politiques qui prévalent dans les régions. Le chapitre 3 fait un bilan initial des progrès accomplis jusqu'ici dans la réalisation de l'objectif de développement durable 8 des Nations Unies, à savoir «Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». Le BIT élaborera une analyse plus approfondie et multidimensionnelle au cours des mois à venir dans le cadre de ses préparatifs en vue du Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable, qui se tiendra en juillet 2019.

Il est plus indispensable que jamais que la vision mondiale de l'OIT en matière de travail décent, de croissance inclusive et de justice sociale ait pour fondement des recherches et des données sur le marché du travail qui soient à la fois solides, à jour et pertinentes. Nous espérons que ce rapport y contribuera dans une mesure importante.



Guy Ryder
Directeur général du BIT

Remerciements

Le rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2019* a été préparé par l'Unité de l'analyse des tendances et de l'évaluation des politiques du Département de la recherche du BIT. Il est le fruit du travail de Stefan Kühn, Santo Milasi et Damian Grimshaw. Ekkehard Ernst et Lisa Feist ont fourni des contributions importantes, et Erika Chaparro a apporté une aide précieuse aux travaux de recherche.

Les estimations modélisées de l'OIT présentées dans ce rapport sont le fruit d'un travail de coopération entre l'Unité de l'analyse des tendances et de l'évaluation des politiques du Département de la recherche, dirigée par intérim par Verónica Escudero, et l'Unité de la production et de l'analyse des données du Département de statistique, dirigée par Steven Kapsos. Les auteurs du rapport tiennent à remercier tout particulièrement Roger Gomis pour son excellente collaboration à l'établissement des modèles et pour la vérification des résultats. La base de données sous-jacente d'indicateurs du marché du travail est établie par le Département de statistique du BIT.

Le rapport a bénéficié des remarques et suggestions extrêmement précieuses de Damian Grimshaw, directeur du Département de la recherche, Deborah Greenfield, directrice générale adjointe du BIT pour les politiques, et James Howard, conseiller principal au Cabinet du Directeur général.

Le Département de la recherche du BIT souhaite aussi remercier pour leurs commentaires et suggestions Antoine Bonnet, Aurelio Parisotto, Beate Andrees, Carlos Andre da Silva Gama Nogueira, Catherine Saget, Christian Viegelahn, Christina Behrendt, Domenico Tabasso, Elisenda Estruch Puertas, Guillermo Montt, Irmgard Nübler, Kee Beom Kim, Ken Chamuva Shawa, Marva Corley-Coulibaly, Michelle Leighton, Naren Prasad, Patrick Belser, Sara Elder, Shane O'Higgins, Uma Rani, Verónica Escudero et Walteri Katajamaki. Les auteurs expriment également leur gratitude aux bureaux régionaux de l'OIT pour l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie et le Pacifique, les États arabes et l'Europe et l'Asie centrale pour leurs suggestions.

Les auteurs tiennent enfin à adresser leurs remerciements à Judy Rafferty et à leurs collègues de l'Unité de production des publications pour leur aide dans le processus de production, ainsi qu'à leurs collègues du Département de la communication et de l'information du public pour leur collaboration et leur soutien sans faille à la diffusion de cette publication.

Table des matières

Préface	iii
Remerciements	v
Résumé analytique	1
1. Tendances de l'emploi et des questions sociales dans le monde	5
Aperçu du marché du travail mondial	5
Participation au marché du travail	10
Ratio emploi-population	12
Informalité et statuts d'emploi	12
Transformation structurelle et qualité de l'emploi	15
Revenu	16
Chômage	19
Sous-utilisation de la main-d'œuvre élargie	22
Marchés du travail et troubles sociaux	26
2. Tendances de l'emploi et des questions sociales par région	29
Afrique	30
Amériques	37
États arabes	44
Asie et Pacifique	46
Europe et Asie centrale	50
3. L'objectif de développement durable 8: le monde avance-t-il vers une croissance économique mieux partagée et le travail décent?	59
Objectif de développement durable 8: cibles et indicateurs	60
Croissance économique, transformation et productivité	62
Plein emploi productif pour tous, avec un salaire égal pour un travail de valeur égale	68
Droits, sécurité et travail sans exploitation	71
Résumé des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable 8 et prochaines étapes	74
Annexes	
A. Classification des pays et territoires par région et niveau de revenu	77
B. Estimations modélisées de l'OIT	79
C. Relation entre l'indice des troubles sociaux et le taux de chômage	85
D. Tableaux des indicateurs du marché du travail dans le monde, par groupe de revenus et par région/sous-région	86
Bibliographie	119

Encadrés

1.1	Pourquoi le chômage est-il si bas dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire?	21
1.2	Flux de main-d'œuvre: pourquoi il est important de regarder au-delà des chiffres du chômage	23
3.1	Cibles et indicateurs de l'objectif de développement durable 8	61
B1	Révisions des estimations du chômage	80

Figures

1.1	Marché du travail mondial, 2018	6
1.2	Croissance mondiale de la population active, de l'emploi et de la productivité, 1992-2020	7
1.3	Croissance moyenne du PIB et de ses deux composantes (productivité du travail et emploi), dans le monde et par groupe de revenus, 1998-2020	9
1.4	Distribution de l'emploi par secteurs agrégés, dans le monde et par groupe de revenus, 1991 et 2018	15
1.5	Évolution de la pauvreté extrême et modérée au travail, 1993-2018	17
1.6	Croissance des salaires réels, dans le monde et par groupe de revenus, 2000-2017	19
1.7	Taux de chômage mondial, 2000-2020	20
1.8	Flux de main-d'œuvre et taux de chômage, Allemagne, États-Unis, Italie et Japon 2000-2018	23
1.9	Indices des troubles sociaux, dans le monde et par sous-région, 2018	26
2.1	Distribution de la population en âge de travailler selon le statut sur le marché du travail, Afrique, 2018	30
2.2	Répartition de la population en âge de travailler, inactive, en emploi et au chômage, selon le sexe et le groupe d'âge, Afrique du Nord, 2018	32
2.3	Emploi par secteur économique, Afrique subsaharienne, 2000-2018	35
2.4	Part des personnes interrogées qui souhaitent/envisagent de partir à l'étranger, Afrique subsaharienne, 2015/16	37
2.5	Taux d'activité par grands groupes d'âge, Canada et États-Unis, 2000, 2008 et 2018	39
2.6	Répartition de l'emploi selon le statut et le groupe de revenu en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2018	41
2.7	Variation de la part de l'emploi informel dans les services marchands en Amérique latine et dans les Caraïbes, dernière année disponible	42
2.8	Relation entre emploi informel et pauvreté multidimensionnelle dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dernière année disponible	43
2.9	Parts de l'emploi par secteur économique, Asie et Pacifique, 2000 et 2018	48
2.10	Part de l'emploi temporaire dans l'emploi total selon les secteurs, Asie et Pacifique, dernière année disponible	49
2.11	Part de travailleurs effectuant un nombre excessif d'heures au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie, en Mongolie, au Myanmar et au Viet Nam, certains secteurs, dernière année disponible	49
2.12	Répartition des contrats de travail temporaire par durée de contrat, pays d'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2017	53
2.13	Part des travailleurs à temps partiel selon la principale raison pour occuper un tel emploi et par sexe, Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2017	53
3.1	Taux de croissance annuel du PIB réel par habitant, dans le monde et par groupe de revenus, 2000-2018	63
3.2	Taux de croissance annuel du PIB réel par travailleur, dans le monde et par groupe de revenus, 2000-2018	64
3.3	Proportion de l'emploi informel dans l'emploi non agricole, par sexe et par groupe de revenus, dernière année disponible	66
3.4	Consommation matérielle nationale par habitant et par unité de PIB, dans le monde et par région, 2000-2016	67

3.5	Trois indicateurs de l'accessibilité des services financiers, par groupe de revenus, dernière année disponible	67
3.6	Répartition des taux de chômage par sexe, en fonction du handicap et par groupe de revenus, 2018	69
3.7	Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET), par sexe, dans le monde et par groupe de revenus, 2005 et 2018	70
3.8	Avantage salarial des hommes par rapport aux femmes, par profession, dernière année disponible	71
3.9	Nombre d'enfants astreints au travail des enfants, 5-17 ans: tendances effectives et projetées, 2000-2025	73
3.10	Taux d'accidents du travail mortels et non mortels, Union européenne et reste du monde, dernière année disponible (depuis 2010)	73

Tableaux

1.1	Taux d'activité dans le monde et par groupe de revenus, niveau en 2018 et variations au cours de la période 1993-2023	10
1.2	Ratio emploi-population, dans le monde et par groupe de revenus, 1993, 2018 et 2020	12
1.3	Informalité et statuts d'emploi, dans le monde et par groupe de revenus, niveaux en 2016 et 2018, et variations projetées pour 2018-2023	13
1.4	Pauvreté au travail, par groupe de revenus et par groupe démographique, 1993, 2018 et 2023	17
1.5	Taux et niveau de chômage, dans le monde et par groupe de revenus et groupe démographique, 2017-2020	20
1.6	Sous-utilisation de la main-d'œuvre (sur la base de l'indicateur SU3) et main-d'œuvre potentielle, dans le monde et par groupe de revenu, 2018	25
2.1	Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Afrique, 2007-2020	31
2.2	Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail, Amérique du Nord, 2007-2020	38
2.3	Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2020	40
2.4	Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, États arabes, 2007-2020	45
2.5	Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Asie et Pacifique, 2007-2020	47
2.6	Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi et de la croissance de la productivité du travail, Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2007-2020	51
2.7	Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Europe de l'Est et Asie centrale et occidentale, 2007-2020	55
C1	Coefficients de régression estimés	85

Résumé analytique

L'OIT place les marchés du travail inclusifs et performants au cœur de son mandat en faveur du travail décent et de la justice sociale. Le travail rémunéré est en effet la principale source de revenu de la grande majorité des ménages dans le monde, et l'organisation du travail peut consolider les principes fondamentaux d'égalité, de démocratie, de durabilité et de cohésion sociale. En 2019, année du centenaire de l'OIT, cette notion est renforcée par la forte vision portée par le rapport de la Commission mondiale sur l'avenir du travail (intitulé *Travailler pour bâtir un avenir meilleur* et publié par le BIT en 2019) afin de mettre en œuvre un programme d'action centré sur l'être humain pour l'avenir du travail. Le rapport préconise de mettre davantage l'accent sur le vaste potentiel humain ainsi que sur celui des institutions du marché du travail et souligne l'urgence d'investir dans les secteurs négligés de l'économie dans les pays développés et dans les pays en développement. Pour suivre cette nouvelle vision, il est nécessaire de se concentrer sur les questions d'égalité, de durabilité et d'inclusivité dans la présentation et l'analyse des tendances du marché du travail.

De nouvelles données mondiales recueillies par le BIT pour 2018 font état de certains progrès, mais révèlent surtout la persistance d'importants déficits en matière de travail décent, les différentes régions étant confrontées à des problèmes de nature très diverse. Cent ans après sa création, il est essentiel que l'OIT continue de fournir de solides orientations pour aider à combler les déficits de travail décent et pour permettre un débat éclairé sur les recommandations ambitieuses de la Commission mondiale sur l'avenir du travail.

L'inégalité des genres dans la participation au marché du travail reste forte

Le taux d'activité beaucoup plus faible des femmes, qui était de 48 pour cent en 2018, contre 75 pour cent pour les hommes, signifie qu'environ trois personnes sur cinq sur les 3,5 milliards de personnes qui composaient la population active mondiale en 2018 étaient des hommes. Après une période d'amélioration rapide qui a duré jusqu'en 2003, les progrès pour réduire les inégalités de participation entre les hommes et les femmes se sont ralentis. L'écart considérable de 27 points de pourcentage enregistré en 2018 devrait motiver l'adoption de mesures pour à la fois améliorer l'égalité des genres sur les marchés du travail mondiaux et pour maximiser le potentiel humain. Dans l'ensemble, les taux d'activité des adultes ont diminué au cours des vingt-cinq dernières années et cette baisse est encore plus prononcée chez les jeunes de 15 à 24 ans. Ce fléchissement devrait se poursuivre à l'avenir. Certains des facteurs à l'origine de ce phénomène – tels que la hausse du taux de scolarisation, de meilleures possibilités de retraite et l'allongement de l'espérance de vie – sont bien sûr positifs. Pourtant, l'augmentation du taux de dépendance (c'est-à-dire la proportion de personnes économiquement inactives par rapport aux actifs) pose de nouveaux défis en termes d'organisation du travail et de répartition des ressources dans la société.

Les déficits de travail décent sont importants

La majorité des 3,3 milliards de personnes employées dans le monde en 2018 ont été confrontées à un manque de bien-être matériel, de sécurité économique, d'égalité des chances et de possibilités de développement humain. Avoir un emploi ne garantit pas toujours un niveau de vie décent. De nombreux travailleurs se voient contraints d'accepter des emplois peu attrayants, généralement informels

et caractérisés par de faibles salaires et un accès limité, voire inexistant, à la protection sociale et aux droits au travail. Il est à noter qu'en 2018 360 millions de personnes étaient des travailleurs familiaux et 1,1 milliard travaillaient à leur propre compte, souvent dans des activités de subsistance exercées en raison d'un manque de possibilités d'emploi dans le secteur formel et/ou de l'absence d'un système de protection sociale. Au total, 2 milliards de travailleurs occupaient un emploi informel en 2016, soit 61 pour cent de la main-d'œuvre mondiale. La mauvaise qualité de nombreux emplois se manifeste également par le fait que plus d'un quart des travailleurs des pays à revenu faible ou intermédiaire vivaient dans une pauvreté extrême ou modérée en 2018. En revanche, l'incidence de la pauvreté au travail a fortement diminué au cours des trois dernières décennies, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire. Toutefois, dans les pays à faible revenu, le rythme de réduction de la pauvreté ne devrait pas suivre celui de la croissance de l'emploi, de sorte que le nombre réel de travailleurs pauvres dans ces pays devrait augmenter.

On compte plus de 170 millions de chômeurs malgré la baisse continue du taux de chômage mondial

On estime à 172 millions le nombre de chômeurs dans le monde en 2018, ce qui correspond à un taux de chômage de 5,0 pour cent. Il est surprenant que, alors qu'il n'a fallu qu'un an pour que le taux de chômage mondial passe de 5,0 pour cent en 2008 à 5,6 pour cent en 2009, le retour aux niveaux qui prévalaient avant la crise financière mondiale ait pris pas moins de neuf ans. Les perspectives actuelles sont incertaines. Dans l'hypothèse d'une situation économique stable, le taux de chômage devrait continuer à baisser dans de nombreux pays. Cependant, les risques macroéconomiques se sont accrus et ont déjà un impact négatif sur le marché du travail dans plusieurs pays. Globalement, le taux de chômage mondial devrait rester à peu près au même niveau en 2019 et en 2020. Le nombre de chômeurs devrait augmenter de 1 million par an pour atteindre 174 millions en 2020 en raison de l'augmentation de la population active.

La sous-utilisation de la main-d'œuvre est plus fréquente chez les femmes

Outre les chômeurs, 140 millions de personnes faisaient partie de la «main-d'œuvre potentielle» en 2018, ce qui signifie qu'elles doivent être classées comme main-d'œuvre sous-utilisée. Ce groupe de personnes à la recherche d'un emploi mais qui ne sont pas disponibles pour en occuper un, ou qui sont disponibles mais ne cherchent pas d'emploi, comprend beaucoup plus de femmes (85 millions) que d'hommes (55 millions). Le taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre est donc beaucoup plus élevé pour les femmes, atteignant 11,0 pour cent, alors que pour les hommes il se situe à 7,1 pour cent. Par ailleurs, les femmes risquent beaucoup plus de travailler à temps partiel et une proportion importante d'entre elles disent qu'elles préféreraient travailler plus d'heures.

Les problèmes du marché du travail varient d'un pays et d'une région à l'autre

Bien que les problèmes du marché du travail liés à la qualité de l'emploi, au chômage et à l'inégalité des genres soient universels, leur caractère spécifique et leur degré de priorité différent selon les régions et le niveau de développement des pays. Dans les pays à faible revenu, les relations d'emploi ne permettent même pas, trop souvent, d'échapper à la pauvreté. Et, alors que la pauvreté au travail diminue généralement avec le développement économique, d'autres avancées sur le marché du travail, telles que la formalité, l'accès aux systèmes de sécurité sociale, la sécurité de l'emploi, la négociation collective et le respect des normes du travail et des droits au travail, sont encore impalpables, à des degrés divers, dans de nombreux pays. Veiller à ces acquis est donc un défi majeur auquel les décideurs politiques doivent faire face. En outre, quelques nouveaux modèles d'entreprise, souvent rendus possibles grâce à des technologies innovantes, menacent de saper les progrès réalisés dans ce domaine. Les taux de chômage ont considérablement baissé dans les pays à revenu élevé ces dernières années, mais ils ont augmenté, ou sont en train d'augmenter, dans plusieurs pays à revenu intermédiaire supérieur à la suite d'un ralentissement économique, exposant une grande partie de la population active à un risque accru de pauvreté. Enfin, bien que l'inégalité des genres sur le marché du travail soit également un phénomène mondial, il convient de noter que les écarts entre hommes et femmes sont plus importants dans les États arabes, en Afrique du Nord et en Asie du Sud.

Les progrès pour atteindre les cibles énoncées dans l'objectif de développement durable 8 ont été plus lents que prévu

L'objectif de développement durable (ODD) 8 appelle la communauté internationale à «promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». La réalisation de cet objectif nécessitera des efforts beaucoup plus importants, étant donné la distance qui sépare les tendances actuelles des cibles prévues dans l'ODD 8.

Les pays les moins avancés ont enregistré une croissance annuelle de leur produit intérieur brut (PIB) inférieure à 5 pour cent au cours des cinq dernières années, ce qui signifie qu'ils n'ont pas atteint la cible de croissance d'au moins 7 pour cent par an fixée dans l'ODD 8. De plus, les taux récents de croissance du PIB par habitant et de productivité du travail sont inférieurs aux niveaux enregistrés au cours des décennies précédentes dans la plupart des régions du monde.

Le développement durable devrait être réalisé en encourageant les activités productives, l'innovation et la formalisation, tout en optimisant l'utilisation des ressources dans la production et la consommation. Le fait que, dans la majorité des pays, plus de la moitié de la main-d'œuvre non agricole soit informelle donne une idée du chemin qu'il reste à parcourir pour que l'économie mondiale devienne pleinement formelle. De surcroît, la consommation matérielle mondiale par habitant augmente malgré les progrès pour une meilleure utilisation des ressources dans les pays à revenu élevé. Sur une note plus positive, le taux de croissance s'est ralenti depuis 2011 et la consommation matérielle par unité de PIB s'est même stabilisée.

La cible consistant à «parvenir au plein emploi productif [...] et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes [...] un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale» reste également hors d'atteinte. Le taux de chômage mondial a baissé, mais, comme nous l'avons précédemment indiqué, on compte toujours plus de 170 millions de chômeurs. En outre, les femmes, les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) et les personnes handicapées ont toujours beaucoup moins de chances d'avoir un emploi. Tout aussi inquiétant est le fait que plus d'un jeune sur cinq n'est ni employé ni en formation (*not in employment, education or training* – NEET). Étant donné que ces personnes n'acquièrent pas les compétences qui sont valorisées sur le marché du travail, leurs chances d'emploi futures s'en trouvent réduites. À long terme, un taux élevé de NEET rend plus difficile la croissance d'une économie sur une période prolongée. Le taux global de NEET n'a diminué que de 2 points de pourcentage entre 2005 et 2018, ce qui signifie que la cible de l'ODD visant à réduire considérablement ces taux d'ici à 2020 ne sera probablement pas atteinte. Enfin, dans la plupart des pays, les écarts de rémunération pondérés vont de 10 à 25 pour cent, ce qui indique que le monde est encore loin de respecter le principe selon lequel un travail de valeur égale devrait être rémunéré de manière égale.

Plusieurs cibles de l'ODD 8 traitent des droits fondamentaux et des protections dont tous les individus devraient bénéficier dans le monde du travail. En 2016, 114 millions d'enfants âgés de 5 à 14 ans étaient encore en emploi et, bien que leur nombre diminue, c'est à un rythme trop lent pour atteindre la cible visant à mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes d'ici à 2025. La convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, qui sont toutes deux des conventions fondamentales de l'OIT, ont été ratifiées par un nombre croissant d'États Membres: à la date de rédaction du présent rapport, elles avaient obtenu respectivement 155 et 166 ratifications. En ce qui concerne la sécurité et la santé au travail, les taux de lésions professionnelles mortelles et non mortelles varient considérablement d'un pays à l'autre. Par ailleurs, le taux est souvent beaucoup plus élevé chez les hommes que chez les femmes. Dans la plupart des pays, les migrants courent également un risque un peu plus grand de subir des accidents du travail que les non-migrants.

1 Tendances de l'emploi et des questions sociales dans le monde

Aperçu du marché du travail mondial

Fin 2018, environ 7,6 milliards de personnes vivaient sur notre planète (Nations Unies, 2017a). Améliorer le bien-être de tous, en particulier des moins bien lotis, devrait être la première priorité de tout agenda politique et, à cet égard, la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) constitue un élément important de la stratégie des décideurs. Cette nouvelle édition du rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances* analyse en détail les principales tendances récentes des indicateurs clés du marché du travail qui concernent la prospérité et le bien-être de l'humanité. De fait, les marchés du travail sont primordiaux pour atteindre les ODD et promouvoir un développement centré sur l'être humain. En effet, le travail rémunéré est la principale source de revenu pour la grande majorité des ménages à travers le monde, et l'organisation du travail peut aider à consolider les principes fondamentaux d'égalité, de démocratie, de durabilité et de cohésion sociale.

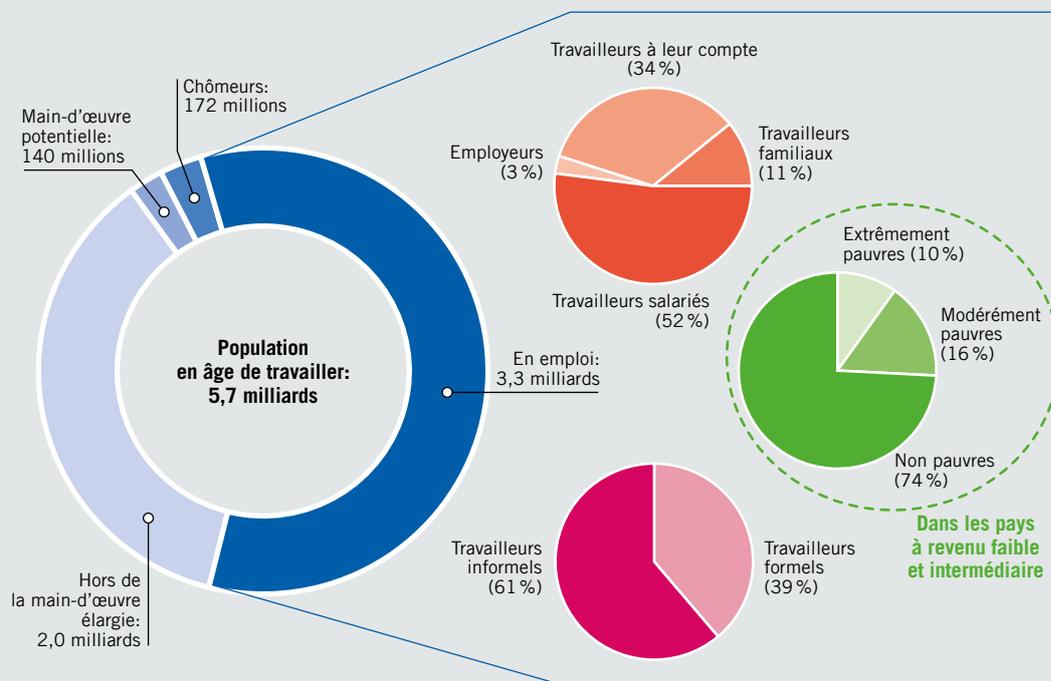
En 2018, la population mondiale en âge de travailler, composée de femmes et d'hommes âgés de 15 ans ou plus¹, était de 5,7 milliards (figure 1.1). Parmi eux, 3,3 milliards, soit 58,4 pour cent, occupaient un emploi et 172 millions étaient au chômage. Ensemble, ces deux groupes constituent la population active mondiale, qui s'élevait donc à 3,5 milliards de personnes en 2018, soit un taux d'activité de 61,4 pour cent. Les 2,2 milliards de personnes restantes (38,6 pour cent) en âge de travailler ne faisaient pas partie de la population active, notamment celles qui sont engagées dans le domaine de l'éducation et des soins non rémunérés et celles qui sont en retraite. Au sein de ce groupe, 140 millions faisaient partie de la main-d'œuvre potentielle (il s'agit des personnes à la recherche d'un emploi mais qui ne sont pas encore disponibles pour en occuper un et de celles qui sont disponibles mais ne cherchent pas d'emploi).

Les statistiques sur l'emploi et le taux d'activité correspondent aux définitions établies dans les résolutions pertinentes de la Conférence internationale des statisticiens du travail (CIST), qui sont mises à jour périodiquement pour s'adapter à l'évolution du monde du travail. Par exemple, la 19^e CIST, qui a eu lieu en 2013, a resserré la définition de l'emploi pour qu'elle se limite aux activités exercées pour des tiers en échange d'une rémunération ou d'un bénéfice. Dans le même temps, la définition du travail a été élargie pour inclure la production de services pour la consommation personnelle, tels que les soins non rémunérés (BIT, 2013). Ni ces changements ni ceux introduits dans la résolution pertinente la plus récente, adoptée par la 20^e CIST (BIT, 2018b), ne se traduisent dans les statistiques mondiales du marché du travail présentées dans ce rapport. De nouveaux questionnaires pour les enquêtes sur la population active sont en cours d'élaboration et d'expérimentation avec l'appui du BIT. Pour l'instant, on ne dispose pas encore de données cohérentes basées sur les nouvelles définitions dans un nombre de pays suffisamment important pour produire des valeurs fiables à l'échelle mondiale. (De plus amples informations sur les implications probables de l'application des nouvelles définitions adoptées à la 19^e CIST se trouvent dans BIT, 2018c, encadré 6.)

1. Le BIT n'applique pas de limite d'âge supérieure pour déterminer la population en âge de travailler. Une grande partie de la population mondiale ne bénéficie pas de prestations de vieillesse; en d'autres termes, de nombreuses personnes n'ont d'autre choix que de travailler aussi longtemps qu'elles le peuvent. Même dans les pays qui offrent des prestations de vieillesse, l'âge de la retraite varie considérablement, ce qui signifie que tout seuil serait arbitraire.

Figure 1.1

Marché du travail mondial, 2018



Note: La pauvreté au travail fait référence à la proportion de travailleurs vivant dans une pauvreté modérée ou extrême dans les pays à revenu faible et intermédiaire. Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,20 dollars É.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieur à 1,90 dollar PPA, respectivement.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018; BIT, 2018a.

Les déficits de travail décent sont importants

Le travail rémunéré est un moteur essentiel pour le bien-être matériel, la sécurité économique, l'égalité des chances et le développement humain, mais les progrès dans ces domaines sont encore hors de portée pour une majorité de travailleurs dans le monde. Avoir un emploi ne garantit en effet pas toujours un niveau de vie décent. Une bonne partie de la population mondiale en âge de travailler est exposée au risque de pauvreté et, dans de tels cas, l'emploi relève de la tentative de subvenir à ses besoins fondamentaux et à ceux de sa famille. Ainsi, de nombreux travailleurs se voient contraints d'accepter des emplois vulnérables, en particulier dans l'économie informelle, qui sont généralement associés à de faibles salaires et à un accès limité, voire inexistant, à la protection sociale et aux droits au travail. Quelque 360 millions de personnes, soit 11 pour cent de celles qui sont en emploi, sont des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale qui n'ont pas d'accès effectif à la protection sociale et à la sécurité du revenu, et dont le statut dans l'emploi est classé comme informel par définition. En outre, 1,1 milliard de personnes, soit 34 pour cent de la population mondiale en âge de travailler, travaillent pour leur propre compte. Bien que le travail à compte propre puisse servir de tremplin vers l'entrepreneuriat, il relève pour une large part d'activités de subsistance menées en raison d'un manque de possibilités d'emploi dans le secteur formel ou de l'absence de système de protection sociale; en réalité, 85 pour cent des travailleurs à compte propre exercent dans l'économie informelle (BIT, 2018a).

Enfin, un peu plus de la moitié (52 pour cent) des travailleurs mondiaux sont salariés. Ce type d'emploi est souvent associé à de meilleures conditions de travail et à une plus grande sécurité du revenu, bien que cela ne soit pas nécessairement le cas dans de nombreuses régions du monde (voir chapitre 2), comme en témoigne le fait que 40 pour cent de ces emplois sont informels. Au total, pas moins de

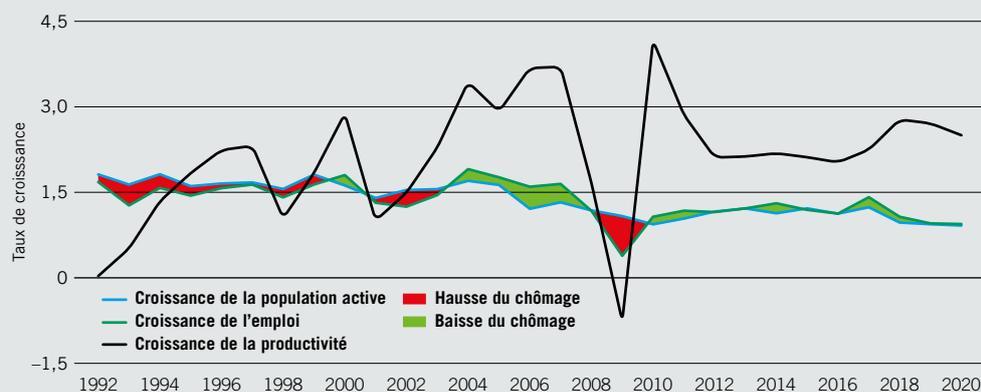
2 milliards de travailleurs occupent un emploi informel, soit trois membres sur cinq (61 pour cent) de la main-d'œuvre mondiale. De plus, de nombreux travailleurs informels font partie des 55 pour cent de la population mondiale qui ne bénéficient d'aucune protection sociale (BIT, 2017a). La mauvaise qualité de nombreux emplois se manifeste également par le fait que plus d'un quart des travailleurs des pays à revenu faible ou intermédiaire vivaient dans une pauvreté extrême ou modérée en 2018 (c'est-à-dire avec moins de 3,20 dollars É.-U. par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA)).

La croissance de l'emploi diminue dans un contexte de ralentissement de la croissance de la population active

La croissance annuelle moyenne de la population mondiale en âge de travailler est passée de 1,9 pour cent en 1990-1995 à 1,3 pour cent en 2013-2018; elle devrait encore baisser, pour atteindre 1,1 pour cent d'ici à 2030. Ce ralentissement se traduit par une moindre croissance de la population active, dont le taux est passé de 1,8 pour cent en 1992 à moins de 1 pour cent en 2018 et au-delà (figure 1.2). La croissance de l'emploi a également diminué au cours de la même période, passant d'une moyenne de 1,5 pour cent dans les années 1990 à moins de 1 pour cent en 2018. En général, la croissance de l'emploi ne peut pas dépasser de manière prolongée la croissance de la population active, sinon la population active occupée finirait par dépasser la population active, ce qui n'est pas possible par définition. La figure 1.2 montre que, au cours des années 1990, la croissance de l'emploi a généralement été inférieure à celle de la population active, tandis qu'elle l'a dépassée en moyenne de 0,25 point de pourcentage par an entre 2004 et 2007, ce qui a nettement fait baisser le taux de chômage. Depuis 2010, les taux de croissance de l'emploi et de la main-d'œuvre sont très proches, la première dépassant légèrement la seconde la plupart du temps. Au cours des années 2018-2020, les deux taux devraient être semblables, de sorte que le taux de chômage mondial restera quasiment inchangé.

Figure 1.2

Croissance mondiale de la population active, de l'emploi et de la productivité, 1992-2020 (pourcentages)



Note: Au cours des périodes colorées en rouge (vert), le taux de chômage augmente (baisse) en raison d'une croissance de l'emploi inférieure (supérieure) à la croissance de la population active. La croissance de la productivité est calculée selon le PIB par travailleur et agrégée en utilisant les taux de change à PPA. Les chiffres pour les années postérieures à 2018 présentés dans cette figure et plus loin dans le rapport sont des projections.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

La croissance de la productivité reste stable malgré le ralentissement de la croissance économique

Les taux de croissance du PIB par habitant et du PIB par travailleur (productivité) sont adoptés comme indicateurs dans les cibles 8.1 et 8.2 des ODD; ce sont également deux mesures du développement largement utilisées. Ce choix des indicateurs basés sur le PIB part du principe qu'une plus grande accumulation de richesses par l'ensemble de la société devrait profiter à tous. Cependant, l'utilisation du PIB comme mesure de la performance économique et du progrès social a de sérieuses limites, car elle ne renseigne pas sur les conditions de travail, la répartition des revenus ou la dégradation de l'environnement. Le PIB ne tient pas compte non plus d'activités importantes comme le travail de soins non rémunéré. Ces lacunes ont conduit à proposer plusieurs nouvelles mesures du progrès qui vont «au-delà du PIB» (Berik, 2018; CE, 2018; BIT, 2019; OCDE, 2018a et 2018b; Forum économique mondial, 2018). Pour l'instant, cependant, le PIB demeure l'indicateur de développement économique le plus largement disponible.

Étant donné que la croissance du PIB est la somme de la croissance de l'emploi et de la croissance de la productivité, il est clair que ces trois indicateurs sont étroitement liés. À court terme, les variations de croissance économique peuvent avoir une incidence sur la croissance de l'emploi et le chômage. Une croissance à long terme du PIB supérieure à celles de l'emploi et de la population active, en revanche, indique généralement une amélioration de la productivité du travail. Par conséquent, le taux de croissance du PIB doit être considéré à la fois dans une perspective à court terme (pour savoir s'il permet une croissance suffisante de l'emploi) et à long terme (pour savoir s'il génère une amélioration suffisante de la valeur ajoutée par travailleur).

Le taux de croissance économique mondial moyen au cours de la période 2011-2018 a été de 3,6 pour cent², ce qui est inférieur au taux de 3,9 pour cent enregistré de 2001 à 2010, mais supérieur au taux de 3,3 pour cent observé de 1992 à 2000 (FMI, 2018a). Le taux de croissance devrait se maintenir à 3,6 pour cent dans les années à venir. Il semblerait donc que l'économie mondiale se soit ancrée sur une trajectoire de croissance plus lente que celle des années 2000. Toutefois, la croissance de l'emploi a été suffisamment forte pour suivre celle de la population active, et la croissance de la productivité s'est établie en moyenne à environ 2,3 pour cent en 2001-2010 et 2011-2018. En outre, la croissance de la productivité en 2019-2021 devrait atteindre son plus haut niveau depuis 2010, dépassant la moyenne historique de 2,1 pour cent pour la période 1992-2018. Cela signifie que, une fois la croissance de la population active prise en compte, le niveau actuel de croissance du PIB est conforme au niveau plus élevé des années 2001-2010.

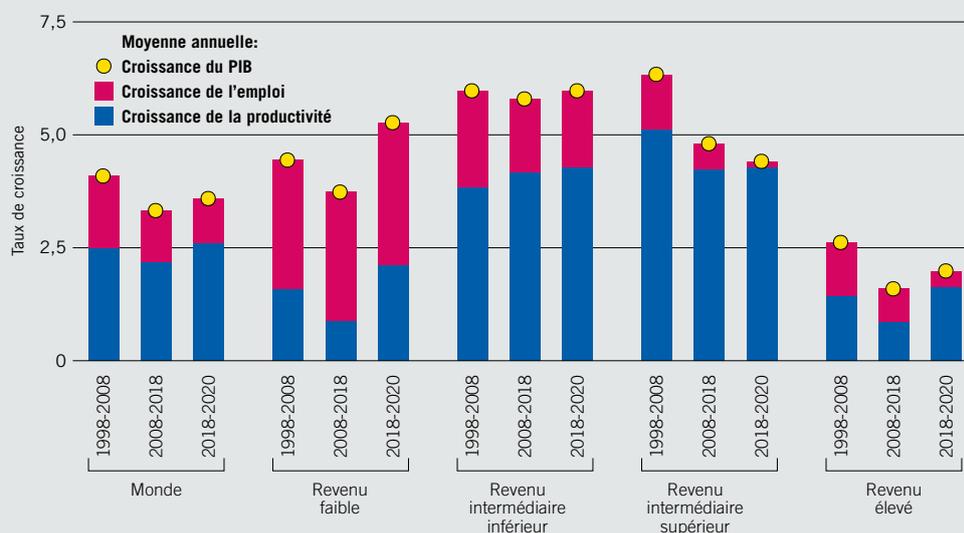
Les disparités dans la croissance de la productivité sont très prononcées

Le tableau apparemment stable et positif de la situation mondiale masque de fortes disparités dans les résultats en matière de croissance entre les pays selon les niveaux de revenus (figure 1.3) et entre les régions géographiques (voir chapitre 2). La croissance projetée du PIB est la plus forte dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. Toutefois, la hausse importante de l'emploi attendue dans les pays à faible revenu entre 2018 et 2020 signifie que la croissance de la productivité du travail dans ces pays devrait être relativement faible pendant cette période, avec une moyenne de 2,3 pour cent par an, contre 4,2 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire. Cette croissance modeste de la productivité porte à croire que, au lieu de rattraper le groupe des pays à revenu plus élevé, les pays à faible revenu sont en retard dans leurs efforts pour relever le niveau de vie et réduire la pauvreté pour tous. Cela a également des répercussions sur la réalisation des ODD, comme nous le verrons au chapitre 3. Au cours des prochaines années, la croissance économique dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé devrait être tirée presque exclusivement par la croissance de la productivité plutôt que par celle de l'emploi.

2. Tous les chiffres globaux de croissance présentés dans ce rapport ont été calculés en utilisant les taux de change à PPA plutôt que les taux de change du marché.

Figure 1.3

Croissance moyenne du PIB et de ses deux composantes (productivité du travail et emploi), dans le monde et par groupe de revenus, 1998-2020 (pourcentages)



Note: La croissance du PIB se subdivise en deux composantes: la croissance de l'emploi et la croissance de la productivité (production par travailleur). Les taux de croissance du PIB et de la productivité sont calculés en agrégeant les pays à l'aide des taux de change à PPA.

Source: FMI, 2018a; estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Les effets de la croissance – ou de l'absence de croissance – sont très différents selon le groupe de revenu auquel appartient un pays. Dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, l'augmentation des revenus contribue principalement à sortir les gens de la pauvreté, mais elle peut aussi améliorer les conditions de travail à mesure que les travailleurs abandonnent la production de subsistance pour des activités marchandes plus modernes. Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé, la croissance est liée à la création et à la destruction d'emplois et a, par conséquent, une influence sur le taux de chômage.

Les sections suivantes de ce chapitre traitent d'abord des tendances concernant la population active mondiale, en soulignant les différences importantes entre les divers groupes démographiques. Elles se concentrent ensuite sur les personnes qui occupent un emploi en analysant les tendances des conditions de travail et des revenus. Suit un examen de l'ampleur du chômage et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre élargie. Enfin, le lien entre l'évolution du marché du travail et les troubles sociaux fait l'objet d'une analyse.

Participation au marché du travail

Environ 61 pour cent de la population mondiale en âge de travailler participe au marché du travail (tableau 1.1), soit en étant effectivement employée, soit en recherchant un emploi tout en étant disponible pour travailler. Ce taux de participation a diminué en moyenne de 0,1 à 0,2 point de pourcentage par an au cours des vingt-cinq dernières années, la baisse la plus marquée ayant été enregistrée à la suite de la crise financière mondiale de 2008. Les taux d'activité globaux varient d'un groupe de revenu à l'autre, allant, en 2018, de 56 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure à 71 pour cent dans les pays à faible revenu. Ils devraient baisser dans tous les groupes de revenu entre 2018 et 2023, en particulier dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure (de 2 points de pourcentage) et les pays à revenu élevé (de 1 point de pourcentage). Ces valeurs globales masquent toutefois de fortes disparités dans les taux de participation des femmes et des jeunes.

Tableau 1.1

Taux d'activité dans le monde et par groupe de revenus, niveau en 2018 et variations au cours de la période 1993-2023

Groupe de revenus	Groupe démographique	Niveau (%)	Variations par périodes de cinq ans (points de pourcentage)					
		2018	1993-1998	1998-2003	2003-2008	2008-2013	2013-2018	2018-2023
Monde	Total	61,4	-0,5	-0,9	-0,9	-1,1	-0,5	-1,1
	Femmes	47,9	-0,1	-0,5	-1,0	-1,2	-0,3	-1,1
	Hommes	74,9	-0,9	-1,3	-0,9	-1,0	-0,8	-1,0
	Jeunes	42,1	-3,3	-3,1	-2,6	-3,7	-2,2	-1,3
	Adultes	66,6	0,2	-0,2	-0,6	-0,8	-0,5	-1,2
Revenu faible	Total	71,3	-0,3	-0,2	-1,1	-1,2	-0,1	-0,2
	Femmes	64,1	-0,1	0,2	-1,1	-1,2	0,4	-0,3
	Hommes	78,7	-0,5	-0,6	-1,0	-1,3	-0,7	-0,2
	Jeunes	56,6	-1,1	-0,9	-1,7	-1,6	-1,0	-0,6
	Adultes	79,0	0,2	0,4	-0,8	-1,1	0,2	-0,3
Revenu intermédiaire inférieur	Total	56,5	-0,3	-0,4	-1,1	-1,5	-0,3	-0,4
	Femmes	35,5	0,1	-0,1	-1,1	-1,9	0,4	-0,3
	Hommes	77,1	-0,7	-0,6	-1,1	-1,2	-1,0	-0,5
	Jeunes	35,9	-1,2	-1,4	-3,4	-4,3	-2,4	-1,2
	Adultes	63,7	0,0	0,0	-0,5	-1,0	-0,1	-0,6
Revenu intermédiaire supérieur	Total	64,8	-1,1	-1,9	-1,6	-1,0	-1,1	-2,0
	Femmes	54,6	-0,8	-1,5	-1,7	-1,0	-1,2	-2,2
	Hommes	75,0	-1,4	-2,3	-1,4	-0,9	-1,0	-1,9
	Jeunes	44,2	-5,6	-6,0	-2,7	-3,9	-3,5	-2,3
	Adultes	68,9	0,0	-0,7	-1,3	-1,1	-1,4	-2,3
Revenu élevé	Total	60,5	0,1	-0,1	0,5	-0,5	0,2	-1,0
	Femmes	52,7	1,1	0,7	1,0	0,1	0,6	-0,8
	Hommes	68,4	-0,9	-1,1	-0,1	-1,2	-0,3	-1,3
	Jeunes	45,1	-1,6	-1,9	-0,7	-2,6	0,4	-1,5
	Adultes	63,0	0,4	0,1	0,6	-0,3	-0,1	-1,1

Note: «Jeunes» correspond aux 15-24 ans, «Adultes» aux 25 ans et plus.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

L'écart entre les taux d'activité des hommes et ceux des femmes ne se réduit que légèrement

L'écart mondial entre le taux d'activité des femmes et celui des hommes était de 27 points de pourcentage en 2018: moins de la moitié des femmes en âge de travailler (48 pour cent) participaient au marché du travail cette année-là, contre les trois quarts des hommes (75 pour cent). Néanmoins, l'écart s'est réduit au cours des vingt-cinq dernières années, principalement parce que la baisse du taux d'activité des femmes entre 1993 et 2003 a été beaucoup plus faible que celle des hommes.

Dans les pays à revenu faible, intermédiaire inférieur et intermédiaire supérieur, les taux d'activité des hommes sont assez similaires, allant de 75 à 79 pour cent en 2018. En revanche, le taux d'activité des femmes le plus élevé au cours de la même année était de 64 pour cent et a été observé dans les pays à faible revenu; dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, il n'était que de 35 pour cent. Il convient toutefois de noter que les taux d'activité élevés des femmes dans les pays à faible revenu sont principalement la conséquence de la nécessité économique qu'elles ont de contribuer au revenu familial en participant à des activités marchandes ou de subsistance.

D'un autre côté, les inégalités entre les sexes en matière de participation au marché du travail se réduisent rapidement dans les pays à revenu élevé. Ainsi, le taux d'activité des femmes de ce groupe de pays a augmenté de 3,5 points de pourcentage entre 1993 et 2018, tandis que celui des hommes a diminué dans la même proportion au cours de la même période. En 2018, l'écart entre les sexes dans les pays à revenu élevé a diminué à 15 points de pourcentage et il devrait encore se resserrer au cours des cinq prochaines années.

Les disparités entre les sexes sur le marché du travail résultent d'une multitude de facteurs interdépendants, notamment les normes sociales, les rôles sexospécifiques et les contraintes socio-économiques qui sont souvent profondément ancrés dans les sociétés. Il faut par conséquent beaucoup de temps pour y remédier, même lorsque la volonté politique existe. Un rapport du BIT et de Gallup (2017) décrit les différents comportements et préférences dans le monde en ce qui concerne le rôle des femmes sur le marché du travail, tandis que deux rapports récents du BIT (BIT, 2016 et 2017b) analysent en détail les facteurs sous-jacents, ainsi que des mesures possibles pour combler les écarts entre les sexes.

Les taux d'activité des jeunes baissent à mesure que la scolarisation augmente

Le taux d'activité mondial des jeunes de 15 à 24 ans a sensiblement baissé entre 1993 et 2018, chutant de 15 points de pourcentage pour atteindre 42 pour cent à la fin de cette période. Cette tendance s'explique principalement par l'augmentation du taux de scolarisation des jeunes. À l'échelle mondiale, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement secondaire est passé de 55 pour cent en 1993 à 77 pour cent en 2017 et de 14 à 38 pour cent dans l'enseignement supérieur (ISU, 2018).

En 2018, c'est dans les pays à faible revenu que le taux d'activité des jeunes était le plus élevé, à 57 pour cent, et la valeur la plus basse (36 pour cent) a été observée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur. Dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, le taux d'activité des jeunes a baissé de plus de 20 points de pourcentage depuis 1993, pour atteindre 44 pour cent en 2018, un niveau similaire à celui enregistré dans les pays à revenu élevé (45 pour cent). Toutefois, le taux brut de scolarisation dans l'enseignement supérieur dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (52 pour cent en 2017) reste nettement inférieur à celui des pays à revenu élevé (77 pour cent) (*ibid.*). En outre, le fait que ce taux n'était que de 24 pour cent en 2017 dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (*ibid.*) porte à croire que la scolarisation n'a qu'une influence limitée sur les variations des taux d'activité des jeunes dans les différents groupes de pays selon le niveau de revenu.

La baisse du taux d'activité crée de nouveaux défis

Certains facteurs à l'origine de la baisse des taux d'activité, comme la hausse des taux de scolarisation, de meilleures possibilités de retraite et l'allongement de l'espérance de vie, sont positifs pour les personnes qui en bénéficient. Toutefois, les tendances projetées de la croissance de la population active créent également de nouveaux défis en ce qui concerne l'organisation du travail et la répartition des ressources (voir BIT, 2018a, chapitre 4). En premier lieu, les systèmes de retraite existants seront sous pression pour maintenir les personnes âgées hors de la pauvreté. Deuxièmement, la hausse du taux de dépendance fait augmenter la demande de main-d'œuvre dans des secteurs spécifiques comme celui des soins, accélérant ainsi la transformation structurelle. Troisièmement, le vieillissement croissant de la population active met à rude épreuve la capacité des travailleurs à suivre le rythme de l'innovation et des changements structurels sur le marché du travail (*ibid.*).

Ratio emploi-population

L'évolution des taux d'activité, la croissance de la population active et la croissance de l'emploi jouent toutes un rôle pour déterminer la part de la population en âge de travailler qui occupe un emploi, dénommée ratio emploi-population. Les variations de ce ratio entre les groupes de revenus et les groupes démographiques reflètent principalement des différences dans les taux d'activité, mais aussi, dans une certaine mesure, dans les taux de chômage.

À l'échelle mondiale, 58,4 pour cent de la population en âge de travailler avait un emploi en 2018, contre 62,2 pour cent en 1993 (tableau 1.2). L'écart entre les sexes dans le ratio emploi-population était de 26 points de pourcentage en 2018, ce qui signifie que les hommes sont plus de 0,5 fois plus susceptibles d'avoir un emploi que les femmes. Les pays à faible revenu présentent le ratio le plus élevé (plus de 68 pour cent), alors que celui-ci ne dépasse pas 54 pour cent dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, ce qui s'explique principalement par le fait que seulement un tiers des femmes de ces pays occupent un emploi. Le ratio devrait diminuer légèrement dans tous les groupes de revenu et pour tous les groupes démographiques; cette tendance est entièrement imputable à la baisse du taux d'activité.

Comme le montre le tableau 1.2, la majorité de la population en âge de travailler est en emploi, dans tous les groupes de revenus. Les sections suivantes apportent des précisions sur les principaux types d'emplois en mettant l'accent sur les indicateurs de qualité de l'emploi, qui sont également pertinents pour évaluer le bien-être des personnes.

Tableau 1.2

Ratio emploi-population, dans le monde et par groupe de revenus, 1993, 2018 et 2020 (pourcentages)

Groupe de revenus	Total			Femmes			Hommes			Jeunes		
	1993	2018	2020	1993	2018	2020	1993	2018	2020	1993	2018	2020
Monde	62,2	58,4	58,0	48,5	45,3	44,9	76,0	71,4	71,1	51,7	37,1	36,6
Revenu faible	71,3	68,7	68,6	63,5	61,7	61,6	79,4	75,9	75,8	58,8	53,1	52,9
Revenu intermédiaire inférieur	57,9	54,3	54,1	36,4	33,7	33,5	78,8	74,5	74,3	44,2	31,6	31,0
Revenu intermédiaire supérieur	68,2	60,9	60,2	58,2	51,3	50,5	78,2	70,5	69,9	60,7	37,6	36,8
Revenu élevé	55,6	57,3	57,1	44,9	49,8	49,6	66,8	65,0	64,7	43,4	39,8	39,4

Note: Le ratio emploi-population mesure la part de la population en âge de travailler qui occupe un emploi.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Informalité et statuts d'emploi

L'emploi informel est une réalité pour la majorité des travailleurs dans le monde. Ainsi, en 2016, 2 milliards de travailleurs, soit 61 pour cent de la population active mondiale, exerçaient des activités économiques qui n'étaient pas du tout ou insuffisamment couvertes par des accords formels en droit ou en pratique (BIT, 2018a). Il faut souligner que les travailleurs informels risquent beaucoup plus de vivre dans des conditions de pauvreté que les travailleurs formels (*ibid.*). Il est important de noter, cependant, que le travail formel n'est pas une garantie pour échapper à la pauvreté, et que les travailleurs informels ne sont pas condamnés à être pauvres.

À l'échelle mondiale, le taux d'informalité est en fait plus élevé chez les hommes (63 pour cent) que chez les femmes (58 pour cent) (voir tableau 1.3). Toutefois, les femmes risquent plus que les hommes d'occuper un emploi informel dans les pays à revenu faible ou intermédiaire de la tranche inférieure. En revanche, les hommes occupent plus fréquemment un emploi informel dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé.

Tableau 1.3

Informalité et statuts d'emploi, dans le monde et par groupe de revenus, niveaux en 2016 et 2018, et variations projetées pour 2018-2023

Groupe de revenus	Par sexe	Informalité		Travailleurs salariés		Employeurs		Travailleurs à compte propre		Travailleurs familiaux	
		Niveau (%)	Niveau (%)	Variation (points de pourcentage)	Niveau (%)	Variation (points de pourcentage)	Niveau (%)	Variation (points de pourcentage)	Niveau (%)	Variation (points de pourcentage)	
		2018	2018-2023	2018	2018-2023	2018	2018-2023	2018	2018-2023	2018	2018-2023
Monde	Total	61,2	52,0	0,6	2,9	0,1	34,1	0,4	10,9	-1,0	
	Femmes	58,1	52,5	0,5	1,7	0,1	27,8	0,8	18,1	-1,4	
	Hommes	63,0	51,7	0,6	3,8	0,0	38,2	0,1	6,4	-0,8	
Revenu faible	Total	89,8	18,8	0,9	1,6	0,0	50,9	0,1	28,6	-1,0	
	Femmes	92,1	11,9	0,6	0,8	0,0	44,5	0,6	42,8	-1,2	
	Hommes	87,5	24,5	1,1	2,3	0,0	56,4	-0,4	16,8	-0,7	
Revenu intermédiaire inférieur	Total	83,7	34,5	1,9	2,7	0,1	49,5	0,1	13,3	-2,1	
	Femmes	84,5	31,6	2,1	1,4	0,1	42,0	1,1	25,0	-3,3	
	Hommes	83,4	35,8	1,8	3,3	0,1	52,8	-0,4	8,2	-1,5	
Revenu intermédiaire supérieur	Total	52,6	59,2	1,8	3,3	0,1	28,3	-0,6	9,2	-1,3	
	Femmes	50,4	58,4	2,2	1,9	0,1	24,4	-0,3	15,2	-2,0	
	Hommes	54,0	59,8	1,5	4,4	0,1	31,1	-0,9	4,8	-0,7	
Revenu élevé	Total	18,3	87,2	0,2	3,3	0,0	8,6	-0,1	0,9	-0,1	
	Femmes	17,6	89,7	0,2	2,0	0,0	6,7	0,0	1,5	-0,2	
	Hommes	18,9	85,2	0,2	4,3	-0,1	10,0	-0,1	0,5	-0,1	

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018; BIT, 2018a.

La formalité est plus courante dans l'emploi salarié que dans le travail indépendant

L'informalité est particulièrement répandue parmi les travailleurs à leur propre compte, 85 pour cent d'entre eux travaillant selon de telles modalités (BIT, 2018a). Les travailleurs et les unités économiques engagés dans le travail informel à compte propre, ainsi que les entreprises des employeurs informels, manquent généralement de reconnaissance juridique. En outre, ils ne respectent souvent pas leurs obligations fiscales et rencontrent de sérieuses difficultés pour conclure des contrats commerciaux et accéder aux ressources financières, aux marchés ou à des biens. Quant aux travailleurs salariés, 40 pour cent d'entre eux ont un emploi informel, ce qui signifie que leurs relations d'emploi ne sont, en droit ou en pratique, pas soumises à la législation nationale du travail ni à l'impôt sur le revenu, et qu'elles ne donnent lieu à aucune protection sociale ni à aucun avantage lié à l'emploi. Enfin, tous les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale sont par définition informels: avec les travailleurs à compte propre, ils sont donc particulièrement vulnérables aux inégalités économiques et sociales qui vont de pair avec l'informalité.

L'emploi salarié augmente à mesure que les pays se développent

Un peu plus de la moitié des travailleurs dans le monde, qu'ils soient formels ou informels, étaient salariés en 2018, dans une proportion similaire pour les femmes et pour les hommes (tableau 1.3). Au cours des cinq prochaines années, la part des salariés devrait augmenter d'environ 0,5 point de pourcentage. L'apparente égalité entre les sexes dans cette catégorie de travailleurs masque toutefois d'importantes disparités entre les pays à différents niveaux de revenu. Tout d'abord, la part de l'emploi salarié est d'autant plus importante que le niveau de revenu des pays est élevé: dans les pays à faible revenu, elle est en moyenne de 19 pour cent, contre 87 pour cent dans les pays à revenu élevé. Deuxièmement, les femmes ont moins de chances que les hommes d'occuper ce type d'emploi dans les pays à faible revenu; la situation est inversée dans les pays à revenu élevé. C'est dans les pays à revenu intermédiaire que la part de l'emploi salarié devrait augmenter le plus. Il est à noter que, dans

les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, la part des femmes devrait augmenter davantage que la part des hommes au cours des cinq prochaines années, avec des gains de 2,2 et de 1,5 point de pourcentage pour les femmes et les hommes, respectivement.

Les femmes sont sous-représentées dans la catégorie des employeurs

La part des employeurs dans l'emploi total en 2018 était relativement faible, autour de 3 pour cent, tant au niveau mondial que dans les pays à revenu intermédiaire et élevé. Dans les pays à faible revenu, elle n'était que de 1,6 pour cent, ce qui peut s'expliquer en partie par la prévalence des activités de subsistance menées en dehors des unités économiques organisées. À l'échelle mondiale et dans tous les groupes de revenu, l'écart entre les sexes chez les employeurs est important: la proportion de femmes ayant ce statut d'emploi est deux fois moins élevée que celle des hommes.

Le travail pour son propre compte se développe, en particulier chez les femmes

Les travailleurs à leur propre compte représentaient plus d'un tiers de l'emploi mondial en 2018. Leur part était beaucoup plus élevée dans les pays à revenu faible et intermédiaire inférieur (environ 50 pour cent dans les deux cas) que dans les pays à revenu intermédiaire supérieur (28 pour cent) et à revenu élevé (9 pour cent). Dans tous les groupes de revenu, les hommes sont beaucoup plus susceptibles d'être des travailleurs à leur propre compte que les femmes. Toutefois, au niveau mondial, cet écart entre les sexes, qui était de plus de 10 points de pourcentage en 2018, est en train de se résorber: la part des femmes ayant ce statut d'emploi devrait augmenter de près de 1 point de pourcentage au cours des cinq prochaines années, tandis que celle des hommes restera essentiellement la même.

Le travail familial est encore très répandu chez les femmes dans les pays à faible revenu

Les femmes risquent environ trois fois plus que les hommes d'être des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale, à l'échelle mondiale et dans tous les groupes de revenu. L'une des raisons de cette disproportion est que, dans de nombreux pays, les droits de propriété sont biaisés en faveur des hommes en tant qu'exploitants, tandis que les femmes sont censées devenir des travailleuses familiales dans les activités agricoles (Doss et coll., 2015). L'incidence du travail familial a fortement tendance à diminuer à mesure que les niveaux de revenu augmentent: en 2018, cette proportion était d'environ 30 pour cent dans les pays à faible revenu, contre moins de 1 pour cent dans les pays à revenu élevé. Au cours des cinq prochaines années, l'incidence du travail familial devrait continuer de baisser d'environ 1 point de pourcentage au niveau mondial. Ce recul devrait être encore plus prononcé dans les pays à revenu intermédiaire et parmi les femmes.

Malgré des améliorations, les conditions de travail continuent d'être insatisfaisantes pour une grande partie de la main-d'œuvre mondiale. Globalement, on estime à 1,5 milliard le nombre de personnes qui travaillent pour leur propre compte et pour l'entreprise familiale, ce qui les rend particulièrement vulnérables aux problèmes liés à l'informalité. Par ailleurs, le rythme des progrès est trop lent dans les pays à faible revenu pour entraîner une réduction significative de la part de ces deux groupes vulnérables: en 2023, jusqu'à 80 pour cent des travailleurs de ces pays devraient encore travailler à leur propre compte ou pour l'entreprise familiale.

Transformation structurelle et qualité de l'emploi

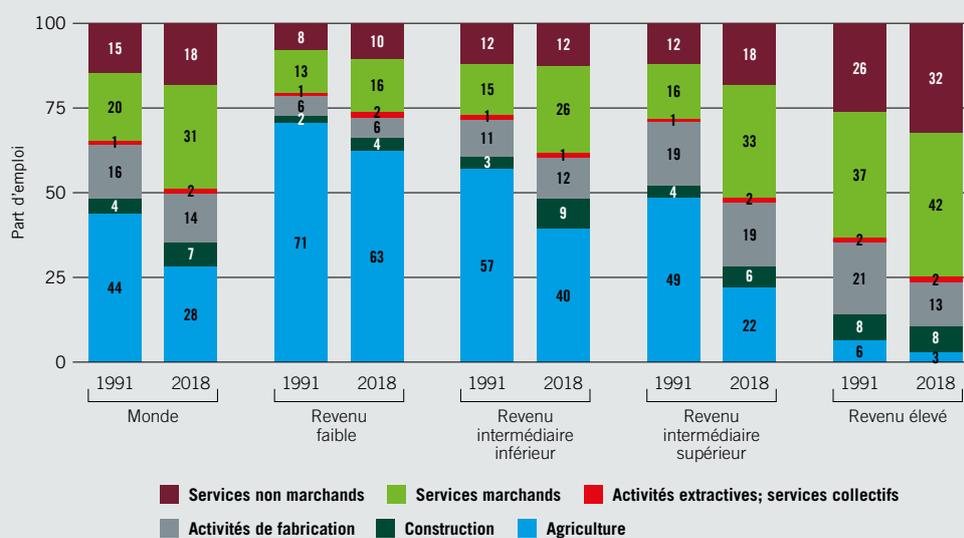
Comme nous l'avons déjà souligné dans l'édition de l'année dernière du présent rapport (BIT, 2018d), les conditions de travail peuvent varier considérablement d'un secteur à l'autre. Étant donné que l'évolution des conditions de travail est étroitement liée à celle de la structure de l'économie, le processus de transformation structurelle devrait être évalué non seulement en termes de parts d'emploi, mais aussi en termes de résultats moins tangibles sur le marché du travail, tels que les conditions de travail et les modalités d'emploi (*ibid.*).

Les services marchands sont le principal moteur de la croissance de l'emploi

La part de l'agriculture dans l'emploi total diminue dans tous les groupes de revenus (figure 1.4). À l'échelle mondiale, elle est passée de 44 pour cent en 1991 à 28 pour cent en 2018, et ce sont les pays à revenu intermédiaire qui ont le plus contribué à cette baisse. Dans les pays à faible revenu, 63 pour cent des travailleurs étaient encore employés dans le secteur agricole en 2018, soit une baisse de seulement 8 points de pourcentage depuis 1991. La part du secteur manufacturier diminue également au niveau mondial – une tendance tirée par les pays à revenu élevé. Les secteurs dans lesquels une hausse peut être observée sont la construction, les services non marchands et, surtout, les services marchands. Les services représentaient déjà presque la moitié de l'emploi total dans le monde en 2018 et cette part devrait continuer à augmenter.

Figure 1.4

Distribution de l'emploi par secteurs agrégés, dans le monde et par groupe de revenus, 1991 et 2018 (pourcentages)



Note: Les catégories d'activités économiques agrégées sont définies dans la documentation pour la base de données ILOSTAT (https://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf).

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

La transformation structurelle n'entraînera pas à elle seule une amélioration généralisée des conditions de travail

Le déplacement de l'emploi de l'agriculture de subsistance, qui se caractérise par la culture sur de petites superficies de terres et de faibles rendements (Banerjee et Duflo, 2007), vers d'autres activités offre l'occasion d'améliorer les conditions de travail, à condition que les secteurs en expansion soient capables d'offrir des emplois de qualité. Il est à noter que le taux d'informalité dans le secteur agricole, qui dépasse 93 pour cent (BIT, 2018a), est beaucoup plus élevé que dans les autres secteurs. Outre

les améliorations potentielles que la transformation structurelle peut générer, des efforts devraient également être entrepris pour accroître la productivité agricole, par exemple en améliorant les compétences des membres des ménages ruraux, ainsi que par des initiatives telles que le développement des chaînes de valeur agricoles. Dans cette optique, le BIT soutient activement la promotion du travail décent dans le secteur agricole.

Les conditions de travail sont également problématiques dans le secteur en plein essor des services marchands. Par exemple, les vendeurs de rue sont souvent confrontés à une grande insécurité en ce qui concerne leur temps de travail, leurs revenus et leur situation professionnelle. L'émergence de l'«économie des plateformes numériques», dans laquelle les travailleurs sont classés comme indépendants et offrent leurs services sur des plateformes Internet, pose d'autres défis en ce qui concerne la garantie de conditions de travail décentes dans des secteurs et des professions qui les offraient traditionnellement par le passé (BIT, 2018e). L'amélioration des conditions de travail, l'accès à la protection sociale et la garantie des principes et droits fondamentaux dans un monde du travail en mutation exigeront des mesures concertées des pouvoirs publics, des employeurs et des travailleurs.

Revenu

L'octroi d'un revenu équitable est un aspect important du travail décent. Les salaires sont une source de revenu liée au travail, mais ce n'est pas la seule. Par exemple, les travailleurs indépendants ne perçoivent pas de salaire, leurs revenus provenant plutôt des bénéfices qu'ils tirent de leurs activités. En fin de compte, c'est le revenu total disponible qui détermine si les ménages peuvent ou non se permettre de vivre décemment. Cette section analyse d'abord la pauvreté au travail, qui est la situation dans laquelle se trouvent les travailleurs ayant un revenu si faible qu'ils sont incapables d'échapper à la pauvreté malgré leur emploi. La croissance des salaires réels est ensuite examinée, principalement en observant l'évolution des revenus moyens des salariés.

Quelque 700 millions de travailleurs vivent dans une pauvreté extrême ou modérée

Une situation de pauvreté extrême ou modérée (c'est-à-dire devoir vivre avec moins de 3,20 dollars par jour en PPA) était la réalité pour près de 700 millions de travailleurs dans les pays à revenu faible et intermédiaire en 2018 (tableau 1.4). Cela signifie qu'une personne sur quatre occupant un emploi dans ces pays vivait dans des conditions de pauvreté. Néanmoins, d'énormes progrès ont été accomplis depuis 1993, quand deux travailleurs sur trois (1,3 milliard au total) vivaient encore dans une pauvreté extrême ou modérée. De nouveaux progrès sont attendus dans les années à venir, avec une baisse du nombre de travailleurs pauvres de 55 millions d'ici à 2023. Toutefois, le recul marque progressivement le pas, principalement parce que la faible proportion de travailleurs pauvres dans les pays à revenu intermédiaire supérieur ne peut pas diminuer beaucoup plus.

La contribution de la Chine à la réduction de la pauvreté au travail est importante

Les taux de pauvreté au travail diminuent rapidement dans les pays à revenu intermédiaire. Entre 1993 et 2018, les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure ont enregistré une baisse de plus de 2 points de pourcentage par an des taux de pauvreté extrême et modérée des travailleurs. Ce rythme ne peut évidemment pas se poursuivre, puisque le taux de pauvreté au travail était tombé à 5,3 pour cent en 2018. Dans le groupe des pays à revenu faible et intermédiaire, la croissance économique constamment élevée enregistrée par la Chine depuis 1993 a contribué de manière significative à réduire la proportion et le nombre total de travailleurs pauvres. En revanche, le nombre absolu de travailleurs pauvres augmente en Afrique subsaharienne malgré la baisse du taux de pauvreté au travail (figure 1.5). Les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comptaient encore le plus grand nombre de travailleurs vivant dans une pauvreté extrême et modérée (432 millions) en 2018, mais ce nombre devrait diminuer de 54 millions d'ici à 2023: un travailleur sur trois dans ces pays vivrait alors dans la pauvreté.

Tableau 1.4

Pauvreté au travail, par groupe de revenus et par groupe démographique, 1993, 2018 et 2023

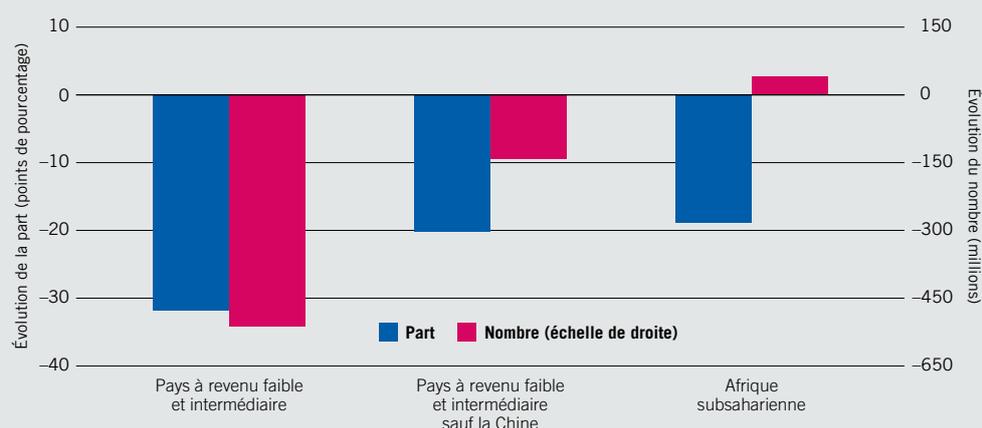
Groupe de revenus	Groupe démographique	Pauvreté extrême au travail						Pauvreté modérée au travail					
		(pourcentages)			(millions)			(pourcentages)			(millions)		
		1993	2018	2023	1993	2018	2023	1993	2018	2023	1993	2018	2023
Revenu faible et intermédiaire	Total	41,7	9,8	8,6	778,2	264,8	244,0	26,0	16,0	14,0	485,8	429,7	395,8
	Femmes	44,5	10,5	9,6	319,0	106,5	101,9	24,6	14,1	12,6	176,5	142,7	133,8
	Hommes	39,9	9,4	8,0	459,2	158,3	142,1	26,9	17,1	14,8	309,3	287,0	262,0
	Jeunes	45,0	15,7	14,5	205,9	59,8	55,2	28,0	20,6	18,9	128,3	78,6	71,8
Revenu faible	Total	61,4	39,2	35,2	91,2	115,8	120,9	21,6	27,5	26,6	32,1	81,3	91,4
	Femmes	63,9	40,4	36,3	43,2	54,4	56,5	21,3	27,7	27,0	14,4	37,3	42,2
	Hommes	59,2	38,2	34,4	47,9	61,4	64,3	21,8	27,4	26,3	17,7	44,1	49,3
	Jeunes	63,0	41,4	37,6	27,0	32,7	33,5	22,1	28,8	28,1	9,5	22,7	25,0
Revenu intermédiaire inférieur	Total	40,4	12,1	9,3	288,6	138,3	114,8	32,0	25,7	21,3	229,0	293,6	262,8
	Femmes	43,3	13,5	11,0	96,3	47,4	41,7	29,4	23,8	19,9	65,3	83,3	75,1
	Hommes	39,1	11,5	8,5	192,3	90,9	73,1	33,2	26,6	21,9	163,7	210,3	187,7
	Jeunes	43,0	15,0	12,1	73,3	25,7	20,8	34,2	28,9	24,9	58,3	49,6	42,5
Revenu intermédiaire supérieur	Total	39,7	0,9	0,7	398,4	10,8	8,3	22,4	4,4	3,3	224,7	54,8	41,6
	Femmes	42,0	0,9	0,7	179,5	4,7	3,7	22,6	4,2	3,2	96,7	22,1	16,6
	Hommes	38,0	0,8	0,6	218,9	6,0	4,6	22,2	4,5	3,4	128,0	32,7	25,0
	Jeunes	43,1	1,1	0,8	105,6	1,4	1,0	24,7	4,8	3,6	60,5	6,3	4,3

Note: Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,20 dollars É.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieur à 1,90 dollar PPA, respectivement. «Jeunes» correspond aux 15-24 ans.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Figure 1.5

Évolution de la pauvreté extrême et modérée au travail, 1993-2018



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

La pauvreté au travail est très répandue dans les pays à faible revenu où, en 2018, près de 40 pour cent des travailleurs, soit 116 millions, vivaient dans l'extrême pauvreté, et 27,5 pour cent, soit 81 millions, dans une pauvreté modérée. Bien que le taux de pauvreté au travail dans ces pays diminue globalement, le nombre absolu de travailleurs en situation de pauvreté extrême et modérée devrait augmenter de 15 millions d'ici à 2023, car le taux de création d'emplois décentement rémunérés ne pourra suivre l'augmentation rapide du nombre de demandeurs d'emploi. Cela signifie qu'il est peu probable que l'ODD 1 («Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde») soit atteint dans la majorité des pays à faible revenu, à moins d'un changement urgent de politique.

Les jeunes travailleurs risquent plus de vivre dans la pauvreté

En 2018, 10,5 pour cent des femmes employées dans les pays à revenu faible ou intermédiaire vivaient dans la pauvreté extrême, contre 9,4 pour cent des travailleurs masculins; à l'inverse, le taux de pauvreté modérée au travail était plus élevé chez les hommes (17,1 pour cent) que chez les femmes (14,1 pour cent). Le problème de la pauvreté au travail est encore plus grave chez les jeunes (15-24 ans). Plus d'un jeune travailleur sur trois dans les pays à revenu faible et intermédiaire vivaient dans une pauvreté extrême ou modérée en 2018 – un taux beaucoup plus élevé que chez les travailleurs adultes. Cependant, il faut être prudent dans l'interprétation des écarts entre les groupes démographiques puisque la pauvreté est mesurée dans les ménages, qui comptent généralement des individus de plusieurs groupes démographiques, dont certains ou tous occupent un emploi. La pression exercée sur les jeunes pour qu'ils acceptent un emploi au lieu de poursuivre leurs études a tendance à être plus élevée lorsqu'un ménage souffre de pauvreté.

La croissance des salaires réels moyens a ralenti en 2017

Les salaires sont la principale source de revenus des 1,7 milliard de salariés dans le monde. De ce fait, toute évolution des salaires réels (c'est-à-dire des salaires corrigés de l'inflation) a un impact majeur sur les revenus de plus de la moitié de la population active mondiale. Le *Rapport mondial sur les salaires 2018/19* (BIT, 2018f) a constaté qu'en 2017 la croissance mondiale des salaires réels était tombée à son taux le plus bas depuis 2008, passant d'une estimation de 2,4 pour cent en 2016 à seulement 1,8 pour cent³.

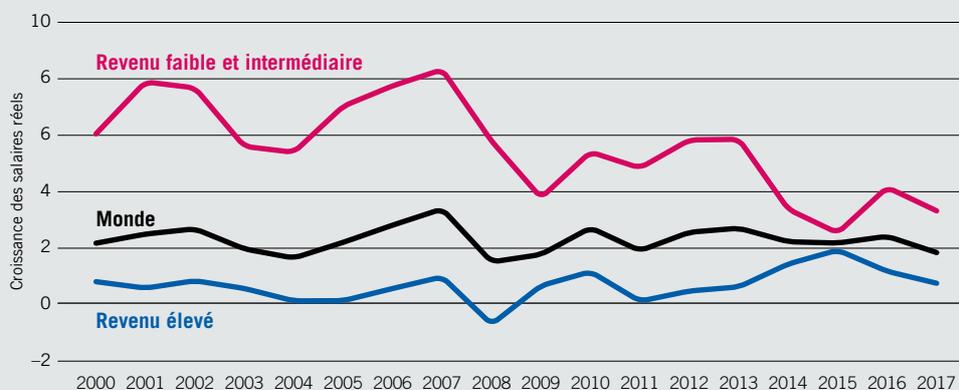
Dans les pays à revenu élevé, la tendance générale en 2017 et dans les données préliminaires pour 2018 est à une faible croissance des salaires réels, bien que des données récemment publiées indiquent que la croissance des salaires nominaux pourrait s'accélérer dans certains pays. En moyenne, dans le groupe des 52 pays à revenu élevé, la croissance des salaires en termes réels est tombée de 1,2 pour cent en 2016 à 0,8 pour cent en 2017 (figure 1.6), ce qui s'explique en particulier par le ralentissement de la croissance des salaires en Allemagne et en France, et par la baisse des salaires réels en Espagne, en Italie et au Japon. La croissance des salaires réels est également demeurée inférieure à 1 pour cent en 2017 en Australie, au Canada, aux États-Unis et au Royaume-Uni.

Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, la croissance des salaires réels a fluctué ces dernières années, passant de 2,5 pour cent en 2015 à 4,2 pour cent en 2016, puis ralentissant à 3,3 pour cent en 2017 (BIT, 2018f). Les travailleurs de l'Asie et du Pacifique ont bénéficié de la plus forte croissance de toutes les régions au cours de la période 2006-2017. Toutefois, même dans cette région, la croissance des salaires en 2017 (3,2 pour cent) a été inférieure à celle de 2016 (4,8 pour cent). Elle a également diminué en Asie centrale et occidentale, passant de 3,0 pour cent en 2016 à 0,4 pour cent en 2017. En Amérique latine et dans les Caraïbes, la croissance des salaires réels en 2017 a légèrement augmenté par rapport à 2016, mais elle est néanmoins restée relativement faible (moins de 1 pour cent). En Afrique, où, dans le cadre de la préparation du *Rapport mondial sur les salaires 2018/19*, des données sur les salaires ont été collectées pour la première fois dans un nombre important de pays, les salaires réels semblent avoir baissé globalement de 3,0 pour cent en 2017. Cela est principalement dû à l'évolution négative des salaires en Égypte et au Nigéria, deux grands pays qui exercent une forte influence sur la moyenne régionale pondérée. Si ces deux pays sont exclus de l'échantillon, on estime que les salaires réels en Afrique ont augmenté modérément (de 1,3 pour cent) en 2017 (BIT, 2018f).

3. Dans le *Rapport mondial sur les salaires 2018/19* (BIT, 2018f), la croissance des salaires réels correspond à la moyenne pondérée à partir des salaires mensuels bruts plutôt que des taux horaires, qui sont moins souvent disponibles. Les taux estimés de croissance mondiale des salaires réels qui y sont présentés sont basés sur des données provenant de 136 pays.

Figure 1.6

Croissance des salaires réels, dans le monde et par groupe de revenus, 2000-2017 (pourcentages)



Source: Estimations du BIT basées sur les chiffres officiels de 84 pays à revenu faible et intermédiaire et 52 pays à revenu élevé tels qu'enregistrés dans la base de données ILOSTAT et dans ILO Global Wage Database.

Dans une perspective à plus long terme, on peut noter que les salaires réels ont presque triplé entre 1999 et 2017 dans les pays à revenu faible et intermédiaire, alors qu'ils n'ont augmenté que de 9,0 pour cent au total dans les pays à revenu élevé (BIT, 2018f). Néanmoins, dans de nombreux pays à revenu faible et intermédiaire, les salaires moyens restent faibles et insuffisants pour couvrir les besoins des travailleurs et de leur famille, ce qui conduit à la pauvreté au travail.

Chômage

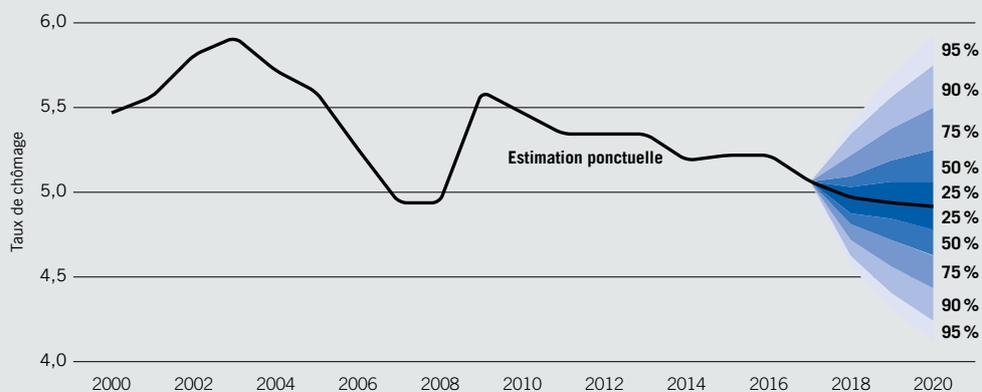
La plupart des actifs dans le monde ont un emploi et occupent des postes de qualité variable; cependant, il y a aussi des personnes qui aimeraient travailler mais qui n'en ont pas les moyens. En 2018, le taux de chômage mondial était estimé à 5,0 pour cent: il était donc retombé au niveau de 2008 et nettement inférieur à la moyenne de 5,4 pour cent enregistrée depuis 2000 (figure 1.7). Il est toutefois surprenant que, alors qu'il n'a fallu qu'un an pour que le taux de chômage mondial passe de 5,0 pour cent en 2008 à 5,6 pour cent en 2009, il ait fallu pas moins de neuf ans pour revenir à la valeur initiale.

Une grande incertitude entoure les prévisions du taux de chômage mondial

Le taux de chômage mondial devrait rester pratiquement inchangé au cours des prochaines années (voir la figure 1.7), conformément aux projections annonçant une croissance économique mondiale stable (FMI, 2018a). Toutefois, les prévisions du taux de chômage sont très incertaines en raison des risques économiques, financiers et géopolitiques. La probabilité d'enregistrer d'ici à 2020 des taux de chômage semblables à ceux de 2009 est supérieure à 5 pour cent. En fait, certains signes indiquent déjà que les perspectives de l'économie mondiale se détériorent, comme en témoigne la révision à la baisse des estimations de croissance dans FMI (2018a) par rapport à FMI (2018b). Selon les estimations du BIT, les dernières projections de croissance économique du FMI (publiées en octobre 2018) laissent penser qu'il y aura 2 millions de chômeurs de plus d'ici à 2020 que selon le scénario plus optimiste présenté en avril 2018 (FMI, 2018b). En 2018, on estime que 172 millions de personnes étaient au chômage (tableau 1.5). Ce nombre devrait enregistrer une légère hausse au cours des prochaines années à mesure que la population active augmentera.

Figure 1.7

Taux de chômage mondial, 2000-2020 (pourcentages)



Note: Les zones ombrées représentent les intervalles de confiance pour les estimations/prévisions du taux de chômage pour les années 2018-2020. Le taux de chômage réel a x pour cent de probabilité de se situer à l'intérieur de la fourchette délimitée par la zone ombrée marquée x pour cent.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Tableau 1.5

Taux et niveau de chômage, dans le monde et par groupe de revenus et groupe démographique, 2017-2020

Groupe de revenus	Groupe démographique	Taux de chômage, 2017-2020 (pourcentages)				Chômage, 2017-2020 (millions)			
		2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Monde	Total	5,1	5,0	4,9	4,9	174,1	172,5	173,6	174,3
	Femmes	5,5	5,4	5,4	5,4	74,4	73,7	74,4	74,8
	Hommes	4,8	4,7	4,6	4,6	99,7	98,8	99,2	99,5
	Jeunes	12,0	11,8	11,8	11,8	60,4	59,3	59,1	58,7
Revenu faible	Total	3,7	3,7	3,7	3,7	11,1	11,4	11,8	12,2
	Femmes	3,8	3,8	3,8	3,8	5,2	5,4	5,5	5,7
	Hommes	3,6	3,6	3,6	3,6	5,9	6,1	6,3	6,5
	Jeunes	6,2	6,2	6,2	6,2	5,2	5,3	5,4	5,6
Revenu intermédiaire inférieur	Total	4,0	4,0	4,0	4,0	46,5	47,3	48,2	49,2
	Femmes	5,1	5,1	5,2	5,2	18,6	19,0	19,4	19,8
	Hommes	3,5	3,5	3,5	3,5	27,9	28,3	28,8	29,3
	Jeunes	11,9	12,0	12,1	12,2	23,3	23,4	23,5	23,7
Revenu intermédiaire supérieur	Total	6,0	6,0	6,0	6,0	80,9	80,7	81,2	80,8
	Femmes	6,0	6,0	6,0	6,0	34,0	33,9	34,2	34,0
	Hommes	6,0	6,0	6,0	6,0	46,9	46,8	47,0	46,8
	Jeunes	14,9	14,9	14,9	14,8	23,5	22,9	22,5	21,8
Revenu élevé	Total	5,7	5,3	5,1	5,1	35,6	33,1	32,3	32,2
	Femmes	6,0	5,6	5,5	5,5	16,6	15,5	15,3	15,3
	Hommes	5,4	5,0	4,8	4,8	19,0	17,6	17,1	16,9
	Jeunes	12,5	11,7	11,6	11,7	8,5	7,8	7,7	7,6

Note: «Jeunes» correspond aux 15-24 ans.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Encadré 1.1

Pourquoi le chômage est-il si bas dans certains pays à revenu faible ou intermédiaire?

Le taux de chômage est très faible dans de nombreux pays à revenu faible ou intermédiaire comme le Myanmar (1,6 pour cent en 2017) et Madagascar (1,8 pour cent en 2014), comparé au taux de chômage mondial de 5,0 pour cent. Cela ne signifie pas que les marchés du travail de ces pays fonctionnent bien et deux aspects importants doivent être pris en compte.

Premièrement, les possibilités d'emploi formel ne suivent pas la croissance rapide de la population active dans ces pays. En réalité, chaque individu aimerait bien sûr avoir un emploi décent et bien rémunéré mais, lorsqu'un tel emploi ne se présente pas, la plupart des habitants des pays à revenu faible ou intermédiaire optent pour des emplois moins bien rémunérés ou moins qualifiés (Fields, 2011). Pour les pauvres, en l'absence d'assurance-chômage ou de

systemes de protection sociale, le chômage n'est pas une option et la grande majorité d'entre eux continuent à dépendre de l'agriculture de subsistance ou de l'économie informelle urbaine, créant souvent leurs propres possibilités d'emploi (*ibid.*; Banerjee et Duflou, 2007). Cela montre l'importance d'aller au-delà des taux de chômage et d'examiner la qualité de l'emploi.

Deuxièmement, la définition du chômage du BIT est très stricte, car une personne est déjà considérée comme en emploi lorsqu'elle a travaillé au moins une heure au cours de la semaine de référence. Des informations complémentaires sur le sous-emploi lié à la durée du travail fournissent une image plus complète de la sous-utilisation de la main-d'œuvre dans les pays où l'emploi à plein temps n'est pas la norme.

Le problème du chômage touche différemment les pays selon leur groupe de revenus

Pour une grande partie de la population mondiale, la pauvreté signifie que le chômage n'est pas une option, même en l'absence d'emplois décents, car il n'existe souvent pas de «filet de sécurité sociale» et la poursuite de n'importe quelle activité économique est essentielle pour survivre (voir encadré 1.1). Il n'est donc pas surprenant que ce soit dans les pays à faible revenu que les taux de chômage sont les plus bas, à 3,3 pour cent en moyenne, suivis des pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure, à 4,0 pour cent. Dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure, le taux de chômage a augmenté de 0,4 point de pourcentage entre 2014 et 2018, ajoutant 7 millions de personnes au nombre de chômeurs dans le monde. Les perspectives macroéconomiques peu encourageantes dans certains des principaux pays émergents (FMI, 2018a) portent à croire que le taux de chômage moyen dans les pays à revenu intermédiaire supérieur – le groupe auquel appartiennent ces pays émergents – ne devrait pas diminuer dans les années à venir. Le taux de chômage est l'indicateur le plus pertinent de la santé du marché du travail dans les pays à revenu élevé, où le chômage accroît fortement le risque de pauvreté⁴. Sur le plan positif, les pays à revenu élevé ont enregistré une reprise remarquable depuis la crise financière de 2008. Le taux de chômage dans ces pays est passé de 8,2 pour cent en 2010 à 5,3 pour cent en 2018 – son plus bas niveau durant les trois dernières décennies.

Le chômage est un problème en particulier pour les jeunes

À 5,4 pour cent, le taux de chômage des femmes est plus élevé que celui des hommes (4,7 pour cent), malgré leur taux d'activité plus faible. L'écart entre les taux de chômage des hommes et des femmes est plus important dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (1,6 point de pourcentage en 2018); en revanche, il est pratiquement nul dans les pays à revenu intermédiaire supérieur. Avec un taux de chômage de 11,8 pour cent, les jeunes (15-24 ans) risquent nettement plus que les adultes

4. Dans l'Union européenne, près de la moitié des chômeurs étaient menacés de pauvreté monétaire en 2016: les chômeurs étaient donc cinq fois plus vulnérables à cet égard que ceux qui occupent un emploi (Eurostat, 2018).

d'être chômeurs. Le taux de chômage des jeunes est relativement bas dans les pays à faible revenu; dans les autres groupes de revenu, cependant, il est beaucoup plus élevé que le taux global. L'un des grands défis mondiaux est le phénomène des jeunes qui ne sont ni en formation ni en emploi (*not in employment, education or training – NEET*). Dans le monde, 30 pour cent des jeunes femmes et 13 pour cent des jeunes hommes étaient classés dans la catégorie NEET en 2018. Dans un contexte de taux de chômage global stable, les perspectives des hommes, des femmes et des jeunes au regard des possibilités sur le marché du travail sont également très stables. Cela signifie que ni les inégalités entre les sexes susmentionnées ni les défis auxquels les jeunes sont confrontés sur le marché du travail ne devraient s'estomper dans les années à venir.

La dynamique sous-jacente du marché du travail est importante

Les rangs des chômeurs ne sont pas statiques; ils évoluent plutôt avec le temps, à mesure que les anciens chômeurs trouvent un emploi et que les anciens employés perdent le leur. Ces entrées et sorties peuvent être faibles ou nombreuses, et la dynamique sous-jacente du marché du travail peut différer sensiblement, même entre pays affichant des taux de chômage similaires. Sur les marchés du travail plus dynamiques, la durée moyenne des périodes de chômage est plus courte et l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi tend à être meilleure, puisqu'il est plus probable que les travailleurs se dirigent vers des emplois où ils sont plus productifs. D'un autre côté, les travailleurs de ces marchés du travail courent un risque plus élevé de perdre leur emploi et donc leur source de revenus. Les raisons sous-jacentes des variations du taux de chômage ont des implications politiques (voir encadré 1.2).

En résumé, le taux de chômage mondial se situe à un niveau relativement bas et ne devrait pas évoluer sensiblement au cours des deux prochaines années. Toutefois, les agrégats mondiaux masquent de fortes disparités entre les pays et les groupes démographiques. Premièrement, les taux de chômage chez les femmes et surtout chez les jeunes sont plus élevés que le taux global. Deuxièmement, un certain nombre de pays à revenu élevé souffrent encore de la hausse du chômage due à la crise financière de 2008, tandis que certains pays à revenu intermédiaire connaissent actuellement des difficultés financières et économiques. La situation dans ces pays est examinée de manière plus approfondie au chapitre 2, qui analyse en détail les différentes régions du monde.

Sous-utilisation de la main-d'œuvre élargie

Bien que le problème du chômage soit omniprésent dans le discours public, la sous-utilisation de la main-d'œuvre peut prendre d'autres formes que le taux de chômage brut ne met pas en évidence. Par conséquent, deux mesures supplémentaires de la sous-utilisation de la main-d'œuvre ont été définies par la Résolution I de la 19^e Conférence internationale des statisticiens du travail (BIT, 2013)⁵. La première est le «sous-emploi lié au temps de travail», en d'autres termes lorsque les travailleurs travaillent moins d'heures qu'ils le souhaiteraient et moins qu'un nombre spécifié d'heures (souvent moins de trente-cinq heures par semaine). La seconde est la «main-d'œuvre potentielle», qui comprend les personnes qui ne sont pas en emploi et qui sont soit à la recherche d'un emploi mais ne sont pas encore disponibles pour travailler (demandeurs d'emploi non disponibles), soit sont disponibles pour travailler mais ne cherchent pas (demandeurs potentiels disponibles). La main-d'œuvre potentielle ne fait actuellement pas partie de la main-d'œuvre mais pourrait y être intégrée si certaines conditions évoluaient, ce qui implique que ces personnes ont un lien faible au marché du travail. L'indicateur est appelé «SU3» et correspond au rapport entre la somme de la main-d'œuvre potentielle et du nombre de chômeurs et la somme de la main-d'œuvre et de la main-d'œuvre potentielle⁶. Cette section présente des estimations globales de la main-d'œuvre potentielle et des taux de SU3, permettant une évaluation plus complète de la sous-utilisation de la main-d'œuvre dans le monde.

5. Outre ces deux mesures additionnelles, la 19^e CIST a également défini une mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, dénommée «SU4».

6. La formule utilisée est $SU3 = \frac{\text{chômeurs} + \text{main-d'œuvre potentielle}}{\text{main d'œuvre} + \text{main-d'œuvre potentielle}} \times 100$.

Encadré 1.2

Flux de main-d'œuvre: pourquoi il est important de regarder au-delà des chiffres du chômage

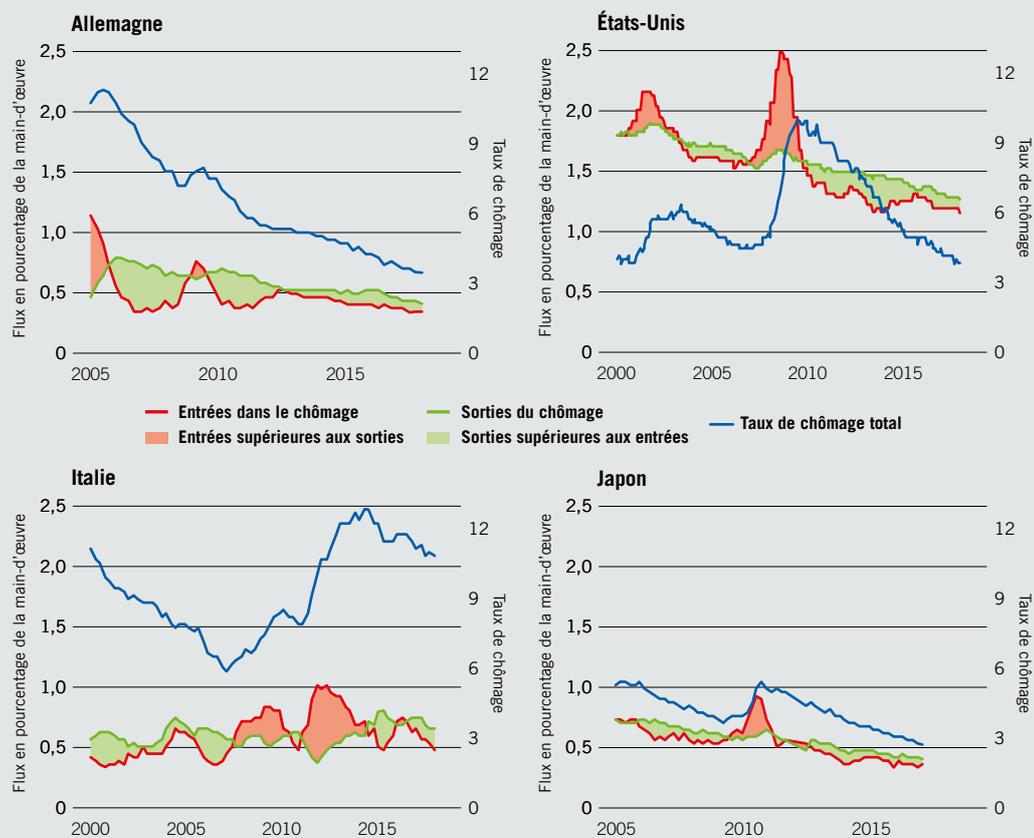
Les taux de chômage ne donnent qu'une image partielle de la dynamique du marché du travail dans un pays donné. Ils ne peuvent en particulier pas être utilisés pour retracer les mouvements de personnes à travers différents états du marché du travail. Une hausse du taux de chômage peut être due à une augmentation des pertes d'emploi ou à une diminution des entrées dans l'emploi (nouvelles embauches et réembauches). Le taux de chômage est également influencé par les flux entre emploi et inactivité (Shimer, 2005 et 2012; Elsby, Michaels et Solon, 2009). Identifier correctement les forces qui sont à l'origine du chômage est essentiel pour concevoir et mettre en œuvre des politiques susceptibles d'aider un plus grand nombre de chômeurs à trouver un emploi, et réduire ainsi les coûts sociaux du chômage. Si le chômage

augmente parce que moins de personnes sont capables de trouver un emploi, les pays pourraient envisager des mesures qui facilitent le processus de recherche d'emploi, par exemple en investissant dans l'amélioration des compétences des chômeurs ou en favorisant la création d'emplois par des allègements fiscaux aux entreprises qui engagent de nouveaux employés. Si, au contraire, c'est un nombre plus élevé de pertes d'emploi qui provoque le chômage, une réponse politique appropriée pourrait intégrer des mesures visant à dissuader les entreprises de licencier des travailleurs (telles que la législation sur le chômage partiel adoptée par l'Allemagne à la suite de la crise financière mondiale de 2008).

La [figure 1.8](#) montre les flux de main-d'œuvre qui sous-tendent l'évolution des taux de chômage →

Figure 1.8

Flux de main-d'œuvre et taux de chômage, Allemagne, États-Unis, Italie et Japon 2000-2018 (pourcentages)



Source: Calculs du BIT à partir de la base de données ILOSTAT.

Flux de main-d'œuvre: pourquoi il est important de regarder au-delà des chiffres du chômage (suite)

en Allemagne, aux États-Unis, en Italie et au Japon. Dans les quatre pays, la crise financière mondiale a déclenché une envolée des taux d'entrée dans le chômage (c'est-à-dire des pertes d'emploi), mais elle n'a pas eu beaucoup d'effet sur les taux de sortie du chômage. Au cours des dernières années, trois d'entre eux ont enregistré un recul constant du taux de chômage en raison de la baisse des taux de pertes d'emploi, tandis que les taux de retour à l'emploi sont demeurés constamment élevés. En revanche, l'Italie a été fortement touchée par la crise de la zone euro à partir de 2011. La hausse du chômage depuis lors a été alimentée à la fois par une augmentation des pertes d'emploi et par une baisse du taux de retour à l'emploi.

Répartition des travailleurs sur l'ensemble du cycle économique

Comme le montre la [figure 1.8](#), les entrées et sorties du chômage ont diminué ces dernières années en Allemagne, aux États-Unis et au Japon. Cela peut être dû en partie à un resserrement des marchés du travail qui se traduirait par une modification de la composition de la population des chômeurs en termes de durée du chômage. Toutefois, tant aux États-Unis qu'au Japon, les taux d'entrées et de sorties ont été moins élevés ces dernières années qu'en 2008, bien que les taux de chômage soient retombés à leur niveau d'avant la crise. Cela indique une baisse du dynamisme du marché du travail. Le flux de travailleurs sur le marché du travail peut agir comme un mécanisme de répartition qui affecte des individus à des emplois spécifiques¹. En effet, la rapidité avec laquelle les travailleurs peuvent trouver un nouvel emploi peut être considérée comme un indicateur de la capacité d'affectation et de la santé du marché du travail, dans la mesure où le «roulement des travailleurs»² leur permet de se déplacer vers les emplois où ils peuvent être les plus productifs (Lazear et Spletzer, 2012). Il convient de noter que les transitions directes d'un emploi à l'autre, qui constituent un autre type de flux du marché du travail, ne sont pas prises en compte dans les statistiques sur les entrées et les sorties du chômage. Ces transitions peuvent jouer un rôle plus important que le licenciement et l'embauche dans la dynamique du marché du travail lorsque les marchés se resserrent et que les travailleurs passent d'un emploi à un autre sans être au chômage. En théorie, un

plus grand dynamisme sur le marché du travail a le potentiel d'améliorer l'adéquation entre l'offre et la demande d'emploi car, si les travailleurs hésitent à faire le grand saut et à changer d'emploi, les meilleures correspondances sont peu probables (Barlevy, 2002).

Dynamisme: une épée à double tranchant

Aux États-Unis, les pertes d'emploi et les sorties du chômage touchent environ trois fois plus de travailleurs qu'en Allemagne ou au Japon, où les taux de chômage en 2017 étaient semblables à celui des États-Unis (environ 4 pour cent). Si elle est propice à une meilleure adéquation entre l'offre et la demande d'emploi, cette plus grande fluidité du marché du travail aux États-Unis implique également un risque plus élevé en termes de revenu pour les travailleurs individuels: ils risquent plus de connaître le chômage à un moment donné de leur carrière. La durée moyenne des périodes de chômage tend à être plus longue dans les pays où le marché du travail est moins fluide. Ces considérations doivent être prises en compte au moment de décider des mesures politiques les plus appropriées pour réduire le poids du chômage.

Flux de main-d'œuvre et salaires

Pendant les périodes de prospérité économique, les marchés du travail sont plus fluides et les travailleurs trouvent plus facilement un nouvel emploi, qu'ils soient au chômage ou en emploi. De plus, dans ce dernier cas, ils vont généralement vers un emploi mieux rémunéré – un phénomène parfois dénommé «ascension de l'échelle salariale» (Faberman et Justiniano, 2015; Karahan et coll., 2017; Hahn et coll., 2017). D'ailleurs, la perte de dynamisme de la plupart des marchés du travail coïncide avec la croissance léthargique des salaires observée ces dernières années dans les économies avancées. Cela confirme la conclusion selon laquelle le flux de travailleurs vers des emplois nouveaux et potentiellement mieux rémunérés s'est ralenti et reste limité. Lorsque le taux d'embauche diminue (comme c'est généralement le cas pendant une crise), les travailleurs ont moins de possibilités de trouver un emploi dans d'autres entreprises ou secteurs, et la faible croissance des salaires peut être directement imputée au manque d'emplois nouveaux et mieux payés.

¹ Les flux de travailleurs se sont avérés procycliques aux États-Unis (Burgess, Lane et Stevens, 2000; Haltiwanger, Hyatt et McEntarfer, 2015) et en Allemagne (Bachmann et coll., 2017).

² Le roulement des travailleurs correspond à la différence numérique entre la rotation de la main-d'œuvre et celle des emplois, c'est-à-dire au nombre d'embauches (pertes d'emploi) qui dépasse le nombre d'emplois créés (détruits) (Burgess, Lane et Stevens, 2000).

Tableau 1.6

Sous-utilisation de la main-d'œuvre (sur la base de l'indicateur SU3) et main-d'œuvre potentielle, dans le monde et par groupe de revenu, 2018

Groupe de revenu	Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre sur la base de l'indicateur SU3 (pourcentages)				Main-d'œuvre potentielle (millions)				Sous-utilisation totale de la main-d'œuvre sur la base de l'indicateur SU3 (millions)			
	Total	Femmes	Hommes	Jeunes	Total	Femmes	Hommes	Jeunes	Total	Femmes	Hommes	Jeunes
Monde	8,6	11,0	7,1	19,7	139,6	84,4	55,2	49,3	312,1	158,1	154,0	108,7
Revenu faible	8,4	10,2	6,8	13,7	16,0	10,1	5,9	7,5	27,5	15,5	12,0	12,8
Revenu intermédiaire inférieur	8,0	12,8	5,7	20,8	52,4	32,6	19,8	21,6	99,7	51,6	48,1	45,0
Revenu intermédiaire supérieur	9,4	10,6	8,4	22,3	50,1	29,5	20,6	14,7	130,7	63,4	67,3	37,6
Revenu élevé	8,3	9,5	7,4	18,4	21,1	12,1	8,9	5,5	54,1	27,6	26,5	13,4

Note: «Jeunes» correspond aux 15-24 ans.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

La sous-utilisation de la main-d'œuvre élargie est plus fréquente chez les femmes

En 2018, la main-d'œuvre potentielle mondiale se composait d'environ 140 millions de personnes, ce qui, avec les 172 millions de chômeurs, donne un total de 312 millions de personnes sous-utilisées et un taux de SU3 de 8,6 pour cent (tableau 1.6). Ce taux varie considérablement d'un groupe démographique à l'autre. Ainsi, le taux de SU3 des femmes (11,0 pour cent) est beaucoup plus élevé que celui des hommes (7,1 pour cent). Par conséquent, plus de femmes (84 millions) que d'hommes (55 millions) font partie de la main-d'œuvre potentielle. Cela signifie que le nombre total de femmes sous-utilisées, si l'on utilise l'indicateur SU3, est légèrement supérieur à celui des hommes sous-utilisés malgré le taux d'activité beaucoup plus faible des femmes. En outre, le taux de SU3 chez les jeunes (âgés de 15 à 24 ans) est de près de 20 pour cent. Les jeunes représentent 35 pour cent de la main-d'œuvre potentielle mondiale, mais seulement 20 pour cent de la population en âge de travailler. Ces observations montrent clairement que les femmes et les jeunes risquent davantage d'avoir un lien faible au marché du travail.

Le taux de SU3 est le plus élevé dans les pays à revenu intermédiaire supérieur, où il atteint 9,4 pour cent, et le plus faible dans les pays à revenu intermédiaire inférieur (8,0 pour cent). L'écart entre les sexes est toutefois le plus élevé dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, où le taux de SU3 des femmes (12,8 pour cent) est plus de deux fois supérieur à celui des hommes (5,7 pour cent). Chez les jeunes, le taux de SU3 est nettement plus bas dans les pays à faible revenu que dans les autres groupes de revenu.

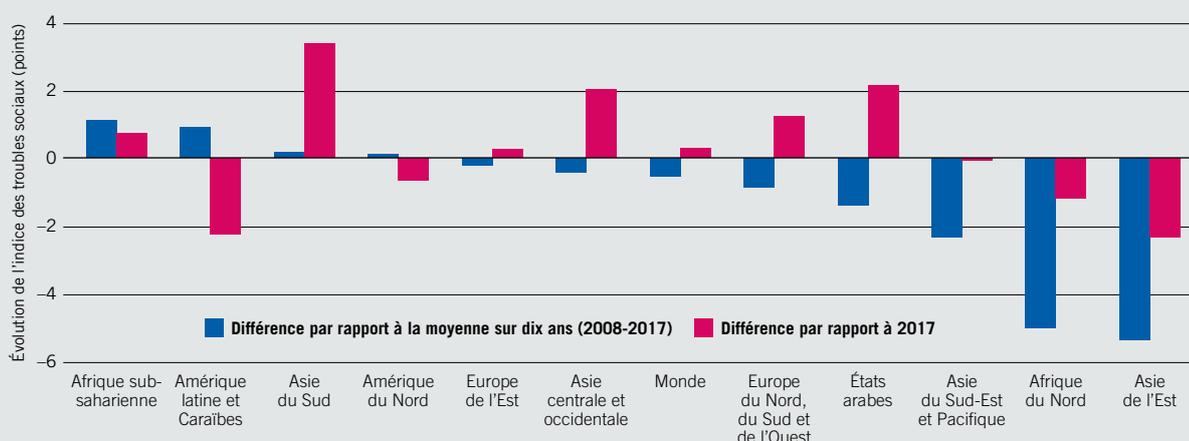
Marchés du travail et troubles sociaux

L'OIT a été créée il y a cent ans en partant du principe qu'une paix universelle et durable ne pouvait se bâtir que sur la base de la justice sociale. L'analyse menée pour ce rapport indique qu'une forme d'injustice sociale, à savoir la hausse du chômage, est corrélée à une augmentation de l'indice des troubles sociaux du BIT, qui mesure le mécontentement ouvertement exprimé par les citoyens au sujet du marché du travail et de la situation économique ou politique dans leur pays. Une baisse de 1 point de pourcentage du taux de chômage est corrélée à une réduction de 0,5 point de l'indice des troubles sociaux dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure et à revenu élevé (voir l'annexe C pour les détails de l'analyse).

Il n'est pas surprenant que l'évolution positive du marché mondial du travail au cours des dernières années se reflète dans l'indice des troubles sociaux. En 2018, l'indice était inférieur à la moyenne de la période 2008-2017 dans la plupart des régions du monde (figure 1.9). Les exceptions concernent l'Afrique subsaharienne, qui a enregistré une augmentation de l'indice l'an dernier, et l'Amérique latine et les Caraïbes, où, malgré une baisse importante, l'indice est resté en 2018 supérieur à la moyenne à long terme en raison des crises économiques majeures que certains pays de la sous-région ont connues ces dernières années (voir chapitre 2). L'Asie du Sud, l'Asie centrale et l'Asie occidentale, les États arabes et l'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest ont enregistré une hausse de 1 à 3 points de l'indice des troubles sociaux par rapport à 2017; néanmoins, l'indice dans ces sous-régions reste proche ou inférieur à la moyenne sur dix ans.

Figure 1.9

Indices des troubles sociaux, dans le monde et par sous-région, 2018



Note: La figure montre la différence, par région ou sous-région, entre la moyenne pondérée de l'indice des troubles sociaux en 2018 et a) la moyenne des années 2008-2017 et b) la valeur en 2017. L'indice des troubles sociaux du BIT est basé sur le rapport entre le nombre d'actions de protestation et le nombre total d'événements au cours d'une année et dans un pays, tel qu'enregistrés par le projet GDELT (Global Database of Events, Language, and Tone), et sur une échelle de 0 (faible) à 100 (élevé). Pour des renseignements détaillés sur l'indice et son mode de calcul, voir l'annexe B.

Source: Calculs du BIT sur la base des données du projet GDELT, novembre 2018.

2 Tendances de l'emploi et des questions sociales par région

Le **chapitre 1** a donné un aperçu des tendances et des problèmes du marché du travail mondial, soulignant quelques-unes des différences principales et des caractéristiques communes dans les indicateurs clés des groupes de pays à différents stades de développement économique. Sous un angle différent, le présent chapitre propose une évaluation complémentaire des principales évolutions sociales et du marché du travail entre et dans cinq régions du monde, à savoir l'Afrique, les Amériques, l'Asie et le Pacifique, les États arabes, l'Europe et l'Asie centrale.

En adoptant une perspective régionale, ce chapitre cherche à montrer que les résultats du marché du travail d'aujourd'hui et de demain ne sont pas seulement le reflet du stade de développement économique atteint par un pays, mais qu'ils sont également dus à des facteurs économiques, sociaux, culturels et géographiques bien ancrés, souvent propres au contexte régional du pays. C'est pourquoi nous présentons les perspectives du marché du travail et les perspectives sociales jusqu'en 2020 pour chacune des régions susmentionnées et examinons dans chaque cas comment elles sont liées à la dynamique à long terme, comme la transformation structurelle, la démographie et le développement socio-économique en général. Une attention particulière est accordée à l'évaluation des déficits de travail décent, notamment en ce qui concerne l'informalité et les formes d'emploi vulnérables. Dans le même temps, nous tentons de faire ressortir les fortes variations dans les trajectoires du marché du travail que l'on peut observer d'un pays à l'autre dans chacune de ces cinq régions.

L'établissement d'une base de données factuelles qui reflète l'ampleur et la profondeur des défis sociaux et du marché du travail dans les diverses régions du monde fait partie du mandat de l'OIT quant à la promotion de la justice sociale et des droits humains et du travail internationalement reconnu. Ce chapitre vise en particulier à soutenir les efforts plus larges déployés par le BIT pour informer les décideurs internationaux et régionaux de l'ampleur des déficits en matière de travail décent et de la manière dont ces déficits peuvent constituer un obstacle pour parvenir à une croissance économique durable et inclusive, d'une part, et éliminer la pauvreté, d'autre part.

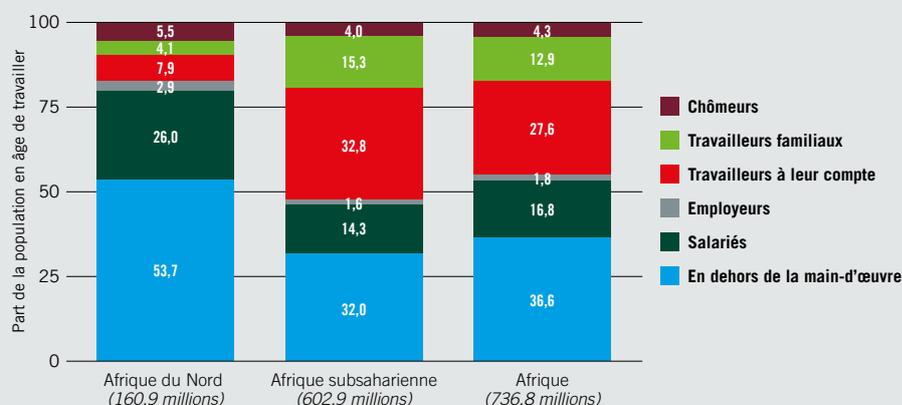
Afrique

Près de 1,3 milliard de personnes vivent en Afrique, soit environ 17 pour cent de la population mondiale. Parmi elles, 764 millions (soit 59 pour cent) sont âgées de 15 ans ou plus (autrement dit la population en âge de travailler). Plus de 63 pour cent de la population totale en âge de travailler participe au marché du travail, bien que le taux d'activité varie de 46 pour cent en Afrique du Nord à 68 pour cent en Afrique subsaharienne. Seulement 4,3 pour cent de la population africaine en âge de travailler est au chômage – une très faible proportion par rapport aux 60 pour cent qui occupent un emploi (figure 2.1). Pour autant, ce n'est pas vraiment le signe d'un marché du travail qui fonctionne bien, car pour une grande partie de la population africaine, le chômage n'est pas une option. En effet, de nombreuses personnes n'ont d'autre choix que d'accepter des emplois informels de mauvaise qualité pour subvenir à leurs besoins fondamentaux et échapper à la pauvreté (voir encadré 1.1). Une proportion non négligeable de la population occupée travaille donc dans des conditions qui se caractérisent par l'insécurité, les bas salaires et l'absence de protection sociale, c'est-à-dire dans des activités telles que le travail à compte propre et le travail familial, qui représentent environ 68 pour cent de l'emploi total dans la région. Les salariés sont encore minoritaires, représentant moins d'un travailleur sur trois (28 pour cent) dans l'emploi total; cette proportion est toutefois beaucoup plus importante en Afrique du Nord (68,6 pour cent) qu'en Afrique subsaharienne (22,4 pour cent). Ces facteurs se traduisent par des parts très élevées d'emplois informels dans les différents pays, avec une moyenne d'environ 86 pour cent de l'emploi total en Afrique (BIT, 2018a).

De nombreuses économies africaines sont en train de prendre de l'élan: la croissance économique annuelle sur le continent devrait s'accélérer pour atteindre 3,9 pour cent en 2019 et 2020, contre 3,4 pour cent en 2018. Il s'agit là d'une avancée majeure, car, entre 2014 et 2017, la croissance de la production était en moyenne de 3,1 pour cent par an. Néanmoins, le modèle de croissance actuel continue de reposer essentiellement sur les secteurs traditionnels à faible productivité, sur l'exportation de produits de base et sur les dépenses publiques, l'investissement privé demeurant à de faibles niveaux par rapport à d'autres régions du monde à un stade de développement économique similaire (FMI, 2018b). Ces facteurs nuisent à la croissance de la productivité du travail, qui, à moins de 1 pour cent en 2018, se maintient au même niveau que le taux annuel moyen enregistré au cours de la dernière décennie. La croissance de la productivité du travail varie de 0,6 pour cent en Afrique subsaharienne à 2,5 pour cent en Afrique du Nord, mais même cette dernière valeur est inférieure au taux moyen de 3,1 pour cent enregistré dans le reste du monde en 2018. Dans le même temps, le fait que les taux de fécondité en Afrique restent élevés signifie que, en dépit de la proportion croissante de la population en âge de travailler par rapport à la population totale, le potentiel pour un développement économique plus rapide reste relativement modeste (Cilliers, 2018).

Figure 2.1

Distribution de la population en âge de travailler selon le statut sur le marché du travail, Afrique, 2018 (pourcentages)



Note: La population totale en âge de travailler est indiquée en bas de chaque colonne.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

En fin de compte, la croissance de la productivité du travail devrait rester trop lente et la croissance démographique trop rapide pour permettre aux pays africains de réduire rapidement la pauvreté ou d'augmenter les revenus moyens (Cilliers, 2018). Les travailleurs pauvres continuent d'être très nombreux: près d'un tiers d'entre eux (32 pour cent) vivaient dans l'extrême pauvreté en 2018 et 22 pour cent dans une pauvreté modérée. Au total, environ 250 millions de travailleurs en Afrique vivaient dans une pauvreté extrême ou modérée en 2018 – un nombre qui devrait augmenter de près de 5 millions d'ici à 2020 en raison de l'accroissement rapide de la population et d'un niveau insuffisant de croissance économique inclusive (tableau 2.1).

En termes de niveau d'emploi, l'accélération prévue de l'activité économique jusqu'en 2020 est trop faible pour créer le nombre de postes nécessaire pour absorber une main-d'œuvre en forte croissance. Le nombre de personnes occupées devrait augmenter de 2,9 pour cent par an au cours de la période 2018-2020, alors que l'accroissement annuel de la population active devrait être de 3 pour cent au cours de la même période. Par conséquent, le nombre de chômeurs devrait augmenter de près de 2 millions d'ici à 2020; en revanche, le taux de chômage régional ne devrait pas changer, se maintenant à environ 6,8 pour cent.

Bien que cette présentation des perspectives du marché du travail pour l'ensemble du continent africain mette en avant un certain nombre de défis communs à de nombreux pays de la région, il existe des différences considérables entre l'Afrique du Nord et l'Afrique subsaharienne. Celles-ci sont examinées plus en détail dans les sections suivantes.

Tableau 2.1

Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Afrique, 2007-2020

Région/sous-région/ pays	Taux de chômage, 2007-2020 (pourcentages)					Chômage, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Afrique		6,9	6,8	6,8	6,8	32,3	33,0	34,0	34,9
Afrique du Nord		11,9	11,8	11,8	11,7	8,7	8,8	9,0	9,1
Afrique subsaharienne		5,9	5,9	5,9	5,9	23,6	24,2	25,0	25,9
Afrique du Sud		27,3	27,0	27,3	27,6	6,1	6,1	6,3	6,4
	Croissance de l'emploi, 2007-2020 (pourcentages)					Croissance de la productivité du travail, 2017-2020 (pourcentages)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Afrique		3,0	3,0	2,9	2,9	0,4	0,9	1,1	1,4
Afrique du Nord		1,4	2,0	1,9	1,8	2,9	2,2	2,3	2,5
Afrique subsaharienne		3,3	3,1	3,1	3,1	-0,4	0,6	0,9	1,2
	Taux d'extrême pauvreté au travail, 2007-2020 (pourcentages)					Pauvreté extrême au travail, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Afrique		33,6	33,0	32,5	31,9	145,3	147,2	149,0	150,6
Afrique du Nord		1,4	1,4	1,3	1,3	0,9	0,9	0,9	0,8
Afrique subsaharienne		39,2	38,5	37,8	37,1	144,4	146,3	148,1	149,8
	Taux de pauvreté modérée au travail, 2007-2020 (pourcentages)					Pauvreté modérée au travail, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Afrique		22,6	22,5	22,4	22,3	97,8	100,3	102,8	105,3
Afrique du Nord		9,5	9,3	9,0	8,8	6,1	6,1	6,0	5,9
Afrique subsaharienne		24,9	24,8	24,7	24,6	91,7	94,3	96,8	99,4

Note: Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,20 dollars É.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieure à 1,90 dollar PPA, respectivement.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

AFRIQUE DU NORD

La croissance reste trop faible pour faire reculer le chômage et d'importantes disparités persistent sur le marché du travail

On estime que la production de l'Afrique du Nord a augmenté de 3,9 pour cent en 2018, marquant une décélération par rapport au taux de croissance de 6,1 pour cent de l'année précédente. La croissance économique devrait s'orienter à la hausse en 2019, pour atteindre 4,2 pour cent, mais elle devrait ralentir à nouveau pour s'établir à 3,7 pour cent en 2020. Le léger rebond prévu au niveau sous-régional en 2019 reflète une amélioration globale d'un pays à l'autre, avec des taux de croissance variant de 2,1 à 2,9 pour cent en Tunisie, au Maroc et en Algérie, et dépassant 5 pour cent en Égypte, principalement grâce à la hausse de la consommation privée et de l'investissement (FMI, 2018a).

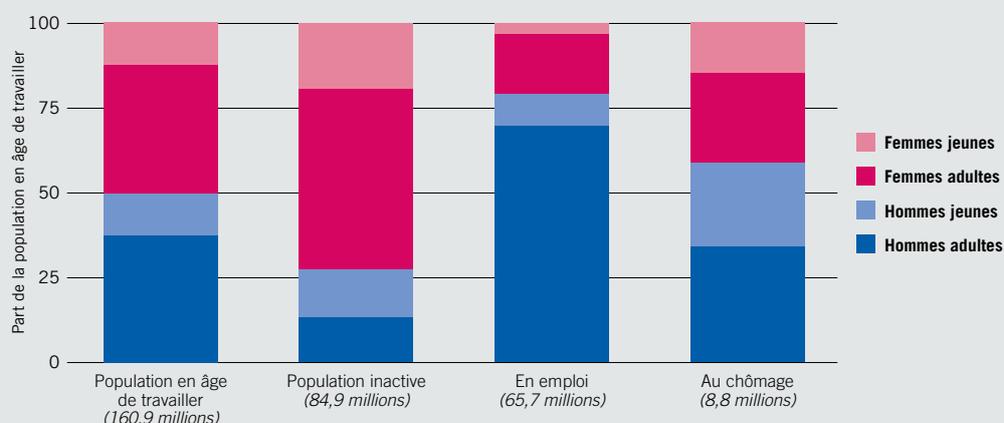
La croissance de l'emploi devrait se maintenir autour de 3 pour cent par an au cours de la période de prévision. Comme elle ne dépassera que légèrement celle de la main-d'œuvre, le chômage sous-régional devrait rester relativement stable, aux alentours de 11,8 pour cent, jusqu'en 2020. Le nombre de chômeurs devrait néanmoins dépasser 9 millions d'ici à 2020 (contre 8,7 millions en 2017), principalement en raison de l'arrivée d'un plus grand nombre de jeunes sur le marché du travail.

Globalement, l'Afrique du Nord est la sous-région où le taux de chômage est le plus élevé. Cela s'explique principalement par la persistance de forts taux de chômage chez les jeunes (15-24 ans) et les femmes. En effet, le taux de chômage des jeunes devrait dépasser 30 pour cent d'ici à 2019, ce qui signifie que les jeunes risqueront 3,5 fois plus que les adultes d'être au chômage. Quant au taux de chômage des femmes, à 20,7 pour cent en 2018, il est plus du double de celui des hommes (9,0 pour cent).

Bien que les femmes risquent plus d'être au chômage, il convient de noter que seule une petite fraction d'entre elles participent effectivement au marché du travail. En effet, près de 62 millions (soit 77 pour cent) des 80 millions de femmes en âge de travailler de la sous-région restent en dehors de la population active (figure 2.2). Elles constituent moins de 24 pour cent de la main-d'œuvre mais représentent plus de 41 pour cent des chômeurs. La situation des jeunes femmes sur le marché du travail en Afrique du Nord n'est pas très différente de celle des femmes plus âgées, ce qui indique qu'il est peu probable que les fortes inégalités entre les sexes se réduisent dans un avenir proche. D'ailleurs, seulement 16 pour cent des jeunes femmes participaient au marché du travail en 2018 et 40 pour cent d'entre elles étaient au chômage. Le taux de chômage des jeunes femmes a même augmenté depuis 2016 et devrait continuer à le faire au cours des deux prochaines années.

Figure 2.2

Répartition de la population en âge de travailler, inactive, en emploi et au chômage, selon le sexe et le groupe d'âge, Afrique du Nord, 2018 (pourcentages)



Note: «Jeunes» correspond à la population âgée de 15 à 24 ans, «adultes» aux 25 ans et plus.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Dans l'ensemble, les possibilités des femmes, notamment les jeunes, de participer au marché du travail sont réduites de par leur engagement précoce dans les travaux ménagers non rémunérés et leur accès limité à l'éducation et à la formation (BIT, 2017b et 2018d). Cette situation se traduit dans le fait que les femmes constituent la majorité des jeunes qui n'ont accès ni à la formation ni à l'emploi (NEET), dont la part dans la sous-région est la deuxième la plus élevée au monde (BIT, 2017b). Par exemple, en 2017, la proportion de jeunes femmes ayant le statut NEET était proche de 32 pour cent en Algérie et d'environ 35 pour cent en Égypte. Dans les deux pays, les taux de NEET chez les jeunes hommes étaient inférieurs de 10 points de pourcentage à ceux des jeunes femmes¹.

L'amélioration de la qualité de l'emploi est au point mort

La part des travailleurs salariés en Afrique du Nord devrait se situer autour de 64 pour cent au cours des deux prochaines années, tandis que celles des travailleurs à leur propre compte et des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale devraient rester légèrement inférieures à 20 et 10 pour cent, respectivement. En dépit d'un nombre relativement important d'emplois salariés, l'informalité reste très répandue dans la sous-région, touchant 67 pour cent de la population occupée et plus de 56 pour cent de ceux qui travaillent dans des secteurs non agricoles (BIT, 2018a).

L'examen de la répartition sectorielle de l'emploi révèle que l'agriculture représente encore plus d'un quart de l'emploi total en Afrique du Nord, bien que cette part ait nettement diminué depuis 2000, quand elle se situait autour de 33 pour cent. Les femmes restent beaucoup plus susceptibles que les hommes de travailler dans l'agriculture, qui représente plus de 55 pour cent des emplois féminins, mais seulement 23 pour cent des emplois masculins. En s'éloignant de l'agriculture, les travailleurs se sont principalement dirigés vers les services marchands², dont la part dans l'emploi total a augmenté de 4 points de pourcentage depuis 2000, pour atteindre 26,4 pour cent en 2018. En revanche, la part de l'emploi dans le secteur manufacturier est restée à peu près stable au cours de la même période, aux alentours de 11 pour cent.

Bien que des progrès considérables aient été réalisés pour réduire la pauvreté au travail depuis 2008, quand la proportion de travailleurs pauvres était deux fois plus élevée qu'aujourd'hui, les taux de pauvreté modérée au travail demeurent importants. Globalement, on estime que plus de 10 pour cent des personnes occupant un emploi en Afrique du Nord (soit 7 millions) vivent dans une pauvreté extrême ou modérée (voir le [tableau 2.1](#)).

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

La forte croissance de la main-d'œuvre nécessite la création d'emplois décents

L'Afrique subsaharienne devrait retrouver une croissance économique plus forte et moins volatile au cours des deux prochaines années. L'économie devrait croître de 3,7 pour cent en 2019 et de 3,9 pour cent en 2020, contre une moyenne annuelle de 2,2 pour cent sur la période 2016-2018. La reprise attendue est généralisée et résulte de la hausse des prix des produits de base, d'un meilleur accès au financement extérieur et, plus généralement, d'un environnement macroéconomique mondial favorable (FMI, 2018c et 2018d). Toutefois, la croissance dans les principaux pays à forte intensité de ressources, tels que l'Afrique du Sud et le Nigéria, devrait rester inférieure à son potentiel, ce qui aura pour effet de réduire les perspectives économiques à long terme de l'ensemble de la sous-région.

La croissance de l'emploi devrait rester forte par rapport aux autres sous-régions et régions, oscillant autour de 3,1 pour cent par an sur la période considérée (voir le [tableau 2.1](#)). Toutefois, elle ne suffira pas face à l'accroissement rapide de la main-d'œuvre, et le nombre de chômeurs devrait donc augmenter de près de 1,9 million d'ici à 2020. Malgré cela, le taux de chômage devrait demeurer dans l'ensemble inchangé au cours de la même période, aux alentours de 5,9 pour cent. Bien que le taux de chômage soit relativement faible par rapport à celui de l'Afrique du Nord, la valeur agrégée pour la sous-région masque une grande hétérogénéité d'un pays à l'autre. Par exemple, les taux de chômage

1. Voir la base de données ILOSTAT pour davantage de données illustrant cette situation.

2. Les catégories d'activités économiques agrégées sont définies dans la documentation pour la base de données ILOSTAT (https://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf).

nationaux prévus pour 2019 vont de 1,8 pour cent en Éthiopie et 6,0 pour cent au Nigéria à 18,2 pour cent au Botswana et 27,3 pour cent en Afrique du Sud.

De plus, même si la croissance de l'emploi va rester forte, la reprise attendue de l'activité économique ne devrait entraîner que de modestes gains de productivité du travail. Si la croissance de la production par travailleur devrait revenir en terrain positif (elle était déjà de 0,6 pour cent en 2018) après deux années consécutives de recul, elle devrait rester plutôt faible selon les normes internationales. En effet, la croissance annuelle de la productivité du travail en Afrique subsaharienne devrait s'établir en moyenne à 1 pour cent sur la période 2018-2021, contre une valeur projetée de 2,5 pour cent à l'échelle mondiale (voir [chapitre 1](#)).

Avec plus de la moitié des travailleurs vivant dans une pauvreté extrême ou modérée, la création d'emplois de qualité reste le plus grand défi à relever

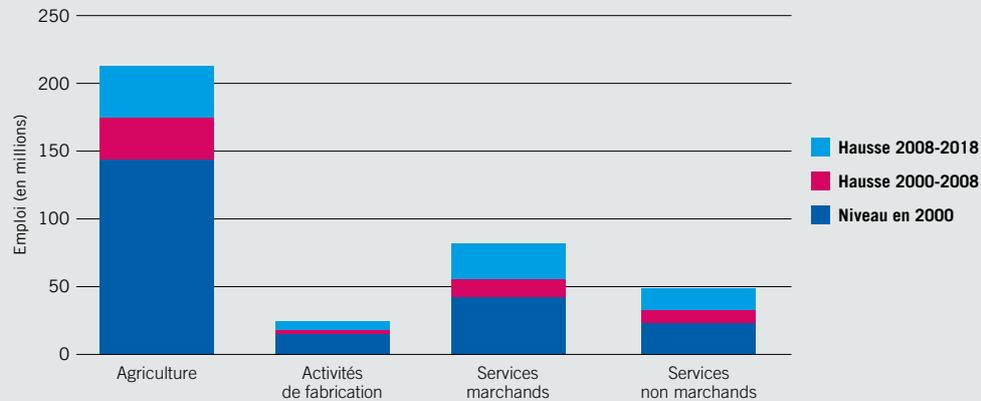
Le taux de chômage ne donne qu'une image partielle de la situation du marché du travail en Afrique subsaharienne. En effet, comme les systèmes de sécurité sociale restent sous-développés dans la plupart des pays de la sous-région (BIT, 2017a), une proportion importante de la population en âge de travailler ne peut se permettre d'être au chômage et est obligée d'accepter n'importe quelle forme d'emploi afin de maintenir un niveau de vie de base. C'est la raison pour laquelle une majorité de la population occupée se retrouve dans des emplois informels, caractérisés par de faibles salaires et un manque de protection sociale.

Plus précisément, plus de la moitié de la population occupée de la sous-région était constituée de travailleurs à leur propre compte en 2018 et 23 pour cent étaient des travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale (voir la [figure 2.1](#) ci-dessus). Comme nous l'avons souligné au [chapitre 1](#), ces deux formes d'emploi se caractérisent non seulement par une faible rémunération, mais sont aussi étroitement liées à l'informalité: les travailleurs familiaux sont informels par définition statistique, tandis que 86,1 pour cent des travailleurs à leur propre compte dans le monde sont informels. Ensemble, le travail à compte propre et le travail familial représentent 67,6 pour cent de l'emploi informel total en Afrique subsaharienne; l'emploi salarié représentant 30 pour cent (BIT, 2018a). Globalement, le taux d'informalité est supérieur à 90 pour cent dans plus de la moitié des pays de la sous-région. Si l'on tient seulement compte de l'emploi hors du secteur agricole, le taux diminue quelque peu, mais l'informalité touche encore entre la moitié et les deux tiers des travailleurs non agricoles (*ibid.*).

Les femmes restent beaucoup plus vulnérables à l'informalité que les hommes dans presque toute l'Afrique subsaharienne. Dans certains pays, comme le Cameroun, la Gambie et la Zambie, le taux d'informalité chez les femmes est supérieur de plus de 10 points de pourcentage à celui des hommes. L'un des principaux facteurs à l'origine de la plus grande incidence de l'informalité chez les femmes est qu'elles sont beaucoup plus susceptibles que les hommes de s'engager dans le travail familial. En effet, 33 pour cent des femmes occupées en Afrique subsaharienne sont des travailleuses familiales, contre seulement 15 pour cent des travailleurs masculins.

Les taux d'informalité dans la sous-région sont élevés en partie parce que l'économie informelle sert de tampon en fournissant des emplois de dernier recours à de nombreuses personnes en âge de travailler qui sont confrontées à la nécessité économique de faire un travail pour satisfaire leurs besoins fondamentaux et ceux de leur famille. Dans le même temps, ces taux élevés sont à l'image de la structure productive de la sous-région, où l'agriculture représentait encore plus de 55 pour cent de l'emploi total en 2018. Bien que cette part ait diminué lentement mais régulièrement au cours des dernières décennies, l'agriculture a représenté, en termes absolus, près de la moitié des emplois créés entre 2000 et 2018 ([figure 2.3](#)). Que l'agriculture continue d'être une source importante de création d'emplois tient au fait que plus de 60 pour cent de la population de l'Afrique subsaharienne vit dans les zones rurales, où l'agriculture de subsistance est souvent encore le pilier des économies locales.

Dans l'ensemble, il y a peu de signes de transition structurelle vers des secteurs à plus forte valeur ajoutée, qui pourraient contribuer à réduire l'informalité et, plus généralement, le déficit de travail décent en Afrique subsaharienne. Par exemple, seulement 6 pour cent de tous les emplois créés entre 2000 et 2018 l'ont été dans le secteur manufacturier, qui ne représente aujourd'hui que 6,2 pour cent de l'emploi total. De nombreux facteurs expliquent la faible croissance de ce secteur dans la sous-région, notamment le manque d'infrastructures de base, la mauvaise qualité des institutions, les barrières géographiques et les coûts de main-d'œuvre plus élevés que dans d'autres pays au même

Figure 2.3**Emploi par secteur économique, Afrique subsaharienne, 2000-2018 (millions)**

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

stade de développement (Cadot et coll., 2016). Toutefois, on constate une forte croissance de l'emploi dans plusieurs secteurs des services marchands. Bien que cela puisse contribuer à encourager l'entrepreneuriat et la productivité du travail (*ibid.*), il est peu probable en fin de compte que cela réduise les déficits de travail décent pour la majorité de la population. En effet, la croissance de l'emploi dans les services marchands s'est concentrée dans les activités caractérisées par une faible productivité, un taux d'informalité élevé et de mauvaises conditions de travail (BIT, 2018d). Ainsi, plus de 84 pour cent des personnes employées dans le secteur de l'hébergement et de la restauration en Afrique subsaharienne sont des travailleurs informels – une part qui dépasse 87 pour cent dans les secteurs des transports, de l'entreposage et des communications, ainsi que dans le commerce de gros et de détail et les activités de réparation³.

Dans un contexte de faible croissance de la productivité et d'augmentation rapide de la population, l'Afrique subsaharienne continue d'afficher des taux moyens très élevés de pauvreté extrême (37,9 pour cent) et modérée (24,4 pour cent) au travail. Bien que l'incidence de l'extrême pauvreté au travail devrait diminuer, quoique à un rythme plus lent qu'au cours des décennies passées, les progrès pour réduire la pauvreté modérée au travail sont au point mort. Cela signifie que le nombre total de travailleurs vivant dans une pauvreté extrême ou modérée devrait augmenter de 10 millions entre 2018 et 2020. En outre, l'Afrique subsaharienne compte 18 des 20 pays où l'incidence de la pauvreté extrême et modérée au travail est la plus élevée au monde. Ces taux varient de 57 pour cent au Bénin à plus de 84 pour cent au Burundi.

Les flux migratoires intrarégionaux et interrégionaux continuent de toucher des millions de personnes, avec des effets mitigés sur le développement de l'Afrique subsaharienne

En 2017, quelque 23 millions de personnes originaires d'Afrique subsaharienne vivaient en dehors de leur pays d'origine, soit plus de 90 pour cent du total des migrants originaires du continent africain (Nations Unies, 2017b). Cela reflète la hausse rapide des taux d'émigration au cours des dernières décennies. En effet, le nombre de migrants originaires d'Afrique subsaharienne s'est accru de plus de 46 pour cent depuis 2010, alors qu'il n'avait augmenté que de 14 pour cent entre 2000 et 2010. Une grande partie des migrants de la sous-région quittent leur pays en raison de l'insécurité alimentaire, de la multiplication des conflits armés, des catastrophes naturelles, de la violence communautaire et de la persécution des minorités culturelles ou régionales. Cependant, le manque d'emplois de qualité et la prévalence de la pauvreté au travail sont également des facteurs qui poussent à la migration (BIT, 2018g; FAO, 2017).

3. Les taux d'informalité pour les secteurs de services mentionnés ci-dessus correspondent aux moyennes non pondérées de 19 pays d'Afrique subsaharienne sur la base des données disponibles.

Les migrations à l'intérieur de l'Afrique subsaharienne sont toujours plus fréquentes que les migrations vers l'extérieur, représentant plus de 60 pour cent de l'ensemble des migrations en provenance des pays de la sous-région. De nombreux migrants, en particulier ceux qui quittent les zones rurales pour les zones urbaines, émigrent à la recherche de meilleures possibilités d'emploi (FAO, 2017). Dans l'ensemble, les travailleurs migrants dans les pays d'Afrique subsaharienne sont environ 11,7 millions (BIT, 2018g)⁴. De plus, un grand nombre de travailleurs migrent de façon saisonnière de l'Afrique du sud-est vers l'Afrique subsaharienne afin de travailler, principalement dans l'agriculture commerciale (Munakamwe et Jinnah, 2015). Cependant, il est important de garder à l'esprit que l'augmentation du nombre de migrants au sein de l'Afrique subsaharienne repose en grande partie sur les réfugiés fuyant leur pays d'origine: entre 2010 et 2017, quelque 5 millions de personnes se sont déplacées en Afrique subsaharienne pour cette raison (Pew Research Center, 2018).

La migration à l'intérieur de l'Afrique subsaharienne reste bien plus fréquente que la migration inter-régionale. De fait, migrer vers une autre région ou un autre continent est souvent un processus long et coûteux, et les gens décident d'abord de se déplacer à l'intérieur de leur propre (sous-)région afin d'obtenir les fonds nécessaires pour migrer plus loin (FAO, 2017). Néanmoins, le nombre de migrants internationaux originaires de la sous-région a augmenté rapidement ces dernières années, de plus de 30 pour cent entre 2010 et 2017, contre 25 pour cent dans les années 2000 et 1 pour cent dans les années 1990. Par conséquent, les migrants interrégionaux représentent environ 33 pour cent du total des migrants originaires d'Afrique subsaharienne. Environ les deux tiers se sont installés dans des pays européens (notamment au Royaume-Uni, en France et en Allemagne) ou aux États-Unis. Dans le cas de l'Europe, la hausse du nombre de migrants originaires d'Afrique subsaharienne observée ces dernières années est due en grande partie à celle des demandes d'asile, qui ont augmenté de près de 1 million entre 2010 et 2017 (Pew Research Center, 2018).

Alors que la population continue d'augmenter rapidement, que les niveaux moyens de scolarisation sont en hausse et que l'instabilité politique se perpétue dans de nombreux pays, le flux de migrants en provenance d'Afrique subsaharienne devrait rester élevé au cours des prochaines décennies (la sous-région représente déjà environ 9 pour cent des migrants internationaux dans le monde). Les données de l'enquête Gallup World Poll révèlent que, dans le monde entier, ce sont les populations d'Afrique subsaharienne qui ont la plus forte propension à émigrer définitivement à l'étranger: quelque 34 pour cent des Africains subsahariens interrogés seraient prêts à le faire si on leur en donnait la chance, contre une moyenne mondiale de 17 pour cent. Les jeunes (15-24 ans) ont généralement plus d'aspirations migratoires que les adultes: plus de 43 pour cent d'entre eux quitteraient leur pays d'origine s'ils en avaient la possibilité. Cependant, seulement 23 pour cent des jeunes qui aimeraient émigrer à l'étranger envisageaient de le faire dans les douze mois suivant l'enquête (figure 2.4). Cela montre que le manque de ressources financières, la solidité des liens familiaux et les politiques d'immigration dans les pays de destination sont autant de facteurs qui compliquent la réalisation du désir de migrer.

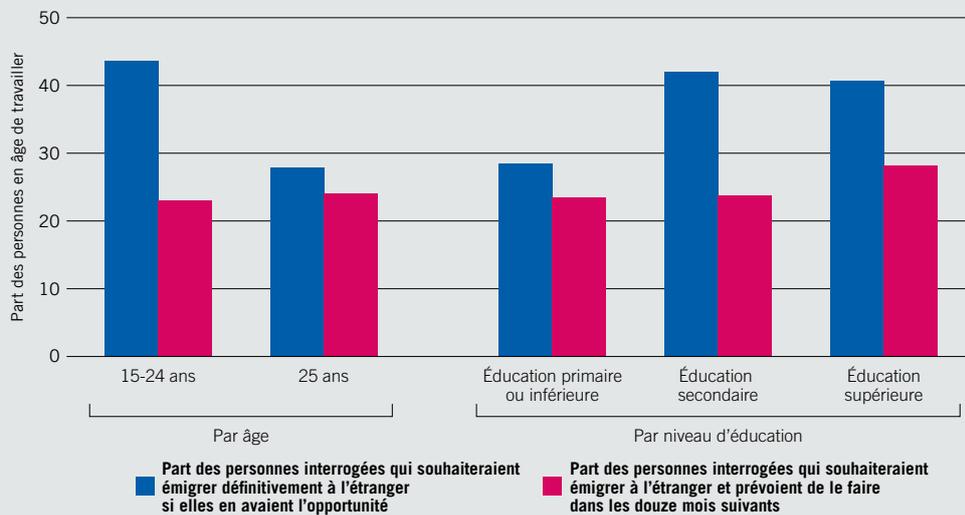
La volonté d'émigrer est également plus forte chez ceux qui ont un niveau d'instruction plus élevé. Ainsi, dans l'enquête susmentionnée, plus de 40 pour cent des personnes interrogées ayant fait des études supérieures ont déclaré vouloir émigrer à l'étranger, contre seulement 23 pour cent des personnes ayant un niveau d'instruction primaire ou inférieur. En outre, les personnes ayant un niveau d'instruction plus élevé semblent plus susceptibles de mettre en pratique leurs aspirations migratoires que celles ayant un niveau d'instruction inférieur.

Dans la mesure où le désir de migration des personnes plus jeunes et plus instruites se traduit par une migration réelle, la «fuite des cerveaux» de l'Afrique subsaharienne observée au cours des dernières décennies devrait se poursuivre dans un avenir proche. Cela peut avoir des répercussions socio-économiques à la fois positives et négatives pour les pays d'origine (Docquier, 2014). D'un côté, l'émigration des personnes ayant un niveau de qualification plus élevé peut être bénéfique, car elle encourage d'autres personnes dans le pays d'origine à poursuivre leurs études et entraîne des envois de fonds réguliers; en même temps, le retour des émigrés peut avoir un effet d'entraînement positif en ouvrant de nouvelles perspectives de commerce et d'investissement (CNUCED, 2018). D'un autre côté, l'émigration de personnes instruites peut freiner le développement du capital humain et la capacité de production dans les pays d'origine, ce qui nuit au développement économique à long terme. Dans la majorité des pays d'Afrique subsaharienne, les pertes causées par cette fuite des cerveaux l'emportent sur les bénéfices éventuels, l'ampleur des pertes étant fonction du niveau de développement, de la taille de la population, des caractéristiques socio-économiques et de la situation géographique du pays (Docquier, 2014).

4. Cette estimation comprend les travailleurs migrants dont le pays d'origine n'est pas en Afrique subsaharienne.

Figure 2.4

Part des personnes interrogées qui souhaitent/envisagent de partir à l'étranger, Afrique subsaharienne, 2015/16 (pourcentages)



Note: Deux questions clés du sondage Gallup World Poll (GWP) permettent de cerner le désir et les projets plus concrets des gens d'émigrer à l'étranger: a) «Idéalement, si vous en aviez la possibilité, aimeriez-vous déménager définitivement dans un autre pays ou préféreriez-vous continuer à vivre dans ce pays?»; et b) «Prévoyez-vous de déménager définitivement dans un autre pays dans les douze prochains mois ou non?» (question posée uniquement à ceux qui ont dit souhaiter s'installer dans un autre pays). L'enquête GWP contient des données au niveau individuel résultant d'entretiens avec environ 500 hommes et 500 femmes dans chaque pays.

Source: Élaboration du BIT à partir des résultats de l'enquête GWP publiée en 2017.

Amériques

AMÉRIQUE DU NORD

Le taux de chômage devrait atteindre son niveau le plus bas en 2019, mais la croissance de l'emploi devrait beaucoup ralentir

On estime que l'activité économique en Amérique du Nord a augmenté de 2,8 pour cent en 2018, le taux le plus élevé depuis 2006. La croissance devrait demeurer relativement forte au cours de la période de prévision, même si elle ralentira à 2,5 pour cent en 2019 et à 1,8 pour cent en 2020. Le ralentissement attendu dans la sous-région est principalement dû à celui de la croissance de la production aux États-Unis, où la hausse du PIB réel devrait progressivement passer de 2,9 pour cent en 2018 à 1,8 pour cent en 2020. La croissance de la production devrait également fléchir au Canada, quoique de façon moins marquée, passant de 2,1 pour cent en 2018 à 1,8 pour cent en 2020.

Parallèlement à l'activité économique, la croissance de l'emploi devrait également baisser au cours des deux prochaines années. Après avoir atteint un taux de croissance de 0,8 pour cent en 2018, les niveaux d'emploi devraient augmenter de 0,4 pour cent en 2019, et se maintenir autour de ce niveau jusqu'en 2020. Par conséquent, le taux de chômage sous-régional devrait atteindre son point le plus bas en 2019, à 4,1 pour cent, et commencer à augmenter légèrement d'ici à 2020. Au Canada, il devrait commencer à augmenter dès 2019, alors qu'il devrait rester stable aux États-Unis et légèrement augmenter en 2020 (tableau 2.2).

Tableau 2.2

Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail, Amérique du Nord, 2007-2020

Sous-région/pays	Taux de chômage, 2007-2020 (pourcentages)					Chômage, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Amérique du Nord		4,6	4,2	4,1	4,3	8,4	7,7	7,6	7,9
Canada		6,3	5,9	6,1	6,2	1,3	1,2	1,2	1,3
États-Unis		4,4	3,9	3,9	4,0	7,1	6,5	6,4	6,7
	Croissance de l'emploi, 2007-2020 (pourcentages)					Croissance de la productivité du travail, 2017-2020 (pourcentages)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Amérique du Nord		1,6	0,8	0,4	0,3	0,7	2,0	1,9	1,3

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Le degré de sous-utilisation de la main-d'œuvre est plus élevé que ce que l'on pourrait supposer à voir le taux de chômage. En effet, le marché du travail dans la sous-région enregistre un degré non négligeable de ralentissement. C'est particulièrement vrai aux États-Unis, où la main-d'œuvre potentielle compte plus de 1,5 million de travailleurs (c'est-à-dire des personnes qui ne cherchent pas d'emploi ou qui ne sont pas disponibles pour commencer à travailler dans un court délai). Ce nombre a légèrement diminué depuis 2012, mais devrait recommencer à augmenter en 2019, en particulier chez les femmes, qui représentent 53 pour cent de la main-d'œuvre potentielle totale.

Bien que le taux de chômage ait atteint son niveau le plus bas en dix ans, de nombreuses personnes restent en marge du marché du travail

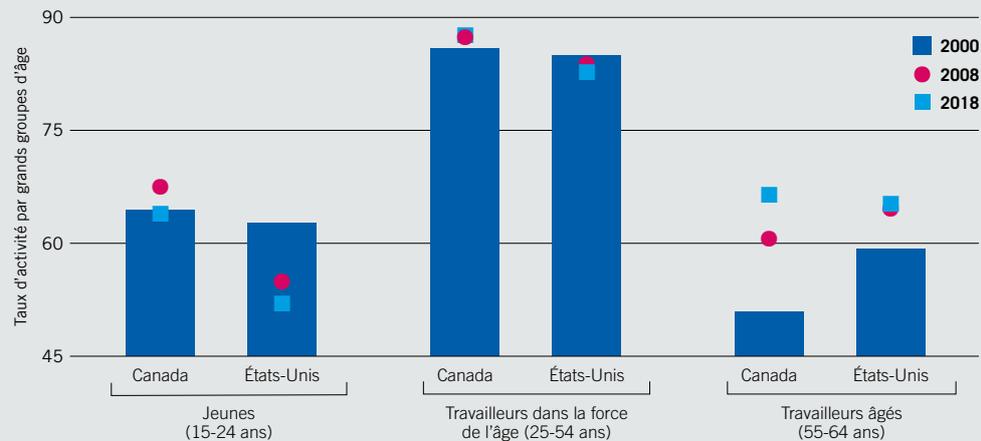
Malgré la baisse constante du taux de chômage moyen en Amérique du Nord, il existe de grandes disparités entre les groupes de population ayant des niveaux d'instruction différents. Ainsi, les personnes qui n'ont qu'une éducation de base risquent deux fois plus d'être au chômage que celles qui ont un niveau d'éducation avancé, tant aux États-Unis qu'au Canada⁵. De plus, une proportion importante de la population reste en dehors de la main-d'œuvre – une proportion qui a augmenté depuis les années 2000. C'est particulièrement vrai pour les jeunes aux États-Unis: leur taux d'activité était proche de 52 pour cent en 2017, soit plus de 10 points de pourcentage au-dessous du niveau de 2000 et 3 points de pourcentage au-dessous de celui de 2008. Le taux d'activité a également diminué, quoique dans une moindre mesure, chez les travailleurs dans la force de l'âge (c'est-à-dire âgés de 25 à 54 ans) aux États-Unis, alors qu'il est demeuré plutôt stable dans le même groupe d'âge au Canada. À l'inverse, le taux d'activité des travailleurs plus âgés a nettement augmenté dans les deux pays depuis 2000, bien que son taux de croissance ait considérablement ralenti après 2008, en particulier aux États-Unis (figure 2.5). Les taux de participation au marché du travail ont également augmenté chez les femmes en âge de travailler, atteignant 61 pour cent au Canada et 57 pour cent aux États-Unis – les taux les plus élevés depuis 2014 dans les deux pays.

Si l'on se concentre sur les jeunes en Amérique du Nord, il est clair que la baisse des taux d'activité a été plus marquée chez ceux dont le niveau d'instruction est faible. Aux États-Unis, par exemple, le taux d'activité des jeunes ayant un niveau de premier cycle d'études secondaires ou inférieur était de 25,0 pour cent en 2017, soit près de 8 points de pourcentage de moins qu'en 2008 et 21 points de moins qu'en 2000. Bien que moins prononcées qu'aux États-Unis, de fortes disparités entre les jeunes ayant un niveau de scolarité faible et ceux ayant un niveau de scolarité élevé sont également apparentes au Canada. Ainsi, le taux d'activité des jeunes ayant une éducation de base était de 45,9 pour cent en 2017, contre 82,3 pour cent pour les jeunes ayant une éducation avancée.

5. Les niveaux d'éducation mentionnés dans ce rapport se réfèrent à l'édition 2011 de la Classification internationale type de l'éducation (CITE). Plus précisément, a) l'«éducation de base» comprend l'enseignement primaire et le premier cycle de l'enseignement secondaire; b) l'«éducation intermédiaire» comprend le deuxième cycle de l'enseignement secondaire et l'enseignement postsecondaire non supérieur; et c) l'«éducation avancée» comprend l'enseignement supérieur de cycle court, le niveau licence ou équivalent, le niveau master ou équivalent, le niveau doctoral ou équivalent. Des informations plus détaillées sur l'utilisation de la CITE par le BIT pour présenter des statistiques sur l'emploi par niveau d'éducation peuvent être consultées à l'adresse <https://www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_EDU_FR.pdf>.

Figure 2.5

Taux d'activité par grands groupes d'âge, Canada et États-Unis, 2000, 2008 et 2018 (pourcentages)



Note: Les chiffres «Jeunes» pour les États-Unis ne comprennent pas les jeunes âgés de 15 ans.

Source: ILOSTAT [consulté en novembre 2018].

Toutefois, les taux de participation des jeunes au marché du travail ont peut-être diminué pour une bonne raison. De manière générale, il semble que la plus grande partie de la baisse observée en Amérique du Nord au cours de la dernière décennie puisse être attribuée au fait qu'un plus grand nombre de jeunes poursuivent des études. Ainsi, le taux de scolarisation dans l'enseignement secondaire a régulièrement augmenté chez les adolescents de 15 à 19 ans, atteignant 82,5 pour cent et 78,4 pour cent aux États-Unis et au Canada, respectivement, en 2017. Par conséquent, dans la mesure où ces données laissent penser que les jeunes entrent sur le marché du travail plus tard parce qu'ils sont plus désireux de suivre des études et durant plus longtemps que par le passé, leur faible taux d'activité actuel pourrait se traduire à l'avenir par une main-d'œuvre adulte plus qualifiée et peut-être par des taux d'activité globaux plus élevés. Par ailleurs, il est inquiétant qu'une proportion importante d'adolescents âgés de 15 à 19 ans qui ne sont pas scolarisés ne soient pas non plus en formation ou en emploi (NEET): en 2016, le taux de NEET était de 7,3 et 6,3 pour cent aux États-Unis et au Canada, respectivement.

Bien que l'augmentation du taux de scolarisation des jeunes constitue une évolution positive, il convient de noter que les taux agrégés de NEET masquent des tendances hétérogènes selon l'âge, les niveaux de scolarité, le sexe, la race ou l'origine ethnique. Par exemple, au Canada, la proportion de NEET chez les personnes âgées de 20 à 24 ans a augmenté au cours de la dernière décennie, atteignant près de 15 pour cent en 2016 (contre 13 pour cent en 2006). Aux États-Unis, la part de NEET a augmenté chez les jeunes titulaires d'un diplôme d'études secondaires, en particulier chez les 16-19 ans, où elle est passée de 8,2 pour cent en 1998 à 12,4 pour cent en 2014 (Canon, Kudlyak et Liu, 2015). Dans le même temps, les écarts entre les races et les sexes dans les taux de NEET persistent aux États-Unis, où les jeunes Noirs continuent d'être presque deux fois plus susceptibles que les jeunes Blancs de tomber dans la catégorie NEET (Lewis et Burd-Sharps, 2015). En ce qui concerne les inégalités entre les sexes, les jeunes femmes risquent légèrement plus que les hommes d'avoir le statut de NEET aux États-Unis, alors que c'est le contraire au Canada.

Enfin, étant donné que l'Amérique du Nord (en particulier les États-Unis) est l'une des pionnières dans l'offre de travail par le biais de plateformes de travail numériques, un suivi plus étroit des conditions d'emploi et de la possibilité d'accès à la sécurité sociale des travailleurs opérant sur ces plateformes devient de plus en plus important pour les décideurs. Une étude récente du BIT indique que près des deux tiers des travailleurs américains interrogés sur la plateforme Amazon Mechanical Turk (AMT) gagnaient moins que le salaire minimum fédéral de 7,25 dollars É.-U. l'heure, ce qui est en partie à la mesure des nombreuses heures non rémunérées qui doivent être consacrées à la recherche d'un emploi par le biais de la plateforme (BIT, 2018e). Pour près d'un tiers des travailleurs américains qui opèrent sur ces plateformes, le microtravail est la principale source de revenus; les autres occupent d'autres types d'emplois rémunérés. En outre, aux États-Unis, seule une faible proportion des travailleurs de l'AMT pour lesquels le microtravail constitue la principale source de revenu cotise à un régime de pensions (8 pour cent aux retraites privées et 9 pour cent à la sécurité sociale), et seulement 62 pour cent sont couverts par une assurance maladie (*ibid.*).

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

La forte reprise de la croissance économique ne devrait pas entraîner d'améliorations du même ordre sur le marché du travail

La croissance économique en Amérique latine et dans les Caraïbes devrait rebondir au cours de la période de prévision, pour atteindre 2,0 pour cent en 2019 et 2,6 pour cent en 2020, contre un modeste 1 pour cent en 2018. L'amélioration prévue pour 2019 peut être en grande partie attribuée à l'évolution de la situation au Brésil, où la croissance du PIB devrait passer de 0,7 pour cent en 2018 à 2,4 pour cent en 2019. La croissance devrait rester forte en Colombie, au Pérou et au Chili (entre 3,4 et 4,2 pour cent en 2019); au Mexique, elle devrait passer de 2,1 pour cent en 2018 à 2,5 pour cent en 2019. En revanche, l'Argentine, le Nicaragua et la République bolivarienne du Venezuela devraient rester en récession tout au long de l'année 2019.

La forte reprise de la croissance économique devrait avoir un impact positif sur la création d'emplois, mais pas à grande échelle. Ainsi, le nombre de personnes en emploi devrait lentement augmenter, d'environ 1,4 pour cent par an jusqu'en 2020. Par conséquent, le taux de chômage sous-régional devrait progressivement passer de 8,0 pour cent en 2018 à 7,8 pour cent en 2020 (tableau 2.3). Le rythme relativement lent de la réduction du chômage est dicté par les différentes perspectives du marché du travail de chaque pays. Par exemple, le taux de chômage devrait poursuivre sa tendance à la baisse au Brésil, pour atteindre 12,2 pour cent en 2019, alors qu'il devrait augmenter, quoique légèrement, en Argentine, au Chili, en Équateur et au Pérou⁶.

Tableau 2.3

Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Amérique latine et Caraïbes, 2007-2020

Sous-région/ pays	Taux de chômage, 2007-2020 (pourcentages)					Chômage, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Amérique latine et Caraïbes		8,1	8,0	8,0	7,8	25,0	25,3	25,5	25,3
Brésil		12,8	12,5	12,2	11,7	13,5	13,3	13,1	12,7
Mexique		3,4	3,3	3,4	3,3	2,0	2,0	2,0	2,0
	Croissance de l'emploi, 2007-2020 (pourcentages)					Croissance de la productivité du travail, 2017-2020 (pourcentages)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Amérique latine et Caraïbes		1,3	1,4	1,4	1,5	-0,1	0,7	1,5	1,6
	Taux de pauvreté extrême et modérée au travail, 2007-2020 (pourcentages)					Pauvreté extrême et modérée au travail, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Amérique latine et Caraïbes		6,9	6,8	6,5	6,3	19,8	19,6	19,2	18,7

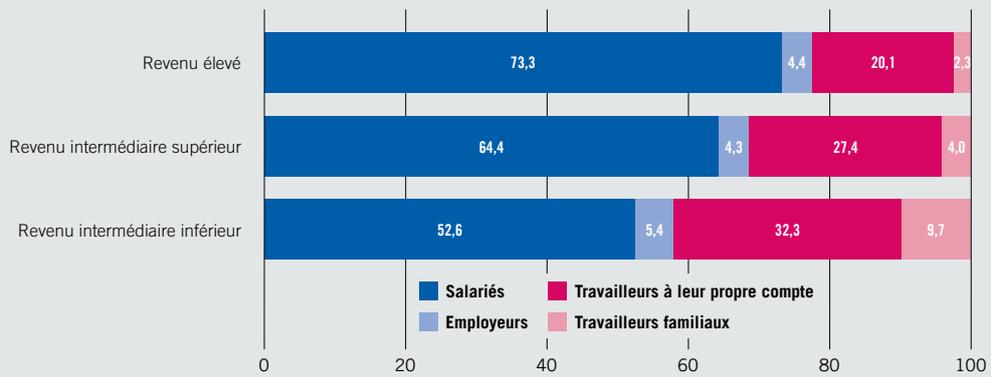
Note: Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,20 dollars É.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieur à 1,90 dollar PPA, respectivement. Les taux de chômage au Brésil et au Mexique indiqués dans ce tableau peuvent être différents de ceux des instituts nationaux de statistiques parce qu'ils n'utilisent pas la même définition du chômage que celle établie par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

6. Pour une analyse plus détaillée des perspectives sociales et du marché du travail en Amérique latine et dans les Caraïbes, voir BIT, 2018h.

Figure 2.6

Répartition de l'emploi selon le statut et le groupe de revenu en Amérique latine et dans les Caraïbes, 2018 (pourcentages)



Note: Le groupe à revenu élevé comprend 7 pays; les groupes à revenu intermédiaire supérieur et inférieur 15 et 5 pays, respectivement.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

L'informalité reste omniprésente, même parmi les travailleurs salariés et dans les secteurs émergents

Une grande partie de la population occupée d'Amérique latine et des Caraïbes dispose toujours d'emplois de mauvaise qualité. Les travailleurs salariés représentaient 63 pour cent de l'emploi total en 2018, les travailleurs à leur propre compte et les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale respectivement 28,3 et 4,3 pour cent. Toutefois, la répartition de l'emploi selon le statut varie considérablement parmi les pays d'Amérique latine et des Caraïbes à différents stades de développement économique. Par exemple, la part des travailleurs à leur propre compte dans l'emploi total est supérieure de 12 points de pourcentage dans les pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure par rapport aux pays à revenu élevé. À l'inverse, les salariés représentent près des deux tiers de l'emploi total dans ce dernier groupe, et environ la moitié dans le premier (figure 2.6).

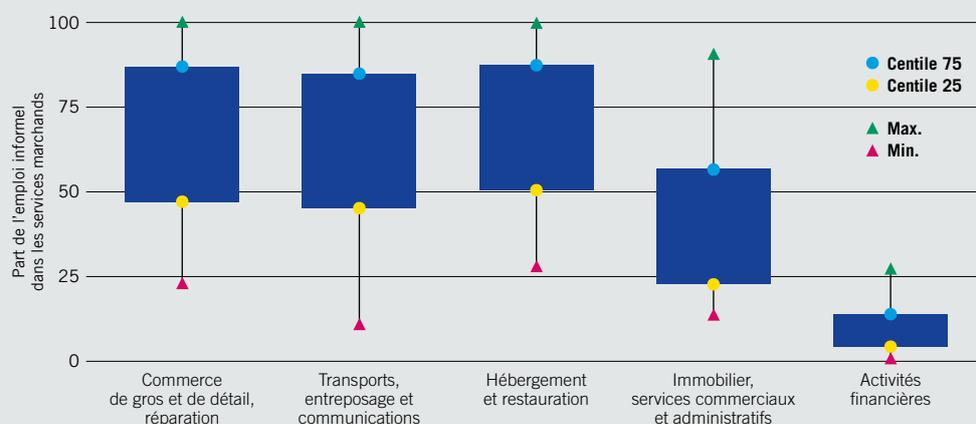
Le fait d'avoir un emploi salarié n'est pas en soi une garantie de bonnes conditions de travail. Premièrement, les contrats à durée déterminée représentent 20 à 30 pour cent de tous les emplois salariés dans plusieurs pays, dont le Chili, la Colombie, l'Équateur et le Pérou (BIT, 2015a). Deuxièmement, les travailleurs salariés représentent près de 45 pour cent de tous les emplois informels en Amérique latine et dans les Caraïbes, alors que la moyenne mondiale est de 36,2 pour cent. En Amérique centrale, le problème est encore plus prononcé, l'emploi salarié représentant 55,1 pour cent de l'emploi informel total, contre 41,3 pour cent en Amérique du Sud (BIT, 2018a).

Par conséquent, le taux d'informalité en Amérique latine et dans les Caraïbes reste l'un des plus élevés au monde, même si, au cours de la dernière décennie, presque tous les pays de la sous-région ont enregistré une baisse grâce à un ensemble de mesures concrètes (BIT, 2014). Ces mesures englobent: a) la simplification de la réglementation et des procédures relatives à la création d'entreprises (Chili, Guatemala, Panama); b) des incitations fiscales pour faciliter la transition vers la formalité (Argentine, Pérou, Uruguay); c) le contrôle renforcé du respect du droit du travail (Brésil, Paraguay); d) l'introduction d'accords sectoriels pour formaliser l'emploi rural et améliorer l'accès à la protection sociale (Argentine) (*ibid.*). Néanmoins, on estime que plus de 53 pour cent de la population occupée de la sous-région reste dans l'emploi informel. Les taux d'informalité sont proches de 80 pour cent dans plusieurs pays à revenu faible ou intermédiaire inférieur, comme l'État plurinational de Bolivie, le Guatemala et le Nicaragua; ils sont également assez élevés dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et élevé, notamment en Argentine (47,2 pour cent), au Brésil (46 pour cent) et au Mexique (53,4 pour cent).

La plupart des emplois créés en Amérique latine et dans les Caraïbes au cours des dernières décennies l'ont été dans les services marchands, qui représentent aujourd'hui 40 pour cent de l'emploi total dans la sous-région, contre 33 pour cent en 2000. Avec plus de 25 pour cent, la part de l'emploi dans les services non marchands est également élevée au regard des normes internationales, mais elle est restée pratiquement inchangée depuis 2000. Par ailleurs, la part de l'emploi dans le secteur manufacturier a

Figure 2.7

Variation de la part de l'emploi informel dans les services marchands en Amérique latine et dans les Caraïbes, dernière année disponible (pourcentages)



Note: Les chiffres sont basés sur 16 pays pour lesquels des données sont disponibles. Les catégories d'activités économiques agrégées sont définies dans la documentation de la base de données ILOSTAT, disponible à l'adresse www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf.

Source: Traitement des microdonnées par le Département de statistique du BIT.

légèrement diminué au cours de la même période, demeurant légèrement au-dessus de 12 pour cent. Cependant, les transformations structurelles qui ont entraîné un glissement de l'emploi de l'agriculture vers les services marchands n'ont pas beaucoup contribué à réduire le taux moyen d'informalité.

En fait, à l'exception des activités financières, l'informalité reste répandue dans les différents segments des services marchands. Par exemple, 65 pour cent en moyenne des travailleurs du commerce de gros et de détail occupent un emploi informel; cette proportion varie de 22 pour cent au Costa Rica à plus de 90 pour cent dans l'État plurinational de Bolivie, en Équateur et au Nicaragua. De même, la part de l'emploi informel dans les secteurs des transports, de l'entreposage et des communications varie de 10 pour cent en Uruguay à plus de 90 pour cent dans l'État plurinational de Bolivie et en Équateur. L'incidence de l'informalité est un peu plus faible dans le secteur manufacturier, bien qu'elle touche encore en moyenne 60 pour cent des travailleurs du secteur dans la sous-région (figure 2.7).

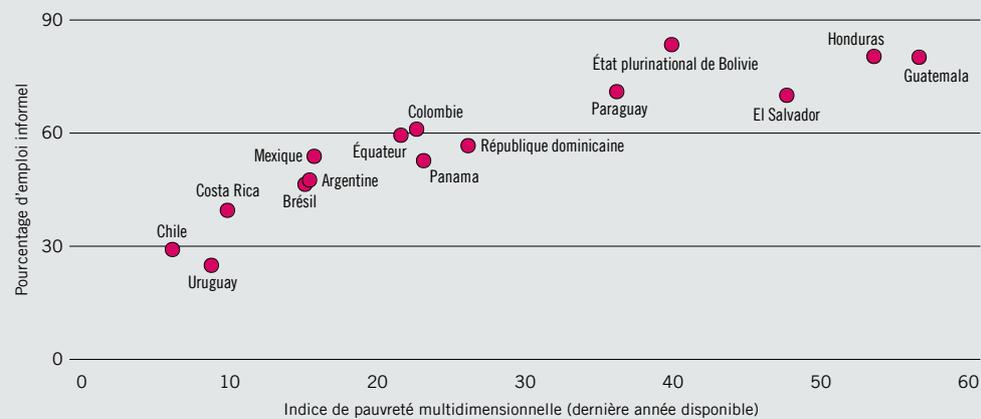
Une caractéristique bien connue de l'informalité est qu'elle concerne davantage les travailleurs au bas de l'échelle des revenus: ainsi, en 2013, les taux d'emploi informel étaient supérieurs à 72 pour cent parmi les 10 pour cent les plus pauvres de la population, contre moins de 30 pour cent parmi les 10 pour cent les plus riches (BIT, 2015b). Les données montrent en effet une relation simultanée et synergique entre l'informalité, la pauvreté et l'exclusion sociale, qui finit par générer un cercle vicieux d'inégalités et de privations intergénérationnelles (*ibid.*; Gunes et Canelas, 2013). D'une part, le taux toujours élevé d'informalité dans la sous-région illustre le fait que, pour de nombreuses personnes, l'informalité est le seul moyen d'échapper au chômage et à la pauvreté. D'autre part, l'informalité contribue à enraciner la pauvreté, puisque, dans la plupart des cas, le travail informel implique de faibles salaires et un accès limité à la protection sociale, aux prestations familiales et au financement externe.

Il n'est donc pas surprenant de constater que, en Amérique latine et dans les Caraïbes, les pays ayant les taux d'informalité les plus élevés sont aussi ceux qui font état de la plus forte incidence de «pauvreté multidimensionnelle»⁷. On estime que 20 pour cent de la population de la sous-région souffrait de pauvreté multidimensionnelle en 2014. Dans certains pays d'Amérique centrale, comme El Salvador,

7. Douze dimensions sont utilisées pour déterminer l'indice de pauvreté multidimensionnelle. On peut les regrouper en trois grandes catégories: a) l'éducation et la scolarisation; b) l'emploi et la protection sociale; et c) le logement et les services de base (c'est-à-dire l'accès à une eau propre ou à des installations sanitaires). Une personne est considérée comme multidimensionnellement pauvre si elle subit des privations dans au moins quatre dimensions. Voir Duryea et Robles (2016) pour plus de détails.

Figure 2.8

Relation entre emploi informel et pauvreté multidimensionnelle dans certains pays d'Amérique latine et des Caraïbes, dernière année disponible



Note: La pauvreté multidimensionnelle correspond au pourcentage de la population qui souffre d'au moins quatre des douze formes de privation sociale définies dans Duryea et Robles, 2016. Cette figure, plus particulièrement le taux d'informalité du Chili, a été révisée en mai 2019 (nous faisons ici référence à une version anglaise du présent rapport publiée précédemment).
Source: BIT, 2018a, base de données ILOSTAT et base de données en ligne de la Banque interaméricaine de développement.

le Guatemala et le Honduras, où l'informalité représente 70 à 80 pour cent de l'emploi total, au moins 50 pour cent de la population est touchée par la pauvreté multidimensionnelle (figure 2.8). Dans une sous-région où la pauvreté monétaire n'a cessé de reculer au cours de la dernière décennie – la proportion de travailleurs vivant dans une pauvreté extrême ou modérée est désormais inférieure à 7 pour cent (voir tableau 2.3) –, il est essentiel d'examiner des mesures plus complètes de la pauvreté afin de bien comprendre l'ampleur des besoins humains fondamentaux non satisfaits et de concevoir des mesures politiques qui encouragent le travail formel. En outre, il a été constaté que la pauvreté reste toujours importante dans les zones rurales d'Amérique latine et des Caraïbes (FAO, 2018); les décideurs doivent donc redoubler d'efforts pour promouvoir le travail décent et l'accès à la protection sociale dans l'économie rurale.

Plusieurs pays de la sous-région ont mis au point des programmes de protection sociale non contributifs, qui jouent un rôle important dans la réduction de certaines des vulnérabilités liées à la pauvreté multidimensionnelle et à l'informalité. Par exemple, au Chili, en Colombie et au Mexique, les soins de santé ont été étendus aux familles qui n'étaient pas couvertes auparavant. Les programmes de transferts monétaires conditionnels sont un autre exemple notable d'outils de réduction de la pauvreté conçus pour aider les personnes en transition d'un emploi informel à un emploi formel. En Équateur, près de 45 pour cent de la population était couverte par ces programmes en 2015; la proportion était d'environ 25 pour cent au Brésil, en Colombie et au Mexique (Cecchini et Atuesta, 2017). Ces transferts sont généralement subordonnés à la scolarisation des enfants et à des examens de santé, et certains d'entre eux permettent aux participants d'accéder aux programmes publics d'emploi. Ils peuvent contribuer à lutter contre la transmission intergénérationnelle de la pauvreté en favorisant l'éducation des enfants et des adolescents, ce qui leur permettra par la suite d'entrer sur le marché du travail avec de meilleures compétences (BIT, UNICEF et Groupe Banque mondiale, 2017). En outre, il a été démontré que, combinés à des politiques actives du marché du travail, ces transferts peuvent accroître les chances des participants de trouver un emploi de meilleure qualité (López Mourello et Escudero, 2017). C'est particulièrement vrai pour les jeunes et les femmes de la sous-région (Escudero et coll., 2018). Toutefois, il convient de noter que les prestations associées aux transferts en espèces sont généralement moins généreuses que celles accordées au titre des allocations familiales contributives. De tels programmes ne doivent donc pas être considérés comme un substitut aux emplois formels (BIT, 2015b et 2017a).

Les perspectives du marché du travail restent stables et la croissance économique revient en terrain positif

La croissance économique dans la région des États arabes est redevenue positive en 2018, se situant à 2,3 pour cent, après une contraction de 0,6 pour cent en 2017. Elle devrait se renforcer encore en 2019, et atteindre 3,5 pour cent, pour ensuite ralentir de nouveau et se situer à 2,7 pour cent en 2020. Les améliorations attendues sont en grande partie dues à la reprise économique dans les pays membres du Conseil de coopération du Golfe (CCG), dont le PIB devrait augmenter de 2,2 pour cent en 2018, contre 0,5 pour cent en 2017 – une reprise tirée par une activité accrue dans les secteurs non pétroliers et des investissements publics soutenus. Les perspectives économiques devraient également s'améliorer légèrement dans les pays non membres du CCG, dont la croissance du PIB devrait se situer autour de 2 pour cent au cours des prochaines années. Dans ces pays, le ralentissement de la croissance liée au pétrole a été plus que compensé par une augmentation des investissements publics. Toutefois, l'incertitude géopolitique persistante et, dans certains cas, les conflits armés continuent de freiner l'activité économique dans les pays non membres du CCG (FMI, 2018e).

Le rebond de la croissance économique ne devrait pas entraîner de grandes améliorations sur le marché du travail dans les États arabes. Selon les estimations, la croissance de l'emploi est tombée à 2,4 pour cent en 2018, contre 2,9 pour cent en 2017; elle devrait se maintenir à ce niveau inférieur au cours de la période de prévision. Le ralentissement régional en termes de taux de création d'emplois peut être essentiellement attribué à l'évolution de la situation dans les pays non membres du CCG, où la croissance de l'emploi en 2018 devrait avoir diminué de 1 point de pourcentage par rapport à l'année précédente. Toutefois, c'est précisément dans ce groupe de pays que la croissance de l'emploi devrait s'accélérer d'ici à 2020, alors qu'elle devrait ralentir dans les économies du CCG.

Le taux de chômage régional devrait rester stable et se situer à 7,3 pour cent en 2018-2020 (tableau 2.4). Le taux de chômage dans les pays non membres du CCG, qui était de 10,8 pour cent en 2018, devrait rester plus du double de celui des pays du CCG. Bien qu'il y ait certains signes d'un retour à la normalité, ces données montrent que la situation du marché du travail dans les pays non membres du CCG reste critique, avec des conflits actifs et des risques de sécurité qui sapent le développement socio-économique.

Dans le même temps, il est important de reconnaître que les chiffres du marché du travail dans la région sont fortement influencés par la dynamique du marché du travail des travailleurs migrants. En effet, les États arabes se distinguent comme la région qui compte la plus forte proportion de travailleurs migrants, qui représentent 41 pour cent de l'emploi total, contre une moyenne mondiale de 4,7 pour cent (BIT, 2018g). Cette part est encore plus élevée dans les pays du CCG, où en moyenne plus de la moitié de tous les travailleurs sont des migrants; en outre, les migrants représentent au moins les trois quarts de tous les employés du secteur privé. Surtout, en 2017, le taux d'activité des travailleurs migrants était beaucoup plus élevé (75,4 pour cent) que celui des autochtones (42,2 pour cent) (*ibid.*).

La croissance économique devant nettement ralentir par rapport aux périodes précédentes, la promotion de l'expansion et de la diversification du secteur privé non pétrolier demeure un défi majeur pour créer de nouvelles opportunités sur le marché du travail dans les États arabes. Certains pays du CCG, comme l'Arabie saoudite et Bahreïn, ont déjà pris des mesures pour encourager le développement des emplois du secteur privé dans les segments non pétroliers de l'économie, tout en essayant également d'encourager l'embauche de nationaux, notamment de jeunes et de femmes. Toutefois, pour y parvenir, les pays concernés doivent adopter de meilleures stratégies de développement des compétences en investissant davantage dans l'éducation et la formation de leurs citoyens et en les alignant sur les compétences requises dans les secteurs émergents.

Tableau 2.4
Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, États arabes, 2007-2020

Région/groupe de pays	Taux de chômage, 2007-2020 (pourcentages)					Chômage, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
États arabes		7,2	7,3	7,3	7,3	4,0	4,2	4,3	4,3
CCG		3,9	4,0	4,0	4,0	1,1	1,2	1,2	1,2
Non-CCG		10,7	10,8	10,8	10,7	2,9	3,0	3,1	3,1
	Croissance de l'emploi, 2007-2020 (pourcentages)					Croissance de la productivité du travail, 2017-2020 (pourcentages)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
États arabes		2,9	2,4	2,4	2,4	-3,3	0,2	0,7	1,1
CCG		2,6	2,5	2,4	2,3	-2,8	0,2	0,9	1,3
Non-CCG		3,2	2,2	2,5	2,7	-4,3	0,0	0,2	0,7
	Taux de pauvreté extrême et modérée au travail, 2007-2020 (pourcentages)					Pauvreté extrême et modérée au travail, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
États arabes		15,8	15,9	16,0	15,9	8,1	8,4	8,6	8,8
CCG		0,3	0,2	0,2	0,2	0,1	0,1	0,1	0,1
Non-CCG		33,4	33,6	33,8	33,5	8,1	8,3	8,6	8,7

Note: Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,20 dollars É.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieur à 1,90 dollar PPA, respectivement. L'agrégat CCG désigne les pays membres du Conseil de coopération du Golfe: Arabie saoudite, Bahreïn, Émirats arabes unis, Koweït, Oman et Qatar. «Non-CCG» désigne le groupe de pays comprenant l'Iraq, la Jordanie, le Liban, le Territoire palestinien occupé et le Yémen.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Les perspectives d'amélioration des conditions du marché du travail, tant pour les femmes que pour les jeunes, sont limitées à court terme

Les femmes de la région sont toujours confrontées à des conditions du marché du travail moins favorables que celles des hommes. À 15,6 pour cent en 2018, le taux de chômage des femmes était presque trois fois plus élevé que celui des hommes (5,7 pour cent). Cela signifie que les femmes représentent près d'un tiers des chômeurs dans les États arabes, même si leur taux de participation au marché du travail, d'environ 18 pour cent en 2018, est inférieur de près de 30 points de pourcentage à la moyenne mondiale. Il est peu probable que les inégalités entre les sexes sur le marché du travail se réduisent dans un avenir proche. Au contraire, l'écart entre les sexes dans le taux de chômage, qui était de plus de 10 points de pourcentage en 2018, devrait se creuser d'ici à 2020.

Comme les femmes, les jeunes (15-24 ans) de la région sont touchés de manière disproportionnée par le chômage. À 20,1 pour cent en 2018, le taux de chômage régional des jeunes est quatre fois plus élevé que celui des adultes. Comme dans la population adulte, les écarts entre les sexes en matière de chômage chez les jeunes sont considérables. Le taux de chômage des jeunes femmes en 2018 (34,4 pour cent) était ainsi deux fois plus élevé que celui des jeunes hommes.

Bien que la plupart des pays de la région des États arabes aient mis en place des programmes de sécurité sociale au cours de la dernière décennie, l'étendue de la couverture légale reste faible, en particulier parmi les femmes: seulement 34,8 pour cent d'entre elles sont couvertes, contre 45,9 pour cent de la population dans son ensemble (BIT, 2017a). En outre, la crise des réfugiés et l'instabilité politique dans de nombreux pays non membres du CCG, ainsi que les efforts d'assainissement budgétaire dans les pays du CCG, ont un impact négatif sur les institutions de protection sociale déjà faibles de la région, ce qui induit davantage de vulnérabilité et de pauvreté (*ibid.*).

Enfin, il convient de noter que, si la pauvreté au travail a été pratiquement éradiquée dans les pays du CCG, la part des travailleurs en situation de pauvreté extrême et modérée reste élevée dans les pays non membres et continue même à augmenter. On estime que plus de 33 pour cent (soit 8,3 millions) des travailleurs des pays non membres du CCG vivaient dans une pauvreté extrême ou modérée en 2018.

Asie et Pacifique

Malgré une décélération, la croissance économique reste forte, mais sans entraîner d'amélioration significative de la qualité de l'emploi

L'économie de l'Asie et du Pacifique devrait continuer à se développer, mais à un rythme ralenti. La production de la région devrait avoir augmenté de 5,4 pour cent en 2018, contre 5,6 pour cent en 2017. Elle devrait fléchir légèrement en 2019 et tomber à 5,1 pour cent, puis reprendre en 2020. Dans les différentes sous-régions, c'est en Asie de l'Est que la croissance devrait ralentir le plus, avec un taux légèrement inférieur à 5 pour cent en 2019 et en 2020 – son taux d'expansion le plus faible depuis 2009. Cela s'explique en grande partie par la dynamique en Chine, où la croissance de la production devrait se stabiliser autour de 6,2 pour cent en 2019-20, contre 6,6 pour cent en 2018. En Asie du Sud, la croissance devrait rester supérieure à la moyenne asiatique, pour atteindre 5,7 pour cent en 2019, et s'accélérer encore en 2020. Cette sous-région bénéficiera d'une croissance rapide et accélérée en Inde, où la production devrait augmenter de 7,4 pour cent en 2019 et de 7,7 pour cent en 2020, contre seulement 6,7 pour cent en 2017. En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, la croissance économique restera stable, 4,7 pour cent en 2019 et 2020.

La croissance de l'emploi dans la région est estimée à 0,7 pour cent en 2018, soit une baisse de près d'un demi-point de pourcentage depuis 2017. Le ralentissement est en grande partie imputable à l'Asie de l'Est, où la croissance de l'emploi en 2018 est, selon les estimations, entrée pour la première fois en terrain négatif depuis une décennie – principalement en raison de la diminution de la population en âge de travailler, mais aussi de taux de scolarisation plus élevés⁸. En revanche, la croissance de l'emploi en Asie du Sud et en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique devrait rester proche des taux moyens historiques, atteignant respectivement 1,5 pour cent et 1,2 pour cent par an pendant la période 2019-20.

Le taux de chômage de la région devrait rester inférieur à la moyenne mondiale, aux alentours de 3,6 pour cent en 2019, et se maintenir à ce niveau en 2020. Néanmoins, comme la croissance de la population active dépasse la création d'emplois, le nombre de chômeurs devrait continuer à augmenter pour atteindre 72,3 millions en 2020. Parmi les sous-régions, le taux de chômage le plus élevé en 2018 a été enregistré en Asie de l'Est, à 4,2 pour cent, niveau auquel il devrait se maintenir au cours des deux prochaines années. Le taux de chômage devrait se situer autour de 3,1 pour cent en Asie du Sud pour la période 2018-2020, alors qu'il devrait augmenter légèrement pour atteindre 3,0 pour cent en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, principalement en raison de la hausse du chômage en Indonésie (tableau 2.5).

Le schéma actuel de transformation structurelle ne réduira probablement pas les déficits de travail décent

La région de l'Asie et du Pacifique a connu une transformation structurelle rapide au cours des dernières décennies, l'emploi se déplaçant de plus en plus de l'agriculture vers des secteurs de l'économie à forte valeur ajoutée. Cette tendance a été particulièrement prononcée en Asie de l'Est, où la part de l'agriculture dans l'emploi total a chuté de plus de 20 points de pourcentage depuis 2000, les travailleurs se dirigeant principalement vers les activités de services, notamment les services marchands, et dans une moindre mesure vers la fabrication. En Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, l'emploi s'est également beaucoup déplacé de l'agriculture vers le secteur des services depuis 2000, mais la part de l'emploi dans le secteur manufacturier n'a que légèrement augmenté pour atteindre 13,5 pour cent en 2018. Le rythme de la transformation structurelle a été plus lent en Asie du Sud, où le secteur agricole représentait encore 43 pour cent de l'emploi total en 2018; en revanche, la part du secteur manufacturier n'était que de 12 pour cent, les services représentant environ 32 pour cent, contre 26 pour cent en 2000 (figure 2.9).

Malgré d'importantes améliorations, le modèle de développement adopté par la plupart des pays de la région semble incapable de réduire sensiblement les déficits généralisés de travail décent. Dans certains pays, en particulier en Asie de l'Est, l'emploi agricole a cédé dans une large mesure la place aux secteurs de la fabrication et des services «modernes», tels que l'immobilier, les services commerciaux et financiers, mais, dans de nombreux autres, la plupart des emplois supplémentaires ont été créés dans les secteurs de services traditionnels à faible valeur ajoutée, où l'informalité et les mauvaises conditions de travail sont monnaie courante. En témoigne le fait que, bien que les travailleurs se soient éloignés de

8. Pour une analyse plus détaillée des perspectives sociales et du marché du travail en Asie et dans le Pacifique, voir BIT, 2018c.

Tableau 2.5

Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Asie et Pacifique, 2007-2020

Région/sous-région/ pays	Taux de chômage, 2007-2020 (pourcentages)					Chômage, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Asie et Pacifique		3,6	3,6	3,6	3,6	71,6	71,8	72,2	72,3
Asie de l'Est		4,2	4,2	4,2	4,2	39,5	39,3	39,2	38,7
Japon		2,8	2,4	2,4	2,3	1,9	1,6	1,6	1,5
Corée, République de		3,7	3,8	3,7	3,7	1,0	1,1	1,0	1,0
Asie du Sud-Est et Pacifique		2,9	2,9	3,0	3,0	10,0	10,2	10,4	10,7
Australie		5,6	5,4	5,3	5,4	0,7	0,7	0,7	0,7
Indonésie		4,2	4,3	4,4	4,5	5,4	5,6	5,8	6,0
Asie du Sud		3,1	3,1	3,1	3,1	22,2	22,3	22,6	22,9
	Croissance de l'emploi, 2007-2020 (pourcentages)					Croissance de la productivité du travail, 2017-2020 (pourcentages)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Asie et Pacifique		1,1	0,7	0,6	0,6	4,4	4,7	4,5	4,3
Asie de l'Est		0,2	-0,2	-0,3	-0,3	5,3	5,4	5,1	4,8
Asie du Sud-Est et Pacifique		1,2	1,3	1,2	1,2	3,5	3,4	3,3	3,3
Asie du Sud		2,2	1,6	1,5	1,5	3,9	5,0	4,8	4,7
	Taux de pauvreté extrême au travail, 2007-2020 (pourcentages)					Pauvreté extrême au travail, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Asie et Pacifique		5,9	5,6	5,2	4,9	108,7	102,6	96,7	90,9
Asie de l'Est		1,0	0,9	0,9	0,8	8,2	7,7	7,2	6,8
Asie du Sud-Est et Pacifique		4,4	4,0	3,7	3,4	14,0	13,0	12,0	11,1
Asie du Sud		12,6	11,8	11,0	10,2	86,5	81,9	77,4	73,0
	Taux de pauvreté modérée au travail, 2007-2020 (pourcentages)					Pauvreté modérée au travail, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Asie et Pacifique		17,2	16,7	16,1	15,6	315,4	307,7	299,6	291,1
Asie de l'Est		5,9	5,5	5,2	4,9	48,5	45,5	42,7	40,3
Asie du Sud-Est et Pacifique		14,7	13,9	13,1	12,4	46,6	44,7	42,8	40,8
Asie du Sud		32,1	31,3	30,3	29,3	220,3	217,6	214,1	210,0

Note: Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,20 dollars É.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieur à 1,90 dollar PPA, respectivement. Les pays à revenu élevé ont été exclus du calcul des agrégats régionaux et sous-régionaux pour les taux de pauvreté au travail. Les taux de chômage de certains pays figurant dans ce tableau peuvent différer de ceux déclarés par les instituts nationaux de statistique parce qu'ils n'utilisent pas la même définition du chômage que celle établie par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

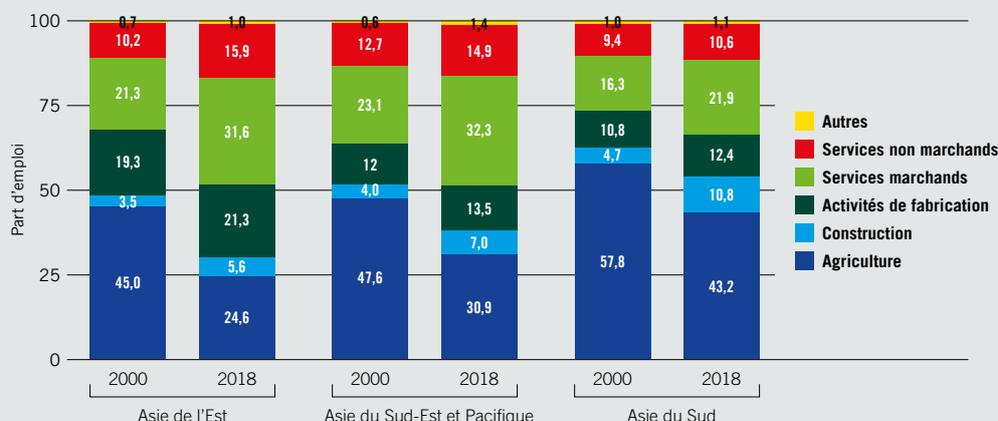
Source : Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

l'agriculture, les formes d'emploi vulnérables, telles que le travail familial et le travail pour compte propre, n'ont pas diminué de manière significative au cours des dernières décennies. Ces deux formes d'emploi représentent encore 12 et 40 pour cent de l'emploi total, respectivement, en Asie et dans le Pacifique.

Il en résulte que le taux d'informalité dans la région reste le plus élevé au monde, touchant près de 70 pour cent de l'ensemble des travailleurs. Parmi les sous-régions, c'est en Asie du Sud que l'on trouve la plus forte proportion d'emplois informels (environ 90 pour cent), ce qui s'explique principalement par l'importance du secteur agricole, dans lequel pratiquement tous les travailleurs occupent un emploi informel. L'informalité est également omniprésente en Asie du Sud-Est et dans le Pacifique, où elle touche les trois quarts des employés, et plus de 85 pour cent dans des pays comme le Cambodge, l'Indonésie et le Myanmar (BIT, 2018a).

Figure 2.9

Parts de l'emploi par secteur économique, Asie et Pacifique, 2000 et 2018 (pourcentages)



Note: Les catégories d'activités économiques agrégées sont définies dans la documentation de la base de données ILOSTAT, disponible à l'adresse www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

Cependant, le fait d'avoir un emploi salarié ne garantit en aucun cas de bonnes conditions de travail. Une proportion non négligeable d'employés de la région ne bénéficie pas d'avantages tels que la sécurité d'emploi, la stabilité des revenus ou un contrat de travail écrit. Par exemple, entre 40 et 60 pour cent des travailleurs salariés dans les pays pour lesquels des données sont disponibles n'ont pas de contrat de travail écrit; en outre, 20 à 40 pour cent d'entre eux occupent un emploi occasionnel (BIT, 2018c).

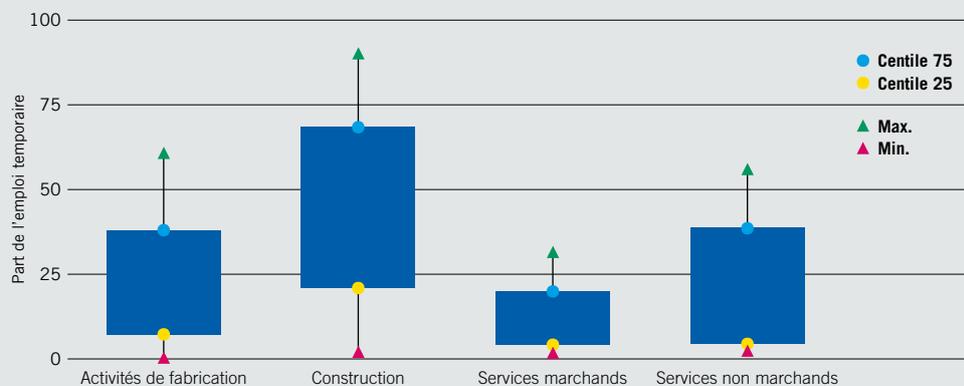
De surcroît, la part de l'emploi temporaire demeure assez importante dans plusieurs pays. Au Bangladesh, en Indonésie et au Pakistan, par exemple, il concerne entre 70 et 80 pour cent des salariés⁹. En moyenne, c'est dans le secteur de la construction que le taux de travail temporaire est le plus élevé, avec une proportion allant de 21 pour cent au Cambodge à plus de 89 pour cent en Indonésie et au Viet Nam. L'emploi temporaire joue également un rôle important dans le secteur manufacturier, touchant en moyenne 20 pour cent des travailleurs, avec des pics de 60 pour cent en Indonésie et au Viet Nam (figure 2.10). La part du travail temporaire dans les services marchands est plus faible et plus homogène d'un pays à l'autre, même si elle reste assez importante dans certains services tels que les transports, l'entreposage et les communications, ainsi que l'hébergement et la restauration. La situation est similaire dans l'ensemble des services non marchands, où le travail temporaire représente environ 20 pour cent de l'emploi total. L'éducation ainsi que la santé et les activités sociales connexes sont les deux secteurs dans lesquels le recours aux travailleurs temporaires est le plus répandu.

Dans le même temps, des millions de travailleurs de la région travaillent un nombre excessif d'heures (c'est-à-dire plus de quarante-huit heures par semaine). Malgré certaines différences selon les pays, c'est dans les activités de fabrication que la proportion de travailleurs qui déclarent travailler un nombre excessif d'heures est la plus élevée. Ainsi, entre 30 et 50 pour cent des travailleurs du secteur manufacturier au Bangladesh, au Cambodge et au Myanmar travaillent plus de quarante-huit heures par semaine. Cette part est généralement plus faible dans le secteur des services, bien qu'elle soit encore assez élevée dans certains services marchands, notamment l'hébergement et la restauration, ainsi que les transports, l'entreposage et les communications (figure 2.11).

9. La définition du BIT de l'emploi temporaire englobe les accords de travail contractuels à durée déterminée, basés sur des projets ou des tâches, entre un employeur et un employé, caractérisés par une durée limitée ou par un événement préalablement spécifié (par exemple l'achèvement du projet) qui marque la fin du contrat. Cela comprend également le travail occasionnel, c'est-à-dire l'engagement des travailleurs sur une durée très courte, de façon occasionnelle ou intermittente, souvent pour un nombre fixe d'heures, de jours ou de semaines.

Figure 2.10

Part de l'emploi temporaire dans l'emploi total selon les secteurs, Asie et Pacifique, dernière année disponible (pourcentages)

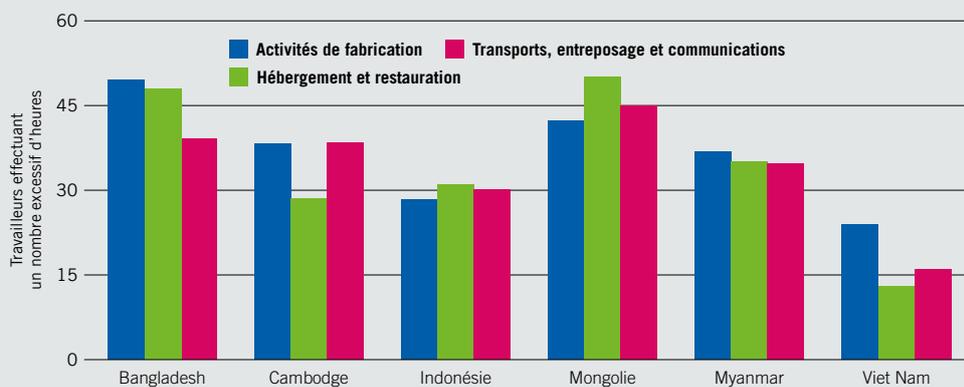


Note: Les chiffres sont basés sur 15 pays pour lesquels des données sont disponibles. Les catégories d'activités économiques agrégées sont définies dans la documentation de la base de données ILOSTAT, disponible à l'adresse www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf.

Source: Traitement des microdonnées par le Département de statistique du BIT.

Figure 2.11

Part de travailleurs effectuant un nombre excessif d'heures au Bangladesh, au Cambodge, en Indonésie, en Mongolie, au Myanmar et au Viet Nam, certains secteurs, dernière année disponible (pourcentages)



Note: Les catégories d'activités économiques agrégées sont définies dans la documentation de la base de données ILOSTAT, disponible à l'adresse www.ilo.org/ilostat-files/Documents/description_ECO_FR.pdf.

Source: Traitement des microdonnées par le Département de statistique du BIT.

Au cours des dernières décennies, les niveaux élevés de croissance économique, conjugués à la baisse de la part de l'emploi agricole, ont entraîné une diminution rapide des taux de pauvreté dans la région, en particulier en Asie de l'Est. Toutefois, le caractère généralisé de l'informalité et des déficits en matière de travail décent fait obstacle à une plus forte réduction des taux de pauvreté au travail. Dans l'ensemble, plus de 22 pour cent (soit 410 millions) des travailleurs d'Asie et du Pacifique vivent dans des conditions de pauvreté extrême ou modérée. Les taux de pauvreté au travail sont particulièrement élevés en Asie du Sud, où près de 12 pour cent des travailleurs vivent dans l'extrême pauvreté et 31 pour cent dans une pauvreté modérée. Cela signifie que plus de 217 millions de travailleurs vivent dans des conditions de pauvreté extrême ou modérée dans cette sous-région, qui représente donc 70 pour cent de l'ensemble des travailleurs pauvres de la région. En revanche, l'extrême pauvreté au travail a été presque éradiquée en Asie de l'Est, bien que 45 millions de travailleurs de cette sous-région restent dans une pauvreté modérée.

Il convient toutefois de noter que plusieurs pays de la région ont pris des mesures pour étendre sensiblement la couverture de protection sociale, en particulier aux travailleurs indépendants et aux travailleurs de l'économie informelle (BIT, 2017a). Des pays comme la Chine et la Thaïlande ont mis en place une couverture de retraite et de soins de santé universelle, tandis que la Mongolie a adopté un régime universel d'allocations familiales. Il en résulte qu'environ 63 et 72 pour cent de la population de la Chine et de la Mongolie, respectivement, bénéficient d'une forme ou une autre de protection sociale. Pourtant, la couverture de protection sociale reste extrêmement faible dans les pays où les taux de pauvreté sont les plus élevés. Par exemple, en Inde, moins d'un cinquième de la population est couvert par une forme ou une autre de protection sociale (*ibid.*).

Europe et Asie centrale

EUROPE DU NORD, DU SUD ET DE L'OUEST

Le taux de chômage est le plus bas depuis une décennie, mais la création d'emplois devrait beaucoup ralentir

Le rebond des investissements privés et une plus forte demande privée ont été les principaux moteurs de la croissance économique en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, la production globale augmentant de 2,0 pour cent en 2018, contre 2,3 pour cent en 2017. Elle devrait encore ralentir, pour atteindre 1,8 pour cent en 2019 et 1,6 pour cent en 2020.

La croissance économique devrait rester généralisée dans la sous-région, avec des écarts assez faibles d'un pays à l'autre. La croissance réelle de la production en 2019 devrait se situer entre 1,5 et 1,9 pour cent en Allemagne, en France et au Royaume-Uni, et dépasser 2 pour cent en Espagne, aux Pays-Bas et en Suède. Toutefois, dans les pays où les taux de chômage sont relativement élevés, comme la Grèce et l'Italie, la croissance devrait rester trop faible pour entraîner de nettes améliorations du marché du travail.

Le rythme de la création d'emplois devrait se tasser au cours de la période de prévision, freinant ainsi la consommation privée, qui a été l'un des principaux moteurs de la croissance du PIB sur la période 2016-2018. En effet, bien que le nombre de personnes occupées (203 millions en 2018) n'ait jamais été aussi élevé, la croissance de l'emploi dans la sous-région devrait ralentir sensiblement, ne progressant que de 0,4 pour cent en 2019, contre 0,8 pour cent en 2018 et 1,3 pour cent en 2016 et en 2017.

Malgré le ralentissement attendu de la croissance de la production et de l'emploi, le taux de chômage devrait continuer à baisser jusqu'en 2020, principalement en raison de la stagnation de la croissance de la population active. Toutefois, le rythme de réduction du chômage sera plus lent qu'au cours des dernières années. Ainsi, le taux de chômage sous-régional est estimé à 7,6 pour cent en 2018, contre 8,3 pour cent en 2017; il devrait encore baisser à 7,3 pour cent en 2019 et à 7,1 pour cent en 2020. Cela se traduira par une diminution d'environ 1,1 million du nombre de chômeurs d'ici à 2020 (tableau 2.6).

Tableau 2.6
Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi et de la croissance de la productivité du travail, Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2007-2020

Sous-région/pays	Taux de chômage, 2007-2020 (pourcentages)					Chômage, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest		8,3	7,6	7,3	7,1	18,4	16,8	16,1	15,7
Allemagne		9,4	9,2	9,1	8,9	2,8	2,8	2,8	2,7
France		3,7	3,4	3,2	3,1	1,6	1,5	1,4	1,3
Italie		11,2	10,2	9,2	8,9	2,8	2,6	2,3	2,2
Royaume-Uni		4,3	4,0	3,8	3,7	1,5	1,3	1,3	1,3
	Croissance de l'emploi, 2007-2020 (pourcentages)					Croissance de la productivité du travail, 2017-2020 (pourcentages)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest		1,3	0,8	0,4	0,1	0,9	1,3	1,5	1,5

Note: Les taux de chômage de certains pays figurant dans ce tableau peuvent différer de ceux déclarés par les instituts nationaux de statistique parce qu'ils n'utilisent pas la même définition du chômage que celle établie par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

La baisse du chômage en 2018 a été générale dans tous les pays. C'est en Grèce (-2,3 points de pourcentage), au Portugal (-2,0 points) et en Espagne (-1,7 point) qu'elle a été la plus marquée, les trois pays ayant enregistré des taux de chômage supérieurs à la moyenne sous-régionale en 2017. La baisse dans d'autres pays, comme la Belgique, la Finlande et l'Italie, a également été notable, allant de 0,7 à 1,0 point de pourcentage en 2018. Toutefois, le rythme de réduction du chômage devrait nettement ralentir dès 2019, et seule la Grèce devrait connaître une baisse du taux de chômage de l'ordre de 1 point de pourcentage.

Bien que les chiffres du chômage en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest se soient sensiblement améliorés depuis 2015, le chômage de longue durée reste fréquent. Dans la moitié des pays de la sous-région, y compris certains grands pays comme l'Allemagne et la France, plus de 40 pour cent des chômeurs en 2017 étaient à la recherche d'un emploi depuis douze mois ou plus. Cette part est particulièrement élevée et tend à augmenter dans des pays comme la Grèce (72,8 pour cent en 2017), l'Italie (58 pour cent) et la Slovaquie (62,4 pour cent).

Enfin, le degré de sous-utilisation de la main-d'œuvre dans la sous-région est constamment supérieur au niveau que semble indiquer une simple évaluation des statistiques du chômage. Ainsi, en 2018, seulement 57,7 pour cent des personnes âgées de 15 ans et plus participaient au marché du travail. Cette proportion est encore plus faible chez les femmes (51,8 pour cent) et les jeunes (43,6 pour cent). En outre, un nombre considérable de personnes n'ont qu'un lien faible à la main-d'œuvre et ont en réalité manifesté leur intérêt à accepter un emploi; il s'agit en d'autres termes de celles qui appartiennent à la «main-d'œuvre potentielle» (voir [chapitre 1](#) pour la définition détaillée de ce terme). En 2018, 10,2 millions de personnes dans la sous-région, dont 56 pour cent de femmes, étaient soit disponibles pour travailler mais ne cherchaient pas d'emploi, soit à la recherche d'un emploi mais pas en mesure de commencer à travailler dans un bref délai. Bien que ce nombre ait diminué en même temps que le chômage depuis 2014, la main-d'œuvre potentielle devrait augmenter légèrement au cours de la période de prévision. Par conséquent, des mesures politiques ciblées sont nécessaires pour renforcer la participation au marché du travail des travailleurs découragés et des femmes ayant des responsabilités familiales.

La mauvaise qualité des emplois disponibles et les inégalités persistantes sur le marché du travail restent les principaux motifs de préoccupation

Le nombre de personnes occupées en Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest n'a jamais été aussi élevé. Quant au taux de chômage, il devrait continuer à baisser en 2019 pour la sixième année consécutive, et se situer au-dessous du taux enregistré en 2008. Dans ce contexte, c'est la mauvaise qualité des emplois créés et les inégalités persistantes sur le marché du travail qui restent les principaux motifs de préoccupation.

En particulier, après s'être stabilisé au cours de la période 2014-2016, l'emploi temporaire est à nouveau en hausse dans plusieurs pays de la sous-région. La part des travailleurs temporaires dans l'emploi total augmente sensiblement en Espagne, où elle a atteint 26,8 pour cent en 2017 – valeur la plus élevée depuis 2008 – et également en France (16,8 pour cent en 2017), en Italie (15,5 pour cent) et aux Pays-Bas (21,7 pour cent).

En analysant la part des travailleurs temporaires dans l'emploi total, il faut garder à l'esprit que la nature de l'emploi temporaire varie beaucoup d'un pays à l'autre. Comme nous l'avons déjà mentionné, l'emploi temporaire comprend les contrats à durée déterminée, les contrats basés sur des projets ou des tâches, le travail occasionnel et le travail intérimaire. L'hétérogénéité de l'emploi temporaire se reflète clairement dans les grandes différences de durée moyenne des contrats de travail au sein des différents pays. Ainsi, en 2017, les contrats de travail temporaire de six mois ou moins représentaient plus de la moitié de tous les contrats temporaires en Belgique, en Croatie, en Espagne, en Finlande et en Italie, mais seulement 15 pour cent en Allemagne et moins de 30 pour cent en Autriche, au Danemark et au Royaume-Uni. De même, c'est dans ce dernier groupe de pays que les travailleurs sont les plus susceptibles de se voir proposer des contrats de travail temporaires d'une durée d'au moins deux ans. Ils représentent en effet plus d'un tiers de l'emploi temporaire en Allemagne, en Autriche et au Danemark, contre moins de 10 pour cent en France, en Espagne et au Portugal (figure 2.12).

La prévalence des contrats temporaires de courte durée peut exacerber le sentiment d'insécurité ressenti par les travailleurs, notamment en augmentant la volatilité des revenus et en entravant leur évolution professionnelle. Les données montrent en effet que plus la durée du contrat de travail est courte, plus le taux de pauvreté est élevé (Amuedo-Dorantes et Serrano-Padial, 2005). Il n'est donc pas surprenant que les pays dans lesquels la durée moyenne des contrats de travail temporaire est relativement courte enregistrent généralement des taux plus élevés de travail temporaire involontaire. Par exemple, plus de 85 pour cent des travailleurs temporaires en Espagne occupent ce type d'emploi parce qu'ils n'ont pas réussi à trouver un emploi permanent. Cette part est supérieure à 75 pour cent en Belgique, en Grèce et en Italie. À l'inverse, la part de l'emploi temporaire involontaire dans l'emploi temporaire total est inférieure à 10 pour cent en Autriche, et d'environ 15 pour cent en Allemagne et 30 pour cent aux Pays-Bas.

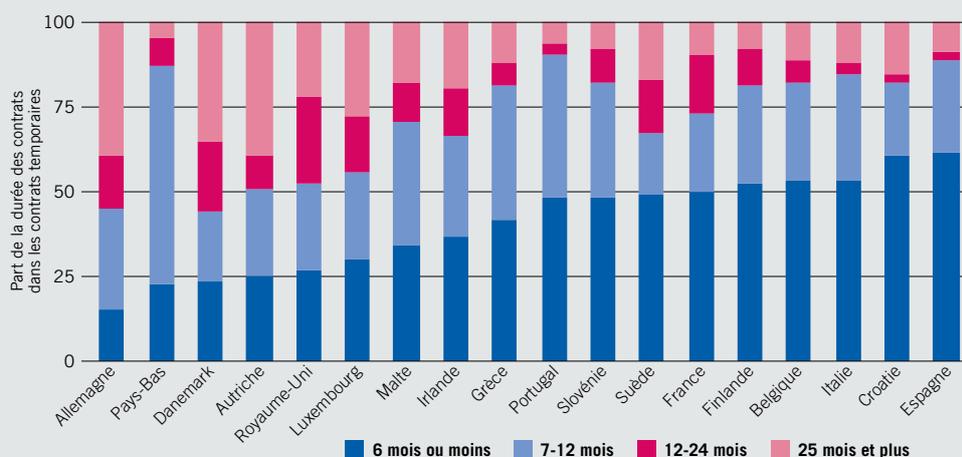
Environ 20 pour cent des emplois créés dans la sous-région en 2017 étaient à temps partiel. Cette année-là, c'est dans certains pays d'Europe centrale et du Nord, notamment en Autriche (27,9 pour cent), en Allemagne (26,9 pour cent), aux Pays-Bas (49,8 pour cent) et au Royaume-Uni (24,9 pour cent), que la part de l'emploi à temps partiel était la plus élevée. Toutefois, c'est dans les pays d'Europe du Sud, en particulier en Grèce et en Italie, que le nombre de travailleurs à temps partiel a le plus augmenté depuis le début de la crise financière mondiale en 2008.

Surtout, près d'un tiers des emplois à temps partiel sont occupés involontairement, c'est-à-dire parce que les demandeurs d'emploi n'ont pas pu trouver un emploi à plein temps. Le travail à temps partiel involontaire est particulièrement fréquent dans les pays de l'Europe du Sud, comme l'Espagne, la Grèce et l'Italie, où plus de 60 pour cent des travailleurs à temps partiel le sont contre leur gré¹⁰. Le manque de possibilités d'emploi à plein temps n'est cependant pas la seule raison pour laquelle les travailleurs (surtout les femmes) acceptent des emplois à temps partiel. En effet, plus de 34 pour cent des femmes travaillent à temps partiel en raison de responsabilités familiales, comme la garde d'enfants ou d'adultes handicapés. En revanche, seuls 16 pour cent des hommes mentionnent une telle raison pour travailler à temps partiel (figure 2.13). Encore une fois, ces résultats soulignent l'importance des mesures de politique publique visant à alléger le fardeau des responsabilités familiales qui empêchent trop souvent les femmes de participer pleinement au marché du travail.

10. Les données sur la part du travail à temps partiel et du travail temporaire involontaires sont extraites d'Eurostat.

Figure 2.12

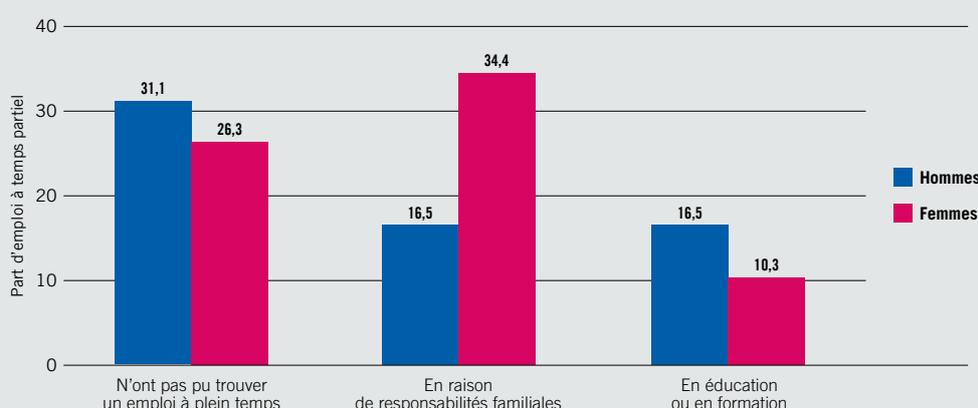
Répartition des contrats de travail temporaire par durée de contrat, pays d'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2017 (pourcentages)



Source: Calculs du BIT basés sur les données d'Eurostat.

Figure 2.13

Part des travailleurs à temps partiel selon la principale raison pour occuper un tel emploi et par sexe, Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, 2017 (pourcentages)



Source: Calculs du BIT basés sur les données d'Eurostat.

Il n'est pas vraiment surprenant qu'une grande partie des travailleurs à temps partiel et des travailleurs temporaires acceptent de manière involontaire de tels statuts d'emploi. Les emplois temporaires et à temps partiel offrent souvent des salaires inférieurs et des perspectives d'évolution de carrière moins bonnes que les contrats permanents à plein temps (CE, 2018). De ce fait, les travailleurs concernés risquent beaucoup plus d'occuper des emplois mal rémunérés et de gagner un salaire inférieur au seuil de pauvreté relative. Le «taux de risque de pauvreté au travail» – défini comme la proportion de travailleurs dont le revenu est inférieur à 60 pour cent du revenu médian – est toujours plus élevé parmi les travailleurs occupant un emploi temporaire ou à temps partiel que parmi ceux qui disposent d'un contrat permanent à plein temps. Ainsi, dans l'ensemble de la sous-région, la probabilité d'être exposé au risque de pauvreté au travail est en moyenne plus de deux fois plus élevée pour les travailleurs à temps partiel que pour ceux qui travaillent à plein temps. Le taux de risque de pauvreté des travailleurs à temps partiel est le plus élevé dans les pays où le travail à temps partiel involontaire est plus répandu, comme l'Espagne et la Grèce. De même, dans les pays pour lesquels des données sont disponibles,

les travailleurs temporaires risquent en moyenne trois fois plus de souffrir de pauvreté que ceux qui disposent d'un contrat à durée indéterminée. Environ 20 pour cent des travailleurs temporaires sont menacés de pauvreté en Allemagne, en Autriche, en Italie et en Suède. À cet égard, il convient de noter que leurs taux de pauvreté relative au travail, c'est-à-dire la part de ceux qui gagnent moins de 60 pour cent du revenu médian, sont également élevés dans certains de ces pays, comme l'Allemagne et l'Autriche, où la durée moyenne des contrats de travail temporaire est comparativement plus longue. Enfin, étant donné qu'environ 15 pour cent de tous les travailleurs de la sous-région sont indépendants, il faut également tenir compte des taux élevés de pauvreté relative des travailleurs de ce groupe – en particulier de ceux qui travaillent pour leur propre compte (Horemans et Marx, 2017). Ainsi, entre 17 et 23 pour cent des travailleurs indépendants en Allemagne, en Espagne, en France, en Grèce et en Italie étaient menacés de pauvreté en 2017¹¹.

Dans la plupart des pays d'Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest, la vulnérabilité des travailleurs temporaires, à temps partiel ou indépendants est exacerbée par le fait qu'ils n'ont pas toujours pleinement accès à la protection sociale légale, soit parce qu'ils sont exclus des cotisations obligatoires (principalement les indépendants), soit parce qu'il leur est difficile de remplir les critères d'éligibilité et d'assumer le coût élevé d'une assurance volontaire (CE, 2018; BIT, 2017a). De surcroît, on estime que plus de 14 pour cent des travailleurs de la sous-région sont informels et ne sont donc pas couverts par les régimes nationaux de sécurité sociale. L'informalité touche surtout les travailleurs à leur propre compte, les jeunes et les travailleurs ayant un faible niveau d'éducation (BIT, 2018a).

Conformément aux récentes initiatives de l'Union européenne, telles que le Socle européen des droits sociaux, plusieurs pays de la sous-région ont déjà pris des mesures pour étendre la couverture de sécurité sociale aux travailleurs qui se trouvent dans des formes d'emploi moins protégées (CE, 2018). Pourtant, d'importantes inégalités subsistent en termes d'accès à la protection sociale entre les travailleurs en emploi permanent à plein temps et ceux qui occupent d'autres formes d'emploi. Y remédier devient une tâche de plus en plus urgente au vu de la hausse récente du nombre de travailleurs opérant à partir de plateformes de travail numériques. Bien que les estimations sur l'importance de ces nouvelles formes d'emploi ne soient encore que préliminaires, il faut noter qu'environ 8 pour cent de la population adulte utilise des plateformes en ligne pour fournir des services de main-d'œuvre, 6 pour cent environ y consacrant au moins dix heures par semaine ou gagnant de cette manière au moins 25 pour cent de leur revenu total (Pesole et coll., 2018).

EUROPE DE L'EST ET ASIE CENTRALE ET OCCIDENTALE

Le recul de l'emploi en Europe de l'Est et le ralentissement de la croissance économique en Asie centrale et occidentale freinent les progrès sur le marché du travail

La croissance économique en Europe de l'Est reste robuste en termes internationaux, même si le rythme d'expansion devrait ralentir au cours des deux prochaines années. La croissance de la production en 2018 est estimée à 2,7 pour cent, et elle devrait progressivement retomber à 2,3 pour cent en 2020. Cette croissance soutenue reflète en grande partie le renforcement de l'activité économique dans la Fédération de Russie, où la production devrait augmenter pour la troisième année consécutive, avec une croissance de 1,8 pour cent en 2019. Malgré l'amélioration des perspectives économiques, la croissance de l'emploi dans la sous-région devrait entrer en terrain négatif, avec une baisse du nombre de personnes employées de 0,7 pour cent en 2019 et 2020. Néanmoins, étant donné que la population active devrait diminuer à un rythme encore plus rapide – de 1 pour cent par an au cours de la période 2018-2020 –, le taux de chômage devrait en fait diminuer au cours de la période de prévision, poursuivant une tendance à la baisse qui a débuté en 2014. Le taux de chômage sous-régional devrait rester légèrement inférieur à 5 pour cent en 2019 et tomber à 4,8 pour cent en 2020. Cette réduction est générale dans tous les pays de la sous-région, le taux de chômage devant baisser en Bulgarie, en Hongrie, en Pologne, en Slovaquie et, dans une moindre mesure, en Roumanie et dans la Fédération de Russie. Dans l'ensemble, la hausse de la croissance économique et la baisse des niveaux d'emploi contribuent à relancer la croissance de la productivité du travail, estimée à 3 pour cent en 2018, soit

11. Les statistiques sur le taux de risque de pauvreté au travail par type de contrat de travail sont extraites d'Eurostat.

Tableau 2.7

Tendances et projections du chômage, de la croissance de l'emploi, de la croissance de la productivité du travail et de la pauvreté au travail, Europe de l'Est et Asie centrale et occidentale, 2007-2020

Sous-région/pays	Taux de chômage, 2007-2020 (pourcentages)					Chômage, 2017-2020 (millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Europe de l'Est		5,7	5,2	5,0	4,8	8,3	7,4	7,1	6,8
Fédération de Russie		5,2	4,7	4,5	4,4	3,9	3,5	3,3	3,1
Asie centrale et occidentale		8,1	8,2	8,7	9,0	6,2	6,4	6,9	7,1
Turquie		10,8	10,9	11,9	12,1	3,4	3,5	3,9	4,1
	Croissance de l'emploi, 2007-2020 (pourcentages)					Croissance de la productivité du travail, 2017-2020 (pourcentages)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Europe de l'Est		0,1	-0,4	-0,8	-0,8	2,7	3,1	2,9	2,6
Asie centrale et occidentale		2,3	1,3	0,6	0,8	3,6	2,8	2,9	2,8
	Taux de pauvreté extrême et modérée au travail, 2007-2020 (pourcentages)					Pauvreté extrême et modérée au travail, 2017-2020 (en millions)			
	2007-2016	2017	2018	2019	2020	2017	2018	2019	2020
Europe de l'Est		0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Asie centrale et occidentale		13,7	13,3	13,0	12,5	9,1	9,0	8,8	8,5

Note: Les taux de pauvreté modérée et extrême au travail correspondent à la part de travailleurs vivant dans des ménages ayant un niveau de vie compris entre 1,90 et 3,20 dollars É.-U. par personne et par jour à parité de pouvoir d'achat (PPA), et inférieur à 1,90 dollar PPA, respectivement. Les chiffres sur la pauvreté au travail excluent les pays à revenu élevé. Les taux de chômage de certains pays figurant dans ce tableau peuvent différer de ceux déclarés par les instituts nationaux de statistique parce qu'ils n'utilisent pas la même définition du chômage que celle établie par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Source : Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

le taux le plus élevé depuis 2011. Elle devrait demeurer légèrement inférieure à 3 pour cent en 2019-2020. De ce fait, la croissance des salaires devrait rester forte dans plusieurs pays de la sous-région, les employeurs s'efforçant de répondre à la demande de salaires plus élevés dans un contexte de resserrement des marchés du travail et d'inflation croissante.

En Asie centrale et occidentale, la croissance de la production devrait nettement ralentir, pour atteindre 1,8 pour cent en 2019, contre 3,6 pour cent en 2018 et 6,1 pour cent en 2017. Toutefois, elle devrait repartir à la hausse en 2020, pour atteindre 3,1 pour cent. Les perspectives économiques négatives en Turquie sont le principal frein dans la sous-région. Ainsi, la croissance de la production en Turquie devrait rester inférieure à 1 pour cent en 2019, contre 3,5 pour cent en 2018. Ce ralentissement ne devrait être compensé que partiellement par une croissance soutenue dans les pays exportateurs de pétrole d'Asie centrale. Dans ces pays, la croissance devrait se stabiliser à une moyenne de 4 pour cent par an au cours de la période de prévision, ce qui est toutefois bien inférieur au rythme d'expansion observé au cours de la dernière décennie.

En raison du ralentissement prévu de l'activité économique, la croissance de l'emploi en Asie centrale et occidentale devrait également ralentir au cours des deux prochaines années. Elle devrait surtout diminuer de moitié en 2019 (passant de 1,2 pour cent en 2018 à 0,6 pour cent en 2019), mais partiellement rebondir en 2020. Malgré une croissance encore positive, le taux de création d'emplois ne suffira pas à compenser l'augmentation de la population active, qui devrait se situer à 1,2 pour cent en moyenne sur la période 2018-2020. Par conséquent, le taux de chômage sous-régional devrait atteindre 8,7 pour cent en 2019 – la valeur la plus élevée depuis 2009 – et continuer d'augmenter l'année suivante, approchant 9 pour cent d'ici à 2020. Cette tendance s'explique principalement par la détérioration des conditions du marché du travail en Turquie, où le taux de chômage devrait se situer autour de 12 pour cent sur la période de prévision, contre 10,9 pour cent en 2018. Il devrait rester plus ou moins stable dans les autres pays de la sous-région, mais un ralentissement de la croissance de la production pourrait toutefois entraîner de légères hausses dans les pays exportateurs de pétrole, comme le Kazakhstan et le Tadjikistan.

L'informalité reste importante en raison de la diversification économique limitée en Asie centrale et occidentale et de la fréquence de l'emploi salarié informel en Europe de l'Est

L'expansion de l'emploi salarié en Asie centrale et occidentale marque le pas après une forte augmentation au cours de la dernière décennie, durant laquelle sa part dans l'emploi total est passée de 59,4 pour cent en 2008 à 64,2 pour cent en 2018. Les difficultés rencontrées par cette sous-région pour porter la part de l'emploi salarié au même niveau que dans les autres pays à revenu comparable sont dues en grande partie à la lenteur de la création d'emplois dans le secteur privé, qui reste insuffisamment diversifié. En effet, le modèle de croissance actuel est trop étroitement basé sur les exportations de pétrole et de gaz, la construction et les dépenses publiques (FMI, 2018e). De ce fait, un nombre important de personnes continuent de s'engager dans des activités à faible valeur ajoutée en tant que travailleurs à leur propre compte et travailleurs familiaux, souvent dans l'économie informelle. Ces deux formes d'emploi représentent respectivement 23,3 et 8,8 pour cent de l'emploi total.

Par conséquent, le taux d'informalité dans l'emploi total reste fort dans la sous-région, à plus de 43 pour cent. Il est particulièrement élevé dans certains pays d'Asie centrale exportateurs de pétrole, notamment le Tadjikistan (74,8 pour cent) et le Kirghizistan (48,6 pour cent), ainsi qu'en Turquie (34,8 pour cent). En outre, l'informalité continue d'être plus répandue chez les femmes: le taux correspondant est de 47 pour cent, contre 41 pour cent pour les hommes (BIT, 2018a). Cela s'explique principalement par le fait que les femmes de la sous-région sont trois fois plus susceptibles que les hommes d'être des travailleuses collaborant à l'entreprise familiale.

Représentant plus de 30 pour cent de l'emploi total, l'informalité est moins répandue en Europe de l'Est qu'en Asie centrale et occidentale, mais elle reste élevée par rapport au reste de l'Europe. Étant donné qu'un tiers de l'emploi informel en Europe de l'Est est occupé par des salariés d'entreprises du secteur formel, cela signifie que près d'un cinquième de l'ensemble des salariés ne sont pas (ou pas suffisamment) protégés par les régimes de sécurité sociale. Contrairement à ce qui se passe en Asie centrale et occidentale, le taux d'informalité est plus élevé chez les hommes (34,4 pour cent) que chez les femmes (28,4 pour cent). La part de l'emploi informel varie beaucoup d'un pays à l'autre, allant de 38 pour cent en Pologne et 36 pour cent dans la Fédération de Russie à 12,2 pour cent en Hongrie et 9,2 pour cent en République tchèque (BIT, 2018a).

En outre, environ 12,5 pour cent des personnes ayant un emploi en Asie centrale et occidentale vivent dans des conditions de pauvreté extrême ou modérée. Cette part continuera de diminuer au cours des prochaines années, mais à un rythme plus lent que par le passé. En Europe de l'Est, l'extrême pauvreté et la pauvreté modérée au travail ont été pratiquement éradiquées. Pourtant, les mesures de la pauvreté relative des travailleurs – c'est-à-dire la proportion de personnes gagnant moins de 60 pour cent du revenu médian – révèlent qu'il s'agit toujours d'un problème, surtout pour ceux qui ont des contrats temporaires et les travailleurs indépendants. Par exemple, la part de travailleurs temporaires exposés au risque de pauvreté au travail est supérieure à 20 pour cent en Bulgarie, à Chypre et en Hongrie; elle reste légèrement inférieure à 10 pour cent en Pologne et en Slovaquie. C'est toutefois parmi les travailleurs indépendants que le taux de pauvreté au travail est le plus élevé, dépassant 50 pour cent en Bulgarie et en Hongrie.

3 L'objectif de développement durable 8

Le monde avance-t-il vers une croissance économique mieux partagée et le travail décent?

En septembre 2015, les États membres des Nations Unies ont adopté le Programme de développement durable à l'horizon 2030. Remplaçant les objectifs du Millénaire pour le développement (OMD), qui expiraient à la fin de l'année 2015, les 17 objectifs de développement durable du Programme 2030 constituent un plan d'action ambitieux pour une transformation structurelle, à la fois économique et sociale, dans le monde entier¹. Alors que les OMD étaient généralement considérés comme un programme d'aide Nord-Sud classique, les ODD répondent aux préoccupations d'un ensemble beaucoup plus vaste de parties prenantes, en particulier de la société civile et des groupes de défense des droits de l'homme. Cet engagement plus large s'impose si l'on veut s'attaquer à plusieurs problèmes structurels profonds concernant la gouvernance, le caractère de la croissance économique, les droits des femmes, la dégradation de l'environnement, le travail décent et l'inégalité qui prévaut tant au sein des sociétés qu'entre les sociétés (Dorling, 2017; Fukuda-Parr, 2016; BIT, 2018i). Les 17 objectifs expriment une vision de l'avenir à laquelle tous les pays puissent aspirer quel que soit leur niveau de développement et qui repose sur les piliers suivants: les personnes (développement humain), la planète (durabilité environnementale), la prospérité (croissance économique et transformations inclusives) et le partenariat (coopération internationale) (Gore, 2015).

Le Programme 2030 accorde une grande importance au travail décent. Il fait fond sur l'Agenda du travail décent de l'OIT et l'incorpore. Si des éléments de ce dernier sont repris dans plusieurs ODD, c'est dans l'ODD 8 que le travail décent a une place centrale puisque cet objectif invite les pays à «[p]romouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». Étant donné l'importance de la réalisation de cet objectif pour le propre mandat de l'OIT, le présent chapitre analyse le contenu de l'ODD 8 et s'appuie sur les données disponibles pour examiner les progrès accomplis par les pays.

L'examen de la question commence par une présentation de ce qu'est l'ODD 8, précisant également les cibles et indicateurs correspondants. Les trois sections qui suivent traitent ensuite respectivement des trois ensembles d'indicateurs, à savoir: «Croissance économique, transformation et productivité», «Plein emploi productif pour tous, avec un salaire égal pour un travail de valeur égale» et «Droits, sécurité et travail sans exploitation». Le chapitre se termine par un résumé récapitulatif et diverses recommandations à l'intention des responsables politiques. Notre analyse a bénéficié d'études antérieures réalisées par le BIT, notamment la vaste étude statistique des indicateurs des ODD relevant de la responsabilité de l'OIT (BIT, 2018i), et la cartographie de l'ODD 8 (et de ses cibles) établie à partir des données relatives au travail décent pour la région Asie et Pacifique (BIT, 2018c).

1. Pour des détails complets sur le Programme 2030, voir <https://www.un.org/sustainabledevelopment/fr/>.

Objectif de développement durable 8: cibles et indicateurs

L'objectif de développement durable 8 comprend 12 cibles, dont chacune est assortie d'un ou de plusieurs indicateurs (énumérés dans l'encadré 3.1)². Les cibles sont pour la plupart de nature qualitative, par exemple «[m]aintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national» ou «[p]romouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives». Quelques-unes précisent néanmoins des objectifs mesurables, comme maintenir «un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 % dans les pays les moins avancés», «supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains» et, «d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes». Du fait de cette combinaison d'objectifs tangibles et intangibles, il est assez difficile, d'un point de vue analytique, de présenter des preuves des progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 8. Le postulat de base, toutefois, est qu'un taux soutenu de croissance économique par habitant associé au travail décent aboutit à une croissance inclusive. Les pays devraient donc adopter un ensemble de politiques visant à promouvoir la croissance et la productivité (cibles 8.1-8.4, 8.10), l'emploi et le travail décent (8.5, 8.6, 8.9) et les droits fondamentaux au travail (8.7, 8.8) pour créer un cadre propice à un développement soutenu, partagé et durable.

L'ODD 8 vise en particulier à «[p]arvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation». De plus, il n'y aura de croissance soutenue que si les institutions financières nationales ont la capacité de favoriser l'inclusion financière, et si les pays en développement, en particulier les pays les moins avancés, peuvent bénéficier d'un appui au commerce. En même temps, la croissance économique ne devrait pas se réaliser aux dépens d'autres ODD. Il faut par conséquent adopter un modèle plus progressif de croissance économique – un modèle consistant à améliorer l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation et de la production, et à faire en sorte que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement. Pour que l'ODD 8 soit pleinement atteint, il est nécessaire que les taux de croissance plus élevés s'accompagnent de possibilités de travail décent pour toutes les femmes et tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées. Cela signifie garantir un salaire égal pour un travail de valeur égale, protéger les droits des travailleurs, rendre les lieux de travail sûrs et supprimer le travail forcé, l'esclavage et le travail des enfants. Il est en outre important de créer des possibilités de travail décent dans tous les secteurs de l'emploi, d'encourager l'entrepreneuriat et de faciliter l'intégration des microentreprises et des petites et moyennes entreprises dans le secteur formel.

On a pu lire dans certaines études que l'énoncé de l'ODD 8 avait une portée trop étroite, car des tâches telles que réduire l'inégalité et développer des institutions solides et efficaces sont tout aussi indispensables à la réalisation de cet objectif. Une évaluation des progrès accomplis dans la réalisation de l'ODD 8 devrait également tenir compte d'indicateurs relatifs à l'ODD 10 («Réduire les inégalités dans les pays et d'un pays à l'autre») et l'ODD 5 («Parvenir à l'égalité des sexes en autonomisant les femmes et les filles») (voir BIT, 2018c, pp. 58-62; Luebker, 2017). Un ensemble plus large de cibles essentielles et cibles associées – s'inscrivant dans un objectif plus étoffé que l'on pourrait appeler «ODD 8+» – offrirait certainement un plan directeur (et cadre d'analyse) plus utile aux responsables politiques nationaux et internationaux qui entendent promouvoir le travail décent et un développement économique inclusif.

Si nous reconnaissons l'intérêt d'un cadre élargi, un «ODD 8+», nous nous en sommes néanmoins tenus dans ce chapitre aux 12 cibles originales de l'ODD 8 et aux indicateurs correspondants, afin de rester dans le cadre très spécifique de ce rapport. Il vaut toutefois la peine de souligner que l'OIT soutient sans réserve les efforts visant à étudier les liens complexes qui existent entre les cibles des ODD dans le cadre de la mise en œuvre du Programme 2030, surtout afin de mieux comprendre les cibles qui sont utiles pour la réalisation du travail décent pour tous. L'OIT est un des organismes responsables des indicateurs des ODD et, conformément à son Agenda du travail décent, elle accorde une attention particulière aux indicateurs associés à l'ODD 8 (voir BIT, 2018i pour plus de détails). Ainsi, le BIT entend publier une étude plus approfondie de l'ODD 8 à temps pour la réunion de juillet 2019 du Forum politique de haut niveau des Nations Unies pour le développement durable. Le rapport prévu examinera en détail les divers liens qui existent entre l'ODD 8 et les autres objectifs de développement durable.

2. Pour une vue d'ensemble de l'ODD 8, consulter le site <https://www.undp.org/content/undp/fr/home/sustainable-development-goals/goal-8-decent-work-and-economic-growth.html>.

Encadré 3.1

Cibles et indicateurs de l'objectif de développement durable 8

Cibles

8.1 Maintenir un taux de croissance économique par habitant adapté au contexte national et, en particulier, un taux de croissance annuelle du produit intérieur brut d'au moins 7 pour cent dans les pays les moins avancés.

8.2 Parvenir à un niveau élevé de productivité économique par la diversification, la modernisation technologique et l'innovation, notamment en mettant l'accent sur les secteurs à forte valeur ajoutée et à forte intensité de main-d'œuvre.

8.3 Promouvoir des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives, la création d'emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité et l'innovation et stimulent la croissance des microentreprises et des petites et moyennes entreprises et facilitent leur intégration dans le secteur formel, y compris par l'accès aux services financiers.

8.4 Améliorer progressivement, jusqu'en 2030, l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production et s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, comme prévu dans le cadre décennal de programmation relatif à la consommation et à la production durables, les pays développés montrant l'exemple en la matière.

8.5 D'ici à 2030, parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale.

8.6 D'ici à 2020, réduire considérablement la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation.

8.7 Prendre des mesures immédiates et efficaces pour supprimer le travail forcé, mettre fin à l'esclavage moderne et à la traite d'êtres humains, interdire et éliminer les pires formes de travail des enfants, y compris le recrutement et l'utilisation d'enfants soldats et, d'ici à 2025, mettre fin au travail des enfants sous toutes ses formes.

8.8 Défendre les droits des travailleurs, promouvoir la sécurité sur le lieu de travail et assurer la protection de tous les travailleurs, y compris les migrants, en particulier les femmes, et ceux qui ont un emploi précaire.

Indicateurs

8.1.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par habitant.

8.2.1 Taux de croissance annuelle du PIB réel par personne pourvue d'un emploi.

8.3.1 Proportion de l'emploi informel dans les secteurs non agricoles, par sexe.

8.4.1 Empreinte matérielle, empreinte matérielle par habitant et empreinte matérielle par unité de PIB.

8.4.2 Consommation matérielle nationale, consommation matérielle nationale par habitant et consommation matérielle nationale par unité de PIB.

8.5.1 Rémunération horaire moyenne des salariés hommes et femmes, par profession, âge et situation au regard du handicap.

8.5.2 Taux de chômage, par sexe, âge et situation au regard du handicap.

8.6.1 Proportion de jeunes (âgés de 15 à 24 ans) non scolarisés et sans emploi ni formation.

8.7.1 Proportion et nombre d'enfants âgés de 5 à 17 ans qui travaillent, par sexe et âge.

8.8.1 Fréquence des accidents du travail mortels et non mortels, par sexe et statut au regard de l'immigration.

8.8.2 Niveau de respect des droits du travail (liberté d'association et droit de négociation collective) au niveau national, eu égard aux textes de l'Organisation internationale du Travail (OIT) et à la législation nationale, par sexe et statut migratoire.

Encadré 3.1

Cibles et indicateurs de l'objectif de développement durable 8 (suite)

Cibles

8.9 D'ici à 2030, élaborer et mettre en œuvre des politiques visant à développer un tourisme durable qui crée des emplois et mette en valeur la culture et les produits locaux.

8.10 Renforcer la capacité des institutions financières nationales de favoriser et généraliser l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance.

8.a Accroître l'appui apporté dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce aux pays en développement, en particulier aux pays les moins avancés, y compris par l'intermédiaire du cadre intégré renforcé pour l'assistance technique liée au commerce en faveur des pays les moins avancés.

8.b D'ici à 2020, élaborer et mettre en œuvre une stratégie mondiale en faveur de l'emploi des jeunes et appliquer le Pacte mondial pour l'emploi de l'Organisation internationale du Travail.

Indicateurs

8.9.1 PIB directement tiré du tourisme, en proportion du PIB total et en taux de croissance.

8.9.2 Proportion d'emplois dans le secteur du tourisme durable, par rapport au nombre total d'emplois dans l'industrie du tourisme.

8.10.1 a) Nombre de succursales de banques commerciales pour 100 000 adultes et b) nombre de distributeurs automatiques de billets pour 100 000 adultes.

8.10.2 Proportion d'adultes (15 ans ou plus) possédant un compte dans une banque ou dans une autre institution financière ou faisant appel à des services monétaires mobiles.

8.a.1 Engagements pris et décaissements effectués dans le cadre de l'initiative Aide pour le commerce.

8.b.1 Existence d'une stratégie nationale de promotion de l'emploi des jeunes, qu'il s'agisse d'une stratégie à part entière ou d'une composante d'une stratégie nationale de promotion de l'emploi, et application de cette stratégie.

Source: Cadre mondial d'indicateurs relatifs aux objectifs et aux cibles du Programme de développement durable à l'horizon 2030, disponible à l'adresse https://unstats.un.org/sdgs/indicators/Global%20Indicator%20Framework%20after%20refinement_Fre.pdf.

Croissance économique, transformation et productivité

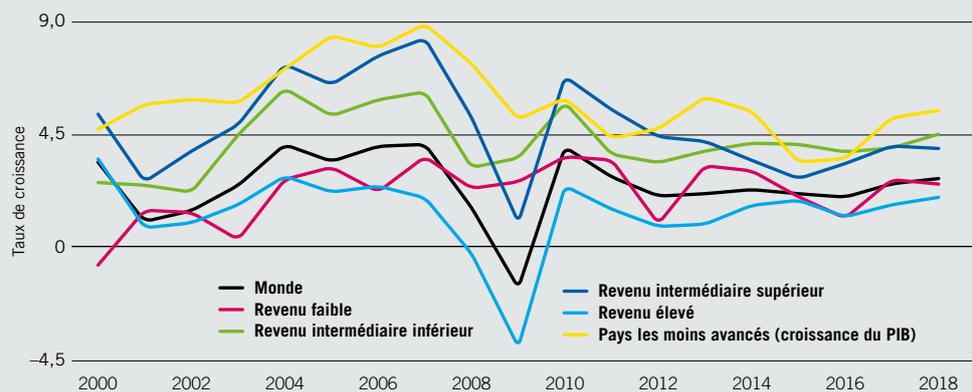
Au lieu de passer en revue les progrès accomplis pour chacune des 12 cibles de l'ODD 8 l'une après l'autre, nous avons décidé de regrouper celles-ci par thèmes généraux. Dans la présente section, nous examinons la croissance économique, la transformation et la productivité. Les Nations Unies ont inclus la croissance économique dans les cibles de l'ODD 8 suite au consensus qui se dégageait des débats universitaires et politiques sur les bienfaits d'une croissance durable et inclusive, en particulier face à des défis aussi pressants que la nécessité d'une transformation productive, la forte incidence de l'informalité, l'exclusion des travailleurs de l'accès aux ressources financières, la dégradation de l'environnement et les niveaux de vie insuffisants enregistrés dans les pays les plus pauvres (Brown, 2011; BIT, 2018a; Lopes, 2019; Paus, 2018). Les cinq cibles de l'ODD 8 traitées dans la présente section établissent l'essentiel du programme d'action concernant la croissance économique. Il convient toutefois de noter que les progrès (ou l'absence de progrès) relatifs aux cibles examinées dans les deux sections suivantes influencent eux aussi grandement les résultats économiques d'un pays.

L'objectif de développement durable 8 exige de meilleurs résultats sur les variables économiques fondamentales que sont le maintien de la croissance économique par habitant et la productivité (cibles 8.1 et 8.2). Les pays les moins avancés se sont vu fixer l'objectif supplémentaire de parvenir à une croissance du PIB d'au moins 7 pour cent par an afin de combler l'écart de niveau de vie avec les autres pays³. De plus, dans tous les pays, le renforcement de la productivité doit être obtenu par «la diversification, la modernisation technologique et l'innovation». Cet accent mis sur une forme spécifique de croissance est assorti d'une attente – cette croissance doit être soutenue par «des politiques axées sur le développement qui favorisent des activités productives» (cible 8.3) – ainsi que de l'exigence d'une transformation des modèles économiques qui encourage l'intégration dans le secteur formel, l'entrepreneuriat et l'accès aux services financiers. La nécessité d'une plus grande efficacité dans l'utilisation des ressources mondiales est soulignée, du point de vue de la consommation comme de la production (cible 8.4). Enfin, il faut un meilleur accès aux services financiers pour encourager l'inclusivité (cible 8.10). Voyons maintenant quelles avancées ont été réalisées dans le monde par rapport à ces cibles, et quelles conclusions nous pouvons tirer des données disponibles.

La référence qualitative faite dans la cible 8.1 au maintien de la croissance économique par habitant évoque naturellement la nécessité d'évaluer cette croissance par rapport aux taux atteints dans le passé – la réserve «adapté au contexte national» laissant toutefois une marge d'interprétation. Le plus simple est d'examiner les tendances mondiales, en prêtant une attention particulière aux pays les moins avancés étant donné l'objectif supplémentaire qui leur a été imparti de parvenir à des taux de croissance annuels du PIB d'au moins 7 pour cent (voir [figure 3.1](#)). Les tendances de la croissance observées depuis 2000 sont marquées par la crise financière de 2008-09, qui a porté un coup particulièrement dur aux pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé. L'ensemble de l'économie mondiale avait connu un fort taux de croissance annuel du PIB par habitant, d'environ 4 pour cent, les quatre années immédiatement antérieures à la crise, taux qui a baissé de moitié pour à peine dépasser les 2 pour cent pendant la décennie qui a suivi. Pendant toute cette période, la performance moyenne a été meilleure dans les pays à revenu intermédiaire supérieur et inférieur, mais moins bonne dans les pays à revenu faible et à revenu élevé. Le but global étant que le niveau de vie des pays en

Figure 3.1

Taux de croissance annuel du PIB réel par habitant, dans le monde et par groupe de revenus, 2000-2018 (pourcentages)



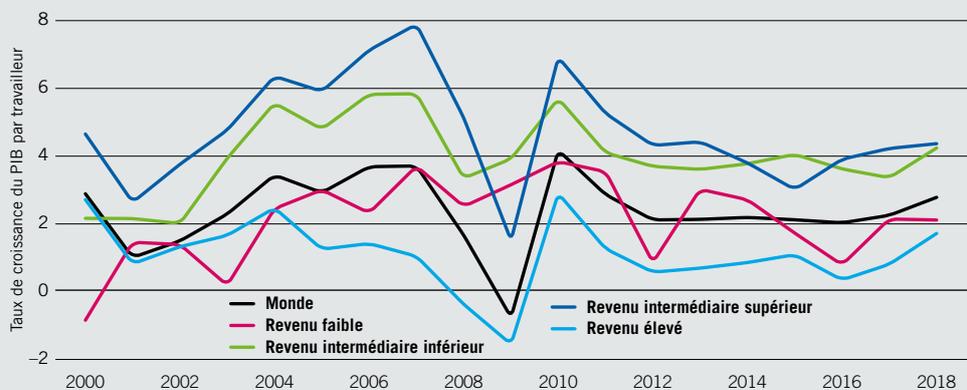
Note: Pour les pays les moins avancés, c'est le taux de croissance annuel du PIB qui est indiqué et non le taux de croissance annuel du PIB réel par habitant.

Source: Calculs du BIT basés sur Nations Unies, 2017a, et FMI, 2018a.

3. Il faudrait encore à certains des pays les moins avancés beaucoup de temps pour combler l'écart même si leurs taux de croissance annuels dépassaient 7 pour cent. Pour citer un exemple, le Burundi a actuellement un PIB par habitant de 702 dollars (PPA); avec un taux de croissance annuel du PIB de 7 pour cent, il lui faudrait environ vingt-cinq ans pour atteindre le statut de pays à revenu intermédiaire supérieur.

Figure 3.2

Taux de croissance annuel du PIB réel par travailleur, dans le monde et par groupe de revenus, 2000-2018 (pourcentages)



Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

développement rejoint celui des pays développés, les résultats très insuffisants des pays à faible revenu, qui ont enregistré une croissance annuelle moyenne par habitant de seulement 2,4 pour cent pendant la période 2011-2018, sont évidemment préoccupants. De plus, à cinq exceptions près, pendant les dix-huit années sur lesquelles porte la [figure 3.1](#), les taux de croissance annuels du PIB dans les pays les moins avancés ont été inférieurs à 7 pour cent. De fait, la moyenne enregistrée pour la période 2011-2018 est 4,8 pour cent, donc nettement inférieure au niveau fixé dans la cible 8.1.

La cible 8.2 prescrit «un niveau élevé de productivité économique». Dans l'ensemble du monde, le taux de croissance annuel du PIB réel par personne pourvue d'un emploi (c'est-à-dire la croissance de la productivité du travail) suit une tendance similaire à celle du PIB par habitant examinée ci-dessus. La croissance de la productivité du travail s'est redressée en 2009, mais n'a pas encore retrouvé les taux plus élevés observés les années précédant immédiatement la crise ([figure 3.2](#)). La différence entre les taux de croissance de la productivité du travail des divers groupes de revenus reste très importante. De plus, on distingue un écart net entre les pays à revenu intermédiaire (pour la plupart en Asie de l'Est et du Sud), qui continuent à gagner du terrain sur les pays à revenu élevé en termes de productivité du travail, et les pays à faible revenu, qui accusent de nouveau du retard. Cette évolution contraste fortement avec celle que l'on observait avant la crise, lorsque les pays les plus éloignés de la frontière de la productivité – notamment en Afrique subsaharienne – étaient aussi ceux qui enregistraient les taux les plus élevés en matière de croissance de la productivité.

La cible 8.2 mettant l'accent sur «la diversification, la modernisation technologique et l'innovation», il faudrait disposer de données plus complètes pour déterminer si ces améliorations de la productivité sont propices à une croissance soutenue et durable (voir par exemple Nübler, 2018; Pollin, 2018). Pour nous en tenir aux limites de ce chapitre, nous ne pouvons que signaler certains obstacles majeurs qui rendent difficile d'élever les niveaux de productivité. Les pays arrivent parfois à enregistrer une plus grande croissance de la productivité du travail par l'intégration de leurs entreprises dans les chaînes d'approvisionnement mondiales, mais il ne s'agit là en aucune façon d'une relation déterministe. Il est effectivement nécessaire de pousser plus loin les recherches pour identifier les types de chaînes d'approvisionnement mondiales qui peuvent générer des gains de productivité pour les entreprises d'un pays à tous les niveaux de la chaîne. La fragilité d'un pays – due, par exemple, à son instabilité politique, à sa vulnérabilité environnementale ou à son manque de diversification économique – est un facteur important à prendre en considération lorsqu'on examine les raisons de son incapacité à rattraper les autres pays. En outre, les tendances du cycle mondial des prix des produits de base touchent très fortement certains pays. Sous l'effet d'une croissance soutenue dans les économies avancées et de conditions financières favorables, un boom des prix des produits de base au début des années 2000 avait offert des possibilités de commerce international et de croissance à des pays situés à tous les niveaux de développement économique, et en particulier aux pays les moins avancés, dont le

volume d'exportations de produits de base avait alors considérablement augmenté. Cette tendance fut cependant abruptement inversée par la crise financière mondiale. Alors que l'expansion du commerce mondial commençait à ralentir, les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire inférieur qui avaient bénéficié auparavant d'une croissance tirée par les exportations se trouvèrent en difficulté (CNUCED, 2013). Les pays à revenu intermédiaire supérieur qui avaient aussi compté sur leurs exportations pour stimuler leur croissance réussirent, en revanche, à changer de cap et commencèrent à tirer parti plutôt de sources de croissance nationales. Ils réussirent ainsi à limiter les conséquences du ralentissement et à renouer avec une croissance plus rapide après les années de crise, sans toutefois atteindre les niveaux antérieurs à la crise.

La cible 8.3 recèle un potentiel de transformation du fait qu'elle met l'accent sur les emplois décents, l'entrepreneuriat, la créativité, l'innovation et la formalisation de l'économie. Le travail décent est examiné dans la section suivante, mais les domaines de l'entrepreneuriat, de la créativité et de l'innovation ne sont pas traités parce qu'ils exigeraient un examen plus détaillé au niveau national, ce qui n'est pas possible dans ce rapport. L'indicateur associé a trait à la part des travailleurs non agricoles dans l'emploi informel (voir encadré 3.1)⁴. Comme cela a été précisé dans le chapitre 1, l'emploi informel est une réalité que vivent environ trois travailleurs sur cinq dans le monde. Il touche divers types de travailleurs, en particulier ceux qui sont à leur propre compte et les travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale, mais aussi des salariés d'entreprises du secteur formel ou informel (voir aussi BIT, 2018a). Parce que les travailleurs de l'économie informelle ne bénéficient pas de la protection offerte par la législation du travail et les systèmes de sécurité sociale, ils sont plus vulnérables que les travailleurs de l'économie formelle. Des cercles vicieux peuvent se déclencher, exacerbant la vulnérabilité de ces travailleurs et faisant obstacle aux efforts déployés pour améliorer la productivité du travail par une innovation et une créativité à forte valeur ajoutée. Cependant, comme l'ont relevé Acemoglu et Robinson (2012), l'innovation et la créativité dépendent toutes deux de l'existence d'institutions inclusives, au service de l'ensemble de la société. Il ressort de ce qui précède que le taux de formalité est, au mieux, un indicateur imparfait des progrès accomplis dans la réalisation de la cible 8.3.

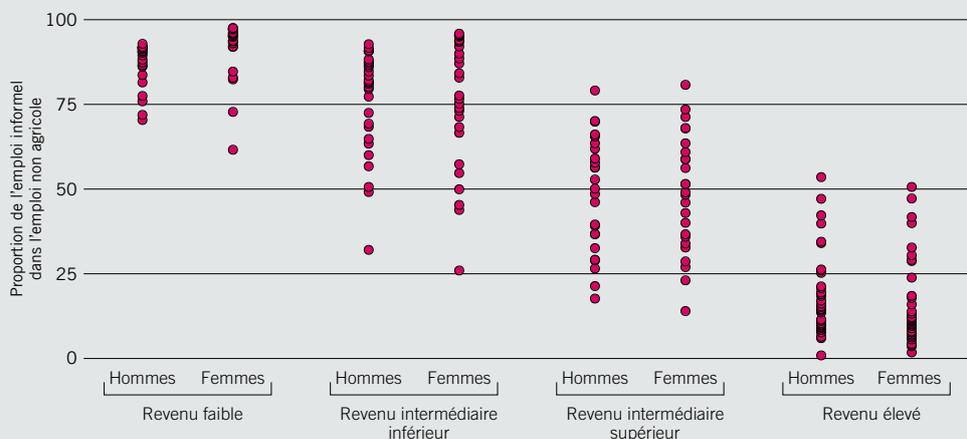
La figure 3.3 confirme qu'il est légitime d'être préoccupé par le chemin qu'il reste à parcourir pour formaliser l'économie mondiale. Sur les 112 pays pour lesquels on dispose de données, la majorité d'entre eux comptent plus de la moitié de leur main-d'œuvre non agricole dans l'emploi informel. Il semble y avoir une relation inverse entre la part de l'emploi informel et le niveau de revenu d'un pays, mais cette relation n'est pas déterministe. On relève d'importantes concordances entre les points de données correspondant aux divers groupes de revenus; plusieurs pays du groupe à revenu intermédiaire supérieur, par exemple, connaissent de forts taux d'informalité qui sont comparables à ceux des pays à faible revenu. Si les taux d'informalité sont relativement semblables au premier coup d'œil chez les hommes et les femmes, on constate, en y regardant de plus près, que dans 69 pour cent des pays pour lesquels des données sont disponibles, l'incidence de l'informalité est plus élevée chez les hommes (voir BIT, 2018i).

Dans la cible 8.4, il s'agit d'améliorer «l'efficacité de l'utilisation des ressources mondiales du point de vue de la consommation comme de la production» et de «s'attacher à ce que la croissance économique n'entraîne plus la dégradation de l'environnement, [...] les pays développés montrant l'exemple en la matière». La modélisation économique de ce découplage entre croissance économique et dégradation de l'environnement a connu de grandes avancées ces dernières années et a contribué à convaincre les responsables politiques de l'intérêt d'adopter une autre approche du développement économique, qui tienne compte de considérations environnementales. En effet, si l'on n'entreprend pas de réformes politiques progressistes, l'activité économique continuera de dépendre dans une large mesure de ressources naturelles limitées, ce qui entraînera une dégradation grave et irréversible de l'environnement due aux émissions de gaz à effet de serre et à d'autres formes de pollution (Dorling, 2017; GIEC, 2013). Les données provenant de 180 pays montrent que les trois quarts des 165 pays qui ont connu une croissance nette pendant la période 1995-2014 ont aussi vu augmenter leurs émissions de gaz à effet de serre (BIT, 2018j). Il existe néanmoins des exemples de découplage absolu, c'est-à-dire où les pays ont réussi à enregistrer une croissance du PIB tout en réduisant leur empreinte carbone. Cela a été le cas de 23 pays pendant les années 1995-2014. Ces exemples confirment l'effet positif de mesures d'investissement dans les énergies renouvelables et de développement du secteur des biens et services environnementaux (*ibid.*, pp. 10-14).

4. Comme on peut le lire dans BIT, 2018i, p. 19, pour avoir une image complète de l'étendue de l'informalité, il est nécessaire de tenir compte également du taux d'informalité dans les activités agricoles, qui est élevé dans de nombreux pays.

Figure 3.3

Proportion de l'emploi informel dans l'emploi non agricole, par sexe et par groupe de revenus, dernière année disponible (pourcentages)



Note: Chaque point de donnée correspond à un pays.

Source: Base de données ILOSTAT [consultée en janvier 2019].

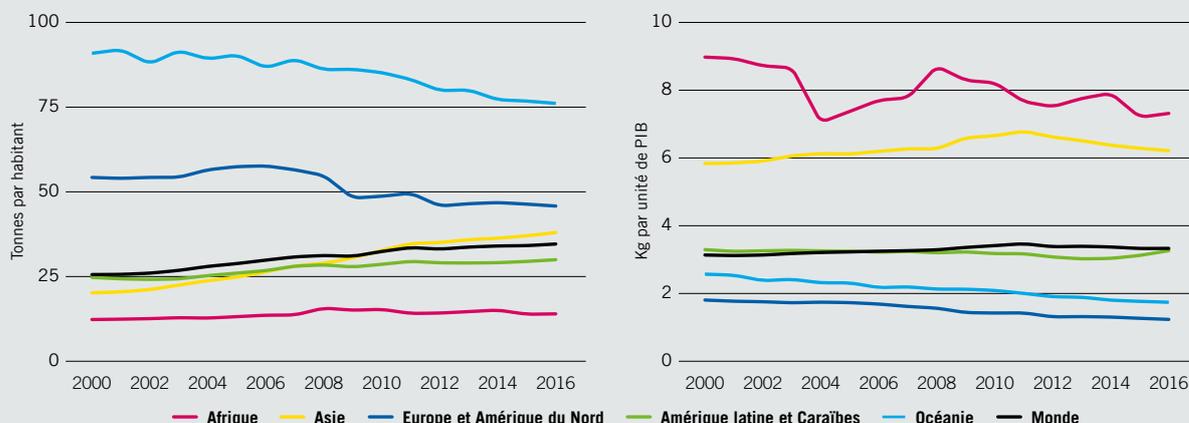
La figure 3.4 présente les données empiriques relatives à l'un des deux indicateurs définis pour la cible 8.4, à savoir la consommation matérielle nationale. Elle montre une tendance ascendante alarmante de la consommation par habitant au niveau mondial. Lorsque la consommation est mesurée en kilogrammes par unité de PIB, on observe un aplatissement de la courbe à partir de 2011, mais peu de signes de diminution réelle de la consommation. La tendance ascendante de la consommation par habitant est due essentiellement à de fortes augmentations en Asie ainsi qu'en Amérique latine et dans les Caraïbes. Une réduction de la consommation matérielle en Europe, en Amérique du Nord et en Océanie a modéré dans une certaine mesure la tendance mondiale à la hausse.

Une autre cible de l'ODD 8 a trait à la nécessité de favoriser un développement inclusif: la cible 8.10, qui prescrit d'améliorer l'accès de tous aux services bancaires et financiers et aux services d'assurance. Plus de deux travailleurs sur cinq dans le monde sont employés dans l'économie rurale, et ces travailleurs rencontrent des difficultés particulières à cet égard. Nombre d'entre eux vivent dans la pauvreté, ont un emploi informel, dépendent de petites exploitations pour leur subsistance et n'ont qu'un accès limité au crédit et aux assurances (Bhatt, 2015). En investissant dans l'infrastructure numérique, on peut aider les travailleurs ruraux (surtout les femmes, qui doivent surmonter des obstacles supplémentaires) à bénéficier des avantages de la banque mobile et à pouvoir accéder au crédit et aux assurances, ce qui favorise la croissance des entreprises et de l'emploi (Benería, Berik et Floro, 2015; BIT, 2019).

La cible 8.10 est assortie de trois indicateurs permettant d'évaluer la capacité des institutions financières à fournir leurs services à toute la population. Bien que des données sur les tendances soient disponibles pour certains pays, on peut obtenir un aperçu plus général de la situation dans le monde en utilisant les données les plus récentes disponibles (figure 3.5). Le profil global qui se dégage montre des disparités extrêmes en matière d'accès aux services financiers (mesuré pour les trois indicateurs) selon le niveau de revenu des pays. Par exemple, la proportion d'adultes possédant un compte est seulement d'un sur trois dans les pays à revenu faible (au point médian), alors qu'elle est de plus de neuf adultes sur dix dans les pays à revenu élevé. C'est dans les pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur que l'on enregistre la plus grande variabilité de cette mesure, ce qui donne à penser qu'une réforme proactive des politiques pertinentes dans le but d'améliorer l'accès de la population aux services financiers peut sans aucun doute faire une réelle différence. Des études récentes ont mis en évidence les facteurs qui favorisent ou empêchent l'inclusion financière dans certains pays et régions (par exemple Agwu et Carter, 2014; Park et Mercado, 2015).

Figure 3.4

Consommation matérielle nationale par habitant et par unité de PIB, dans le monde et par région, 2000-2016

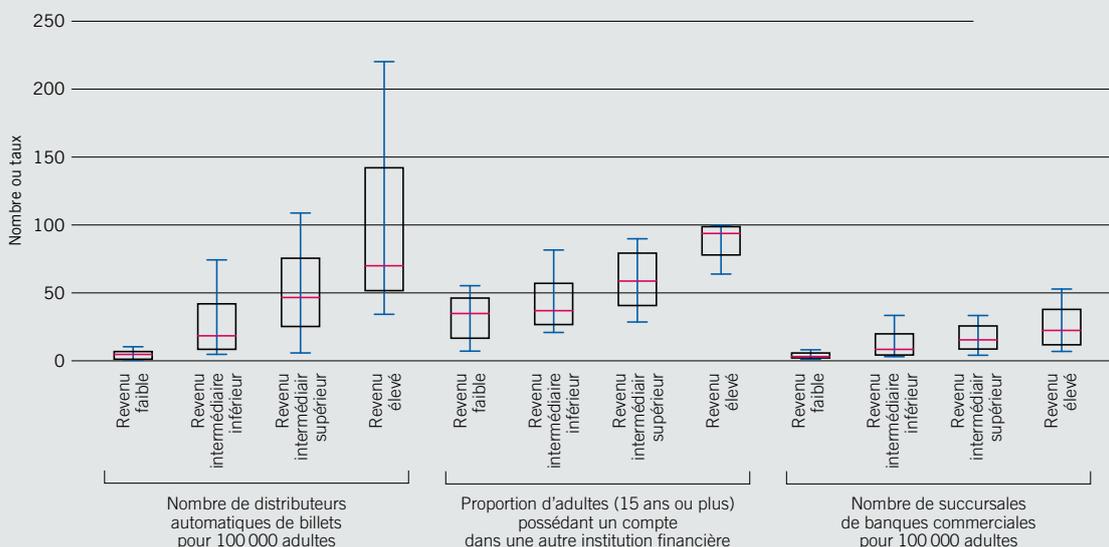


Note: Les groupes de pays sont basés sur la classification type M49 élaborée par la Division de la statistique des Nations Unies, disponible à l'adresse <https://unstats.un.org/unsd/methodology/m49/>.

Source: United Nations Global SDG Indicators Database [consultée en novembre 2018].

Figure 3.5

Trois indicateurs de l'accessibilité des services financiers, par groupe de revenus, dernière année disponible



Note: Chaque diagramme de quartiles (tracé en rectangle et moustaches) montre la valeur médiane et deux fourchettes de valeurs qui contiennent respectivement 50 et 90 pour cent des observations des pays. Les «moustaches» inférieure et supérieure représentent donc les 5^e et 95^e centiles, entre lesquels sont compris les 90 pour cent centraux des points de données.

Source: United Nations Global SDG Indicators Database [consultée en novembre 2018].

Plein emploi productif pour tous, avec un salaire égal pour un travail de valeur égale

Il est important de relever que le Programme 2030 a adopté une approche de la croissance économique qui reconnaît l'importance cruciale du plein emploi, du travail décent et de l'égalité. Si nous avons réuni ici les cibles de l'ODD 8 concernant spécifiquement le travail et l'emploi dans un groupe distinct, il n'en demeure pas moins qu'elles sont directement liées aux cibles relatives à la croissance et à la productivité examinées plus haut ainsi qu'aux principes et droits fondamentaux au travail évoqués ci-dessous. En effet, de bons résultats en matière de promotion du travail décent, d'emploi productif et d'égalité peuvent avoir des effets de rétroaction positifs sur la capacité d'une économie à parvenir à une croissance soutenue, partagée et durable. En totale contradiction avec la notion de compromis entre l'efficacité et l'équité qui était très en vogue dans les années 1980, l'ODD 8 présuppose donc un modèle économique progressiste dans lequel les avancées en matière d'égalité peuvent renforcer le potentiel d'un pays à atteindre une croissance économique durable. Ce postulat, qui peut se justifier de diverses façons, a été formulé dans de nombreuses études macroéconomiques ces dernières années (par exemple Cingano, 2014; OCDE, 2015; Piketty, 2013).

Deux cibles de l'ODD 8 sont pertinentes ici. La première est la cible 8.5, qui invite les pays à «parvenir au plein emploi productif et garantir à toutes les femmes et à tous les hommes, y compris les jeunes et les personnes handicapées, un travail décent et un salaire égal pour un travail de valeur égale». La seconde est la 8.6, qui prévoit une réduction considérable de la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation, assortie d'une échéance plus proche: d'ici à 2020 et non à 2030.

Le plein emploi est réalisé quand toute personne qui veut travailler a un emploi ou, en d'autres termes, quand toute la main-d'œuvre disponible est pourvue d'un emploi. Cela ne veut pas dire que le taux de chômage soit nul, car il peut toujours y avoir du chômage frictionnel ou volontaire: Le premier, un chômage de transition, se produit quand des travailleurs passent d'un emploi à un autre; le second est dû au fait que certaines personnes peuvent juger avantageux d'être considérées comme chômeurs même si elles n'ont pas vraiment l'intention de prendre un emploi. Cela étant, des travailleurs peuvent se retrouver hors du marché du travail même s'ils recherchent un emploi, parce qu'ils se sont découragés. Par conséquent, si l'on regarde juste les chiffres du chômage, on risque facilement de sous-estimer ou surestimer le véritable déficit d'emplois. Le taux de chômage n'en reste pas moins le meilleur indicateur de déficit que nous ayons concernant le plein emploi. Comme cela a été démontré dans les [chapitres 1 et 2](#) en se basant sur des indicateurs indirects, être pourvu d'un emploi ne signifie pas forcément échapper à la pauvreté. Les déficits de travail décent sont largement répandus dans le monde.

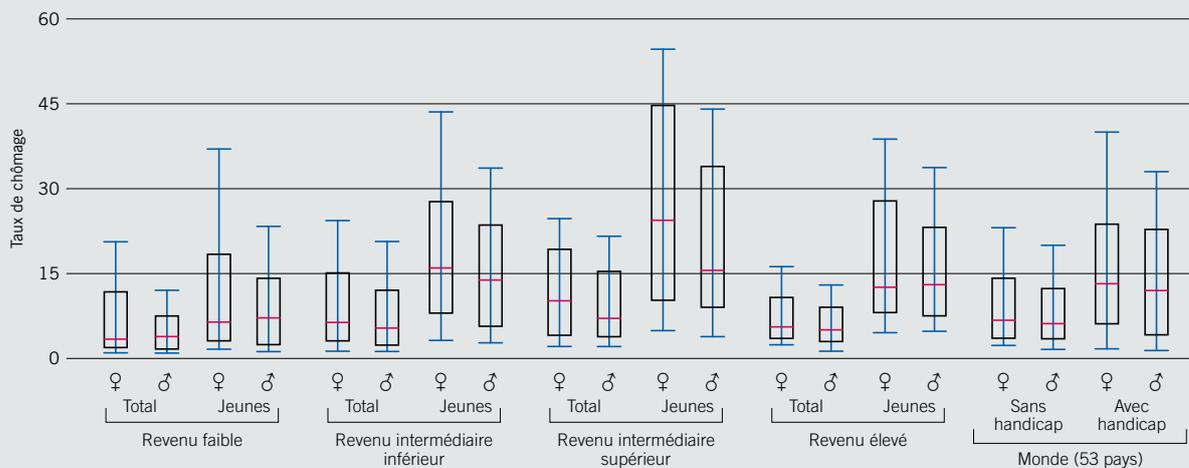
La cible 8.5 prend en compte les inégalités qui existent sur le marché du travail en soulignant la nécessité de parvenir au plein emploi pour les femmes et les hommes de tous âges, y compris les personnes handicapées. À cet égard, il convient de noter que le taux de chômage global dans le monde a diminué, mais que, selon les prévisions, cette évolution à la baisse devrait prendre fin, ce qui laisserait les écarts en matière d'emploi aux niveaux actuels (voir [chapitre 1](#)). De plus, comme nous l'avons vu également dans les [chapitres 1 et 2](#), il existe de grandes différences entre pays et entre groupes démographiques. Dans les paragraphes qui suivent, nous complétons l'analyse précédente en présentant la répartition des taux de chômage entre groupes de revenus et entre groupes démographiques, ce qui permet de repérer des écarts en matière d'emploi qui, autrement, seraient masqués par des agrégats.

La [figure 3.6](#) montre qu'un nombre important de pays ont des taux de chômage globaux supérieurs à 10 pour cent, même dans les groupes de pays à faible revenu, à revenu intermédiaire inférieur et à revenu élevé, où la valeur médiane du taux de chômage global est de l'ordre de 5 pour cent. C'est dans les pays à revenu intermédiaire supérieur que cette valeur médiane est la plus élevée, se situant à 8,2 pour cent. La plus grande différence entre la médiane et le 95^e centile est enregistrée dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, où ces valeurs sont respectivement de 5,4 et 22,5 pour cent. Dans tous les groupes de revenu, le 95^e centile des taux de chômage est toujours plus élevé pour les femmes que pour les hommes. La médiane est également plus élevée pour les femmes dans tous les groupes de revenu sauf les pays à faible revenu.

Dans tous les groupes de revenu, les jeunes (15-24 ans) enregistrent un taux de chômage plus élevé. Il convient toutefois de noter que la dispersion des taux de chômage est beaucoup plus grande pour les jeunes que pour l'ensemble de la population active, et plus encore dans le cas des jeunes femmes. C'est dans les pays à revenu intermédiaire supérieur que l'on observe la valeur médiane de taux de chômage la plus élevée chez les jeunes femmes: elle se situe en effet à 24 pour cent, soit 9 points de pourcentage au-dessus de la valeur médiane du taux de chômage des jeunes hommes dans ce groupe de revenus.

Figure 3.6

Répartition des taux de chômage par sexe, en fonction du handicap et par groupe de revenus, 2018 (pourcentages)



Note: Chaque diagramme de quartiles (tracé en rectangle et moustaches) montre la valeur médiane et deux fourchettes de valeurs qui contiennent respectivement 50 et 90 pour cent des observations des pays. Les «moustaches» inférieure et supérieure représentent donc les 5^e et 95^e centiles, entre lesquels sont compris les 90 pour cent centraux des points de données. Le symbole ♀ signifie «femmes», et ♂ signifie «hommes». Les taux de chômage en fonction du handicap sont basés sur la dernière année disponible dans 53 pays pour lesquels on dispose de données, dont 29 pays à revenu élevé.

Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018; base de données ILOSTAT [consultée en janvier 2019].

Les personnes handicapées, hommes et femmes, risquent elles aussi beaucoup plus d'être au chômage. Leurs taux de chômage médians sont à peu près deux fois plus élevés que ceux des personnes non handicapées. Dans 20 des 29 pays à revenu élevé pour lesquels des données sont disponibles, elles connaissent également des taux de chômage plus forts que les jeunes. Dans 20 des 24 pays à revenu faible ou intermédiaire pour lesquels on dispose de données, en revanche, les taux de chômage des personnes handicapées sont plus bas que ceux des jeunes. Il est toutefois important de garder à l'esprit que seules les personnes qui font partie de la population active peuvent être au chômage. Il convient donc de tenir compte aussi des personnes qui n'en font pas partie pour prendre pleinement la mesure de la sous-utilisation de la main-d'œuvre, surtout parmi les jeunes et les personnes handicapées – qui peuvent facilement se décourager de chercher du travail si, par exemple, ils sont victimes de discrimination en matière d'accès à l'emploi ou d'offres de salaire (Altbeker et Bernstein, 2017; Kruse et coll., 2018).

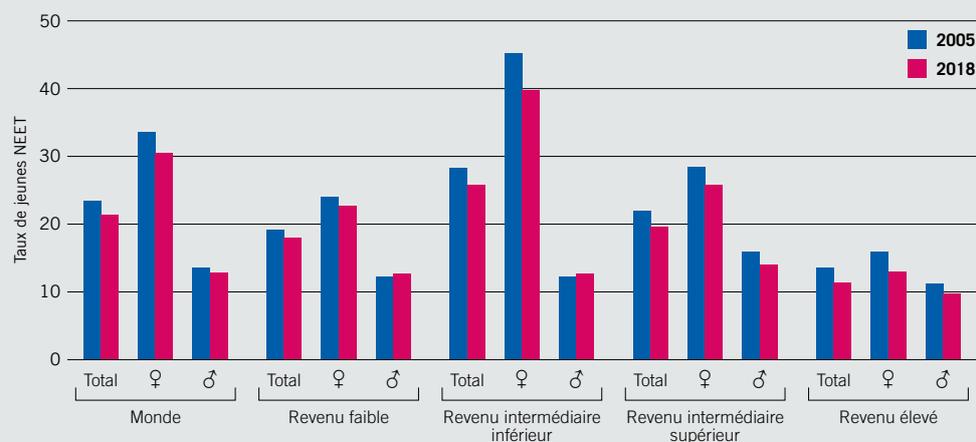
Lorsque les jeunes ne sont ni en formation ni en emploi (NEET), ils ne sont pas en mesure d'acquérir des compétences recherchées sur le marché du travail, ce qui réduit leurs chances de trouver un emploi dans l'avenir et, à long terme, affaiblit la capacité d'une économie à maintenir une croissance durable (voir BIT, 2017c). C'est pour remédier à ce problème que la cible 8.6 prescrit une réduction considérable de la proportion de jeunes non scolarisés et sans emploi ni formation d'ici à 2020. Si l'on considère que le taux mondial de NEET n'a diminué que de 2 points de pourcentage entre 2005 et 2018, il est peu probable que cette cible soit atteinte (figure 3.7). En 2018, plus d'un jeune sur cinq (21,2 pour cent) faisait partie des NEET. Jusqu'à présent, le taux de NEET n'a baissé sensiblement dans aucun des groupes de revenu, que ce soit parmi les jeunes femmes ou les jeunes hommes.

Si l'écart mondial entre hommes et femmes chez les NEET s'est resserré légèrement entre 2005 et 2018, plus précisément de 2,5 points de pourcentage, il n'en demeure pas moins qu'en 2018 le taux de NEET chez les jeunes femmes (30,4 pour cent) était encore plus du double de celui qu'on enregistre chez les jeunes hommes (12,7 pour cent). L'écart entre les sexes est particulièrement large dans les pays à revenu intermédiaire inférieur, où les jeunes femmes sont plus de trois fois plus susceptibles que les jeunes hommes de faire partie des NEET. Les pays devraient faire tout ce qui est en leur pouvoir pour s'attaquer à ce problème urgent et permettre aux jeunes femmes d'avoir accès à l'éducation, à l'emploi et à la formation sur un pied d'égalité avec les jeunes hommes.

Outre les disparités entre hommes et femmes en ce qui concerne le risque de chômage et les taux de NEET, les femmes sont également en butte à une discrimination salariale. La cible 8.5 exige

Figure 3.7

Jeunes ni en formation ni en emploi (NEET), par sexe, dans le monde et par groupe de revenus, 2005 et 2018 (pourcentages)



Note: Le terme «jeunes» désigne la tranche d'âges 15-24 ans. Le symbole ♀ signifie «femmes», et ♂ signifie «hommes».

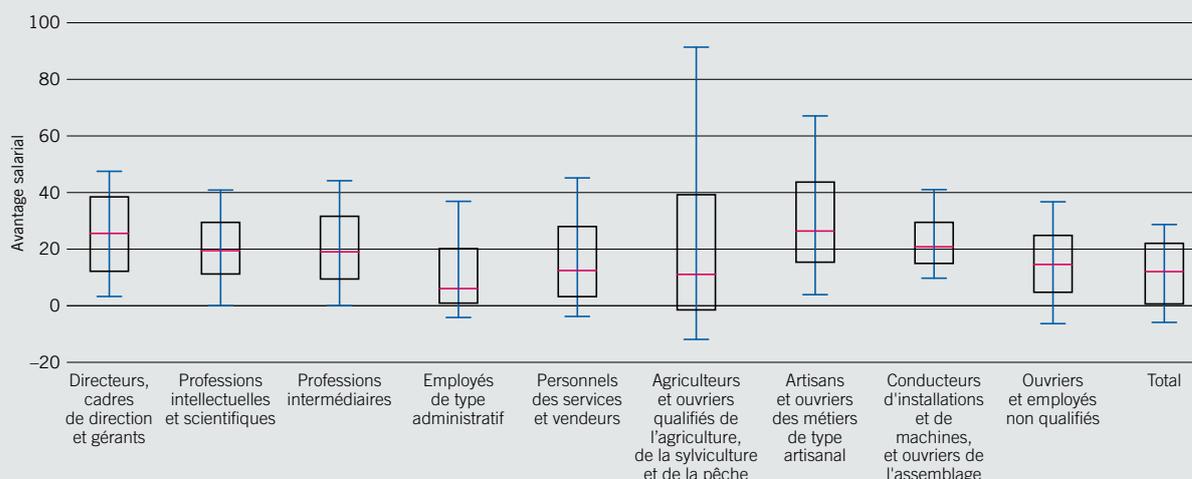
Source: Estimations modélisées de l'OIT, novembre 2018.

expressément «un salaire égal pour un travail de valeur égale», et l'indicateur correspondant (8.5.1) implique une estimation de l'écart salarial moyen entre hommes et femmes. Parce que la valeur du travail dépend d'un ensemble complexe de caractéristiques individuelles, professionnelles et organisationnelles, ainsi que des institutions et mécanismes du marché du travail (notamment le dialogue social) et des relations entre les classes et entre les hommes et les femmes dans la société, il est évidemment difficile de cerner précisément les raisons qui sous-tendent l'écart de rémunération entre les sexes (Blau et Kahn, 2017; Rubery et Grimshaw, 2015). L'indicateur 8.5.1 tient compte de certains des écarts de productivité potentielle entre travailleurs, puisqu'il implique que la rémunération horaire moyenne des hommes et des femmes soit mesurée par profession. Le risque existe toutefois d'occulter ainsi l'influence négative de la discrimination de genre sur le salaire des femmes due au fait qu'un nombre très important de femmes occupent des professions qui leur sont habituellement réservées (Leuze et Strauss, 2016). Si l'on mesure la rémunération horaire moyenne, la médiane de l'écart salarial entre les sexes a sa valeur la plus basse chez les employés de type administratif (6 pour cent) et la plus élevée chez les «directeurs, cadres de direction et gérants» ainsi que chez les «artisans et ouvriers des métiers de type artisanal» (environ 26 pour cent) (voir figure 3.8). On constate cependant une dispersion importante: les hommes bénéficient d'un avantage salarial de plus de 20 pour cent dans de nombreux pays dans les diverses catégories générales de professions. Il convient également de noter que, dans un petit nombre de pays, les femmes gagnent en moyenne davantage que les hommes dans certaines professions, voire dans l'ensemble de l'économie.

Pour saisir pleinement la mesure des écarts salariaux entre hommes et femmes, il est nécessaire de tenir compte d'un aussi grand nombre que possible de facteurs sous-jacents mesurables. Une nouvelle méthode statistique a été proposée dans une étude récente des données mondiales sur les salaires (BIT, 2018f). Cette méthode dite «de l'écart salarial pondéré entre hommes et femmes» consiste à comparer les rémunérations entre des salariés hommes et femmes aussi comparables que possible. On a constaté que, selon le contexte national, l'écart salarial pondéré entre hommes et femmes peut être plus élevé ou plus bas que l'écart salarial brut (c'est-à-dire non ajusté). Il est important de noter, toutefois, que l'écart salarial entre hommes et femmes ne reste négatif (donc les femmes gagnant en moyenne plus que les hommes) que dans un seul pays, le Bangladesh, une fois la pondération appliquée. Dans tous les autres pays, l'écart salarial pondéré entre hommes et femmes est positif, et se situe généralement entre 10 et 25 pour cent. Les résultats obtenus grâce à cette nouvelle méthode corroborent la conclusion suggérée par la figure 3.8, à savoir que, si l'on veut que tous les pays parviennent à l'équité entre les sexes en matière de salaire d'ici à 2030, un changement radical s'impose dans plusieurs domaines: les mesures politiques, les pratiques des employeurs en matière de recrutement, la promotion, la fixation des salaires et les activités syndicales ayant trait à la négociation salariale et à la mobilisation.

Figure 3.8

Avantage salarial des hommes par rapport aux femmes, par profession, dernière année disponible (pourcentages)



Note: Chaque diagramme de quartiles (tracé en rectangle et moustaches) montre la valeur médiane et deux fourchettes de valeurs qui contiennent respectivement 50 et 90 pour cent des observations des pays. Les «moustaches» inférieure et supérieure représentent donc les 5^e et 95^e centiles, entre lesquels sont compris les 90 pour cent centraux des points de données. Les données par profession sont basées sur 49 pays, et les données relatives à l'ensemble de l'économie sur 62 pays.

Source: Base de données ILOSTAT [consultée en janvier 2019].

Droits, sécurité et travail sans exploitation

Notre troisième groupe de cibles de l'ODD 8 concerne les droits fondamentaux et la protection dont toute personne devrait jouir dans le monde du travail. Les cibles 8.7 et 8.8 (voir encadré 3.1) correspondent tout à fait à l'Agenda du travail décent de l'OIT, puisqu'elles mettent l'accent sur la nécessité d'éliminer les formes de travail inacceptables et de défendre les droits de tous les travailleurs. Ces préoccupations se retrouvent dans l'ensemble de recommandations formulé par la Commission mondiale sur l'avenir du travail, qui appelle notamment les gouvernements, les employeurs et les travailleurs à établir une garantie universelle pour les travailleurs et à promouvoir la représentation collective et le dialogue social (BIT, 2019).

On a commencé, ces dernières années, à se rendre mieux compte de l'efficacité des diverses mesures visant à supprimer le travail forcé et à mettre fin à l'esclavage, à la traite d'êtres humains et au travail des enfants (cible 8.7) grâce aux données de meilleure qualité provenant de nouvelles études (par exemple de Hoop et Rosati, 2013; BIT, 2017d; 2018k), y compris des études de cas concernant des pays qui ont eu de bons résultats dans ce domaine. L'un de ces pays est l'Ouzbékistan, où le recours systématique au travail des enfants pour la récolte du coton a été en grande partie éliminé (BIT, 2018k). L'Alliance 8.7 – partenariat mondial d'organisations internationales, d'institutions spécialisées des Nations Unies (dont l'OIT) et d'autres parties prenantes –, qui a été lancée en 2016, joue un rôle très utile de centre de coordination pour le travail d'évaluation, de suivi et de soutien consacré aux interventions visant à mettre fin au travail forcé, à l'esclavage moderne, à la traite d'êtres humains et au travail des enfants.

L'indicateur correspondant à la cible 8.7 est axé sur le travail des enfants, sous-catégorie d'emploi dont l'ODD 8 prévoit l'éradication⁵. On dispose aujourd'hui de données beaucoup plus complètes et à jour sur le travail des enfants. Les estimations les plus récentes pour l'année 2016 reposent sur des données provenant de 105 enquêtes, dont une enquête effectuée en Chine pour la première fois, et elles couvrent

5. Une définition détaillée du travail des enfants figure dans BIT, 2018i. La méthode présentée dans ce guide divise le travail des enfants en trois catégories: a) les enfants de 5 à 11 ans qui travaillent au moins une heure par semaine; b) les enfants de 12 à 14 ans qui travaillent au moins quatorze heures par semaine (à l'exclusion de travaux légers autorisés), et c) les personnes de 15 à 17 ans qui travaillent dans des secteurs d'activité ou des métiers dangereux ou pendant de longues heures (notion définie comme quarante-trois heures ou plus au cours de la semaine de référence). Cette méthode crée donc une sous-catégorie de travail des enfants (représentant 10 pour cent de l'ensemble des enfants) au sein de la catégorie générale de l'emploi des enfants (14 pour cent de l'ensemble des enfants).

près de trois enfants sur quatre dans le monde (BIT, 2017d⁶). Selon ces estimations, 152 millions d'enfants âgés de 5 à 17 ans travaillaient en 2016 (y compris 114 millions d'enfants de 5 à 14 ans), dont 73 millions dans des conditions dangereuses. À l'échelle mondiale, cela signifie une incidence du travail des enfants de près 1 enfant sur 10 – une statistique vraiment alarmante. La prévalence la plus élevée de cette forme de travail est enregistrée dans les pays d'Afrique subsaharienne, où 1 enfant sur 5 travaillait en 2016, dont près de 1 sur 10 dans des conditions dangereuses. D'autres régions où ce type de travail représente un problème majeur sont l'Asie et le Pacifique (1 enfant sur 13 astreint au travail des enfants) et les Amériques (1 enfant sur 19). Si l'incidence globale en Europe et Asie centrale est relativement faible, puisqu'elle s'établit à 4,1 pour cent, il est frappant de constater que la quasi-totalité des enfants astreints au travail de cette région (5,3 millions sur 5,5 millions) étaient employés à des travaux dangereux. De grands progrès ont été accomplis en matière de réduction de cette forme de travail à travers le monde, le nombre total d'enfants astreints au travail ayant diminué d'environ 94 millions entre 2000 et 2016 (*ibid.*). Ces progrès ont toutefois ralenti ces dernières années (figure 3.9), alors même, paradoxalement, que la communauté internationale s'engageait à mettre fin au travail des enfants. De plus, même au rythme de progrès observé entre 2008 et 2012 – le plus rapide jamais enregistré –, il resterait encore plus de 100 millions d'enfants astreints au travail en 2025, c'est-à-dire l'année d'ici laquelle, comme le veut la cible 8.7, le travail des enfants est censé avoir été éradiqué. Il faut donc faire preuve d'une volonté politique beaucoup plus grande dans toutes les régions du monde pour tirer parti de l'expertise des nombreuses parties prenantes et réussir à mettre fin définitivement au travail des enfants.

La protection des droits des travailleurs et la promotion de lieux de travail sûrs, toutes deux prévues par la cible 8.8, sont aussi au cœur des programmes par pays de promotion du travail décent relevant du mandat de l'OIT. Les droits des travailleurs représentent un socle essentiel sur lequel les pays peuvent s'appuyer pour promouvoir et préserver la justice sociale. La somme de données empiriques dont on dispose aujourd'hui fait apparaître un lien étroit entre ces droits et les avancées enregistrées en matière de croissance économique, de développement durable et d'égalité. Si l'ensemble approprié de conditions nécessaires est réuni, les droits des travailleurs et le dialogue social peuvent favoriser une croissance partagée et durable (pour une analyse de cette question, voir Grimshaw, Koukiadaki et Tavora, 2017). Se fondant sur les données mentionnées ci-dessus, le rapport de la Commission mondiale sur l'avenir du travail fait valoir que la combinaison de droits fondamentaux (notamment la liberté syndicale et le droit de négociation collective) et de conditions de travail de base garanties (notamment des lieux de travail sûrs et salubres) constitue un point de départ pour la mise en place d'institutions du marché du travail inclusives. Ces institutions peuvent à leur tour promouvoir la formalisation de l'emploi, soutenir les efforts déployés pour combattre la pauvreté, renforcer la relation de travail classique et, à long terme, contribuer à une croissance économique durable (BIT, 2019).

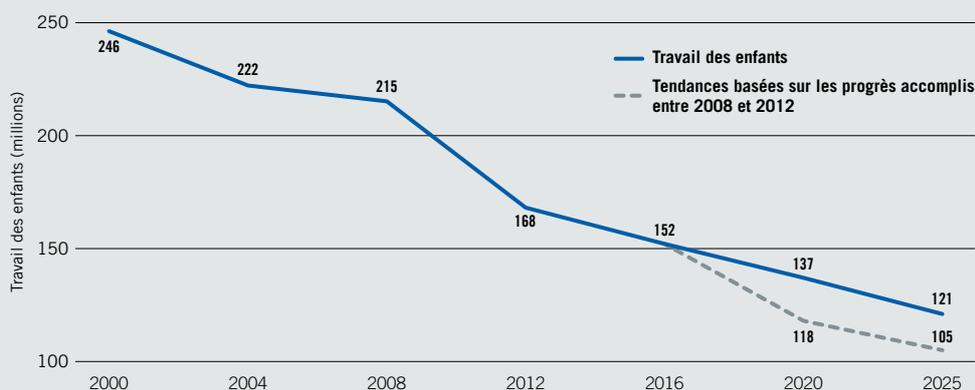
Depuis leur adoption, il y a plus de soixante-dix ans, la convention (n° 87) sur la liberté syndicale et la protection du droit syndical, 1948, et la convention (n° 98) sur le droit d'organisation et de négociation collective, 1949, ont été ratifiées par un nombre croissant d'États Membres de l'OIT: au moment de la rédaction du présent rapport, elles totalisaient respectivement 155 et 166 ratifications. Il est également important d'évaluer la couverture des travailleurs tant dans l'économie informelle que dans l'économie formelle et la capacité des États Membres à faire respecter les dispositions. Une telle évaluation sort du cadre de ce court chapitre, mais le sujet mérite sans aucun doute d'être examiné plus attentivement. Pour cette tâche, il serait possible de s'appuyer sur de nombreuses études très intéressantes publiées récemment, ainsi que sur des études traitant du rôle des droits fondamentaux dans les accords commerciaux, les contrats avec les chaînes d'approvisionnement mondiales et les accords-cadres internationaux (voir par exemple Berliner et coll., 2015; Marx et coll., 2015; Vadlamannati, 2015).

Pour contrôler la sécurité des lieux de travail dans le monde, il faut mesurer les taux de fréquence des accidents du travail mortels et non mortels (indicateur 8.8.1, énoncé dans l'encadré 3.1). Globalement, le taux médian des accidents du travail mortels était de 5,7 pour 100 000 travailleurs au cours de l'année de référence (sur la base des données disponibles pour 77 pays depuis 2010). La ventilation par sexe montre que le risque est beaucoup plus grand pour les hommes que pour les femmes, ce qui s'explique par le fait que les hommes sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs d'activité dangereux (figure 3.10, graphique A). Certains pays hors de l'Union européenne ont un taux d'accidents du travail mortels chez les hommes qui dépasse les 10 pour 100 000 travailleurs. Le taux médian des accidents du travail non mortels est de 1 128 pour 100 000 travailleurs. On constate une

6. Le rapport en question (BIT, 2017d) et les données qui y sont présentées font partie d'un programme interinstitutions qui s'inscrit dans le cadre de l'Alliance 8.7 et vise à mesurer et suivre les progrès accomplis dans la réalisation de la cible 8.7 de l'ODD 8.

Figure 3.9

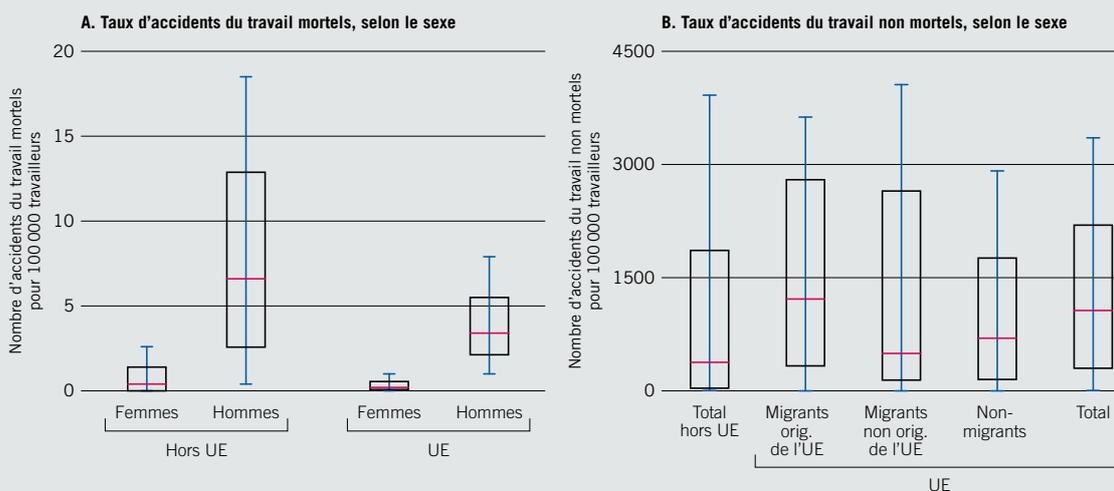
Nombre d'enfants astreints au travail des enfants, 5-17 ans: tendances effectives et projetées, 2000-2025



Source: BIT, 2017d, figure 4.

Figure 3.10

Taux d'accidents du travail mortels et non mortels, Union européenne et reste du monde, dernière année disponible (depuis 2010)



Note: Aux fins de cette figure, le groupe de l'Union européenne inclut la Norvège et la Suisse, bien que ce ne soient pas des États membres de l'UE. Nombre d'observations – graphique A: 31 (non UE), 30 (UE); graphique B: 46 (non UE), 30 (UE). Chaque diagramme de quartiles (tracé en rectangle et moustaches) montre la valeur médiane et deux fourchettes de valeurs qui contiennent respectivement 50 et 90 pour cent des observations des pays. Les «moustaches» inférieure et supérieure représentent donc les 5^e et 95^e centiles, entre lesquels sont compris les 90 pour cent centraux des points de données.

Source: Base de données ILOSTAT [consultée en janvier 2019].

disparité entre travailleurs migrants et travailleurs non migrants – ce qui est une composante essentielle de l'indicateur 8.8.1 et une priorité importante des efforts pour remédier aux déficits de travail décent (voir BIT, 2017e). Faute de données suffisantes, le taux d'accidents du travail non mortels selon le statut migratoire indiqué dans la figure 3.10, graphique B) n'est présenté que pour les pays de l'Union européenne. Dans ces pays, c'est pour les migrants originaires de l'UE que le risque médian de subir un accident est le plus élevé, et pour les migrants non originaires de l'UE qu'il est le plus faible, bien que, dans certains pays, les risques les plus élevés soient enregistrés pour les migrants non originaires de l'UE. En dehors de l'Union européenne, le taux médian est plus bas que dans les pays de l'Union. Il faudra procéder à une analyse empirique plus poussée, assortie de données couvrant davantage de pays, pour obtenir une image plus claire et plus complète de la situation.

Résumé des progrès accomplis dans la réalisation de l'objectif de développement durable 8 et prochaines étapes

Dans ce chapitre, nous avons examiné les tendances et caractéristiques régionales et nationales pour tenter, d'ores et déjà, d'évaluer les progrès accomplis par la communauté régionale dans la réalisation de l'ODD 8, qui vise à «[p]romouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous». Nous avons également suggéré des facteurs qui pourraient expliquer pourquoi les progrès ont été maigres ou pourquoi certains pays prennent du retard.

Mesurés par rapport aux 12 cibles interdépendantes de l'ODD 8, les progrès accomplis ces dernières années ont été plus lents que prévu. De fait, au rythme actuel des améliorations, il est peu probable que l'ODD 8 soit réalisé d'ici à 2030. Il subsiste des écarts importants, tant entre les pays qu'à l'intérieur de leurs frontières. De plus, compte tenu des perspectives actuelles, qui prévoient un ralentissement de la croissance mondiale ces prochaines années (voir [chapitre 1](#)), le risque existe qu'il faille encore plus longtemps qu'escompté à l'origine pour combler ces écarts. L'ampleur des défis qui restent à relever apparaît clairement si l'on considère la cible ambitieuse de l'ODD 8 visant à promouvoir le travail décent et à avancer sur la voie d'une croissance économique soutenue, partagée et durable, dont tous les travailleurs puissent bénéficier. Nous avons souligné dans ce chapitre des problèmes majeurs dans plusieurs domaines essentiels, concernant en particulier l'emploi informel, les modes de consommation non viables, l'accès limité aux services financiers, le risque de chômage, la discrimination à l'égard des personnes handicapées, l'exclusion du marché du travail touchant les jeunes, la «pénalisation salariale» des femmes et le travail des enfants. À moins que les progrès ne s'intensifient sur tous ces fronts, la communauté mondiale ne sera pas en mesure de s'engager sur la voie d'une croissance économique soutenue, partagée et durable dont puissent bénéficier tous les pays et tous les travailleurs, dans l'esprit de l'ODD 8.

Si nous ne regardons que les indicateurs économiques de la croissance et de la productivité, il apparaît clairement que ce sont les pays à revenu intermédiaire inférieur et supérieur qui promettent le plus d'atteindre les cibles définies dans l'ODD 8. Cependant, le ralentissement qui s'est installé depuis la crise financière mondiale a révélé des problèmes non résolus, qui risquent même d'être amplifiés à l'avenir par des modifications préjudiciables apportées à des accords commerciaux. L'évolution de ces problèmes dépend aussi dans une large mesure de la conjoncture économique de la Chine, compte tenu du poids de ce pays dans le monde. Si la Chine et plusieurs autres grandes économies émergentes ont joui d'une croissance économique relativement forte et réussi à sortir de grandes parties de leur population de la pauvreté, d'autres pays, en revanche, restent à la traîne et n'ont pas réussi à rattraper la moyenne mondiale, sans parler des paramètres de croissance et de productivité d'économies plus avancées. Pourtant, même dans les pays qui ont connu une croissance économique soutenue, le travail décent continue à n'être accessible qu'à une petite partie de la population active.

Les inégalités mondiales – tant au sein des pays et des régions qu'entre eux – constituent un problème fondamental, comme le montrent toutes les données présentées plus haut. La somme d'efforts nécessaire pour réaliser l'ODD 8 est répartie inégalement à travers le monde, et elle atteint des sommets dans de nombreux pays. La question qui est en jeu ce n'est pas seulement que l'on ait échoué à remédier aux inégalités, mais plutôt que les niveaux d'inégalité croissants sont eux-mêmes un obstacle à la réalisation d'une croissance durable et du travail décent. Il faudra donc, dans une future analyse plus complète, examiner les progrès accomplis dans la réalisation non seulement de l'ODD 8 mais aussi d'autres cibles pertinentes, notamment celles de l'ODD 5 et de l'ODD 10. Pour que les cibles des ODD soient atteintes, il faut que les États membres des Nations Unies renforcent leur engagement à œuvrer pour le Programme 2030. Une plus grande solidarité internationale s'impose pour concevoir et financer des manières innovantes de s'attaquer aux problèmes examinés ci-dessus – ce qui implique une action plus énergique au niveau national et un engagement renouvelé en faveur du système multilatéral.

Il est indispensable de parvenir à mieux comprendre les défis qui restent à relever en s'appuyant sur une analyse empirique plus poussée, afin de fournir d'urgence à toutes les parties prenantes des orientations sur les moyens de réaliser l'ODD 8. Il conviendra en particulier d'examiner de plus près les éléments suivants: la diversité et la complexité économiques en tant que facteur propice à la productivité de l'emploi et des entreprises, au travail décent et à l'innovation (compte tenu des risques de surspécialisation et de fragilité des pays); les rôles interdépendants du gouvernement et des institutions s'agissant de façonner les tendances en matière de productivité, de capacité financière et d'égalité; le fait de ne pas avoir réglementé plus efficacement les flux de capitaux internationaux au lendemain de la crise financière⁷; et, enfin, la façon dont la faiblesse de la gouvernance politique empêche le respect des règles du marché du travail, compromettant ainsi la valorisation du capital humain aux fins du développement durable.

7. Cette lacune de réglementation a vraisemblablement créé un environnement financier difficile pour de nombreux pays émergents et en développement. La forte volatilité des flux de capitaux internationaux, causée en partie par des décisions politiques de pays avancés, a entraîné d'importantes fluctuations des taux de change (comme on en a observé récemment en Turquie et en Argentine ou, avant cela, au Brésil) qui ont porté atteinte au potentiel de croissance des pays bénéficiaires.

Annexe A. Classification des pays et territoires par région et niveau de revenu

Afrique

Afrique du Nord

Algérie
Égypte
Libye
Maroc
Sahara occidental
Soudan
Tunisie

Afrique subsaharienne

Afrique du Sud
Angola
Bénin
Botswana
Burkina Faso
Burundi
Cabo Verde
Cameroun
République centrafricaine
Comores
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Érythrée
Eswatini
Éthiopie
Gabon
Gambie
Ghana
Guinée
Guinée-Bissau
Guinée équatoriale
Kenya
Lesotho
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Maurice
Mauritanie
Mozambique
Namibie
Niger
Nigéria
Ouganda
République démocratique
du Congo
Rwanda
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Seychelles
Sierra Leone
Somalie
Soudan du Sud
Tanzanie, République-
Unie de
Tchad
Togo
Zambie
Zimbabwe

Amériques

Amérique latine et Caraïbes

Antigua-et-Barbuda
Argentine
Bahamas
Barbade
Belize
Bolivie, État plurinational de
Brésil
Chili
Colombie
Costa Rica
Cuba
République dominicaine
El Salvador
Équateur
Grenade
Guatemala
Guyana
Haïti
Honduras
Îles Vierges américaines
Jamaïque
Mexique
Nicaragua
Panama
Paraguay
Pérou
Porto Rico
Saint-Kitts-et-Nevis
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les
Grenadines
Suriname
Trinité-et-Tobago
Uruguay
Venezuela, République
bolivarienne du

Amérique du Nord

Canada
États-Unis

États arabes

Arabie saoudite
Bahreïn
Émirats arabes unis
Iraq
Jordanie
Koweït
Liban
Oman
Qatar
République arabe syrienne
Territoire palestinien occupé
Yémen

Asie et Pacifique

Asie de l'Est

Chine
Corée, République de
Corée, République populaire
démocratique de
Hong-kong, Chine
Japon
Macao, Chine
Mongolie
Taiwan, Chine

Asie du Sud-Est et Pacifique

Australie
Brunéi Darussalam
Cambodge
Fidji
Guam
Îles Marshall
Îles Salomon
Indonésie
Kiribati
République démocratique
populaire lao
Malaisie
Micronésie, États fédérés de
Myanmar
Nauru
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle-Zélande
Palau
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Polynésie française
Samoa
Singapour
Thaïlande
Timor-Leste
Tonga
Tuvalu
Vanuatu
Viet Nam

Asie du Sud

Afghanistan
Bangladesh
Bhoutan
Inde
Iran, République islamique d'
Maldives
Népal
Pakistan
Sri Lanka

Europe et Asie centrale

Europe du Nord, du Sud et de l'Ouest

Albanie
Allemagne
Andorre
Autriche
Belgique
Bosnie-Herzégovine
Croatie
Danemark
Espagne
Estonie
Finlande
France
Grèce
Îles Anglo-Normandes
Irlande
Islande
Italie
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Macédoine du Nord
Malte
Monaco
Monténégro
Norvège
Pays-Bas
Portugal
Royaume-Uni
Serbie
Slovénie
Suède
Suisse

Europe de l'Est

Bélarus
Bulgarie
Hongrie
Moldova, République de
Pologne
Roumanie
Russie, Fédération de
Slovaquie
République tchèque
Ukraine

Asie centrale et occidentale

Arménie
Azerbaïdjan
Chypre
Géorgie
Israël
Kazakhstan
Kirghizistan
Ouzbékistan
Tadjikistan
Turkménistan
Turquie

Pays à revenu élevé

Allemagne
Andorre
Antigua-et-Barbuda
Arabie saoudite
Argentine
Australie
Autriche
Bahamas
Bahrein
Barbade
Belgique
Brunéi Darussalam
Canada
Chili
Chypre
Corée, République de
Croatie
Danemark
Émirats arabes unis
Espagne
Estonie
États-Unis
Finlande
France
Grèce
Guam
Guinée équatoriale
Hong-kong, Chine
Hongrie
Îles Anglo-Normandes
Îles Vierges américaines
Irlande
Islande
Israël
Italie
Japon
Koweït
Lettonie
Liechtenstein
Lituanie
Luxembourg
Macao, Chine
Malte
Monaco
Norvège
Nouvelle-Calédonie
Nouvelle-Zélande
Oman
Panama
Pays-Bas
Pologne
Polynésie française
Porto Rico
Portugal
Qatar
Royaume-Uni
Russie, Fédération de
Saint-Kitts-et-Nevis
Seychelles
Singapour
Slovaquie
Slovénie
Suède
Suisse
Taïwan, Chine
République tchèque
Trinité-et-Tobago
Uruguay

Pays à revenu intermédiaire supérieur

Afrique du Sud
Albanie
Algérie
Arménie
Azerbaïdjan
Biélarus
Belize
Bosnie-Herzégovine
Botswana
Brésil
Bulgarie
Chine
Colombie
Costa Rica
Cuba
République dominicaine
Équateur
Fidji
Gabon
Grenade
Guatemala
Îles Marshall
Iran, République islamique d'
Iraq
Jamaïque
Jordanie
Kazakhstan
Liban
Libye
Macédoine du Nord
Malaisie
Maldives
Maurice
Mexique
Mongolie
Monténégro
Namibie
Palau
Paraguay
Pérou
Roumanie
Sainte-Lucie
Saint-Vincent-et-les Grenadines
Serbie
Suriname
Thaïlande
Tonga
Tunisie
Turkménistan
Turquie
Tuvalu
Venezuela, République bolivarienne du

Pays à revenu intermédiaire inférieur

Angola
Bangladesh
Bhoutan
Bolivie, État plurinational de
Cabo Verde
Cameroun
Congo
Côte d'Ivoire
Djibouti
Égypte
El Salvador
Eswatini
Géorgie
Ghana
Guyana
Honduras
Îles Salomon
Inde
Indonésie
Kénya
Kirghizistan
Kiribati
République démocratique populaire lao
Lesotho
Maroc
Mauritanie
Micronésie, États fédérés de
Moldova, République de
Myanmar
Nauru
Nicaragua
Nigéria
Ouzbékistan
Pakistan
Papouasie-Nouvelle-Guinée
Philippines
Sahara occidental
Samoa
Sao Tomé-et-Principe
Sénégal
Soudan
Sri Lanka
Territoire palestinien occupé
Timor-Leste
Ukraine
Vanuatu
Viet Nam
Zambie

Pays à faible revenu

Afghanistan
Bénin
Burkina Faso
Burundi
Cambodge
République centrafricaine
Comores
Corée, République populaire démocratique de
Érythrée
Éthiopie
Gambie
Guinée
Guinée-Bissau
Haïti
Libéria
Madagascar
Malawi
Mali
Mozambique
Népal
Niger
Ouganda
République démocratique du Congo
Rwanda
Sierra Leone
Somalie
Soudan du Sud
République arabe syrienne
Tadjikistan
Tanzanie, République-Unie de
Tchad
Togo
Yémen
Zimbabwe

Annexe B. Estimations modélisées de l'OIT

Toutes les estimations mondiales et régionales relatives au marché du travail présentées dans cette édition 2019 du rapport *Emploi et questions sociales dans le monde* sont issues des estimations modélisées de l'OIT de novembre 2018. Le BIT a élaboré une série de modèles économétriques qui sont actualisés régulièrement et qui servent à produire des estimations des indicateurs du marché du travail pour les pays et les années pour lesquels on ne dispose pas de données nationales. Il peut ainsi établir et analyser des estimations mondiales et régionales des indicateurs clés du marché du travail et des tendances correspondantes.

Collecte et évaluation des données

Les estimations modélisées de l'OIT sont généralement établies pour 189 pays, avec ventilation par sexe et par âge selon les besoins. Avant d'exploiter les modèles pour obtenir les estimations, les spécialistes de l'information sur le marché du travail du Département de statistique du BIT, en coopération avec le Département de la recherche, évaluent les données nationales existantes et ne sélectionnent que les observations jugées suffisamment comparables d'un pays à l'autre, en se fondant sur les quatre critères suivants: *a)* le type de source de données; *b)* la couverture géographique; *c)* la couverture par tranche d'âge, et *d)* la présence de ruptures méthodologiques ou de valeurs aberrantes.

En ce qui concerne le premier critère, pour être intégrées dans un modèle, les données doivent être issues d'une enquête sur la main-d'œuvre, d'une enquête auprès des ménages ou, plus rarement, d'un recensement. Les enquêtes nationales sur la main-d'œuvre sont généralement similaires d'un pays à l'autre et offrent la meilleure qualité de données. De ce fait, celles-ci sont plus facilement comparables que celles qui proviennent d'autres sources. Une préférence stricte est donc accordée aux données provenant de ces enquêtes dans le processus de sélection. De nombreux pays en développement, toutefois, n'ayant pas les ressources nécessaires pour effectuer une enquête sur la main-d'œuvre, communiquent des informations sur le marché du travail issues d'enquêtes auprès des ménages ou de recensements de la population. En conséquence, compte tenu de la nécessité de concilier les impératifs contradictoires que sont la comparabilité et la couverture, certaines données issues des enquêtes auprès des ménages ou, plus rarement, de recensements de la population sont intégrées dans les modèles.

Pour ce qui est du critère de la couverture géographique, seuls les indicateurs du marché du travail représentatifs à l'échelle nationale (c'est-à-dire pas trop limités géographiquement) sont intégrés. Les observations qui ne correspondent qu'à des zones urbaines ou qu'à des zones rurales ne sont pas prises en compte, car il existe généralement de grandes disparités entre marché du travail rural et marché du travail urbain, et l'utilisation de données ainsi limitées au milieu urbain ou rural ne concorderait pas avec des données de référence comme le PIB.

Le troisième critère est que les tranches d'âge couvertes par les données observées doivent être suffisamment comparables d'un pays à l'autre. Les pays transmettent des données pour divers groupes d'âge, et le groupe d'âge sélectionné peut avoir une incidence sur la valeur observée d'un indicateur du marché du travail donné.

Le dernier critère sur la base duquel des données sont exclues d'un modèle est la présence ou non d'une rupture méthodologique, ou d'une valeur clairement aberrante pour un point de donnée particulier. Dans les deux cas, il faut trouver un équilibre entre le désir d'utiliser autant de données que possible et le risque que représente l'intégration de données susceptibles de fausser les résultats. Au cours de ce processus, il convient de prêter une attention particulière aux métadonnées existantes et à la méthodologie sous-jacente.

Des estimations passées peuvent être révisées lorsque des données d'entrée utilisées antérieurement sont abandonnées parce que l'on dispose d'une source plus précise selon les critères susmentionnés. L'**encadré B1** présente dans les grandes lignes les changements qui ont été apportés aux estimations du chômage suite aux révisions des données historiques effectuées pour la version de novembre 2018 des estimations modélisées de l'OIT.

Encadré B1

Révisions des estimations du chômage

Comme dans les estimations modélisées de l'OIT établies les années précédentes, les niveaux et les taux de chômage mondiaux ont été actualisés afin de tenir compte des nouvelles informations sur le chômage ainsi que des révisions des données historiques et des projections de la croissance de la population active et de la croissance économique.

Deux facteurs principaux expliquent l'écart entre les estimations modélisées de l'OIT de novembre 2018 et les estimations rétrospectives du chômage produites par le BIT en novembre 2017, à savoir: 1) les révisions rétrospectives des taux de chômage; et 2) l'utilisation d'une nouvelle méthode de modélisation pour la Chine, fondée sur les données récemment publiées de l'enquête sur la main-d'œuvre effectuée dans ce pays.

Les révisions effectuées dans six pays expliquent près de 90 pour cent de la baisse du niveau de chômage mondial estimé. Ces pays sont, par ordre d'ampleur de la révision de leurs niveaux de chômage nationaux: l'Inde, le Mozambique, la Chine, l'Éthiopie, l'Afghanistan et le Nigéria.

La plus importante contribution à la révision des chiffres du chômage vient des révisions des données historiques, qui ont fait l'objet de plusieurs changements du fait de l'application systématique de la définition internationale du chômage à tous les pays. Afin d'assurer la comparabilité internationale des données, le BIT a entrepris un grand travail de collecte et d'analyse des microdonnées issues des enquêtes sur la main-d'œuvre, de façon à obtenir une mesure fiable des taux de chômage, notamment par l'application stricte de la définition établie par la Conférence internationale des statisticiens du travail.

Méthode utilisée pour estimer les indicateurs du marché du travail

L'estimation des indicateurs du marché du travail se fait au moyen d'une série de modèles, qui établissent des liens statistiques entre les indicateurs observés et les variables explicatives. Ces liens servent à estimer les observations manquantes, ainsi qu'à faire des projections des indicateurs du marché du travail.

De nombreux liens statistiques potentiels, également appelés «spécifications de modèle», pourraient être utilisés pour prédire les indicateurs du marché du travail. Si l'on veut obtenir des estimations précises et sans biais, il est essentiel de choisir la meilleure spécification de modèle dans chaque cas. Les estimations modélisées de l'OIT reposent en général sur une procédure appelée «validation croisée», qui sert à identifier les modèles qui réduisent au minimum l'erreur et la variance d'estimation prévues. Cette procédure implique que l'on calcule à plusieurs reprises un certain nombre de spécifications de modèle envisagées en utilisant des sous-ensembles aléatoires des données: les observations manquantes sont prédites et l'erreur de prédiction est calculée pour chaque itération. Chaque modèle envisagé est évalué sur la base de la racine de l'erreur quadratique moyenne (EQM) de l'évaluation hors échantillon, bien que, selon le modèle, d'autres paramètres soient aussi évalués, par exemple la stabilité des résultats. Cette procédure permet d'identifier le lien statistique qui produit la meilleure estimation d'un indicateur du marché du travail donné. Il convient de relever que le lien statistique le plus approprié à cette fin pourrait être différent d'un pays à l'autre.

Les estimations modélisées de l'OIT se fondent sur la révision de 2017 de la base de données des perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) des Nations Unies, qui fournit des estimations et des projections de la population totale par tranches d'âge de cinq ans. La population en âge de travailler comprend toute personne âgée de 15 ans au moins. D'abord, un modèle produit une estimation et une projection des taux d'activité par sexe et par tranche d'âge de cinq ans. Ces taux estimés et projetés sont appliqués aux estimations relatives à la population en âge de travailler afin d'obtenir la population active. Ensuite, un modèle produit une estimation du taux de chômage par sexe pour les jeunes (15-24 ans) et les adultes (plus de 25 ans). En combinant le taux de chômage avec les estimations de la population active, on obtient le nombre de personnes pourvues d'un emploi et de chômeurs. Troisièmement, un modèle produit une estimation du taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre («taux SU3» – voir plus bas), à partir duquel on peut obtenir la main-d'œuvre potentielle.

Enfin, la répartition de l'emploi en fonction de quatre indicateurs différents est estimée au moyen de quatre modèles distincts. Ces indicateurs sont le statut d'emploi, l'activité (secteur) économique, la profession et la classe économique (pauvreté au travail).

Bien que, pour l'essentiel, la même approche soit appliquée aux modèles de tous les indicateurs, il existe néanmoins des différences entre les divers modèles en raison des caractéristiques spécifiques des données sous-jacentes. Une explication plus détaillée figure ci-dessous pour chaque modèle.

Estimations et projections de la main-d'œuvre

Les estimations et projections du BIT relatives à la main-d'œuvre s'inscrivent dans une action internationale plus large en matière d'estimations et de projections démographiques à laquelle contribuent plusieurs institutions des Nations Unies. Les estimations et projections de la population totale, ainsi que de sa structure par sexe et par âge, sont produites par la Division de la population des Nations Unies; celles des personnes pourvues d'un emploi, des chômeurs et des populations associées, par le BIT; celles de la population agricole, par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO); et celles de la population scolarisée, par l'Organisations des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO).

Les données de base entrées pour le modèle concerné sont les taux d'activité par année, par sexe et groupe d'âge, dix groupes d'âge étant définis par tranches de cinq ans (15-19, 20-24, ..., 60-64) et le dernier groupe étant défini comme 65 ans et plus. La méthode utilisée a été évaluée de manière approfondie pour ses résultats en matière d'évaluation des prévisions hors échantillon. Il s'agit ici, toutefois, du seul modèle décrit dans cette annexe qui n'implique pas automatiquement de recherche de modèle.

Le processus d'estimation se déroule en deux étapes, chacune effectuée de façon récurrente. On utilise l'interpolation linéaire pour combler le manque de données pour les pays auxquels on peut appliquer cette procédure. Celle-ci s'est avérée assez bien fonctionner, ce qui n'est pas étonnant du fait que le taux d'activité est une variable très persistante. Dans tous les autres cas, on procède à une estimation multivariée pondérée. Aux fins de l'estimation, les pays sont divisés en neuf groupes, qui sont choisis en combinant similitude économique générale et proximité géographique. En matière de spécification de modèle, compte tenu de la structure de la base de données et de l'hétérogénéité non observée existant entre les divers pays dans les bases de données d'entrée utilisées (ILO Labour Force Estimates and Projections – estimations et projections de la main-d'œuvre, BIT), il a été décidé d'utiliser des techniques de données de panel à effets fixes par pays. Les régressions sont pondérées par la probabilité de non-réponse. Les variables explicatives utilisées comprennent des variables économiques et démographiques. Les estimations sont produites selon les tranches d'âge de cinq ans précisées plus haut. Les chiffres mondiaux sont calculés sur la base de la population de référence des perspectives de la population mondiale (World Population Prospects) des Nations Unies et des taux précisés.

Les projections (c'est-à-dire les résultats du modèle pour 2018 et au-delà) sont effectuées selon une autre méthode que celle qui est utilisée pour l'imputation des valeurs manquantes (1990-2017). Un modèle de tendances de type logistique est utilisé pour extrapoler les données. Le principal avantage de la courbe logistique et d'autres courbes sigmoïdes ou en S est qu'elles peuvent rendre compte de processus de croissance qui finissent par atteindre un état stable. Ces courbes servent souvent à modéliser les populations et les taux d'activité. De plus, en se fondant sur le comportement antérieur de la variable, on impose des bornes inférieures et supérieures à la variation cumulée afin d'éviter d'extrapoler des variations qui seraient excessives d'après les données historiques.

Estimations du chômage

Ce modèle estime un ensemble complet de données de panel sur les taux de chômage couvrant la période 1991-2017. Il est plus probable que des observations réelles existent pour le taux de chômage global que pour le taux ventilé par sexe et par âge. Afin d'exploiter au mieux les informations réelles, le modèle estime d'abord le taux global. Ensuite, les taux relatifs à l'emploi des hommes et des femmes et à l'emploi des jeunes et des adultes sont estimés séparément. Ces estimations sont alors rééquilibrées de sorte que le taux global implicite corresponde au taux global estimé à la première étape. Une procédure analogue, enfin, est utilisée pour les taux de chômage chez les jeunes et les adultes, hommes et femmes.

L'estimation de chaque indicateur se fait en deux étapes. Il est d'abord procédé à une régression transnationale pour déterminer le niveau du taux de chômage dans les pays où les données manquent totalement. Pour cette première étape, on utilise des informations sur la démographie, le revenu par habitant et la structure économique, ainsi qu'un indice de l'emploi issu du Gallup World Poll. La seconde étape consiste à estimer l'évolution du taux de chômage au moyen d'informations sur le cycle économique ainsi que sur la structure économique et la démographie. Le processus en deux étapes présente l'avantage d'utiliser des méthodes distinctes pour traiter deux problèmes économétriques très différents.

Projections du chômage

Ces modèles projettent l'évolution future des taux de chômage à partir de 2018. Une procédure de validation croisée légèrement modifiée est utilisée pour identifier les modèles de projection qui conviennent le mieux. Pour les prévisions, un nombre déterminé de périodes sont retirées de la fin de l'échantillon, et l'on effectue ensuite des projections pour ces périodes à l'aide du modèle envisagé afin de calculer l'erreur de prévision pour différents horizons prévisionnels. En déplaçant le point à partir duquel les périodes sont retirées, on peut évaluer la prévision pour différentes périodes, et calculer ainsi une erreur quadratique moyenne de prévision pour chaque modèle envisagé.

Dans un premier ensemble de modèles de projection, on utilise des données trimestrielles. L'utilisation d'informations recueillies à intervalles plus rapprochés accroît l'exactitude des prévisions. Pour 39 pays dans lesquels on dispose de prévisions économiques trimestrielles, on applique une série de modèles afin d'obtenir des estimations pour 2018 et des projections pour 2019 et 2020. Certains de ces modèles basent leurs prévisions sur les flux de main-d'œuvre trimestriels, lesquels sont estimés à partir des données sur le chômage selon la durée, en suivant les méthodes proposées par Shimer (2012) et par Elsby, Hobijn et Şahin (2013). Les modèles générés soit projettent directement le taux de chômage, soit déterminent les flux d'entrée et de sortie au moyen des techniques ARIMA (modèle mixte intégré autorégressif et de moyennes mobiles) et VARX (autorégression vectorielle à variable exogène) ainsi que de techniques de combinaison des prévisions. Pour les autres pays disposant d'informations trimestrielles sur le marché du travail, on estime le taux pour 2018 au moyen d'un modèle ARIMA.

Un deuxième ensemble de modèles de projection sert à estimer le taux de chômage 2018 de pays pour lesquels on ne dispose pas de données trimestrielles, et à établir des projections à plus long terme pour tous les pays. Ces modèles se basent sur l'ensemble complet des données de panel relatives aux taux de chômage jusqu'à 2017; ils utilisent également des projections de la composante cyclique de la croissance du PIB. Une série de modèles dynamiques est générée et évaluée au moyen des techniques de validation croisée mentionnées plus haut. Il s'agit des modèles suivants:

- modèles (niveau national) à correction d'erreur pour les pays qui présentent une relation de cointégration entre la croissance de l'emploi et celle de la main-d'œuvre;
- modèle (niveau national) projetant le taux de chômage lui-même;
- modèle (niveau national) projetant la variation du taux de chômage;
- modèle de régression de panel projetant le taux de chômage, où les dimensions du panel sont a) les régions géographiques; b) les groupes de revenu; c) les exportateurs de pétrole;
- modèle mixte multiniveau à intercepts et coefficients aléatoires projetant le taux de chômage;
- modèle mixte multiniveau à intercepts et coefficients aléatoires projetant la variation du taux de chômage.

Les modèles sont pondérés en fonction de leur qualité de prévision à différents horizons temporels, ce qui signifie qu'un modèle peut faire l'objet d'une pondération plus élevée pour le court terme, mais d'une pondération plus faible pour le long terme. On estime l'intervalle de confiance des prévisions au moyen des erreurs quadratiques moyennes pondérées issues de la validation croisée, ainsi que de la variance pondérée des prévisions obtenue à partir des différents modèles de prévision.

Estimations de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (taux SU3)

La variable cible du modèle est une mesure composite de la sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3), qui est définie ainsi:

$$SU3 = \frac{\text{ch\^omage} + \text{main-d'œuvre potentielle}}{\text{main-d'œuvre} + \text{main-d'œuvre potentielle}}$$

La main-d'œuvre potentielle est composée des personnes en âge de travailler qui recherchaient activement un emploi, n'étaient pas disponibles pour commencer à travailler durant la semaine de référence, mais deviendraient disponibles dans un délai court (demandeurs d'emploi non disponibles), ou qui ne cherchaient pas activement du travail mais étaient disponibles durant la semaine de référence (demandeurs d'emploi potentiels disponibles).

Le modèle s'appuie sur les principes de validation croisée et d'estimation de l'incertitude pour sélectionner les modèles de régression présentant la meilleure pseudoperformance hors échantillon, ce qui n'est pas sans rappeler le modèle relatif au taux de chômage. Le modèle SU3, toutefois, possède deux caractéristiques très particulières. La première est que tous les groupes démographiques font l'objet d'une estimation d'ensemble utilisant la variable catégorielle appropriée, parce que les groupes sont interdépendants (et que la disponibilité des données est relativement uniforme entre eux). La deuxième est que le modèle intègre dans les régressions les informations relatives au chômage et à la main-d'œuvre (associées à d'autres variables pour prendre en compte les facteurs économiques et démographiques).

Les estimations qui en résultent comprennent le taux SU3 (en pourcentage) et le chiffre de la main-d'œuvre potentielle.

Estimations de l'emploi par statut d'emploi, profession et activité économique

La répartition de l'emploi par statut d'emploi, profession et activité (secteur) économique est estimée pour l'ensemble et ventilée par sexe. En une première étape, il est procédé à une régression transnationale pour déterminer la part de chacune des catégories en matière d'emploi dans les pays où l'on manque entièrement de données. Cette étape implique l'utilisation d'informations sur la démographie, le revenu par habitant, la structure économique et un indicateur spécifique au modèle et à forte capacité prédictive pour la répartition estimée. Les indicateurs relatifs à chaque catégorie sont les suivants:

- pour le statut d'emploi: un indice du travail pour un employeur, issu du Gallup World Poll;
- pour la profession: la part de la valeur ajoutée d'un secteur dans lequel les personnes ayant une certaine profession sont le plus susceptibles de travailler;
- pour le secteur: la part de la valeur ajoutée de ce secteur.

L'étape suivante consiste à évaluer l'évolution des parts de chaque catégorie, en utilisant les informations relatives au cycle économique et à la structure économique ainsi que les informations démographiques. Enfin, les estimations sont rééquilibrées de façon à ce que la somme des parts des différentes catégories soit égale à 100 pour cent.

Les secteurs pour lesquels des estimations sont établies proviennent d'une classification propre au BIT qui assure la plus grande cohérence possible entre les révisions 3 et 4 de la Classification internationale type, par industrie, de toutes les branches d'activité économique (CITI) des Nations Unies. Les secteurs A, B, C, F, G, I, K, O, P et Q correspondent à la CITI Rév. 4. En outre, les secteurs agrégés suivants sont définis:

- le secteur «Distribution d'électricité, de gaz et d'eau» est composé des secteurs D et E;
- le secteur «Transport, entreposage et communication» est composé des secteurs H et J;
- le secteur «Activités immobilières, de services aux entreprises et de services administratifs» est composé des secteurs L, M et N;
- le secteur «Autres activités de services» est composé des secteurs R, S, T et U.

Les professions pour lesquelles des estimations sont établies correspondent en principe aux grandes catégories des éditions 1988 et 2008 de la Classification internationale type des professions (CITP-88 et CITP-08). Cependant, les professions de l'agriculture de subsistance n'ont pas été classifiées de

façon homogène d'un pays à l'autre, voire parfois au sein d'un même pays d'une année à l'autre. Selon la CITP-08, les agriculteurs de subsistance devraient être placés dans la catégorie 6 de la CIP, c'est-à-dire celle des agriculteurs et ouvriers qualifiés de l'agriculture. Plusieurs pays où l'agriculture de subsistance occupe une place importante ont toutefois indiqué un faible pourcentage pour la catégorie 6, mais un pourcentage élevé pour la catégorie 9 (professions élémentaires). Cela signifie que les parts des catégories professionnelles 6 et 9 peuvent différer considérablement entre des pays à structure économique très similaire. Comme il n'est pas possible de prendre la mesure des erreurs de classification entre les catégories 6 et 9, ces deux catégories sont fusionnées et font l'objet d'une estimation conjointe, ce qui permet d'obtenir une classification homogène et comparable au niveau international.

Estimations de l'emploi par classe économique

Les estimations de l'emploi par classe économique sont établies pour un sous-ensemble de pays pour lesquels les autres modèles ont des estimations. Le modèle utilise les données issues des modèles relatifs au chômage, au statut d'emploi et à l'activité économique, ainsi que d'autres variables démographiques, sociales et économiques.

La méthode comprend deux étapes. Tout d'abord, on procède à une estimation des différentes classes économiques de travailleurs en se basant sur la classe économique de l'ensemble de la population (parmi d'autres variables explicatives). Cette procédure repose sur le fait qu'il existe un lien étroit entre la répartition par classes économiques de l'ensemble de la population et celle de la population active. La classe économique de l'ensemble de la population provient de la base de données PovcalNet de la Banque mondiale. En règle générale, la classe économique est définie selon le niveau de consommation, mais dans certains cas pour lesquels il n'existe pas d'autres données, on utilise pour la définir le niveau de revenu.

Une fois obtenues les estimations de cette première étape, une deuxième étape vise à estimer les données correspondant aux observations pour lesquelles on ne dispose d'aucune donnée sur la classe économique de la population active ni d'estimations issues de la première étape. Dans cette étape, une procédure de validation croisée précédant le choix du modèle est utilisée pour garantir une qualité satisfaisante.

Dans la présente édition du rapport *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances*, l'emploi est subdivisé en cinq catégories de revenu différentes: travailleurs vivant avec 0 à 1,9 dollar par jour, 1,9 à 3,2 dollars par jour, 3,2 à 5,5 dollars par jour, 5,5 à 13 dollars par jour, et plus de 13 dollars par jour, en PPA.

Indice des troubles sociaux

L'indice des troubles sociaux sert à mesurer le climat social dans les différents pays. Il est établi à partir des données rassemblées par le projet Global Database of Events, Language, and Tone (base de données mondiale sur les événements, la langue et la tonalité, GDELT) sur des événements survenus dans le monde et classés dans la catégorie «actions de protestation» (code 14 dans la base de données). De nombreux types d'actions de protestation sont répertoriés, tels que les manifestations de rue, les émeutes, les rassemblements, les boycottages, les barrages routiers et les grèves. Ces actions ne sont pas forcément violentes, mais témoignent toujours d'un mécontentement à l'égard de la situation sociale, politique ou économique du pays.

L'indice, dont l'échelle varie de 0 à 100, est calculé par une transformation logarithmique de la part des actions de protestation dans le nombre total d'événements survenus au cours d'une année dans un pays et compilés par le projet GDELT. L'indice est de 100 lorsque les actions de protestation représentent plus de 15 pour cent du total des événements.

La notion de troubles sociaux est une notion relative. Une valeur égale dans deux pays ne traduit pas un climat social identique, et ce en raison des différences inhérentes à la culture, à l'histoire et aux méthodes de production de l'information de chaque pays. L'indice des troubles sociaux permet de faire des comparaisons internationales et de repérer les pays ou les régions en proie à l'agitation sociale. Il est toutefois erroné sur le plan conceptuel d'affirmer par exemple qu'un pays connaît 10 pour cent de troubles de plus qu'un autre.

Annexe C. Relation entre l'indice des troubles sociaux et le taux de chômage

L'indice des troubles sociaux calculé par le BIT (voir l'annexe B) mesure le mécontentement ouvertement exprimé au sujet du marché du travail ou de la situation économique ou politique. Il est donc naturel de faire le lien entre cet indice et les indicateurs du marché du travail. La présente annexe décrit la méthode utilisée pour établir la relation entre l'indice des troubles sociaux et le taux de chômage.

Tout d'abord, il est important de se rappeler que, comme cela a été relevé à plusieurs reprises dans ce rapport, le taux de chômage dans les pays à faible revenu n'est pas un indicateur très significatif de l'état du marché du travail. Notre analyse, par conséquent, n'a porté que sur les pays à revenu intermédiaire supérieur et à revenu élevé. De plus, l'indice des troubles sociaux ne se prête pas à une comparaison entre pays, et il faut plutôt évaluer ses variations dans le temps. Dans notre analyse, nous avons décidé d'établir le lien entre les variations du taux de chômage et celles de l'indice des troubles sociaux.

Du fait que toutes les variables utilisées dans notre analyse sont en différence première, elles ont une valeur moyenne quasiment nulle pour tous les pays. Cela signifie qu'on peut utiliser une régression groupée pour la spécification économétrique. La variable dépendante est la variation de l'indice des troubles sociaux; la variable explicative est la variation du taux de chômage, accompagnée d'une valeur décalée de cette variation. D'autres décalages se sont avérés négligeables. En outre, un décalage de la variable dépendante est inclus dans la spécification de régression.

Les coefficients de régression estimés sont présentés dans le [tableau C1](#) ci-dessous. La deuxième colonne montre qu'une variation du taux de chômage de 1 point de pourcentage est liée à une variation de l'indice des troubles sociaux de 0,54 point. La première colonne indique que l'indice des troubles sociaux comporte un fort élément de retour à la moyenne, ou réversion. La valeur R-carré pour cette spécification est 0,18, mais la contribution de la variation du taux de chômage à la variation totale est minimale (moins de 1 pour cent). Ce constat est logique parce que, d'une part, le taux de chômage n'est qu'une mesure possible – et pas très complète – de la justice sociale; et, d'autre part, l'indice des troubles sociaux est également influencé par des événements qui n'ont pas de lien avec la justice sociale. Cette analyse montre en revanche que le marché du travail est important pour la paix sociale.

Tableau C1

Coefficients de régression estimés

Δ SUI décalé	Δ UR	Δ UR décalé
-0,41*** (0,02)	+0,54*** (0,17)	-0,34 (0,17)

2 808 observations, 108 pays; R-carré = 0,18

Note: SUI = indice des troubles sociaux; UR = taux de chômage.

*** Signification statistique au niveau de 1 pour cent.

Annexe D. Tableaux des indicateurs du marché du travail dans le monde, par groupe de revenus et par région/sous-région

MONDE

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	64,7	64,4	64,2	64,0	63,8	63,7	63,5	63,3	63,0	62,7	62,4	62,1
	Hommes	Pourcentage	78,5	78,2	77,9	77,6	77,5	77,3	77,0	76,8	76,6	76,3	76,0	75,9
	Femmes	Pourcentage	50,9	50,7	50,5	50,4	50,3	50,3	49,9	49,8	49,4	49,2	48,8	48,5
Population active	Total	Millions	2776,7	2815,5	2858,9	2903,4	2952,7	3000,9	3037,2	3077,4	3113,8	3147,5	3177,0	3210,0
	Hommes	Millions	1680,1	1704,0	1730,4	1756,7	1787,1	1815,5	1839,9	1865,5	1890,9	1912,6	1934,3	1957,7
	Femmes	Millions	1096,5	1111,5	1128,5	1146,7	1165,6	1185,4	1197,3	1211,9	1222,9	1234,9	1242,7	1252,3
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	61,1	60,8	60,4	60,2	60,2	60,2	60,1	60,1	59,9	59,2	59,0	58,8
	Hommes	Pourcentage	74,4	74,0	73,5	73,2	73,3	73,2	73,2	73,3	73,0	72,2	72,1	72,0
	Femmes	Pourcentage	47,9	47,7	47,4	47,2	47,2	47,2	47,1	47,0	46,8	46,2	45,9	45,7
Emploi	Total	Millions	2624,5	2659,1	2692,3	2731,3	2783,4	2832,5	2877,7	2925,1	2959,5	2970,9	3002,7	3038,1
	Hommes	Millions	1592,1	1613,1	1633,4	1657,1	1690,5	1720,0	1749,6	1779,2	1802,0	1809,5	1833,3	1858,3
	Femmes	Millions	1032,4	1046,0	1058,8	1074,2	1092,9	1112,5	1128,1	1146,0	1157,5	1161,4	1169,5	1179,8
Taux de chômage	Total	Pourcentage	5,5	5,6	5,8	5,9	5,7	5,6	5,3	4,9	5,0	5,6	5,5	5,4
	Hommes	Pourcentage	5,2	5,3	5,6	5,7	5,4	5,3	4,9	4,6	4,7	5,4	5,2	5,1
	Femmes	Pourcentage	5,8	5,9	6,2	6,3	6,2	6,2	5,8	5,4	5,3	6,0	5,9	5,8
Chômage	Total	Millions	152,1	156,5	166,6	172,0	169,4	168,4	159,5	152,3	154,3	176,6	174,3	171,9
	Hommes	Millions	88,0	91,0	97,0	99,5	96,6	95,5	90,3	86,3	88,9	103,0	101,0	99,4
	Femmes	Millions	64,1	65,5	69,7	72,5	72,7	72,9	69,2	66,0	65,4	73,5	73,3	72,5
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						9,1	8,7	8,4	8,4	9,2	9,1	9,0
	Hommes	Pourcentage						7,5	7,1	6,8	6,9	7,7	7,5	7,4
	Femmes	Pourcentage						11,5	11,2	10,8	10,7	11,4	11,4	11,3
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						115,2	116,3	117,2	117,1	122,7	125,6	127,4
	Hommes	Millions						43,2	43,6	43,9	44,1	47,0	48,2	49,2
	Femmes	Millions						71,9	72,7	73,3	73,0	75,7	77,5	78,2
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	32,9	31,4	29,4	27,5	25,2	23,1	21,9	20,6	20,1	18,7	17,5	15,3
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	26,8	26,5	26,1	25,8	25,3	24,9	24,1	23,3	22,8	22,2	21,4	20,8
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	690,6	669,9	637,0	605,9	566,8	528,9	509,1	486,7	479,3	449,6	427,3	376,9
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	562,2	565,4	564,4	567,5	569,2	569,1	559,5	550,5	544,3	535,5	522,5	513,1
Emploi salarié	Total	Pourcentage	45,7	46,0	46,3	46,4	46,8	47,3	47,9	48,4	48,9	48,9	49,3	49,9
Employeurs	Total	Pourcentage	2,7	2,8	2,8	2,8	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	35,1	35,0	34,9	34,9	34,7	34,5	34,4	34,3	34,3	34,5	34,5	34,2
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	16,4	16,2	16,0	15,9	15,6	15,3	14,8	14,4	14,0	13,6	13,3	13,0
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,9	1,0	1,5	2,3	3,4	2,9	3,7	3,7	1,7	-0,8	4,2	2,9

Note: Les taux de pauvreté au travail se réfèrent uniquement aux pays à revenu faible ou intermédiaire.

MONDE (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	62,0	61,9	61,8	61,7	61,6	61,6	61,4	61,2	61,0	60,8	60,6	60,3
	Hommes	Pourcentage	75,8	75,6	75,5	75,3	75,1	75,0	74,9	74,7	74,5	74,3	74,1	73,9
	Femmes	Pourcentage	48,3	48,2	48,1	48,1	48,1	48,2	47,9	47,7	47,5	47,3	47,0	46,8
Population active	Total	Millions	3247,3	3286,8	3324,0	3364,5	3402,3	3444,4	3477,8	3510,5	3542,7	3573,4	3603,8	3633,8
	Hommes	Millions	1982,9	2006,7	2029,2	2053,1	2074,5	2098,3	2120,9	2143,0	2164,9	2185,5	2205,8	2225,9
	Femmes	Millions	1264,4	1280,1	1294,8	1311,4	1327,9	1346,1	1357,0	1367,5	1377,8	1388,0	1398,0	1407,9
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	58,7	58,6	58,6	58,5	58,4	58,5	58,4	58,2	58,0	57,8	57,6	57,4
	Hommes	Pourcentage	71,9	71,8	71,7	71,6	71,4	71,5	71,4	71,2	71,1	70,9	70,7	70,5
	Femmes	Pourcentage	45,5	45,4	45,4	45,4	45,4	45,5	45,3	45,1	44,9	44,7	44,5	44,2
Emploi	Total	Millions	3073,1	3110,6	3151,2	3188,8	3224,7	3270,3	3305,3	3336,9	3368,4	3397,0	3425,7	3453,5
	Hommes	Millions	1881,8	1904,3	1928,9	1951,7	1972,3	1998,6	2022,0	2043,8	2065,4	2084,8	2104,1	2123,1
	Femmes	Millions	1191,3	1206,3	1222,3	1237,1	1252,4	1271,8	1283,3	1293,1	1303,0	1312,2	1321,6	1330,5
Taux de chômage	Total	Pourcentage	5,4	5,4	5,2	5,2	5,2	5,1	5,0	4,9	4,9	4,9	4,9	5,0
	Hommes	Pourcentage	5,1	5,1	4,9	4,9	4,9	4,8	4,7	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
	Femmes	Pourcentage	5,8	5,8	5,6	5,7	5,7	5,5	5,4	5,4	5,4	5,5	5,5	5,5
Chômage	Total	Millions	174,1	176,2	172,8	175,7	177,6	174,1	172,5	173,6	174,3	176,5	178,1	180,3
	Hommes	Millions	101,1	102,4	100,3	101,4	102,2	99,7	98,8	99,2	99,5	100,7	101,7	102,9
	Femmes	Millions	73,1	73,8	72,4	74,3	75,4	74,4	73,7	74,4	74,8	75,8	76,4	77,4
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	9,0	9,0	8,8	8,9	8,9	8,7	8,6	8,6	8,6	8,7	8,7	8,8
	Hommes	Pourcentage	7,4	7,5	7,3	7,3	7,3	7,2	7,1	7,1	7,1	7,1	7,1	7,2
	Femmes	Pourcentage	11,3	11,3	11,1	11,2	11,2	11,0	11,0	11,0	11,1	11,1	11,2	11,3
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	129,7	131,0	132,4	134,1	137,0	137,5	139,6	142,0	144,4	147,0	149,7	152,4
	Hommes	Millions	50,4	51,1	51,9	52,3	54,1	54,4	55,2	56,1	57,2	58,4	59,5	60,8
	Femmes	Millions	79,3	79,9	80,6	81,8	82,9	83,1	84,4	85,9	87,3	88,7	90,1	91,6
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	13,6	11,6	11,1	10,6	10,4	10,1	9,8	9,6	9,3	9,1	8,8	8,6
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	20,0	19,1	18,2	17,3	16,8	16,4	16,0	15,6	15,2	14,8	14,4	14,0
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	340,7	295,0	284,9	274,7	271,7	268,9	264,8	260,6	256,4	252,2	248,1	244,0
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	498,9	482,7	466,9	449,2	441,3	435,2	429,7	423,8	417,4	410,5	403,4	395,8
Emploi salarié	Total	Pourcentage	50,6	50,8	51,2	51,5	51,7	51,9	52,0	52,2	52,3	52,4	52,5	52,6
Employeurs	Total	Pourcentage	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	33,9	34,0	33,9	34,0	34,0	34,1	34,1	34,2	34,3	34,3	34,4	34,5
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	12,7	12,3	12,0	11,6	11,4	11,1	10,9	10,7	10,5	10,3	10,1	9,9
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,1	2,1	2,2	2,1	2,0	2,2	2,8	2,7	2,5	2,6	2,5	2,5

PAYS À FAIBLE REVENU

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	73,8	73,7	73,7	73,7	73,6	73,5	73,2	72,9	72,6	72,3	72,0	71,8
	Hommes	Pourcentage	82,0	81,9	81,8	81,7	81,6	81,4	81,2	80,9	80,7	80,4	80,1	79,9
	Femmes	Pourcentage	65,9	65,9	65,9	66,0	66,0	65,9	65,6	65,2	64,8	64,5	64,2	64,0
Population active	Total	Millions	190,1	195,4	201,0	206,9	213,0	219,2	224,8	230,5	236,5	242,6	249,0	255,3
	Hommes	Millions	103,4	106,3	109,3	112,5	115,8	119,2	122,4	125,6	128,9	132,3	135,9	139,4
	Femmes	Millions	86,7	89,1	91,7	94,4	97,2	100,0	102,5	104,9	107,6	110,3	113,1	115,9
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	70,6	70,5	70,5	70,5	70,5	70,4	70,3	70,1	69,8	69,2	68,9	68,7
	Hommes	Pourcentage	78,4	78,3	78,2	78,1	78,1	78,1	78,0	77,9	77,5	77,1	76,8	76,6
	Femmes	Pourcentage	63,1	63,1	63,0	63,0	63,1	63,1	62,8	62,6	62,3	61,7	61,3	61,1
Emploi	Total	Millions	182,0	186,9	192,2	197,9	203,9	210,0	215,7	221,5	227,3	232,4	238,3	244,5
	Hommes	Millions	98,9	101,6	104,5	107,6	110,9	114,3	117,5	120,8	123,9	126,9	130,3	133,7
	Femmes	Millions	83,1	85,3	87,7	90,2	93,0	95,7	98,2	100,7	103,4	105,5	108,0	110,8
Taux de chômage	Total	Pourcentage	4,3	4,3	4,4	4,4	4,3	4,2	4,1	3,9	3,9	4,2	4,3	4,2
	Hommes	Pourcentage	4,4	4,4	4,4	4,3	4,2	4,1	4,0	3,8	3,9	4,1	4,1	4,1
	Femmes	Pourcentage	4,2	4,2	4,4	4,4	4,3	4,3	4,2	4,0	3,9	4,3	4,5	4,4
Chômage	Total	Millions	8,2	8,4	8,8	9,0	9,1	9,2	9,1	9,0	9,2	10,2	10,7	10,8
	Hommes	Millions	4,5	4,7	4,8	4,9	4,9	4,9	4,8	4,8	5,0	5,4	5,6	5,7
	Femmes	Millions	3,6	3,8	4,0	4,2	4,2	4,3	4,3	4,2	4,2	4,8	5,1	5,1
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						8,7	8,6	8,5	8,5	8,8	9,0	8,9
	Hommes	Pourcentage						7,0	6,9	6,8	6,8	7,1	7,2	7,1
	Femmes	Pourcentage						10,7	10,6	10,4	10,4	10,9	11,1	11,0
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						10,9	11,2	11,5	11,9	12,3	12,8	13,1
	Hommes	Millions						3,7	3,8	4,0	4,1	4,3	4,4	4,6
	Femmes	Millions						7,2	7,3	7,5	7,8	8,1	8,4	8,5
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	59,4	58,3	57,1	55,7	54,1	52,3	50,9	49,6	48,5	47,0	45,5	44,0
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	22,3	22,8	23,3	23,8	24,5	25,3	25,7	26,2	26,6	27,0	27,4	28,0
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	106,6	107,5	108,3	108,8	108,8	108,2	108,3	108,3	108,6	107,7	106,7	105,9
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	40,0	42,0	44,2	46,5	49,3	52,3	54,7	57,1	59,6	61,7	64,3	67,5
Emploi salarié	Total	Pourcentage	15,8	15,9	15,9	16,0	16,0	16,1	16,4	16,5	16,9	17,2	17,5	17,8
Employeurs	Total	Pourcentage	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,5	1,4	1,4	1,5
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	50,5	50,4	50,3	50,2	50,1	50,0	50,0	50,2	50,2	50,5	50,5	50,4
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	32,2	32,3	32,4	32,3	32,4	32,4	32,1	31,8	31,4	31,0	30,6	30,3
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	-0,2	1,5	1,6	-0,1	2,5	3,0	2,1	3,3	2,3	3,0	3,7	0,6

PAYS À FAIBLE REVENU (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	71,5	71,4	71,3	71,3	71,3	71,3	71,3	71,3	71,2	71,2	71,1	71,0
	Hommes	Pourcentage	79,6	79,4	79,2	79,0	78,9	78,8	78,7	78,7	78,6	78,6	78,6	78,5
	Femmes	Pourcentage	63,8	63,7	63,7	63,8	63,9	64,1	64,1	64,0	64,0	63,9	63,9	63,8
Population active	Total	Millions	261,9	269,1	276,5	284,7	293,5	302,4	311,7	321,2	331,1	341,2	351,6	362,3
	Hommes	Millions	143,0	146,9	150,9	155,1	159,7	164,3	169,4	174,6	180,0	185,6	191,4	197,4
	Femmes	Millions	118,9	122,2	125,7	129,6	133,8	138,1	142,3	146,6	151,1	155,6	160,2	164,9
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	68,6	68,5	68,5	68,5	68,6	68,7	68,7	68,6	68,6	68,5	68,5	68,4
	Hommes	Pourcentage	76,5	76,3	76,2	76,0	75,9	75,9	75,9	75,8	75,8	75,7	75,7	75,6
	Femmes	Pourcentage	61,0	61,0	61,2	61,2	61,4	61,7	61,7	61,6	61,6	61,5	61,4	61,4
Emploi	Total	Millions	251,2	258,3	265,9	273,8	282,2	291,4	300,2	309,4	318,9	328,6	338,5	348,8
	Hommes	Millions	137,4	141,2	145,2	149,3	153,7	158,4	163,3	168,3	173,5	178,9	184,4	190,1
	Femmes	Millions	113,8	117,1	120,7	124,5	128,5	132,9	137,0	141,1	145,4	149,7	154,1	158,7
Taux de chômage	Total	Pourcentage	4,1	4,0	3,8	3,9	3,8	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
	Hommes	Pourcentage	4,0	3,9	3,7	3,8	3,7	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,6	3,7
	Femmes	Pourcentage	4,3	4,2	3,9	4,0	3,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8	3,8
Chômage	Total	Millions	10,7	10,8	10,6	11,0	11,3	11,1	11,4	11,8	12,2	12,6	13,1	13,5
	Hommes	Millions	5,7	5,7	5,6	5,8	6,0	5,9	6,1	6,3	6,5	6,8	7,0	7,3
	Femmes	Millions	5,1	5,1	5,0	5,2	5,3	5,2	5,4	5,5	5,7	5,8	6,0	6,3
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	8,8	8,7	8,5	8,5	8,5	8,4	8,4	8,4	8,4	8,4	8,5	8,5
	Hommes	Pourcentage	7,1	7,0	6,9	6,9	6,9	6,8	6,8	6,9	6,9	6,9	6,9	7,0
	Femmes	Pourcentage	10,8	10,7	10,4	10,4	10,4	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,2	10,3
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	13,5	13,8	14,1	14,6	15,1	15,5	16,0	16,6	17,1	17,7	18,3	18,9
	Hommes	Millions	4,7	4,9	5,0	5,2	5,5	5,7	5,9	6,1	6,4	6,6	6,8	7,1
	Femmes	Millions	8,7	8,9	9,1	9,4	9,6	9,9	10,1	10,5	10,8	11,1	11,5	11,9
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	42,3	42,0	41,1	40,7	40,5	39,9	39,2	38,4	37,6	36,9	36,1	35,2
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	28,4	28,4	28,2	28,2	27,8	27,7	27,5	27,4	27,2	27,1	26,9	26,6
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	104,7	106,7	107,6	109,6	112,5	114,5	115,8	117,0	118,1	119,2	120,1	120,9
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	70,3	72,2	73,9	75,8	77,1	79,3	81,3	83,4	85,5	87,5	89,5	91,4
Emploi salarié	Total	Pourcentage	18,1	18,2	18,4	18,4	18,5	18,6	18,8	18,9	19,1	19,3	19,5	19,7
Employeurs	Total	Pourcentage	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	50,6	50,7	50,7	50,9	50,9	50,9	50,9	51,0	51,0	51,0	51,0	51,0
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	29,8	29,5	29,3	29,1	29,0	28,8	28,6	28,5	28,3	28,1	27,9	27,7
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	-1,1	1,3	2,1	-2,1	-1,4	1,1	1,8	2,0	2,3	2,3	2,3	2,5

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE INFÉRIEUR

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	59,6	59,5	59,4	59,4	59,5	59,4	59,0	58,7	58,3	57,9	57,6	57,2
	Hommes	Pourcentage	80,7	80,6	80,5	80,4	80,5	80,3	79,9	79,6	79,3	79,0	78,7	78,5
	Femmes	Pourcentage	38,1	38,1	37,9	38,0	38,1	38,2	37,6	37,5	36,9	36,5	36,1	35,5
Population active	Total	Millions	874,4	893,3	911,8	932,7	954,8	974,7	987,2	1003,8	1016,9	1030,7	1045,2	1057,9
	Hommes	Millions	597,7	610,6	623,9	637,1	651,9	664,5	675,3	686,7	697,9	709,0	720,8	732,9
	Femmes	Millions	276,8	282,6	287,9	295,6	302,9	310,2	311,8	317,1	319,0	321,7	324,4	325,0
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	56,9	56,8	56,6	56,6	56,8	56,7	56,5	56,4	56,1	55,7	55,4	55,0
	Hommes	Pourcentage	77,3	77,3	77,1	77,0	77,2	77,1	77,0	76,9	76,6	76,2	76,1	75,9
	Femmes	Pourcentage	36,1	36,0	35,8	35,8	35,9	35,9	35,5	35,5	35,1	34,7	34,4	33,8
Emploi	Total	Millions	835,2	852,8	869,3	888,9	910,6	929,7	945,5	964,0	977,9	989,9	1005,9	1017,6
	Hommes	Millions	573,0	585,5	597,5	610,3	625,7	638,3	650,9	663,5	674,6	684,5	697,4	708,3
	Femmes	Millions	262,2	267,3	271,8	278,6	284,9	291,5	294,6	300,5	303,3	305,4	308,6	309,3
Taux de chômage	Total	Pourcentage	4,5	4,5	4,7	4,7	4,6	4,6	4,2	4,0	3,8	4,0	3,8	3,8
	Hommes	Pourcentage	4,1	4,1	4,2	4,2	4,0	4,0	3,6	3,4	3,3	3,5	3,3	3,4
	Femmes	Pourcentage	5,3	5,4	5,6	5,8	5,9	6,0	5,5	5,2	4,9	5,1	4,9	4,8
Chômage	Total	Millions	39,2	40,5	42,4	43,8	44,3	45,0	41,7	39,9	39,0	40,9	39,3	40,3
	Hommes	Millions	24,7	25,1	26,4	26,8	26,3	26,3	24,4	23,2	23,3	24,6	23,5	24,6
	Femmes	Millions	14,5	15,4	16,1	17,0	18,0	18,7	17,3	16,6	15,7	16,3	15,8	15,7
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						8,4	8,0	7,7	7,7	7,9	7,7	7,8
	Hommes	Pourcentage						5,9	5,6	5,4	5,4	5,6	5,4	5,5
	Femmes	Pourcentage						13,3	12,9	12,6	12,4	12,7	12,7	12,7
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						39,8	40,4	41,1	42,5	44,0	45,0	46,1
	Hommes	Millions						13,8	14,1	14,3	15,0	15,8	16,0	16,8
	Femmes	Millions						26,0	26,3	26,8	27,4	28,2	29,0	29,3
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	34,7	33,8	32,1	30,6	29,2	27,9	27,2	25,6	24,6	22,8	21,4	18,9
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	34,3	34,5	34,4	34,3	34,4	34,5	34,3	34,0	33,9	33,4	32,4	31,9
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	289,9	288,0	279,0	272,0	265,7	259,0	256,9	246,2	240,7	225,3	214,8	192,2
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	286,2	293,9	298,7	304,5	313,0	320,1	324,0	327,8	331,5	330,8	325,5	323,9
Emploi salarié	Total	Pourcentage	26,2	26,6	26,8	26,8	27,2	27,6	28,2	28,5	28,8	29,2	29,7	30,8
Employeurs	Total	Pourcentage	1,9	2,1	2,1	2,2	2,2	2,2	2,2	2,2	2,3	2,4	2,3	2,5
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	52,2	51,6	51,4	51,1	50,7	50,4	50,6	50,8	50,9	51,0	51,0	50,3
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	19,6	19,7	19,7	20,0	19,9	19,8	19,0	18,4	17,9	17,4	17,0	16,5
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,2	2,2	2,0	4,1	5,6	4,8	5,9	5,9	3,4	4,0	5,8	4,3

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE INFÉRIEUR (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	56,8	56,8	56,8	56,7	56,6	56,6	56,5	56,5	56,4	56,3	56,2	56,1
	Hommes	Pourcentage	78,3	78,1	77,9	77,7	77,4	77,2	77,1	77,1	77,0	76,9	76,8	76,7
	Femmes	Pourcentage	34,9	35,1	35,2	35,3	35,3	35,5	35,5	35,4	35,4	35,3	35,2	35,2
Population active	Total	Millions	1070,9	1091,9	1111,7	1130,9	1148,7	1170,0	1189,4	1209,0	1228,6	1247,5	1266,7	1285,9
	Hommes	Millions	744,9	758,0	770,3	782,5	793,3	806,2	819,8	833,4	847,0	860,2	873,5	886,8
	Femmes	Millions	326,0	333,9	341,4	348,4	355,4	363,8	369,7	375,6	381,5	387,4	393,2	399,1
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	54,6	54,5	54,5	54,3	54,2	54,3	54,3	54,2	54,1	54,0	53,9	53,8
	Hommes	Pourcentage	75,6	75,3	75,2	74,9	74,6	74,5	74,5	74,4	74,3	74,2	74,1	74,0
	Femmes	Pourcentage	33,2	33,4	33,5	33,4	33,5	33,7	33,7	33,6	33,5	33,5	33,4	33,3
Emploi	Total	Millions	1029,6	1048,1	1067,7	1084,0	1101,5	1123,5	1142,1	1160,7	1179,4	1197,4	1215,6	1233,6
	Hommes	Millions	719,4	730,8	743,2	754,2	764,7	778,3	791,4	804,5	817,7	830,3	842,9	855,6
	Femmes	Millions	310,2	317,3	324,5	329,9	336,8	345,2	350,7	356,2	361,7	367,1	372,6	378,0
Taux de chômage	Total	Pourcentage	3,9	4,0	4,0	4,1	4,1	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,0	4,1
	Hommes	Pourcentage	3,4	3,6	3,5	3,6	3,6	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
	Femmes	Pourcentage	4,9	5,0	4,9	5,3	5,2	5,1	5,1	5,2	5,2	5,2	5,2	5,3
Chômage	Total	Millions	41,4	43,7	44,0	46,9	47,3	46,5	47,3	48,2	49,2	50,1	51,1	52,3
	Hommes	Millions	25,5	27,2	27,1	28,4	28,6	27,9	28,3	28,8	29,3	29,9	30,5	31,2
	Femmes	Millions	15,8	16,6	16,8	18,5	18,7	18,6	19,0	19,4	19,8	20,2	20,6	21,1
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	7,9	8,1	8,1	8,2	8,3	8,0	8,0	8,0	8,1	8,1	8,1	8,2
	Hommes	Pourcentage	5,6	5,8	5,8	5,9	5,9	5,7	5,7	5,7	5,8	5,8	5,8	5,8
	Femmes	Pourcentage	12,8	12,9	12,9	13,2	13,2	12,8	12,8	12,9	12,9	12,9	13,0	13,0
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	47,2	48,5	49,6	50,4	51,9	51,5	52,4	53,4	54,4	55,4	56,4	57,5
	Hommes	Millions	17,5	18,2	18,5	18,8	19,5	19,4	19,8	20,2	20,6	21,0	21,5	21,9
	Femmes	Millions	29,7	30,3	31,0	31,7	32,5	32,0	32,6	33,2	33,8	34,4	35,0	35,6
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	16,6	15,7	14,9	14,1	13,4	12,8	12,1	11,5	10,9	10,4	9,8	9,3
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	31,0	30,3	29,5	28,3	27,5	26,5	25,7	24,9	24,0	23,1	22,2	21,3
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	170,7	164,8	158,6	152,2	147,4	143,2	138,3	133,4	128,5	123,9	119,3	114,8
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	318,7	317,5	314,5	306,7	302,3	297,8	293,6	288,6	282,9	276,7	270,0	262,8
Emploi salarié	Total	Pourcentage	32,0	32,4	32,7	33,4	33,9	34,1	34,5	34,9	35,2	35,6	36,0	36,4
Employeurs	Total	Pourcentage	2,6	2,5	2,6	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	49,4	49,6	49,5	49,5	49,4	49,5	49,5	49,5	49,5	49,5	49,6	49,6
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	16,0	15,5	15,3	14,5	14,2	13,8	13,3	12,9	12,5	12,1	11,7	11,3
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	3,9	3,7	3,8	4,4	3,8	3,5	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,1

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE SUPÉRIEUR

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	69,9	69,4	68,9	68,3	68,0	67,7	67,3	67,0	66,8	66,6	66,1	66,0
	Hommes	Pourcentage	80,0	79,4	78,9	78,2	77,9	77,6	77,2	77,0	76,8	76,6	76,3	76,1
	Femmes	Pourcentage	59,8	59,4	59,0	58,5	58,1	57,8	57,5	57,1	56,8	56,6	56,0	55,9
Population active	Total	Millions	1168,8	1180,2	1194,8	1207,4	1223,4	1238,1	1249,5	1260,8	1271,2	1281,5	1287,0	1297,6
	Hommes	Millions	668,3	674,9	682,8	690,7	700,5	709,1	716,1	723,5	730,8	736,9	741,6	747,7
	Femmes	Millions	500,6	505,3	512,0	516,7	522,9	529,0	533,4	537,4	540,4	544,6	545,4	550,0
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	65,8	65,2	64,6	63,9	63,8	63,5	63,4	63,3	63,0	62,5	62,3	62,3
	Hommes	Pourcentage	75,3	74,6	73,9	73,1	73,0	72,8	72,7	72,7	72,5	71,8	71,7	71,7
	Femmes	Pourcentage	56,4	55,9	55,4	54,7	54,5	54,3	54,1	54,0	53,6	53,2	52,8	52,8
Emploi	Total	Millions	1100,9	1110,0	1120,2	1129,4	1147,7	1162,6	1176,7	1190,4	1200,0	1203,3	1211,7	1224,0
	Hommes	Millions	629,0	634,1	639,6	645,4	656,8	665,6	674,2	682,8	689,2	691,1	697,4	704,7
	Femmes	Millions	471,9	476,0	480,6	483,9	490,9	497,0	502,5	507,6	510,7	512,2	514,2	519,3
Taux de chômage	Total	Pourcentage	5,8	5,9	6,2	6,5	6,2	6,1	5,8	5,6	5,6	6,1	5,9	5,7
	Hommes	Pourcentage	5,9	6,1	6,3	6,6	6,2	6,1	5,9	5,6	5,7	6,2	6,0	5,8
	Femmes	Pourcentage	5,7	5,8	6,1	6,3	6,1	6,0	5,8	5,5	5,5	5,9	5,7	5,6
Chômage	Total	Millions	67,9	70,2	74,6	78,0	75,7	75,6	72,8	70,4	71,3	78,2	75,4	73,6
	Hommes	Millions	39,2	40,9	43,3	45,3	43,7	43,6	41,9	40,7	41,6	45,9	44,1	43,0
	Femmes	Millions	28,6	29,3	31,3	32,8	32,0	32,0	30,9	29,7	29,7	32,4	31,2	30,6
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						9,3	9,0	8,8	8,6	9,3	9,1	8,9
	Hommes	Pourcentage						8,4	8,1	7,9	7,8	8,5	8,3	8,1
	Femmes	Pourcentage						10,5	10,2	10,0	9,7	10,3	10,2	10,0
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						43,7	43,9	44,0	42,1	44,8	45,9	45,9
	Hommes	Millions						17,6	17,6	17,5	16,9	18,2	18,7	18,7
	Femmes	Millions						26,1	26,3	26,5	25,3	26,6	27,2	27,2
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	27,0	25,0	22,5	20,2	16,9	14,1	12,3	11,2	10,9	9,8	8,8	6,5
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	21,7	20,9	20,0	19,4	18,2	17,1	15,5	14,1	12,9	12,0	11,1	10,0
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	294,0	274,4	249,7	225,1	192,3	161,6	143,8	132,1	130,0	116,6	105,7	78,9
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	236,0	229,5	221,6	216,5	206,9	196,7	180,8	165,6	153,3	143,0	132,7	121,7
Emploi salarié	Total	Pourcentage	47,7	48,3	49,1	49,8	50,7	51,6	52,5	53,3	54,1	54,6	55,3	55,8
Employeurs	Total	Pourcentage	2,9	3,0	3,1	3,1	3,1	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,1
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	31,3	31,3	31,0	30,9	30,6	30,3	30,0	29,7	29,4	29,4	29,2	29,1
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	18,0	17,4	16,8	16,2	15,6	14,9	14,3	13,7	13,2	12,8	12,3	12,0
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	4,9	2,9	4,2	4,7	6,4	5,9	7,1	7,9	5,2	1,7	6,8	5,3

PAYS À REVENU INTERMÉDIAIRE SUPÉRIEUR (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	66,0	65,8	65,6	65,5	65,3	65,1	64,8	64,4	64,0	63,6	63,2	62,7
	Hommes	Pourcentage	76,1	75,9	75,8	75,7	75,4	75,3	75,0	74,6	74,3	73,9	73,5	73,1
	Femmes	Pourcentage	56,0	55,7	55,4	55,3	55,1	55,0	54,6	54,1	53,7	53,3	52,8	52,4
Population active	Total	Millions	1310,0	1317,3	1323,3	1332,3	1338,1	1344,8	1347,8	1349,7	1350,9	1351,9	1352,0	1351,4
	Hommes	Millions	754,5	759,4	763,9	769,2	772,7	776,8	779,7	782,0	783,9	785,5	786,4	787,0
	Femmes	Millions	555,5	557,9	559,4	563,1	565,4	568,0	568,0	567,7	567,0	566,4	565,5	564,4
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	62,3	62,1	61,9	61,7	61,4	61,2	60,9	60,5	60,2	59,8	59,4	59,0
	Hommes	Pourcentage	71,7	71,6	71,4	71,2	70,9	70,7	70,5	70,1	69,9	69,5	69,1	68,7
	Femmes	Pourcentage	52,9	52,7	52,4	52,2	51,8	51,7	51,3	50,9	50,5	50,1	49,7	49,2
Emploi	Total	Millions	1235,8	1243,3	1249,4	1255,5	1257,6	1263,9	1267,1	1268,5	1270,1	1270,7	1270,9	1270,1
	Hommes	Millions	710,8	716,1	720,4	724,2	725,9	730,0	732,9	735,0	737,1	738,4	739,4	739,8
	Femmes	Millions	525,0	527,2	529,0	531,3	531,7	534,0	534,2	533,4	533,0	532,3	531,5	530,3
Taux de chômage	Total	Pourcentage	5,7	5,6	5,6	5,8	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0
	Hommes	Pourcentage	5,8	5,7	5,7	5,8	6,1	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0
	Femmes	Pourcentage	5,5	5,5	5,4	5,6	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0	6,0
Chômage	Total	Millions	74,2	74,1	73,9	76,8	80,5	80,9	80,7	81,2	80,8	81,2	81,1	81,3
	Hommes	Millions	43,7	43,3	43,5	44,9	46,8	46,9	46,8	47,0	46,8	47,1	47,1	47,2
	Femmes	Millions	30,5	30,7	30,4	31,8	33,7	34,0	33,9	34,2	34,0	34,1	34,0	34,1
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	8,9	8,8	8,8	9,0	9,3	9,3	9,4	9,4	9,4	9,5	9,5	9,6
	Hommes	Pourcentage	8,1	8,0	8,0	8,1	8,4	8,4	8,4	8,5	8,4	8,5	8,5	8,6
	Femmes	Pourcentage	10,0	9,9	9,8	10,1	10,5	10,6	10,6	10,7	10,8	10,9	10,9	11,0
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	46,4	46,2	46,0	46,7	48,3	49,4	50,1	50,9	51,5	52,3	53,0	53,7
	Hommes	Millions	18,9	18,9	18,9	19,1	19,8	20,3	20,6	20,9	21,2	21,6	22,0	22,4
	Femmes	Millions	27,5	27,3	27,0	27,6	28,5	29,2	29,5	30,0	30,3	30,7	31,0	31,4
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	5,3	1,9	1,5	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7	0,7
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	9,0	7,6	6,3	5,4	5,0	4,6	4,4	4,1	3,9	3,7	3,5	3,3
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	65,3	23,6	18,7	12,8	11,8	11,2	10,8	10,2	9,7	9,2	8,8	8,3
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	109,9	93,0	78,5	66,7	61,9	58,1	54,8	51,8	49,0	46,3	43,9	41,6
Emploi salarié	Total	Pourcentage	56,5	57,1	57,7	58,1	58,4	58,8	59,2	59,6	60,0	60,3	60,7	61,0
Employeurs	Total	Pourcentage	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3	3,4	3,4	3,4	3,4
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	28,7	28,7	28,5	28,5	28,6	28,4	28,3	28,2	28,0	27,9	27,8	27,7
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	11,6	11,1	10,6	10,2	9,8	9,5	9,2	8,9	8,6	8,4	8,1	7,9
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	4,4	4,5	3,9	3,0	4,0	4,2	4,4	4,4	4,2	4,2	4,1	4,1

PAYS À REVENU ÉLEVÉ

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	60,6	60,4	60,3	60,3	60,3	60,5	60,6	60,7	60,8	60,6	60,4	60,2
	Hommes	Pourcentage	71,0	70,6	70,3	70,1	69,9	70,0	70,0	70,0	69,9	69,4	69,1	68,9
	Femmes	Pourcentage	50,6	50,6	50,7	50,9	51,0	51,3	51,6	51,7	52,0	52,0	51,9	51,9
Population active	Total	Millions	543,3	546,6	551,3	556,3	561,5	568,9	575,7	582,2	589,1	592,7	595,8	599,1
	Hommes	Millions	310,8	312,2	314,3	316,3	318,9	322,6	326,1	329,7	333,2	334,3	336,0	337,7
	Femmes	Millions	232,5	234,5	237,0	240,0	242,6	246,2	249,6	252,5	256,0	258,4	259,8	261,4
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	56,5	56,2	55,9	55,8	56,0	56,4	56,8	57,3	57,2	55,8	55,4	55,5
	Hommes	Pourcentage	66,5	66,0	65,3	65,1	65,1	65,5	65,9	66,2	66,0	63,8	63,4	63,5
	Femmes	Pourcentage	46,9	46,9	46,8	47,0	47,2	47,6	48,1	48,6	48,8	48,0	47,7	47,7
Emploi	Total	Millions	506,4	509,3	510,6	515,2	521,2	530,2	539,8	549,2	554,3	545,4	546,9	551,9
	Hommes	Millions	291,2	291,9	291,8	293,8	297,0	301,9	307,0	312,1	314,2	307,1	308,2	311,5
	Femmes	Millions	215,2	217,4	218,7	221,4	224,2	228,3	232,8	237,1	240,1	238,2	238,7	240,4
Taux de chômage	Total	Pourcentage	6,8	6,8	7,4	7,4	7,2	6,8	6,2	5,7	5,9	8,0	8,2	7,9
	Hommes	Pourcentage	6,3	6,5	7,2	7,1	6,8	6,4	5,9	5,3	5,7	8,1	8,3	7,7
	Femmes	Pourcentage	7,4	7,3	7,7	7,7	7,6	7,3	6,7	6,1	6,2	7,8	8,1	8,1
Chômage	Total	Millions	36,9	37,4	40,7	41,1	40,3	38,7	35,9	33,0	34,8	47,3	48,9	47,2
	Hommes	Millions	19,6	20,3	22,5	22,6	21,8	20,7	19,1	17,6	18,9	27,1	27,8	26,1
	Femmes	Millions	17,3	17,0	18,2	18,5	18,5	18,0	16,8	15,4	15,9	20,1	21,1	21,0
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						10,1	9,5	8,9	9,1	11,2	11,5	11,2
	Hommes	Pourcentage						8,7	8,1	7,6	7,9	10,5	10,7	10,2
	Femmes	Pourcentage						11,8	11,2	10,5	10,6	12,1	12,5	12,4
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						20,8	20,8	20,6	20,6	21,6	22,0	22,2
	Hommes	Millions						8,1	8,1	8,1	8,1	8,8	9,0	9,1
	Femmes	Millions						12,6	12,7	12,5	12,5	12,8	13,0	13,1
Emploi salarié	Total	Pourcentage	84,4	84,5	84,7	84,7	84,8	85,0	85,3	85,6	85,9	85,9	86,0	86,2
Employeurs	Total	Pourcentage	4,0	3,9	3,8	3,8	3,9	3,8	3,8	3,8	3,8	3,7	3,7	3,6
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	9,6	9,6	9,6	9,6	9,6	9,5	9,3	9,2	9,0	9,1	9,0	8,9
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	2,1	2,0	1,9	1,9	1,8	1,7	1,5	1,5	1,4	1,3	1,3	1,2
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,7	0,8	1,2	1,5	2,4	1,3	1,4	1,1	-0,3	-1,7	3,0	1,3

PAYS À REVENU ÉLEVÉ (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	60,3	60,3	60,3	60,3	60,5	60,6	60,5	60,3	60,1	59,9	59,7	59,5
	Hommes	Pourcentage	68,9	68,7	68,6	68,6	68,6	68,6	68,4	68,2	68,0	67,7	67,4	67,1
	Femmes	Pourcentage	52,0	52,1	52,2	52,3	52,5	52,8	52,7	52,6	52,5	52,3	52,1	52,0
Population active	Total	Millions	604,4	608,5	612,5	616,5	622,0	627,2	628,9	630,6	632,2	632,8	633,5	634,2
	Hommes	Millions	340,4	342,3	344,1	346,3	348,8	351,0	352,0	353,0	354,0	354,2	354,5	354,8
	Femmes	Millions	264,0	266,2	268,3	270,2	273,3	276,2	276,9	277,6	278,2	278,6	279,0	279,4
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	55,6	55,6	55,9	56,3	56,7	57,2	57,3	57,2	57,1	56,8	56,6	56,4
	Hommes	Pourcentage	63,6	63,5	63,8	64,2	64,5	64,9	65,0	64,9	64,7	64,4	64,1	63,8
	Femmes	Pourcentage	47,7	47,9	48,3	48,6	49,1	49,7	49,8	49,7	49,6	49,4	49,2	49,0
Emploi	Total	Millions	556,6	560,9	568,2	575,5	583,4	591,5	595,9	598,3	600,0	600,3	600,7	601,1
	Hommes	Millions	314,2	316,2	320,1	324,0	328,0	331,9	334,4	336,0	337,1	337,2	337,5	337,6
	Femmes	Millions	242,3	244,7	248,1	251,5	255,5	259,6	261,5	262,3	262,9	263,0	263,3	263,5
Taux de chômage	Total	Pourcentage	7,9	7,8	7,2	6,7	6,2	5,7	5,3	5,1	5,1	5,1	5,2	5,2
	Hommes	Pourcentage	7,7	7,6	7,0	6,4	6,0	5,4	5,0	4,8	4,8	4,8	4,8	4,8
	Femmes	Pourcentage	8,2	8,1	7,6	6,9	6,5	6,0	5,6	5,5	5,5	5,6	5,7	5,7
Chômage	Total	Millions	47,8	47,6	44,3	41,0	38,6	35,6	33,1	32,3	32,2	32,6	32,8	33,2
	Hommes	Millions	26,2	26,1	24,0	22,2	20,8	19,0	17,6	17,1	16,9	17,0	17,0	17,2
	Femmes	Millions	21,7	21,5	20,3	18,8	17,8	16,6	15,5	15,3	15,3	15,6	15,8	16,0
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	11,2	11,1	10,6	9,9	9,4	8,8	8,3	8,2	8,2	8,3	8,4	8,4
	Hommes	Pourcentage	10,1	10,0	9,5	8,9	8,4	7,8	7,4	7,2	7,1	7,2	7,2	7,3
	Femmes	Pourcentage	12,6	12,4	11,9	11,3	10,5	9,9	9,5	9,5	9,5	9,7	9,7	9,8
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	22,5	22,5	22,8	22,4	21,7	21,1	21,1	21,2	21,4	21,7	21,9	22,2
	Hommes	Millions	9,2	9,2	9,4	9,2	9,4	9,1	8,9	9,0	9,0	9,2	9,3	9,5
	Femmes	Millions	13,4	13,3	13,4	13,2	12,3	12,0	12,1	12,2	12,4	12,5	12,6	12,7
Emploi salarié	Total	Pourcentage	86,4	86,6	86,7	86,9	87,0	87,1	87,2	87,2	87,3	87,3	87,4	87,4
Employeurs	Total	Pourcentage	3,5	3,5	3,4	3,4	3,4	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3	3,3
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	8,9	8,8	8,8	8,7	8,7	8,6	8,6	8,6	8,6	8,6	8,5	8,5
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	0,5	0,7	0,8	1,1	0,3	0,8	1,8	1,8	1,5	1,7	1,7	1,7

AFRIQUE DU NORD

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	47,2	46,8	46,5	46,6	46,8	46,9	46,9	47,3	47,2	47,4	47,7	47,7
	Hommes	Pourcentage	74,1	73,3	73,2	73,2	73,2	73,2	73,1	73,1	73,4	73,4	73,9	73,9
	Femmes	Pourcentage	20,5	20,5	19,9	20,3	20,6	20,8	21,0	21,8	21,2	21,7	21,8	21,8
Population active	Total	Millions	51,8	52,9	53,9	55,6	57,2	58,7	60,1	61,9	63,0	64,7	66,3	67,6
	Hommes	Millions	40,5	41,2	42,3	43,4	44,6	45,6	46,6	47,6	48,8	49,7	51,1	52,1
	Femmes	Millions	11,3	11,6	11,6	12,1	12,6	13,1	13,5	14,3	14,3	14,9	15,2	15,5
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	39,9	39,9	39,7	39,8	40,7	40,8	41,4	42,0	42,2	42,5	42,8	42,0
	Hommes	Pourcentage	63,9	63,7	63,8	63,7	65,1	65,2	66,1	66,2	67,0	67,8	68,4	66,9
	Femmes	Pourcentage	16,2	16,4	15,7	16,1	16,4	16,6	17,0	18,1	17,6	17,5	17,5	17,4
Emploi	Total	Millions	43,9	45,1	46,0	47,4	49,7	51,1	53,1	55,0	56,4	58,0	59,5	59,6
	Hommes	Millions	34,9	35,8	36,9	37,8	39,6	40,7	42,1	43,1	44,5	46,0	47,3	47,2
	Femmes	Millions	8,9	9,3	9,2	9,6	10,1	10,4	11,0	11,9	11,8	12,0	12,3	12,4
Taux de chômage	Total	Pourcentage	15,4	14,7	14,6	14,7	13,1	12,9	11,7	11,2	10,6	10,3	10,2	11,8
	Hommes	Pourcentage	13,8	13,2	12,9	13,0	11,1	10,9	9,6	9,4	8,7	7,6	7,5	9,4
	Femmes	Pourcentage	21,0	20,2	20,9	20,7	20,2	20,0	18,9	17,0	17,0	19,3	19,5	20,0
Chômage	Total	Millions	8,0	7,8	7,9	8,2	7,5	7,6	7,0	6,9	6,7	6,7	6,8	8,0
	Hommes	Millions	5,6	5,4	5,4	5,6	4,9	5,0	4,5	4,5	4,2	3,8	3,8	4,9
	Femmes	Millions	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,5	2,4	2,4	2,9	3,0	3,1
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						21,5	20,2	19,6	19,0	18,7	18,5	20,3
	Hommes	Pourcentage						16,8	15,3	15,2	14,3	13,0	12,7	14,9
	Femmes	Pourcentage						35,8	34,7	32,3	32,7	34,8	35,1	35,6
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						6,4	6,4	6,5	6,5	6,6	6,8	7,2
	Hommes	Millions						3,2	3,1	3,2	3,2	3,1	3,1	3,4
	Femmes	Millions						3,2	3,3	3,2	3,3	3,6	3,7	3,8
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	5,4	5,0	4,6	4,3	4,3	4,4	3,9	3,5	3,1	2,8	2,5	2,5
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	17,9	17,7	17,4	17,7	18,3	18,2	17,4	17,0	16,2	15,2	14,4	14,1
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	2,3	2,2	2,1	2,0	2,1	2,2	2,0	1,9	1,8	1,6	1,5	1,5
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	7,8	8,0	8,0	8,4	9,1	9,3	9,2	9,3	9,1	8,8	8,5	8,4
Emploi salarié	Total	Pourcentage	57,0	57,7	57,4	56,7	56,0	57,7	59,6	58,6	59,2	59,4	60,2	59,9
Employeurs	Total	Pourcentage	9,8	10,1	9,8	10,0	9,7	8,6	8,0	8,3	8,7	8,8	8,7	8,8
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	18,1	18,2	18,6	18,6	18,8	18,9	18,5	19,2	18,8	18,9	19,5	19,9
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	15,1	13,9	14,2	14,7	15,6	14,9	13,9	13,8	13,2	12,9	11,6	11,4
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,8	0,7	1,1	2,7	-0,4	2,6	1,8	2,2	2,7	0,3	1,7	-4,2

AFRIQUE DU NORD (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	47,8	48,1	47,6	46,8	46,5	46,3	46,3	46,3	46,2	46,1	46,0	45,9
	Hommes	Pourcentage	73,8	74,0	73,1	72,0	71,5	71,3	71,2	71,1	71,0	70,8	70,7	70,4
	Femmes	Pourcentage	22,0	22,6	22,3	21,7	21,7	21,6	21,6	21,6	21,6	21,6	21,6	21,6
Population active	Total	Millions	69,0	70,7	71,2	71,2	72,1	73,1	74,5	75,9	77,1	78,6	79,9	81,1
	Hommes	Millions	53,0	54,0	54,4	54,6	55,1	56,0	57,0	58,1	59,0	60,1	61,1	62,0
	Femmes	Millions	16,0	16,7	16,8	16,7	16,9	17,1	17,4	17,8	18,1	18,5	18,8	19,2
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	41,9	42,2	41,7	41,0	41,0	40,8	40,8	40,8	40,8	40,7	40,7	40,5
	Hommes	Pourcentage	66,6	66,7	65,9	65,0	65,0	64,7	64,8	64,7	64,6	64,5	64,3	64,0
	Femmes	Pourcentage	17,5	18,0	17,8	17,2	17,2	17,1	17,1	17,1	17,2	17,2	17,2	17,2
Emploi	Total	Millions	60,5	62,0	62,4	62,4	63,5	64,4	65,7	66,9	68,1	69,4	70,5	71,6
	Hommes	Millions	47,8	48,8	49,1	49,3	50,1	50,8	51,9	52,8	53,7	54,7	55,5	56,3
	Femmes	Millions	12,7	13,3	13,4	13,2	13,4	13,5	13,8	14,1	14,4	14,7	15,0	15,3
Taux de chômage	Total	Pourcentage	12,3	12,3	12,3	12,4	11,9	11,9	11,8	11,8	11,7	11,7	11,7	11,7
	Hommes	Pourcentage	9,8	9,8	9,8	9,8	9,2	9,2	9,1	9,1	9,0	9,0	9,1	9,1
	Femmes	Pourcentage	20,5	20,3	20,3	20,9	20,8	20,8	20,8	20,8	20,6	20,3	20,3	20,2
Chômage	Total	Millions	8,5	8,7	8,8	8,8	8,6	8,7	8,8	9,0	9,1	9,2	9,3	9,5
	Hommes	Millions	5,2	5,3	5,4	5,3	5,1	5,1	5,2	5,3	5,3	5,4	5,5	5,6
	Femmes	Millions	3,3	3,4	3,4	3,5	3,5	3,6	3,6	3,7	3,7	3,8	3,8	3,9
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	20,7	20,7	20,8	20,9	20,5	20,5	20,4	20,4	20,3	20,2	20,3	20,3
	Hommes	Pourcentage	15,4	15,4	15,5	15,6	15,0	15,0	14,9	14,8	14,8	14,8	14,8	14,8
	Femmes	Pourcentage	36,0	35,5	35,4	36,0	35,8	35,9	35,9	35,9	35,8	35,6	35,5	35,5
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	7,4	7,5	7,6	7,7	7,7	7,9	8,0	8,1	8,3	8,4	8,6	8,7
	Hommes	Millions	3,5	3,6	3,7	3,8	3,8	3,8	3,9	3,9	4,0	4,1	4,1	4,2
	Femmes	Millions	3,9	3,9	3,9	3,9	4,0	4,0	4,1	4,2	4,3	4,4	4,5	4,5
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	2,2	2,0	1,7	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3	1,3	1,2	1,1	1,1
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	12,9	12,4	11,3	9,9	9,7	9,5	9,3	9,0	8,8	8,4	8,2	8,0
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	1,3	1,3	1,1	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	7,8	7,6	7,0	6,1	6,2	6,1	6,1	6,0	5,9	5,8	5,8	5,7
Emploi salarié	Total	Pourcentage	60,7	60,5	60,4	61,2	64,1	63,7	63,9	64,0	64,2	64,4	64,6	64,7
Employeurs	Total	Pourcentage	9,0	7,7	8,3	7,5	6,9	6,9	7,0	7,0	7,1	7,1	7,2	7,2
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	19,6	20,4	19,7	19,5	19,1	19,4	19,4	19,3	19,3	19,3	19,2	19,2
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	10,7	11,3	11,6	11,8	9,9	10,0	9,8	9,6	9,4	9,2	9,0	8,8
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	5,5	-0,9	0,7	3,5	1,5	2,9	2,2	2,3	2,5	2,3	2,6	2,6

AFRIQUE SUBSAHARIENNE

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	69,5	69,5	69,5	69,3	69,1	69,2	69,2	69,1	69,0	68,6	68,3	68,1
	Hommes	Pourcentage	75,9	75,9	75,8	75,6	75,3	75,3	75,2	75,0	74,9	74,5	74,1	73,8
	Femmes	Pourcentage	63,4	63,4	63,4	63,3	63,2	63,4	63,5	63,3	63,2	63,0	62,7	62,6
Population active	Total	Millions	249,5	256,1	263,2	269,9	276,8	285,2	293,1	300,6	308,9	316,5	324,3	333,0
	Hommes	Millions	133,9	137,4	141,1	144,7	148,3	152,6	156,6	160,6	165,0	169,1	173,2	177,7
	Femmes	Millions	115,6	118,7	122,0	125,2	128,5	132,6	136,5	140,0	143,8	147,4	151,1	155,3
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	64,4	64,4	64,2	64,2	64,3	64,5	64,7	64,9	65,1	64,5	64,1	64,1
	Hommes	Pourcentage	70,7	70,6	70,5	70,4	70,4	70,6	70,8	70,8	70,9	70,2	69,8	69,6
	Femmes	Pourcentage	58,3	58,3	58,1	58,1	58,3	58,6	58,9	59,2	59,5	59,0	58,6	58,7
Emploi	Total	Millions	231,0	237,2	243,1	249,9	257,3	265,7	274,1	282,5	291,6	297,5	304,4	313,1
	Hommes	Millions	124,7	127,9	131,3	134,9	138,7	143,0	147,4	151,7	156,3	159,3	163,1	167,6
	Femmes	Millions	106,3	109,2	111,8	115,0	118,6	122,6	126,7	130,8	135,3	138,1	141,3	145,5
Taux de chômage	Total	Pourcentage	7,4	7,4	7,6	7,4	7,0	6,8	6,5	6,0	5,6	6,0	6,1	6,0
	Hommes	Pourcentage	6,9	6,9	7,0	6,8	6,5	6,2	5,9	5,5	5,3	5,8	5,8	5,7
	Femmes	Pourcentage	8,0	8,0	8,4	8,2	7,7	7,5	7,2	6,6	6,0	6,3	6,5	6,3
Chômage	Total	Millions	18,5	19,0	20,1	20,1	19,5	19,5	19,0	18,1	17,3	19,0	19,9	19,9
	Hommes	Millions	9,2	9,5	9,8	9,9	9,6	9,5	9,2	8,9	8,7	9,7	10,1	10,1
	Femmes	Millions	9,2	9,5	10,2	10,2	9,9	10,0	9,8	9,2	8,6	9,3	9,8	9,8
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						12,4	12,0	11,5	10,4	11,0	11,3	11,1
	Hommes	Pourcentage						10,2	9,8	9,4	8,6	9,2	9,4	9,3
	Femmes	Pourcentage						14,9	14,5	13,9	12,4	12,9	13,3	13,2
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						18,3	18,5	18,7	16,5	17,7	18,8	19,4
	Hommes	Millions						6,7	6,8	6,8	6,0	6,4	6,9	7,1
	Femmes	Millions						11,5	11,7	11,9	10,6	11,3	12,0	12,3
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	55,3	54,3	53,5	52,3	50,7	49,5	48,5	47,6	46,9	46,0	45,1	43,8
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	21,3	21,9	22,5	23,2	23,8	24,1	24,3	24,5	24,6	24,8	25,0	25,3
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	126,3	127,2	128,5	129,2	129,0	129,9	131,3	132,8	134,9	135,1	135,6	135,3
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	48,6	51,3	54,2	57,2	60,5	63,3	65,8	68,3	70,9	72,8	75,1	78,2
Emploi salarié	Total	Pourcentage	19,6	19,4	19,4	19,4	19,6	19,7	20,0	20,3	20,8	20,9	21,0	21,3
Employeurs	Total	Pourcentage	2,2	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	50,8	51,0	50,9	50,9	50,8	50,7	50,7	50,7	50,7	51,0	51,1	51,1
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	27,4	27,4	27,4	27,4	27,3	27,2	27,0	26,7	26,2	25,9	25,6	25,3
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	0,5	1,3	1,1	2,0	9,3	2,2	3,5	3,7	2,1	1,3	3,4	2,2

AFRIQUE SUBSAHARIENNE (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	68,0	68,0	67,8	67,9	67,9	68,0	68,0	68,0	68,0	68,0	67,9	67,9
	Hommes	Pourcentage	73,6	73,5	73,3	73,2	73,1	73,1	73,0	73,0	73,0	72,9	72,9	72,9
	Femmes	Pourcentage	62,5	62,6	62,6	62,7	62,8	63,0	63,0	63,1	63,1	63,1	63,1	63,1
Population active	Total	Millions	342,2	352,3	362,5	373,9	385,3	397,5	409,8	422,5	435,6	448,8	462,4	476,4
	Hommes	Millions	182,6	187,8	193,1	198,9	204,8	210,9	217,4	224,1	231,0	238,0	245,2	252,6
	Femmes	Millions	159,6	164,6	169,5	175,0	180,6	186,7	192,4	198,4	204,6	210,8	217,2	223,8
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	64,0	64,1	64,0	63,9	63,8	63,9	64,0	63,9	63,9	63,9	63,9	63,9
	Hommes	Pourcentage	69,5	69,4	69,3	69,1	68,9	68,9	68,9	68,9	68,9	68,9	68,8	68,8
	Femmes	Pourcentage	58,7	58,8	58,8	58,8	58,8	59,1	59,1	59,1	59,1	59,1	59,1	59,1
Emploi	Total	Millions	322,3	332,2	341,9	352,0	362,0	374,0	385,6	397,5	409,8	422,1	434,9	448,0
	Hommes	Millions	172,4	177,5	182,6	187,8	193,0	199,0	205,2	211,5	218,0	224,6	231,4	238,4
	Femmes	Millions	149,9	154,7	159,3	164,2	169,0	175,0	180,4	186,0	191,7	197,5	203,5	209,6
Taux de chômage	Total	Pourcentage	5,8	5,7	5,7	5,9	6,1	5,9	5,9	5,9	5,9	6,0	5,9	6,0
	Hommes	Pourcentage	5,6	5,5	5,4	5,6	5,8	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6
	Femmes	Pourcentage	6,1	6,0	6,0	6,2	6,4	6,3	6,2	6,3	6,3	6,3	6,3	6,3
Chômage	Total	Millions	19,9	20,1	20,6	22,0	23,3	23,6	24,2	25,0	25,9	26,7	27,5	28,4
	Hommes	Millions	10,2	10,3	10,5	11,1	11,8	11,9	12,2	12,6	13,0	13,4	13,8	14,2
	Femmes	Millions	9,7	9,9	10,1	10,8	11,6	11,7	12,0	12,4	12,9	13,3	13,7	14,2
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	11,0	10,9	10,8	10,9	11,1	10,9	10,9	10,9	11,0	11,0	11,0	11,0
	Hommes	Pourcentage	9,2	9,2	9,1	9,2	9,4	9,3	9,2	9,3	9,3	9,3	9,3	9,3
	Femmes	Pourcentage	12,9	12,7	12,6	12,8	13,0	12,8	12,7	12,8	12,8	12,8	12,8	12,8
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	19,8	20,3	20,7	21,2	21,8	22,4	23,0	23,8	24,5	25,3	26,1	26,9
	Hommes	Millions	7,3	7,6	7,8	7,9	8,2	8,4	8,7	9,0	9,3	9,6	9,9	10,2
	Femmes	Millions	12,5	12,7	12,9	13,2	13,6	13,9	14,3	14,8	15,3	15,7	16,2	16,7
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	42,3	41,7	40,8	40,1	39,7	39,2	38,5	37,8	37,1	36,3	35,6	34,8
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	25,5	25,5	25,3	25,2	24,9	24,9	24,8	24,7	24,6	24,5	24,3	24,1
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	134,5	136,6	137,6	139,1	141,8	144,4	146,3	148,1	149,8	151,3	152,7	154,0
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	81,1	83,4	85,5	87,4	89,0	91,7	94,3	96,8	99,4	101,8	104,2	106,6
Emploi salarié	Total	Pourcentage	21,6	21,9	22,1	22,3	22,4	22,5	22,6	22,7	22,9	23,0	23,2	23,3
Employeurs	Total	Pourcentage	2,4	2,4	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,5	2,6	2,6	2,6	2,6
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	51,2	51,3	51,3	51,4	51,4	51,4	51,4	51,4	51,5	51,5	51,5	51,5
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	24,8	24,3	24,1	23,8	23,7	23,6	23,4	23,3	23,1	22,9	22,7	22,6
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	1,0	2,0	2,1	0,3	-1,4	-0,4	0,6	0,9	1,2	1,3	1,4	1,5

AMÉRIQUE DU NORD

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	66,3	66,0	65,8	65,5	65,2	65,2	65,3	65,2	65,2	64,6	63,9	63,4
	Hommes	Pourcentage	74,0	73,5	73,1	72,6	72,3	72,2	72,3	72,1	71,9	70,9	70,1	69,6
	Femmes	Pourcentage	59,0	58,8	58,7	58,7	58,5	58,5	58,6	58,6	58,8	58,5	58,0	57,4
Population active	Total	Millions	162,9	164,1	165,4	166,5	167,7	169,6	171,7	173,3	175,4	175,6	175,7	176,0
	Hommes	Millions	88,7	89,2	89,8	90,1	90,8	91,9	92,9	93,7	94,6	94,4	94,4	94,7
	Femmes	Millions	74,2	74,9	75,6	76,4	76,8	77,8	78,7	79,6	80,8	81,2	81,3	81,3
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	63,5	62,7	61,8	61,5	61,5	61,8	62,2	62,1	61,4	58,7	57,9	57,8
	Hommes	Pourcentage	70,9	69,8	68,6	67,9	68,1	68,4	68,8	68,5	67,5	63,6	62,9	63,1
	Femmes	Pourcentage	56,4	56,0	55,4	55,3	55,2	55,4	55,8	55,9	55,6	53,9	53,0	52,6
Emploi	Total	Millions	155,9	156,0	155,5	156,2	158,1	160,7	163,4	165,0	165,2	159,6	159,0	160,5
	Hommes	Millions	84,9	84,7	84,3	84,3	85,6	87,0	88,5	89,1	88,8	84,8	84,6	86,0
	Femmes	Millions	71,0	71,3	71,3	71,9	72,6	73,7	74,9	75,9	76,4	74,8	74,4	74,6
Taux de chômage	Total	Pourcentage	4,3	5,0	6,0	6,2	5,7	5,3	4,8	4,8	5,8	9,2	9,5	8,8
	Hommes	Pourcentage	4,2	5,1	6,2	6,4	5,8	5,3	4,8	4,9	6,1	10,2	10,3	9,2
	Femmes	Pourcentage	4,4	4,9	5,8	5,8	5,6	5,2	4,8	4,6	5,4	7,9	8,5	8,3
Chômage	Total	Millions	7,0	8,2	9,9	10,2	9,6	8,9	8,2	8,3	10,2	16,1	16,6	15,5
	Hommes	Millions	3,7	4,5	5,5	5,8	5,3	4,8	4,5	4,6	5,8	9,6	9,7	8,7
	Femmes	Millions	3,2	3,7	4,4	4,4	4,3	4,1	3,8	3,7	4,4	6,5	6,9	6,7
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						6,2	5,7	5,6	6,7	10,3	10,7	10,0
	Hommes	Pourcentage						6,1	5,6	5,7	7,0	11,3	11,5	10,4
	Femmes	Pourcentage						6,3	5,8	5,5	6,4	9,1	9,7	9,6
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						1,7	1,6	1,5	1,7	2,2	2,4	2,4
	Hommes	Millions						0,8	0,8	0,8	0,9	1,2	1,3	1,3
	Femmes	Millions						0,9	0,8	0,8	0,9	1,0	1,1	1,2
Emploi salarié	Total	Pourcentage	2,5	1,0	2,2	2,3	2,5	1,7	1,0	0,8	-0,3	0,6	2,9	0,8
Employeurs	Total	Pourcentage	91,6	91,8	91,9	91,6	91,6	91,7	91,8	91,9	92,1	91,9	92,0	92,2
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,3	3,2	3,1	3,1	3,1	3,1	3,0
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	5,0	4,9	4,9	5,0	5,0	5,0	4,9	4,9	4,8	4,9	4,8	4,7
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

AMÉRIQUE DU NORD (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	63,2	62,9	62,6	62,4	62,5	62,6	62,4	62,1	61,8	61,5	61,2	61,0
	Hommes	Pourcentage	69,5	69,2	68,7	68,6	68,7	68,6	68,4	68,1	67,8	67,5	67,2	66,9
	Femmes	Pourcentage	57,2	56,9	56,6	56,3	56,5	56,8	56,5	56,3	56,0	55,8	55,5	55,2
Population active	Total	Millions	177,4	178,2	179,0	180,1	182,1	184,0	184,7	185,4	186,2	186,8	187,5	188,2
	Hommes	Millions	95,6	96,2	96,5	97,3	98,4	99,1	99,5	100,0	100,5	100,8	101,2	101,7
	Femmes	Millions	81,8	82,1	82,5	82,8	83,8	84,9	85,2	85,5	85,8	86,0	86,3	86,6
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	58,2	58,3	58,7	59,0	59,3	59,8	59,8	59,5	59,2	58,8	58,5	58,2
	Hommes	Pourcentage	63,8	63,9	64,4	64,8	65,1	65,5	65,4	65,2	64,9	64,5	64,2	63,9
	Femmes	Pourcentage	52,8	52,9	53,2	53,4	53,7	54,3	54,3	54,0	53,7	53,3	53,0	52,7
Emploi	Total	Millions	163,3	165,1	167,8	170,3	172,8	175,6	177,1	177,8	178,3	178,6	179,2	179,7
	Hommes	Millions	87,8	88,8	90,3	91,9	93,2	94,5	95,3	95,8	96,1	96,3	96,7	97,1
	Femmes	Millions	75,5	76,3	77,5	78,4	79,6	81,1	81,8	82,0	82,2	82,2	82,4	82,7
Taux de chômage	Total	Pourcentage	8,0	7,3	6,2	5,5	5,1	4,6	4,2	4,1	4,3	4,4	4,4	4,5
	Hommes	Pourcentage	8,2	7,6	6,4	5,6	5,2	4,7	4,3	4,2	4,3	4,4	4,4	4,5
	Femmes	Pourcentage	7,8	7,0	6,1	5,3	5,0	4,5	4,0	4,0	4,2	4,4	4,4	4,5
Chômage	Total	Millions	14,2	13,1	11,2	9,8	9,3	8,4	7,7	7,6	7,9	8,2	8,3	8,5
	Hommes	Millions	7,8	7,3	6,2	5,4	5,1	4,6	4,3	4,2	4,4	4,5	4,5	4,6
	Femmes	Millions	6,4	5,8	5,0	4,4	4,1	3,8	3,4	3,4	3,6	3,7	3,8	3,9
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	9,3	8,6	7,4	6,5	6,1	5,5	5,0	5,0	5,2	5,4	5,5	5,6
	Hommes	Pourcentage	9,4	8,8	7,5	6,6	6,2	5,5	5,1	5,0	5,2	5,3	5,3	5,4
	Femmes	Pourcentage	9,1	8,3	7,3	6,4	6,0	5,4	5,0	5,1	5,3	5,5	5,6	5,8
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	2,5	2,4	2,3	2,1	1,9	1,7	1,7	1,8	1,9	2,0	2,1	2,2
	Hommes	Millions	1,3	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,8	0,9	0,9	0,9	1,0
	Femmes	Millions	1,2	1,2	1,1	1,0	0,9	0,8	0,9	0,9	1,0	1,1	1,1	1,2
Emploi salarié	Total	Pourcentage	0,5	0,6	1,0	1,2	0,0	0,7	2,0	1,9	1,3	1,5	1,4	1,5
Employeurs	Total	Pourcentage	92,3	92,4	92,6	92,6	92,7	92,8	92,8	92,9	92,9	92,9	92,9	92,9
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	2,9	2,9	2,8	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6	2,6
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	4,7	4,6	4,5	4,5	4,5	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	63,1	63,2	63,5	63,5	64,2	64,4	64,5	64,4	64,4	64,7	64,3	64,0
	Hommes	Pourcentage	79,6	79,3	79,2	78,9	79,2	79,0	79,1	78,8	78,7	78,7	78,3	77,9
	Femmes	Pourcentage	47,3	47,8	48,5	48,8	49,8	50,3	50,6	50,6	50,8	51,4	50,9	50,6
Population active	Total	Millions	224,4	229,4	235,1	239,9	247,1	252,5	258,2	262,7	267,8	273,9	277,2	280,7
	Hommes	Millions	138,4	140,7	143,4	145,7	149,0	151,7	154,6	157,1	160,0	162,8	165,0	167,2
	Femmes	Millions	86,0	88,7	91,7	94,1	98,0	100,9	103,6	105,5	107,8	111,1	112,2	113,5
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	57,3	57,7	57,7	57,8	58,8	59,2	59,8	60,0	60,3	59,8	59,8	59,8
	Hommes	Pourcentage	73,4	73,4	73,0	73,1	73,8	73,9	74,4	74,4	74,6	73,7	73,7	73,7
	Femmes	Pourcentage	41,9	42,7	43,1	43,3	44,4	45,2	45,9	46,2	46,5	46,5	46,5	46,5
Emploi	Total	Millions	203,8	209,4	213,7	218,4	226,3	232,5	239,4	244,6	250,4	253,1	257,7	262,4
	Hommes	Millions	127,7	130,3	132,2	134,9	138,9	141,8	145,6	148,4	151,6	152,5	155,3	158,1
	Femmes	Millions	76,1	79,1	81,5	83,5	87,4	90,7	93,9	96,2	98,8	100,6	102,4	104,3
Taux de chômage	Total	Pourcentage	9,2	8,7	9,1	8,9	8,4	7,9	7,3	6,9	6,5	7,6	7,0	6,5
	Hommes	Pourcentage	7,7	7,4	7,8	7,4	6,8	6,5	5,9	5,5	5,3	6,3	5,9	5,4
	Femmes	Pourcentage	11,5	10,8	11,1	11,3	10,9	10,1	9,3	8,9	8,3	9,4	8,7	8,1
Chômage	Total	Millions	20,6	20,0	21,4	21,4	20,8	20,1	18,8	18,1	17,4	20,8	19,5	18,3
	Hommes	Millions	10,7	10,5	11,2	10,8	10,1	9,8	9,1	8,7	8,4	10,3	9,7	9,0
	Femmes	Millions	9,9	9,6	10,2	10,6	10,6	10,2	9,7	9,4	9,0	10,5	9,8	9,2
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						12,5	11,8	11,4	11,0	12,2	11,6	11,1
	Hommes	Pourcentage						9,2	8,6	8,2	7,9	9,1	8,6	8,2
	Femmes	Pourcentage						17,3	16,4	15,9	15,4	16,5	15,8	15,1
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						13,3	13,3	13,5	13,6	14,3	14,3	14,4
	Hommes	Millions						4,5	4,5	4,6	4,6	4,9	5,0	5,0
	Femmes	Millions						8,7	8,8	8,9	9,0	9,4	9,4	9,4
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	8,9	8,6	8,3	7,6	6,8	6,6	5,2	4,6	4,2	3,9	3,5	3,2
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	10,9	11,0	11,1	10,5	9,6	9,2	7,9	7,3	6,9	6,7	6,4	5,9
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	18,0	18,1	17,8	16,7	15,3	15,2	12,4	11,2	10,5	9,9	9,0	8,4
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	22,3	23,0	23,8	23,0	21,8	21,5	18,9	17,9	17,1	16,9	16,5	15,5
Emploi salarié	Total	Pourcentage	60,0	59,8	59,7	59,6	60,1	60,6	61,3	62,1	62,7	62,4	62,7	63,0
Employeurs	Total	Pourcentage	4,3	4,4	4,4	4,3	4,4	4,6	4,6	4,4	4,6	4,5	4,3	4,1
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	28,4	28,7	29,0	29,1	28,7	28,3	27,8	27,6	27,3	27,7	27,7	27,9
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	7,2	7,1	6,9	6,9	6,7	6,6	6,2	5,9	5,4	5,4	5,2	5,0
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	1,5	-2,0	-1,8	-0,3	2,5	1,4	2,2	3,2	1,5	-3,1	4,0	2,6

AMÉRIQUE LATINE ET CARAÏBES (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	64,5	64,3	64,0	64,1	64,0	64,1	64,1	64,0	64,0	63,9	63,8	63,8
	Hommes	Pourcentage	78,2	77,9	77,7	77,5	77,2	77,1	77,0	76,9	76,8	76,7	76,6	76,5
	Femmes	Pourcentage	51,4	51,3	51,0	51,2	51,4	51,7	51,7	51,7	51,6	51,6	51,6	51,6
Population active	Total	Millions	288,0	291,9	295,5	300,6	304,9	309,9	314,2	318,4	322,5	326,4	330,1	333,7
	Hommes	Millions	170,7	172,9	175,3	177,9	179,8	182,3	184,7	187,1	189,4	191,6	193,7	195,8
	Femmes	Millions	117,3	119,0	120,3	122,8	125,1	127,6	129,5	131,3	133,0	134,7	136,4	138,0
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	60,4	60,2	60,1	59,8	59,0	58,9	58,9	58,9	59,0	59,0	58,9	58,9
	Hommes	Pourcentage	73,9	73,7	73,5	73,1	72,0	71,7	71,7	71,7	71,7	71,7	71,6	71,5
	Femmes	Pourcentage	47,4	47,3	47,2	47,1	46,7	46,7	46,7	46,7	46,7	46,7	46,8	46,8
Emploi	Total	Millions	269,5	273,4	277,4	280,7	281,2	285,0	289,0	292,9	297,2	301,2	304,8	308,3
	Hommes	Millions	161,4	163,5	166,0	167,7	167,6	169,5	171,9	174,3	176,8	179,1	181,0	183,0
	Femmes	Millions	108,1	109,9	111,5	113,0	113,6	115,4	117,1	118,6	120,4	122,1	123,8	125,2
Taux de chômage	Total	Pourcentage	6,4	6,3	6,1	6,6	7,8	8,1	8,0	8,0	7,8	7,7	7,7	7,6
	Hommes	Pourcentage	5,4	5,4	5,3	5,7	6,8	7,0	7,0	6,9	6,7	6,6	6,6	6,5
	Femmes	Pourcentage	7,8	7,7	7,3	8,0	9,2	9,6	9,6	9,7	9,5	9,4	9,3	9,2
Chômage	Total	Millions	18,4	18,5	18,1	19,9	23,7	25,0	25,3	25,5	25,3	25,2	25,3	25,5
	Hommes	Millions	9,3	9,3	9,3	10,2	12,2	12,7	12,9	12,8	12,6	12,6	12,7	12,8
	Femmes	Millions	9,2	9,1	8,8	9,8	11,5	12,2	12,4	12,7	12,6	12,6	12,6	12,7
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	10,9	10,6	10,2	10,8	12,2	12,7	12,7	12,6	12,4	12,3	12,3	12,2
	Hommes	Pourcentage	8,2	8,0	7,9	8,3	9,6	10,0	10,0	9,9	9,6	9,6	9,6	9,5
	Femmes	Pourcentage	14,7	14,1	13,5	14,2	15,7	16,3	16,3	16,4	16,2	16,1	15,9	15,9
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	14,6	13,9	13,6	14,0	15,3	16,5	16,7	16,8	16,9	17,1	17,3	17,5
	Hommes	Millions	5,1	5,0	4,9	5,1	5,6	6,2	6,2	6,3	6,3	6,3	6,4	6,5
	Femmes	Millions	9,5	9,0	8,7	8,9	9,7	10,3	10,4	10,6	10,7	10,8	10,9	11,0
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	2,8	2,6	2,4	2,3	2,3	2,3	2,2	2,2	2,1	2,0	1,9	1,8
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	5,5	5,1	4,9	4,9	4,8	4,7	4,5	4,4	4,2	4,1	3,9	3,8
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	7,6	7,2	6,7	6,5	6,4	6,5	6,5	6,3	6,1	5,9	5,8	5,6
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	14,9	13,8	13,5	13,7	13,4	13,3	13,1	12,8	12,6	12,3	12,0	11,7
Emploi salarié	Total	Pourcentage	63,7	63,8	64,1	63,7	63,4	63,0	63,1	63,2	63,3	63,3	63,4	63,5
Employeurs	Total	Pourcentage	4,3	4,2	4,1	4,1	4,2	4,3	4,3	4,3	4,3	4,4	4,4	4,4
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	27,0	27,2	27,1	27,6	28,0	28,3	28,3	28,2	28,2	28,1	28,1	28,1
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	5,0	4,8	4,7	4,6	4,4	4,4	4,3	4,3	4,2	4,2	4,1	4,1
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	0,2	1,4	-0,2	-1,0	-0,7	-0,1	0,7	1,5	1,6	1,5	1,5	1,5

ÉTATS ARABES

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	48,8	48,4	48,3	48,3	48,3	48,3	48,4	48,7	49,0	49,2	49,7	50,0
	Hommes	Pourcentage	76,3	75,9	75,5	75,3	75,1	75,0	74,8	74,8	75,1	75,3	75,8	76,1
	Femmes	Pourcentage	17,3	17,0	16,9	17,0	16,8	16,7	16,8	16,9	16,9	16,7	17,0	17,2
Population active	Total	Millions	28,5	29,3	30,3	31,4	32,7	34,1	35,8	37,8	39,9	41,8	44,0	45,9
	Hommes	Millions	23,7	24,5	25,3	26,3	27,4	28,7	30,2	31,8	33,7	35,5	37,3	38,8
	Femmes	Millions	4,7	4,8	4,9	5,1	5,2	5,4	5,7	5,9	6,2	6,3	6,7	7,0
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	44,9	44,3	44,0	44,2	44,1	44,4	44,6	45,0	45,3	45,6	46,0	46,4
	Hommes	Pourcentage	70,8	70,0	69,3	69,4	69,3	69,5	69,6	70,0	70,3	70,7	71,2	71,6
	Femmes	Pourcentage	15,5	15,0	14,8	14,9	14,7	14,5	14,6	14,7	14,7	14,4	14,6	14,7
Emploi	Total	Millions	26,2	26,8	27,6	28,8	29,9	31,3	33,0	34,9	36,9	38,7	40,8	42,6
	Hommes	Millions	22,0	22,6	23,3	24,3	25,3	26,6	28,1	29,8	31,5	33,3	35,0	36,6
	Femmes	Millions	4,2	4,2	4,3	4,5	4,6	4,7	4,9	5,1	5,4	5,5	5,7	6,0
Taux de chômage	Total	Pourcentage	7,8	8,5	8,9	8,5	8,5	8,2	7,9	7,5	7,5	7,3	7,3	7,2
	Hommes	Pourcentage	7,2	7,8	8,1	7,8	7,7	7,3	6,9	6,4	6,5	6,2	6,1	5,9
	Femmes	Pourcentage	10,8	12,1	12,6	12,2	12,9	13,3	13,1	13,2	13,2	13,8	14,1	14,6
Chômage	Total	Millions	2,2	2,5	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,8	3,0	3,1	3,2	3,3
	Hommes	Millions	1,7	1,9	2,1	2,1	2,1	2,1	2,1	2,0	2,2	2,2	2,3	2,3
	Femmes	Millions	0,5	0,6	0,6	0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	0,8	0,9	0,9	1,0
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						15,4	15,0	14,5	14,5	14,3	14,2	14,0
	Hommes	Pourcentage						11,7	11,2	10,6	10,6	10,2	9,9	9,6
	Femmes	Pourcentage						31,9	31,6	31,6	31,8	32,9	33,3	33,9
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						2,9	3,0	3,1	3,3	3,4	3,5	3,7
	Hommes	Millions						1,4	1,5	1,5	1,6	1,6	1,6	1,6
	Femmes	Millions						1,5	1,5	1,6	1,7	1,8	1,9	2,0
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	1,0	0,8	0,8	1,0	0,8	1,0	0,9	0,8	0,8	0,8	0,8	2,0
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	8,0	7,6	7,6	9,1	7,2	7,4	7,1	7,0	6,8	6,9	6,9	7,7
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	0,3	0,2	0,2	0,3	0,2	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,3	0,8
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	2,1	2,0	2,1	2,6	2,2	2,3	2,3	2,4	2,5	2,7	2,8	3,3
Emploi salarié	Total	Pourcentage	73,2	73,3	73,6	73,4	74,4	75,2	75,9	76,2	78,2	78,7	79,7	80,2
Employeurs	Total	Pourcentage	4,3	4,3	4,3	4,4	4,3	4,3	4,4	4,3	4,1	3,7	3,6	3,6
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	16,6	16,7	16,8	17,1	16,6	16,1	15,6	15,5	14,3	14,6	13,9	13,5
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	5,8	5,7	5,4	5,2	4,7	4,4	4,1	4,0	3,5	3,0	2,8	2,7
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	1,9	-1,4	-3,7	-0,8	8,0	0,9	1,0	-2,1	0,6	-5,1	-0,2	2,7

ÉTATS ARABES (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	50,3	50,4	50,6	51,0	51,0	51,2	51,2	51,2	51,2	50,9	50,6	50,4
	Hommes	Pourcentage	76,4	76,7	76,9	77,2	77,0	77,2	77,2	77,2	77,3	77,0	76,7	76,5
	Femmes	Pourcentage	17,4	17,3	17,5	18,0	18,2	18,4	18,3	18,3	18,2	18,1	18,0	17,9
Population active	Total	Millions	47,6	49,2	50,8	52,5	53,9	55,5	56,9	58,3	59,7	60,8	62,0	63,3
	Hommes	Millions	40,3	41,7	43,0	44,3	45,4	46,7	47,9	49,1	50,3	51,3	52,3	53,3
	Femmes	Millions	7,3	7,5	7,8	8,2	8,5	8,8	9,0	9,2	9,4	9,6	9,8	10,0
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	46,7	46,8	47,0	47,4	47,4	47,5	47,5	47,5	47,5	47,2	46,9	46,7
	Hommes	Pourcentage	72,1	72,3	72,6	72,9	72,7	72,8	72,8	72,8	72,9	72,7	72,3	72,1
	Femmes	Pourcentage	14,7	14,7	14,8	15,2	15,4	15,5	15,5	15,4	15,3	15,2	15,1	14,9
Emploi	Total	Millions	44,2	45,7	47,2	48,8	50,1	51,5	52,7	54,0	55,3	56,4	57,5	58,6
	Hommes	Millions	38,1	39,3	40,6	41,9	42,9	44,1	45,1	46,3	47,4	48,4	49,3	50,2
	Femmes	Millions	6,2	6,3	6,6	6,9	7,2	7,4	7,6	7,7	7,9	8,0	8,2	8,4
Taux de chômage	Total	Pourcentage	7,1	7,1	7,1	7,1	7,2	7,2	7,3	7,3	7,3	7,3	7,4	7,4
	Hommes	Pourcentage	5,6	5,6	5,6	5,6	5,6	5,7	5,8	5,7	5,6	5,6	5,7	5,7
	Femmes	Pourcentage	15,3	15,3	15,5	15,5	15,6	15,5	15,6	15,8	16,0	16,1	16,2	16,3
Chômage	Total	Millions	3,4	3,5	3,6	3,7	3,9	4,0	4,2	4,3	4,3	4,4	4,6	4,7
	Hommes	Millions	2,3	2,3	2,4	2,5	2,5	2,6	2,8	2,8	2,8	2,9	3,0	3,0
	Femmes	Millions	1,1	1,1	1,2	1,3	1,3	1,4	1,4	1,5	1,5	1,5	1,6	1,6
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	13,9	13,9	13,8	13,8	13,9	13,9	14,1	14,1	14,1	14,1	14,3	14,4
	Hommes	Pourcentage	9,2	9,2	9,1	9,0	9,1	9,3	9,4	9,4	9,4	9,5	9,6	9,6
	Femmes	Pourcentage	34,8	34,9	34,7	34,6	34,4	34,0	34,0	34,2	34,3	34,4	34,6	34,8
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	3,8	3,9	4,0	4,1	4,2	4,3	4,5	4,6	4,7	4,9	5,0	5,2
	Hommes	Millions	1,6	1,6	1,7	1,7	1,8	1,9	2,0	2,0	2,1	2,2	2,2	2,3
	Femmes	Millions	2,2	2,3	2,3	2,4	2,4	2,5	2,5	2,6	2,6	2,7	2,8	2,8
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	2,6	3,6	3,9	5,4	6,8	7,6	7,9	8,2	8,3	8,6	8,9	9,2
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	7,8	7,8	7,6	8,1	8,2	8,2	7,9	7,8	7,5	7,4	7,3	7,2
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	1,1	1,7	1,8	2,7	3,4	3,9	4,2	4,4	4,6	4,9	5,1	5,4
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	3,5	3,6	3,6	3,9	4,1	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
Emploi salarié	Total	Pourcentage	80,8	81,2	81,5	81,4	81,4	81,2	81,2	81,2	81,1	81,0	80,9	80,7
Employeurs	Total	Pourcentage	3,5	3,4	3,5	3,4	3,4	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5	3,5
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	13,0	12,7	12,5	12,5	12,5	12,7	12,7	12,7	12,7	12,9	13,0	13,1
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	2,7	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,7
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	1,7	0,1	-0,4	-0,6	0,3	-3,3	0,2	0,7	1,1	1,6	1,4	1,4

ASIE DE L'EST

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	75,0	74,4	73,7	72,9	72,3	71,7	71,2	70,8	70,4	70,0	69,6	69,4
	Hommes	Pourcentage	82,1	81,5	80,8	80,1	79,4	78,9	78,5	78,2	77,8	77,5	77,1	77,0
	Femmes	Pourcentage	67,7	67,1	66,4	65,6	64,9	64,3	63,8	63,3	62,8	62,4	61,9	61,7
Population active	Total	Millions	866,3	871,8	878,3	885,4	892,4	898,6	903,4	908,6	912,6	915,2	916,8	920,8
	Hommes	Millions	480,5	483,9	488,1	492,6	497,0	501,1	504,4	508,1	511,1	513,3	515,0	517,4
	Femmes	Millions	385,8	387,8	390,2	392,8	395,4	397,5	399,0	400,5	401,5	402,0	401,8	403,4
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	72,4	71,5	70,5	69,6	69,0	68,5	68,1	67,8	67,3	66,7	66,5	66,3
	Hommes	Pourcentage	79,0	77,9	77,0	76,0	75,5	75,0	74,7	74,5	74,0	73,5	73,3	73,2
	Femmes	Pourcentage	65,7	64,8	63,9	62,9	62,4	61,8	61,3	61,0	60,4	59,8	59,4	59,3
Emploi	Total	Millions	836,3	837,6	840,6	844,3	852,3	858,5	864,2	870,2	871,7	872,2	875,4	879,8
	Hommes	Millions	462,2	463,0	465,0	467,4	472,4	476,5	480,3	484,5	485,9	486,7	489,4	492,1
	Femmes	Millions	374,1	374,6	375,6	376,9	379,9	382,0	383,9	385,7	385,8	385,5	386,0	387,7
Taux de chômage	Total	Pourcentage	3,5	3,9	4,3	4,6	4,5	4,5	4,3	4,2	4,5	4,7	4,5	4,5
	Hommes	Pourcentage	3,8	4,3	4,7	5,1	4,9	4,9	4,8	4,6	4,9	5,2	5,0	4,9
	Femmes	Pourcentage	3,0	3,4	3,8	4,1	3,9	3,9	3,8	3,7	3,9	4,1	3,9	3,9
Chômage	Total	Millions	30,0	34,2	37,7	41,1	40,1	40,1	39,2	38,4	40,9	43,0	41,4	41,0
	Hommes	Millions	18,3	20,9	23,1	25,2	24,6	24,6	24,1	23,6	25,2	26,5	25,6	25,3
	Femmes	Millions	11,6	13,3	14,6	15,9	15,6	15,5	15,1	14,8	15,7	16,5	15,8	15,7
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						6,8	6,7	6,6	6,9	7,2	7,0	7,0
	Hommes	Pourcentage						6,5	6,4	6,3	6,6	6,9	6,7	6,7
	Femmes	Pourcentage						7,1	7,1	7,0	7,3	7,5	7,4	7,4
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						22,4	22,9	23,3	24,0	24,5	24,8	24,9
	Hommes	Millions						8,6	8,8	9,0	9,3	9,5	9,6	9,7
	Femmes	Millions						13,9	14,1	14,4	14,7	15,0	15,1	15,2
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	36,0	33,5	30,3	27,1	22,9	18,9	16,9	15,5	15,3	13,7	12,4	9,1
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	26,7	26,1	25,2	24,4	23,4	22,0	20,3	18,6	17,1	15,9	14,7	13,4
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	277,7	258,8	235,7	211,3	180,2	149,9	135,2	124,7	123,6	110,7	100,5	74,3
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	205,8	201,9	195,5	190,8	184,1	175,1	162,7	149,5	138,3	128,5	119,2	109,6
Emploi salarié	Total	Pourcentage	43,4	44,2	45,0	45,9	46,8	47,7	48,6	49,5	50,3	51,0	51,8	52,5
Employeurs	Total	Pourcentage	2,6	2,6	2,7	2,7	2,7	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8	2,8
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	32,9	32,7	32,6	32,3	32,1	31,8	31,4	31,2	31,0	30,8	30,5	30,3
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	21,1	20,4	19,7	19,1	18,4	17,8	17,1	16,5	15,9	15,4	14,8	14,3
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	4,9	3,9	4,8	5,3	5,7	6,3	7,2	8,4	5,3	3,9	8,4	6,0

Note: Les taux de pauvreté au travail excluent le Japon.

ASIA ORIENTAL (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	69,3	69,1	69,0	68,8	68,5	68,3	67,9	67,4	66,9	66,4	65,9	65,4
	Hommes	Pourcentage	76,8	76,6	76,5	76,2	76,0	75,7	75,4	75,0	74,5	74,1	73,6	73,2
	Femmes	Pourcentage	61,6	61,5	61,3	61,1	60,9	60,6	60,1	59,6	59,1	58,5	58,0	57,5
Population active	Total	Millions	924,3	927,4	929,9	931,3	931,9	932,5	930,5	927,8	924,6	921,4	917,7	913,6
	Hommes	Millions	519,4	521,0	522,5	523,4	523,9	524,4	524,1	523,5	522,5	521,4	520,0	518,3
	Femmes	Millions	405,0	406,4	407,4	407,9	407,9	408,0	406,3	404,3	402,1	400,0	397,7	395,3
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	66,2	66,0	65,9	65,7	65,6	65,4	65,0	64,6	64,1	63,6	63,2	62,7
	Hommes	Pourcentage	73,0	72,8	72,7	72,5	72,4	72,2	71,9	71,5	71,1	70,7	70,3	69,8
	Femmes	Pourcentage	59,1	59,0	58,9	58,7	58,6	58,4	57,9	57,4	56,9	56,4	55,9	55,4
Emploi	Total	Millions	882,6	885,8	888,4	889,9	891,3	893,0	891,2	888,6	885,9	882,7	879,5	875,5
	Hommes	Millions	493,6	495,3	496,9	497,8	498,9	500,1	499,8	499,1	498,3	497,2	496,1	494,5
	Femmes	Millions	389,0	390,5	391,5	392,0	392,5	393,0	391,4	389,5	387,6	385,5	383,4	381,1
Taux de chômage	Total	Pourcentage	4,5	4,5	4,5	4,4	4,3	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2	4,2
	Hommes	Pourcentage	5,0	4,9	4,9	4,9	4,8	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6
	Femmes	Pourcentage	3,9	3,9	3,9	3,9	3,8	3,7	3,7	3,7	3,6	3,6	3,6	3,6
Chômage	Total	Millions	41,7	41,6	41,5	41,4	40,5	39,5	39,3	39,2	38,7	38,7	38,2	38,1
	Hommes	Millions	25,8	25,7	25,6	25,6	25,1	24,4	24,3	24,3	24,1	24,2	23,9	23,8
	Femmes	Millions	15,9	15,9	15,9	15,8	15,5	15,1	15,0	14,9	14,6	14,5	14,3	14,2
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	7,0	7,0	7,0	7,0	6,9	6,8	6,9	6,9	6,9	7,0	7,0	7,1
	Hommes	Pourcentage	6,7	6,7	6,7	6,7	6,7	6,6	6,6	6,6	6,7	6,7	6,7	6,8
	Femmes	Pourcentage	7,4	7,4	7,4	7,4	7,2	7,2	7,2	7,3	7,3	7,4	7,4	7,4
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	25,1	25,3	25,5	25,8	25,7	26,0	26,5	26,9	27,3	27,7	28,1	28,5
	Hommes	Millions	9,9	9,9	10,1	10,2	10,6	10,7	11,0	11,2	11,4	11,7	11,9	12,1
	Femmes	Millions	15,3	15,4	15,4	15,6	15,1	15,3	15,5	15,7	15,9	16,1	16,2	16,4
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	7,5	2,4	1,9	1,2	1,1	1,0	0,9	0,9	0,8	0,8	0,7	0,7
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	12,0	10,1	8,3	6,9	6,3	5,9	5,5	5,2	4,9	4,6	4,4	4,2
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	61,6	20,0	15,6	9,8	8,9	8,2	7,7	7,2	6,8	6,3	6,0	5,6
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	98,5	82,9	68,8	56,6	52,3	48,5	45,5	42,7	40,3	37,9	35,7	33,7
Emploi salarié	Total	Pourcentage	53,2	53,8	54,4	54,9	55,5	56,1	56,6	57,1	57,6	58,0	58,4	58,8
Employeurs	Total	Pourcentage	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	2,9	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	30,2	30,0	29,9	29,8	29,6	29,4	29,3	29,1	29,0	28,8	28,7	28,5
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	13,8	13,3	12,9	12,4	12,0	11,6	11,2	10,8	10,5	10,2	9,9	9,6
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	5,4	5,5	5,1	4,9	4,9	5,3	5,4	5,1	4,8	4,8	4,6	4,6

ASIE DU SUD-EST ET PACIFIQUE

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	69,0	68,8	68,2	67,8	67,8	67,4	67,3	68,1	68,2	68,2	68,2	68,6
	Hommes	Pourcentage	81,3	81,4	81,2	80,7	81,1	80,5	80,4	80,5	80,4	80,2	80,2	80,5
	Femmes	Pourcentage	57,1	56,4	55,5	55,3	54,9	54,7	54,6	56,1	56,3	56,3	56,5	56,8
Population active	Total	Millions	262,9	267,3	270,1	273,7	278,7	282,0	286,9	295,8	301,4	306,6	312,0	318,9
	Hommes	Millions	152,7	156,0	158,6	160,5	164,3	166,1	169,2	172,6	175,6	178,5	181,5	185,4
	Femmes	Millions	110,2	111,2	111,5	113,2	114,4	115,9	117,8	123,2	125,8	128,1	130,5	133,5
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	66,3	65,9	65,4	65,1	65,0	64,4	64,5	65,2	65,4	65,6	65,9	66,4
	Hommes	Pourcentage	78,1	78,3	78,0	77,7	77,9	77,2	77,2	77,2	77,1	77,2	77,6	78,0
	Femmes	Pourcentage	54,7	53,9	53,1	52,8	52,4	52,0	52,1	53,4	53,9	54,2	54,5	55,0
Emploi	Total	Millions	252,3	256,2	259,1	262,6	266,9	269,5	274,7	282,9	288,9	295,1	301,6	308,9
	Hommes	Millions	146,6	150,1	152,4	154,5	157,9	159,2	162,3	165,5	168,5	171,9	175,6	179,6
	Femmes	Millions	105,7	106,2	106,7	108,1	109,0	110,2	112,4	117,4	120,4	123,3	126,0	129,3
Taux de chômage	Total	Pourcentage	4,0	4,1	4,1	4,1	4,2	4,4	4,3	4,4	4,1	3,7	3,3	3,1
	Hommes	Pourcentage	4,0	3,8	3,9	3,7	3,9	4,1	4,1	4,1	4,1	3,7	3,3	3,1
	Femmes	Pourcentage	4,1	4,5	4,3	4,5	4,7	4,9	4,6	4,8	4,3	3,8	3,5	3,2
Chômage	Total	Millions	10,6	11,0	11,0	11,1	11,8	12,5	12,2	12,9	12,5	11,5	10,4	10,0
	Hommes	Millions	6,1	6,0	6,2	6,0	6,4	6,8	6,9	7,0	7,1	6,7	5,9	5,8
	Femmes	Millions	4,6	5,1	4,8	5,1	5,4	5,7	5,4	5,9	5,3	4,8	4,5	4,2
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						8,1	7,9	7,9	7,8	7,5	7,1	6,7
	Hommes	Pourcentage						6,0	6,0	5,9	6,0	5,8	5,2	5,0
	Femmes	Pourcentage						11,0	10,6	10,7	10,3	9,8	9,5	9,0
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						11,2	11,4	11,5	12,1	12,4	12,5	12,3
	Hommes	Millions						3,3	3,4	3,3	3,6	3,9	3,8	3,7
	Femmes	Millions						7,9	8,0	8,2	8,5	8,6	8,7	8,6
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	27,9	26,4	22,2	19,9	18,6	16,7	18,0	15,7	14,6	11,6	10,0	9,0
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	31,4	31,2	29,9	29,0	28,6	28,4	27,7	26,6	26,5	25,1	21,9	21,2
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	67,3	64,6	54,9	50,0	47,4	42,9	47,2	42,3	40,3	32,6	28,7	26,4
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	75,8	76,3	74,1	72,7	72,9	73,1	72,5	71,7	73,0	70,7	62,9	62,5
Emploi salarié	Total	Pourcentage	36,4	38,0	38,0	38,1	39,9	41,1	41,8	42,3	42,8	43,4	44,2	45,4
Employeurs	Total	Pourcentage	2,7	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,1	3,2	3,5	3,3	3,2
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	38,9	37,4	37,8	37,5	37,3	37,0	37,2	37,3	37,2	37,0	36,1	35,2
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	22,1	21,6	21,1	21,5	19,7	18,9	17,9	17,3	16,8	16,1	16,5	16,3
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	3,1	1,4	3,7	3,8	4,2	4,3	3,4	3,0	2,1	0,1	4,2	2,0

Note: Les taux de pauvreté au travail excluent l'Australie et la Nouvelle-Zélande

ASIE DU SUD-EST ET PACIFIQUE (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	68,6	68,3	68,2	67,9	67,4	67,3	67,2	67,1	67,0	66,9	66,8	66,7
	Hommes	Pourcentage	80,6	80,3	80,1	79,8	79,2	78,9	78,8	78,7	78,5	78,4	78,2	78,1
	Femmes	Pourcentage	56,9	56,5	56,5	56,3	56,0	55,8	55,8	55,8	55,7	55,7	55,6	55,5
Population active	Total	Millions	324,5	327,7	332,3	336,1	338,6	342,5	347,1	351,4	355,7	359,8	363,8	367,6
	Hommes	Millions	188,6	190,7	193,2	195,4	196,6	198,9	201,4	203,8	206,1	208,4	210,6	212,7
	Femmes	Millions	135,9	137,0	139,1	140,7	142,0	143,7	145,7	147,6	149,5	151,4	153,2	154,9
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	66,7	66,3	66,2	65,9	65,4	65,3	65,2	65,1	65,0	64,9	64,7	64,6
	Hommes	Pourcentage	78,3	77,9	77,8	77,3	76,7	76,6	76,4	76,3	76,2	76,0	75,8	75,6
	Femmes	Pourcentage	55,3	54,9	55,0	54,6	54,4	54,3	54,2	54,2	54,1	54,0	53,9	53,8
Emploi	Total	Millions	315,1	318,3	322,9	326,0	328,6	332,6	336,8	341,0	345,0	348,9	352,6	356,2
	Hommes	Millions	183,1	185,0	187,6	189,4	190,5	192,9	195,3	197,6	199,9	202,0	204,1	206,0
	Femmes	Millions	132,0	133,2	135,4	136,6	138,1	139,7	141,5	143,4	145,1	146,9	148,6	150,2
Taux de chômage	Total	Pourcentage	2,9	2,9	2,8	3,0	2,9	2,9	2,9	3,0	3,0	3,0	3,1	3,1
	Hommes	Pourcentage	2,9	3,0	2,9	3,1	3,1	3,0	3,0	3,0	3,0	3,1	3,1	3,1
	Femmes	Pourcentage	2,9	2,8	2,7	2,9	2,7	2,8	2,8	2,9	2,9	3,0	3,0	3,1
Chômage	Total	Millions	9,4	9,5	9,3	10,1	10,0	10,0	10,2	10,4	10,7	10,9	11,1	11,4
	Hommes	Millions	5,5	5,7	5,6	6,0	6,1	6,0	6,1	6,2	6,3	6,4	6,5	6,6
	Femmes	Millions	3,9	3,8	3,7	4,1	3,9	4,0	4,1	4,3	4,4	4,5	4,6	4,7
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	6,4	6,5	6,4	6,5	6,6	6,3	6,3	6,4	6,4	6,5	6,5	6,6
	Hommes	Pourcentage	4,8	4,9	4,9	4,9	5,1	4,9	5,0	5,0	5,0	5,1	5,1	5,2
	Femmes	Pourcentage	8,6	8,6	8,4	8,6	8,6	8,1	8,1	8,2	8,3	8,3	8,4	8,4
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	12,3	12,6	12,7	12,6	13,3	12,3	12,5	12,8	13,0	13,2	13,5	13,7
	Hommes	Millions	3,7	3,9	4,0	3,8	4,2	4,1	4,1	4,2	4,3	4,4	4,5	4,6
	Femmes	Millions	8,5	8,7	8,8	8,8	9,1	8,3	8,4	8,5	8,7	8,8	9,0	9,1
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	7,8	6,9	6,2	5,5	5,0	4,4	4,0	3,7	3,4	3,1	2,8	2,6
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	20,8	20,2	19,3	17,4	16,3	14,7	13,9	13,1	12,4	11,7	11,0	10,3
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	23,6	21,1	19,0	17,1	15,6	14,0	13,0	12,0	11,1	10,3	9,5	8,7
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	62,7	61,5	59,7	54,1	51,0	46,6	44,7	42,8	40,8	38,9	37,0	35,2
Emploi salarié	Total	Pourcentage	46,6	47,7	48,3	50,2	50,9	51,2	51,6	52,1	52,5	53,0	53,4	53,8
Employeurs	Total	Pourcentage	3,3	3,2	3,2	3,3	3,3	3,1	3,1	3,2	3,2	3,2	3,2	3,2
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	34,3	34,1	33,4	32,8	32,5	32,3	32,3	32,3	32,3	32,3	32,3	32,3
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	15,8	15,0	15,1	13,6	13,4	13,4	12,9	12,4	12,0	11,5	11,1	10,6
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	3,6	3,6	2,8	3,5	3,6	3,5	3,4	3,3	3,3	3,4	3,3	3,3

ASIE DU SUD

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	56,8	56,9	57,0	57,2	57,5	57,6	56,8	56,1	55,3	54,7	54,1	53,4
	Hommes	Pourcentage	83,0	82,9	82,9	83,0	83,0	83,0	82,4	81,9	81,3	80,9	80,4	80,0
	Femmes	Pourcentage	29,1	29,4	29,7	30,1	30,5	30,9	29,9	28,9	28,0	27,3	26,5	25,5
Population active	Total	Millions	529,7	544,1	559,2	575,3	591,6	607,2	611,8	616,6	620,6	626,6	631,9	635,9
	Hommes	Millions	397,8	407,6	417,7	428,2	438,8	448,8	455,1	461,6	467,5	474,3	480,7	487,5
	Femmes	Millions	131,9	136,6	141,6	147,1	152,7	158,4	156,7	155,0	153,1	152,3	151,1	148,5
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	55,1	55,1	55,1	55,3	55,5	55,6	55,1	54,6	53,9	53,1	52,6	51,9
	Hommes	Pourcentage	80,4	80,3	80,2	80,3	80,5	80,5	80,2	79,9	79,4	78,7	78,4	78,0
	Femmes	Pourcentage	28,2	28,4	28,6	28,9	29,2	29,4	28,6	27,8	27,0	26,2	25,5	24,5
Emploi	Total	Millions	513,8	527,0	540,3	555,4	571,8	586,5	593,4	599,9	604,3	608,2	614,1	617,8
	Hommes	Millions	385,7	394,7	403,9	414,2	425,6	435,5	443,2	450,7	456,7	461,7	468,6	475,1
	Femmes	Millions	128,1	132,2	136,4	141,2	146,3	151,0	150,2	149,2	147,7	146,5	145,5	142,7
Taux de chômage	Total	Pourcentage	3,0	3,2	3,4	3,5	3,3	3,4	3,0	2,7	2,6	2,9	2,8	2,9
	Hommes	Pourcentage	3,0	3,1	3,3	3,3	3,0	3,0	2,6	2,3	2,3	2,6	2,5	2,5
	Femmes	Pourcentage	2,9	3,2	3,7	4,0	4,3	4,6	4,1	3,8	3,5	3,8	3,7	3,9
Chômage	Total	Millions	15,9	17,2	18,9	19,9	19,8	20,7	18,4	16,7	16,2	18,4	17,8	18,1
	Hommes	Millions	12,1	12,8	13,7	14,0	13,3	13,3	11,9	10,8	10,8	12,6	12,2	12,3
	Femmes	Millions	3,8	4,4	5,2	5,9	6,5	7,4	6,5	5,9	5,4	5,9	5,6	5,8
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						6,6	6,3	6,0	6,0	6,4	6,4	6,5
	Hommes	Pourcentage						4,5	4,2	3,9	4,0	4,4	4,3	4,4
	Femmes	Pourcentage						12,3	12,0	11,9	11,9	12,4	12,6	13,0
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						20,9	21,3	21,8	22,4	23,4	24,2	24,9
	Hommes	Millions						7,0	7,3	7,6	8,0	8,6	8,9	9,4
	Femmes	Millions						13,9	14,0	14,3	14,5	14,8	15,3	15,6
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	37,0	36,3	35,4	34,0	32,5	30,9	29,4	27,8	26,8	25,3	23,8	20,3
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	36,4	36,5	36,6	36,8	37,0	37,2	37,5	37,7	37,8	37,8	37,9	37,3
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	190,2	191,1	191,5	189,0	185,8	181,4	174,2	167,0	162,2	153,9	146,4	125,2
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	187,0	192,5	198,0	204,5	211,6	217,9	222,3	226,0	228,4	230,1	232,5	230,7
Emploi salarié	Total	Pourcentage	20,3	20,4	20,8	20,9	20,9	21,1	21,3	21,6	21,6	21,9	22,2	23,3
Employeurs	Total	Pourcentage	1,0	1,1	1,2	1,2	1,3	1,4	1,4	1,3	1,3	1,3	1,2	1,4
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	59,5	59,1	58,3	57,9	57,2	56,8	57,2	57,5	57,9	58,1	58,6	57,9
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	19,2	19,5	19,8	20,0	20,6	20,7	20,1	19,6	19,2	18,7	18,0	17,4
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	1,9	0,9	2,0	4,6	3,8	5,0	6,7	7,6	2,4	5,7	7,3	5,0

ASIE DU SUD (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	52,8	52,8	52,8	52,9	52,9	53,1	53,0	52,9	52,8	52,7	52,7	52,6
	Hommes	Pourcentage	79,6	79,5	79,3	79,2	79,0	78,9	78,9	78,8	78,7	78,7	78,6	78,5
	Femmes	Pourcentage	24,6	24,8	25,0	25,4	25,7	26,0	25,9	25,8	25,7	25,6	25,5	25,4
Population active	Total	Millions	640,7	654,0	666,2	680,4	693,3	707,4	718,4	729,5	740,7	751,1	761,8	772,6
	Hommes	Millions	494,9	503,8	511,9	521,0	529,2	538,0	546,8	555,6	564,6	573,0	581,6	590,3
	Femmes	Millions	145,9	150,2	154,3	159,4	164,1	169,4	171,7	173,9	176,1	178,1	180,2	182,3
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	51,1	51,1	51,1	51,2	51,2	51,4	51,4	51,3	51,2	51,1	51,0	50,9
	Hommes	Pourcentage	77,4	77,2	77,1	77,0	76,8	76,8	76,7	76,7	76,6	76,6	76,5	76,4
	Femmes	Pourcentage	23,6	23,7	23,9	24,1	24,4	24,8	24,8	24,7	24,6	24,5	24,4	24,3
Emploi	Total	Millions	621,0	632,8	645,6	658,0	670,4	685,2	696,1	706,9	717,8	728,1	738,6	749,0
	Hommes	Millions	481,3	489,5	498,1	506,3	514,3	523,5	532,1	540,8	549,5	557,7	566,1	574,5
	Femmes	Millions	139,7	143,3	147,5	151,7	156,1	161,8	164,0	166,1	168,3	170,3	172,5	174,4
Taux de chômage	Total	Pourcentage	3,1	3,3	3,1	3,3	3,3	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1	3,1
	Hommes	Pourcentage	2,7	2,9	2,7	2,8	2,8	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7	2,7
	Femmes	Pourcentage	4,2	4,6	4,4	4,9	4,8	4,5	4,5	4,5	4,4	4,4	4,3	4,3
Chômage	Total	Millions	19,8	21,3	20,6	22,4	22,9	22,2	22,3	22,6	22,9	23,0	23,3	23,7
	Hommes	Millions	13,6	14,4	13,8	14,7	14,9	14,5	14,6	14,8	15,0	15,2	15,5	15,8
	Femmes	Millions	6,2	6,9	6,8	7,7	7,9	7,7	7,7	7,8	7,8	7,8	7,8	7,9
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	6,8	7,0	6,9	7,1	7,2	7,0	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9	6,9
	Hommes	Pourcentage	4,7	4,8	4,6	4,8	4,8	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,6	4,7
	Femmes	Pourcentage	13,6	14,0	13,8	14,2	14,2	13,8	13,7	13,7	13,7	13,7	13,6	13,7
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	25,9	26,7	27,2	28,1	28,8	29,2	29,6	30,1	30,6	31,0	31,5	32,1
	Hommes	Millions	10,0	10,3	10,5	10,7	10,9	11,0	11,2	11,4	11,6	11,8	12,1	12,3
	Femmes	Millions	15,9	16,4	16,8	17,4	17,9	18,2	18,5	18,7	19,0	19,2	19,5	19,7
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	17,1	16,2	15,3	14,3	13,5	12,6	11,8	11,0	10,2	9,4	8,7	8,1
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	36,3	35,5	34,7	33,8	33,0	32,1	31,3	30,3	29,3	28,2	27,1	26,0
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	106,1	102,4	98,6	94,0	90,2	86,5	81,9	77,4	73,0	68,8	64,6	60,4
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	225,5	224,9	224,3	222,7	220,9	220,3	217,6	214,1	210,0	205,6	200,5	194,8
Emploi salarié	Total	Pourcentage	24,5	24,9	25,2	25,5	25,7	26,1	26,5	26,9	27,4	27,8	28,2	28,6
Employeurs	Total	Pourcentage	1,5	1,5	1,5	1,6	1,7	1,9	1,9	1,9	1,9	2,0	2,0	2,0
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	57,1	57,1	57,5	57,6	57,6	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7	57,7
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	17,0	16,4	15,8	15,2	15,0	14,3	13,9	13,4	13,0	12,6	12,2	11,7
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,9	3,2	4,5	4,4	5,6	3,9	5,0	4,8	4,7	4,7	4,5	4,4

EUROPE DU NORD, DU SUD ET DE L'OUEST

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	56,6	56,3	56,6	56,9	57,0	57,4	57,6	57,8	58,0	57,9	57,7	57,6
	Hommes	Pourcentage	66,4	66,0	66,0	66,0	65,9	66,0	66,0	66,0	66,0	65,5	65,1	64,9
	Femmes	Pourcentage	47,3	47,2	47,8	48,3	48,7	49,2	49,7	50,0	50,4	50,6	50,6	50,8
Population active	Total	Millions	198,9	199,3	201,7	204,1	205,8	208,4	210,6	212,5	214,5	215,1	215,5	216,1
	Hommes	Millions	113,0	113,0	113,8	114,7	115,3	116,3	117,1	117,9	118,6	118,4	118,3	118,2
	Femmes	Millions	85,9	86,3	87,9	89,3	90,5	92,0	93,5	94,6	95,9	96,8	97,2	97,9
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	51,6	51,9	52,0	52,1	52,0	52,4	52,9	53,5	53,7	52,5	52,0	51,9
	Hommes	Pourcentage	61,3	61,4	61,1	60,8	60,5	60,7	61,0	61,5	61,4	59,4	58,7	58,4
	Femmes	Pourcentage	42,5	43,0	43,5	43,9	44,0	44,6	45,2	45,9	46,5	46,0	45,7	45,7
Emploi	Total	Millions	181,4	183,6	185,2	186,7	187,8	190,4	193,4	196,8	198,8	195,2	194,3	194,5
	Hommes	Millions	104,3	105,1	105,4	105,7	105,9	107,1	108,3	109,9	110,4	107,3	106,6	106,4
	Femmes	Millions	77,1	78,5	79,9	81,1	81,9	83,3	85,1	86,9	88,4	87,9	87,7	88,1
Taux de chômage	Total	Pourcentage	8,8	7,8	8,2	8,5	8,8	8,6	8,1	7,4	7,3	9,3	9,8	10,0
	Hommes	Pourcentage	7,7	7,0	7,4	7,9	8,1	8,0	7,5	6,8	6,9	9,3	9,9	9,9
	Femmes	Pourcentage	10,2	9,0	9,1	9,3	9,6	9,4	9,0	8,1	7,8	9,2	9,8	10,0
Chômage	Total	Millions	17,5	15,6	16,4	17,3	18,0	18,0	17,2	15,7	15,7	19,9	21,2	21,6
	Hommes	Millions	8,7	7,9	8,4	9,1	9,3	9,3	8,8	8,0	8,2	11,0	11,7	11,7
	Femmes	Millions	8,8	7,8	8,0	8,3	8,7	8,7	8,4	7,7	7,5	8,9	9,5	9,8
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						12,8	12,3	11,5	11,3	13,3	13,9	14,1
	Hommes	Pourcentage						11,0	10,4	9,7	9,8	12,4	13,0	13,2
	Femmes	Pourcentage						15,1	14,5	13,6	13,2	14,4	15,0	15,2
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						10,0	9,9	9,8	9,7	9,9	10,2	10,4
	Hommes	Millions						3,9	3,8	3,8	3,8	4,1	4,3	4,4
	Femmes	Millions						6,1	6,1	6,0	5,9	5,8	5,9	6,0
Emploi salarié	Total	Pourcentage	83,3	83,4	83,5	83,4	83,3	83,5	83,6	83,8	84,0	84,1	83,9	84,1
Employeurs	Total	Pourcentage	4,9	4,8	4,7	4,8	4,9	4,7	4,8	4,8	4,7	4,7	4,6	4,5
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	9,9	9,9	9,9	10,1	10,1	10,1	10,1	10,1	9,8	9,9	10,2	10,1
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	2,0	2,0	1,9	1,8	1,7	1,6	1,5	1,4	1,4	1,3	1,2	1,2
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,2	1,0	0,4	0,4	1,9	0,7	1,6	1,2	-0,7	-2,7	2,5	1,4

EUROPE DU NORD, DU SUD ET DE L'OUEST (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	57,8	57,8	57,7	57,7	57,8	57,8	57,7	57,5	57,4	57,1	56,9	56,7
	Hommes	Pourcentage	64,9	64,6	64,4	64,2	64,2	64,1	63,9	63,6	63,3	63,0	62,7	62,3
	Femmes	Pourcentage	51,2	51,4	51,5	51,5	51,8	51,9	51,8	51,7	51,6	51,5	51,4	51,3
Population active	Total	Millions	217,4	217,8	218,2	218,6	219,6	220,3	220,4	220,4	220,3	219,9	219,6	219,2
	Hommes	Millions	118,6	118,4	118,3	118,4	118,8	119,0	119,0	118,9	118,7	118,5	118,2	117,8
	Femmes	Millions	98,9	99,5	99,9	100,1	100,9	101,3	101,4	101,5	101,5	101,5	101,4	101,3
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	51,6	51,3	51,6	51,9	52,5	53,0	53,3	53,3	53,3	53,1	52,9	52,6
	Hommes	Pourcentage	57,8	57,3	57,5	57,9	58,4	58,9	59,2	59,2	59,1	58,8	58,5	58,2
	Femmes	Pourcentage	45,6	45,6	45,9	46,3	46,9	47,4	47,7	47,8	47,7	47,6	47,5	47,3
Emploi	Total	Millions	193,8	193,4	194,8	196,7	199,4	201,9	203,5	204,3	204,6	204,3	203,9	203,6
	Hommes	Millions	105,7	105,1	105,7	106,6	108,0	109,3	110,2	110,6	110,7	110,5	110,3	110,0
	Femmes	Millions	88,1	88,3	89,1	90,1	91,3	92,6	93,3	93,7	93,8	93,8	93,7	93,6
Taux de chômage	Total	Pourcentage	10,9	11,2	10,7	10,0	9,2	8,3	7,6	7,3	7,1	7,1	7,1	7,1
	Hommes	Pourcentage	10,9	11,3	10,7	9,9	9,1	8,1	7,4	7,0	6,8	6,7	6,7	6,7
	Femmes	Pourcentage	10,8	11,2	10,8	10,1	9,4	8,6	8,0	7,7	7,6	7,6	7,6	7,6
Chômage	Total	Millions	23,6	24,5	23,4	21,9	20,3	18,4	16,8	16,1	15,7	15,6	15,6	15,6
	Hommes	Millions	12,9	13,3	12,6	11,8	10,8	9,7	8,7	8,3	8,0	7,9	7,9	7,9
	Femmes	Millions	10,7	11,2	10,8	10,1	9,5	8,7	8,1	7,8	7,7	7,7	7,7	7,7
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	15,1	15,4	15,1	14,4	13,5	12,4	11,7	11,4	11,2	11,2	11,3	11,3
	Hommes	Pourcentage	14,1	14,6	14,2	13,5	12,6	11,5	10,7	10,3	10,1	10,0	10,1	10,1
	Femmes	Pourcentage	16,2	16,4	16,2	15,5	14,6	13,5	12,9	12,6	12,5	12,6	12,6	12,6
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	10,8	10,8	11,2	11,2	10,9	10,3	10,2	10,1	10,1	10,2	10,2	10,3
	Hommes	Millions	4,5	4,6	4,8	4,8	4,8	4,5	4,4	4,4	4,4	4,4	4,4	4,5
	Femmes	Millions	6,3	6,2	6,4	6,4	6,1	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8	5,8
Emploi salarié	Total	Pourcentage	84,0	84,1	84,2	84,4	84,4	84,7	84,8	84,8	84,9	84,9	85,0	85,0
Employeurs	Total	Pourcentage	4,5	4,5	4,4	4,4	4,3	4,3	4,3	4,3	4,3	4,2	4,2	4,2
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	10,3	10,3	10,3	10,2	10,2	10,1	10,0	10,0	10,0	10,0	10,0	9,9
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	1,2	1,1	1,1	1,0	1,0	0,9	0,9	0,9	0,9	0,8	0,8	0,8
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	-0,1	0,5	0,9	1,1	0,5	0,9	1,3	1,5	1,5	1,6	1,6	1,5

EUROPE DE L'EST

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	59,2	58,4	58,1	57,7	57,7	57,9	58,0	58,3	58,6	58,7	58,8	58,9
	Hommes	Pourcentage	66,7	65,7	65,2	64,7	64,8	65,1	65,2	65,7	66,4	66,4	66,7	66,9
	Femmes	Pourcentage	52,7	52,0	51,9	51,6	51,6	51,6	51,7	51,9	51,9	52,0	52,0	52,1
Population active	Total	Millions	147,2	145,6	145,2	144,6	145,2	145,7	146,0	146,8	147,4	147,5	147,6	147,5
	Hommes	Millions	77,1	76,1	75,7	75,4	75,6	76,0	76,1	76,6	77,3	77,2	77,4	77,4
	Femmes	Millions	70,1	69,4	69,5	69,3	69,5	69,7	69,9	70,2	70,1	70,2	70,1	70,1
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	52,5	52,2	52,2	52,0	52,2	52,8	53,3	54,4	54,9	53,9	54,1	54,5
	Hommes	Pourcentage	59,1	58,6	58,4	58,2	58,5	59,3	59,8	61,2	62,1	60,6	61,1	61,6
	Femmes	Pourcentage	46,8	46,6	46,8	46,6	46,8	47,2	47,7	48,6	48,7	48,1	48,2	48,4
Emploi	Total	Millions	130,6	130,1	130,5	130,4	131,3	132,9	134,2	137,1	138,1	135,4	135,8	136,4
	Hommes	Millions	68,3	67,9	67,8	67,7	68,2	69,3	69,8	71,4	72,3	70,5	70,9	71,3
	Femmes	Millions	62,3	62,2	62,7	62,6	63,1	63,7	64,4	65,7	65,8	64,9	64,9	65,1
Taux de chômage	Total	Pourcentage	11,3	10,6	10,1	9,9	9,6	8,7	8,0	6,7	6,3	8,2	8,0	7,5
	Hommes	Pourcentage	11,3	10,8	10,4	10,1	9,8	8,8	8,2	6,9	6,4	8,7	8,5	7,9
	Femmes	Pourcentage	11,2	10,4	9,8	9,6	9,3	8,6	7,8	6,4	6,2	7,6	7,4	7,1
Chômage	Total	Millions	16,6	15,5	14,7	14,3	13,9	12,7	11,7	9,8	9,3	12,1	11,8	11,1
	Hommes	Millions	8,7	8,3	7,8	7,6	7,4	6,7	6,3	5,3	5,0	6,8	6,6	6,1
	Femmes	Millions	7,9	7,2	6,8	6,7	6,4	6,0	5,5	4,5	4,3	5,3	5,2	5,0
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						11,6	10,9	9,2	8,7	10,9	10,7	10,1
	Hommes	Pourcentage						11,3	10,7	9,0	8,4	11,1	10,9	10,2
	Femmes	Pourcentage						11,9	11,1	9,5	9,0	10,6	10,4	9,9
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						4,7	4,6	4,2	3,8	4,5	4,4	4,2
	Hommes	Millions						2,1	2,1	1,8	1,6	2,1	2,1	2,0
	Femmes	Millions						2,6	2,6	2,4	2,2	2,4	2,3	2,2
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	1,3	0,8	0,5	0,3	0,3	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	7,1	4,3	3,1	2,0	1,5	1,2	0,7	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	1,2	0,7	0,4	0,3	0,2	0,3	0,1	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	6,5	3,9	2,9	1,9	1,4	1,1	0,6	0,4	0,2	0,2	0,1	0,1
Emploi salarié	Total	Pourcentage	83,9	84,5	85,4	85,7	86,0	86,0	86,5	86,7	86,8	86,7	86,7	86,7
Employeurs	Total	Pourcentage	1,6	1,8	1,8	1,7	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9	1,8
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	12,0	11,1	10,8	10,6	10,3	10,4	10,1	9,9	9,8	9,9	9,8	9,9
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	2,6	2,5	2,0	2,0	1,8	1,7	1,6	1,5	1,5	1,6	1,7	1,5
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	5,9	4,9	3,9	6,4	6,4	4,3	6,5	5,5	4,1	-4,3	3,3	4,1

Note: Les taux de pauvreté au travail excluent les pays de l'UE.

EUROPE DE L'EST (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	59,0	59,1	59,1	59,2	59,3	59,2	58,9	58,5	58,2	57,8	57,3	56,9
	Hommes	Pourcentage	67,1	67,3	67,4	67,6	67,7	67,7	67,3	66,9	66,5	66,0	65,5	65,0
	Femmes	Pourcentage	52,1	52,1	52,0	52,0	52,0	52,0	51,7	51,3	51,0	50,7	50,3	50,0
Population active	Total	Millions	147,2	147,0	146,3	146,0	145,5	144,8	143,4	142,0	140,7	139,3	137,9	136,6
	Hommes	Millions	77,4	77,3	77,1	77,1	76,8	76,4	75,7	75,0	74,3	73,5	72,7	72,0
	Femmes	Millions	69,8	69,6	69,2	68,9	68,7	68,3	67,7	67,0	66,4	65,8	65,2	64,6
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	54,9	55,0	55,1	55,3	55,6	55,8	55,8	55,6	55,4	54,9	54,3	53,8
	Hommes	Pourcentage	62,1	62,4	62,5	62,9	63,2	63,5	63,6	63,4	63,1	62,5	61,9	61,3
	Femmes	Pourcentage	48,7	48,7	48,7	48,8	49,0	49,2	49,1	48,9	48,7	48,3	47,9	47,5
Emploi	Total	Millions	137,0	136,7	136,4	136,4	136,4	136,5	136,0	135,0	133,9	132,3	130,7	129,1
	Hommes	Millions	71,7	71,7	71,6	71,7	71,7	71,8	71,6	71,1	70,5	69,6	68,7	67,8
	Femmes	Millions	65,3	65,0	64,9	64,6	64,7	64,7	64,4	63,9	63,4	62,7	62,0	61,3
Taux de chômage	Total	Pourcentage	7,0	7,0	6,8	6,6	6,2	5,7	5,2	5,0	4,8	5,0	5,3	5,4
	Hommes	Pourcentage	7,3	7,3	7,2	6,9	6,6	6,1	5,5	5,3	5,1	5,3	5,6	5,8
	Femmes	Pourcentage	6,5	6,6	6,3	6,2	5,8	5,3	4,9	4,7	4,5	4,7	4,9	5,1
Chômage	Total	Millions	10,2	10,2	9,9	9,6	9,1	8,3	7,4	7,1	6,8	7,0	7,2	7,4
	Hommes	Millions	5,7	5,6	5,5	5,3	5,1	4,6	4,1	3,9	3,8	3,9	4,0	4,1
	Femmes	Millions	4,6	4,6	4,3	4,3	4,0	3,6	3,3	3,1	3,0	3,1	3,2	3,3
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	9,4	9,4	9,1	8,8	8,3	7,7	7,1	6,9	6,8	7,1	7,3	7,6
	Hommes	Pourcentage	9,5	9,5	9,2	8,9	8,4	7,8	7,0	6,8	6,6	6,9	7,3	7,5
	Femmes	Pourcentage	9,2	9,4	8,9	8,8	8,1	7,5	7,2	7,0	6,9	7,2	7,4	7,7
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	3,9	4,0	3,7	3,6	3,3	3,0	3,0	3,0	3,0	3,0	3,1	3,2
	Hommes	Millions	1,9	1,9	1,8	1,7	1,5	1,4	1,3	1,3	1,2	1,3	1,3	1,4
	Femmes	Millions	2,0	2,1	2,0	1,9	1,7	1,6	1,7	1,7	1,7	1,7	1,8	1,8
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0	0,0
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Emploi salarié	Total	Pourcentage	87,0	86,8	87,4	87,5	87,6	88,1	88,1	88,2	88,2	88,2	88,3	88,3
Employeurs	Total	Pourcentage	1,8	1,9	1,9	1,9	1,8	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9	1,9
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	9,7	9,9	9,3	9,3	9,3	8,9	8,9	8,9	8,8	8,8	8,8	8,8
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	1,5	1,5	1,4	1,3	1,2	1,2	1,1	1,1	1,1	1,1	1,0	1,0
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,0	1,8	1,3	-0,9	1,0	2,7	3,1	2,9	2,6	3,0	3,1	2,8

ASIE CENTRALE ET OCCIDENTALE

Indicateur	Par sexe	Unités	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011
Taux d'activité	Total	Pourcentage	56,5	56,4	56,1	55,5	55,0	55,1	54,7	54,8	55,2	55,6	56,3	56,9
	Hommes	Pourcentage	72,5	72,0	71,1	70,5	70,8	71,0	70,3	70,4	70,7	70,8	71,3	71,8
	Femmes	Pourcentage	41,5	41,9	42,1	41,5	40,1	40,2	40,1	40,2	40,7	41,4	42,2	42,9
Population active	Total	Millions	54,6	55,6	56,4	57,0	57,6	58,9	59,6	60,8	62,4	63,9	65,9	67,7
	Hommes	Millions	33,8	34,3	34,6	35,0	35,9	36,7	37,1	37,8	38,7	39,4	40,4	41,4
	Femmes	Millions	20,8	21,3	21,9	22,0	21,7	22,2	22,6	23,0	23,7	24,5	25,5	26,3
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	51,0	50,9	50,2	49,9	49,6	50,0	50,3	50,6	50,7	50,4	51,5	52,5
	Hommes	Pourcentage	65,9	65,0	63,6	63,3	63,9	64,4	64,6	64,9	64,9	64,0	65,2	66,4
	Femmes	Pourcentage	37,2	37,6	37,7	37,3	36,2	36,4	36,8	37,1	37,4	37,7	38,6	39,5
Emploi	Total	Millions	49,3	50,1	50,5	51,2	51,9	53,4	54,8	56,1	57,3	57,9	60,2	62,5
	Hommes	Millions	30,7	30,9	30,9	31,4	32,4	33,3	34,1	34,8	35,5	35,6	36,9	38,3
	Femmes	Millions	18,6	19,2	19,6	19,8	19,6	20,1	20,7	21,2	21,8	22,3	23,3	24,2
Taux de chômage	Total	Pourcentage	9,7	9,9	10,5	10,1	9,8	9,3	8,2	7,8	8,2	9,4	8,6	7,7
	Hommes	Pourcentage	9,2	9,7	10,6	10,1	9,8	9,3	8,1	7,8	8,2	9,7	8,6	7,5
	Femmes	Pourcentage	10,5	10,1	10,5	10,1	9,8	9,4	8,2	7,8	8,1	9,1	8,6	8,0
Chômage	Total	Millions	5,3	5,5	5,9	5,8	5,7	5,5	4,9	4,8	5,1	6,0	5,7	5,2
	Hommes	Millions	3,1	3,3	3,6	3,5	3,5	3,4	3,0	3,0	3,2	3,8	3,5	3,1
	Femmes	Millions	2,2	2,2	2,3	2,2	2,1	2,1	1,9	1,8	1,9	2,2	2,2	2,1
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage						14,2	13,1	12,5	12,9	14,5	13,5	12,3
	Hommes	Pourcentage						13,0	11,8	11,4	11,7	13,5	12,2	10,8
	Femmes	Pourcentage						16,2	15,0	14,3	14,7	16,1	15,6	14,5
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions						3,4	3,4	3,3	3,4	3,8	3,8	3,6
	Hommes	Millions						1,6	1,6	1,5	1,5	1,7	1,7	1,5
	Femmes	Millions						1,8	1,8	1,8	1,9	2,1	2,1	2,0
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	16,9	16,8	15,7	16,6	14,5	14,2	13,1	12,4	11,1	10,3	9,5	8,7
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	15,6	16,3	16,3	16,0	13,6	12,5	11,5	10,6	9,9	9,5	9,3	8,9
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	7,8	8,0	7,5	8,0	7,1	7,1	6,7	6,5	6,0	5,6	5,4	5,1
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	7,3	7,7	7,7	7,7	6,7	6,3	5,9	5,6	5,3	5,2	5,2	5,2
Emploi salarié	Total	Pourcentage	51,5	51,0	52,4	52,9	53,5	55,3	57,4	58,6	59,4	59,2	59,8	60,3
Employeurs	Total	Pourcentage	3,7	3,8	3,8	3,6	3,5	3,7	3,9	3,9	4,0	4,0	3,8	3,7
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	29,1	29,2	28,8	29,1	28,7	28,3	27,2	26,5	26,0	26,0	25,6	25,1
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	15,6	16,0	15,0	14,4	14,4	12,8	11,5	11,0	10,7	10,8	10,7	10,8
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	6,7	-3,2	5,2	4,2	7,3	6,1	5,8	4,6	0,6	-2,6	3,4	4,9

ASIE CENTRALE ET OCCIDENTALE (suite)

Indicateur	Par sexe	Unités	2012	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023
Taux d'activité	Total	Pourcentage	57,0	57,4	57,7	58,1	58,5	58,8	58,8	58,6	58,5	58,3	58,0	57,7
	Hommes	Pourcentage	71,6	72,0	72,5	72,8	73,1	73,4	73,4	73,3	73,1	72,8	72,6	72,2
	Femmes	Pourcentage	43,2	43,6	43,8	44,3	44,6	45,1	44,9	44,8	44,6	44,4	44,2	44,0
Population active	Total	Millions	68,9	70,5	72,0	73,7	75,2	76,9	77,9	78,9	79,7	80,5	81,1	81,6
	Hommes	Millions	42,0	42,9	43,9	44,8	45,7	46,6	47,3	47,9	48,5	48,9	49,3	49,6
	Femmes	Millions	26,9	27,6	28,1	28,9	29,5	30,3	30,6	30,9	31,2	31,5	31,7	31,9
Ratio emploi-population	Total	Pourcentage	52,8	53,1	53,1	53,5	53,7	54,1	54,0	53,5	53,2	52,9	52,6	52,3
	Hommes	Pourcentage	66,6	66,8	66,9	67,2	67,4	67,9	67,7	67,2	66,8	66,5	66,1	65,8
	Femmes	Pourcentage	39,8	40,2	40,1	40,5	40,7	41,1	41,0	40,6	40,3	40,1	39,8	39,6
Emploi	Total	Millions	63,8	65,2	66,3	67,8	69,1	70,6	71,5	72,0	72,5	73,1	73,5	73,9
	Hommes	Millions	39,0	39,8	40,5	41,4	42,1	43,1	43,6	43,9	44,3	44,7	45,0	45,2
	Femmes	Millions	24,8	25,4	25,8	26,4	27,0	27,6	27,9	28,0	28,2	28,4	28,6	28,7
Taux de chômage	Total	Pourcentage	7,4	7,5	7,9	8,0	8,2	8,1	8,2	8,7	9,0	9,2	9,3	9,3
	Hommes	Pourcentage	7,1	7,2	7,7	7,7	7,8	7,6	7,8	8,3	8,5	8,8	8,9	8,9
	Femmes	Pourcentage	7,8	8,0	8,3	8,5	8,7	8,8	8,8	9,4	9,6	9,8	10,0	10,0
Chômage	Total	Millions	5,1	5,3	5,7	5,9	6,2	6,2	6,4	6,9	7,1	7,4	7,6	7,6
	Hommes	Millions	3,0	3,1	3,4	3,4	3,6	3,5	3,7	4,0	4,1	4,3	4,4	4,4
	Femmes	Millions	2,1	2,2	2,3	2,5	2,6	2,7	2,7	2,9	3,0	3,1	3,2	3,2
Taux de sous-utilisation de la main-d'œuvre (SU3)	Total	Pourcentage	12,0	12,2	12,6	12,6	12,8	12,5	12,6	13,2	13,4	13,7	13,8	13,9
	Hommes	Pourcentage	10,5	10,6	10,9	10,9	11,0	10,6	10,8	11,4	11,6	11,9	12,0	12,1
	Femmes	Pourcentage	14,2	14,6	15,2	15,2	15,4	15,2	15,2	15,8	16,0	16,3	16,5	16,6
Main-d'œuvre potentielle	Total	Millions	3,6	3,7	3,9	3,9	4,0	3,9	3,9	4,0	4,1	4,2	4,2	4,3
	Hommes	Millions	1,6	1,6	1,6	1,6	1,7	1,6	1,6	1,7	1,7	1,7	1,8	1,8
	Femmes	Millions	2,0	2,1	2,3	2,3	2,3	2,3	2,3	2,4	2,4	2,4	2,5	2,5
Taux de pauvreté extrême au travail	Total	Pourcentage	8,2	7,9	7,4	7,2	6,9	6,8	6,6	6,4	6,1	5,8	5,5	5,1
Taux de pauvreté modérée au travail	Total	Pourcentage	8,4	8,2	7,8	7,6	7,2	6,9	6,8	6,6	6,4	6,2	5,9	5,7
Pauvreté extrême au travail	Total	Millions	4,9	4,8	4,6	4,6	4,5	4,5	4,4	4,3	4,2	4,0	3,8	3,5
Pauvreté modérée au travail	Total	Millions	5,1	5,0	4,8	4,9	4,7	4,6	4,5	4,5	4,4	4,2	4,1	3,9
Emploi salarié	Total	Pourcentage	61,2	61,6	62,7	63,6	63,9	64,0	64,2	64,4	64,6	64,8	65,0	65,2
Employeurs	Total	Pourcentage	3,6	3,5	3,4	3,5	3,7	3,6	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7	3,7
Travailleurs à leur propre compte	Total	Pourcentage	24,8	24,7	24,0	23,5	23,3	23,4	23,3	23,3	23,3	23,2	23,2	23,2
Travailleurs familiaux collaborant à l'entreprise familiale	Total	Pourcentage	10,4	10,2	9,8	9,4	9,1	9,0	8,8	8,6	8,5	8,3	8,1	8,0
Croissance de la productivité	Total	Pourcentage	2,5	5,0	3,1	2,6	1,1	3,6	2,8	2,9	2,8	2,8	3,1	3,1

Bibliographie

- Acemoglu, D.; Robinson, J. A. (2012): *Prospérité, puissance et pauvreté: pourquoi certains pays réussissent mieux que d'autres* (Markus Haller).
- Agwu, E. M.; Carter, A.-L. (2014): «Mobile phone banking in Nigeria: Benefits, problems and prospects», *International Journal of Business and Commerce*, vol. 3, n° 6, pp. 50-70.
- Altbeker, A.; Bernstein, A. (2017): *No country for young people: The crisis of youth unemployment and what to do about it* (Johannesburg, Centre for Development and Enterprise).
- Amuedo-Dorantes, C.; Serrano-Padial, R. (2005): «Fixed-term employment and its poverty implications: Evidence from Spain», *Focus*, vol. 23, n° 3, pp. 42-45.
- Bachmann, R.; Bayer, C.; Merkl, C.; Seth, S.; Stüber, H.; Wellschmied, F. (2017): *Worker churn and employment growth at the establishment level*, IZA Discussion Paper Series No. 11063 (Bonn, IZA Institute of Labor Economics).
- Banerjee, A. V.; Duflo, E. (2007): «The economic lives of the poor», *Journal of Economic Perspectives*, vol. 21, n° 1, pp. 141-167.
- Barlevy, G. (2002): «The sullyng effect of recessions», *The Review of Economic Studies*, vol. 69, n° 1, pp. 65-96.
- Benería, L.; Berik, G.; Floro, M. S. (2015): *Gender, development, and globalization: Economics as if all people mattered* (New York, Routledge).
- Berik, G. (2018): *Toward more inclusive measures of economic well-being: Debates and practices*, Research Paper No. 2, ILO Future of Work Research Paper Series (Genève, BIT).
- Berliner, D.; Greenleaf, A.; Lake, M.; Noveck, J. (2015): «Building capacity, building rights? State capacity and labor rights in developing countries», *World Development*, vol. 72(C), pp. 127-139.
- Bhatt, E.R. (2015): *Anubandh: Building hundred-mile communities* (Ahmedabad, Navajivan Trust).
- BIT (Bureau international du Travail) (2013): *Résolution concernant les statistiques du travail, de l'emploi et de la sous-utilisation de la main-d'œuvre*, Résolution I, dix-neuvième Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 2-11 oct.
- (2014): *Recent experiences of formalization in Latin America and the Caribbean* (Lima, Bureau régional de l'OIT).
- (2015a): *Nothing more permanent than temporary? Understanding fixed-term contracts*, INWORK and GOVERNANCE Policy Brief No. 6 (Genève).
- (2015b): *Transition to the formal economy in Latin America and the Caribbean* (Turin, Centre international de formation de l'OIT).
- (2016): *Les femmes au travail: tendances 2016* (Genève).
- (2017a): *Rapport sur la protection sociale dans le monde 2017-2019: la protection sociale universelle au service des objectifs de développement durable* (Genève).
- (2017b): *World Employment and Social Outlook 2017: Trends for women 2017*. Résumé en français disponible sous le titre «Emploi et questions sociales dans le monde 2017: tendances de l'emploi des femmes 2017» (Genève).

- (2017c): *Tendances mondiales de l'emploi des jeunes 2017: les voies possibles vers un meilleur avenir du travail* (Genève).
 - (2017d): *Estimations mondiales du travail des enfants: résultats et tendances, 2012-2016* (Genève).
 - (2017e): *Migrations de main-d'œuvre: nouvelle donne et enjeux de gouvernance*, rapport IV, Conférence internationale du Travail, 106^e session, Genève, 2017 (Genève).
 - (2018a): *Women and men in the informal economy: A statistical picture*, troisième édition (Genève).
 - (2018b): *Résolution concernant les statistiques sur les relations de travail*, Résolution I, 20^e Conférence internationale des statisticiens du travail, Genève, 10-19 oct.
 - (2018c): *Asia-Pacific Employment and Social Outlook 2018: Advancing decent work for sustainable development* (Bangkok, Bureau régional de l'OIT).
 - (2018d): *Emploi et questions sociales dans le monde: tendances 2018* (Genève).
 - (2018e): *Digital labour platforms and the future of work: Towards decent work in the online world*. Résumé en français disponible sous le titre «Les plateformes de travail numérique et l'avenir du travail» (Genève).
 - (2018f): *Global Wage Report 2018/19: What lies behind gender pay gaps*. Résumé en français disponible sous le titre «Rapport mondial sur les salaires 2018/19: quelles sont les causes des écarts salariaux entre hommes et femmes?» (Genève).
 - (2018g): *ILO global estimates on international migrant workers: Results and methodology* (Genève).
 - (2018h): *Panorama Laboral 2018: América Latina y el Caribe* (Lima, Bureau régional de l'OIT).
 - (2018i): *Decent work and the Sustainable Development Goals: A guidebook on SDG labour market indicators* (Genève).
 - (2018j): *Emploi et questions sociales dans le monde 2018: une économie verte et créatrice d'emplois* (Genève).
 - (2018k): *Third-party monitoring of measures against child labour and forced labour during the 2017 cotton harvest in Uzbekistan* (Genève).
 - (2019): *Travailler pour bâtir un avenir meilleur: Commission mondiale sur l'avenir du travail* (Genève).
- BIT; Gallup (2017): *Vers un meilleur avenir pour les femmes au travail: ce qu'en pensent les femmes et les hommes* (Washington, DC, et Genève).
- ; UNICEF; Groupe de la Banque mondiale (2017): *Understanding trends in child labour* (Rome).
- Blau, F. D.; Kahn, L. M. (2017): «The gender wage gap: Extent, trends, and explanations», *Journal of Economic Literature*, vol. 55, n^o 3, pp. 789-865.
- Brown, L. R. (2011): *Basculement: comment éviter l'effondrement économique et environnemental* (Paris, Éditions Rue de l'échiquier).
- Burgess, S.; Lane, J.; Stevens, D. (2000): «Job flows, worker flows, and churning», *Journal of Labor Economics*, vol. 18, n^o 3, pp. 473-502.
- Cadot, O.; de Melo, J.; Plane, P.; Wagner, L.; Tesfaye Woldemichael, M. (2016): «Industrialisation et transformation structurelle: l'Afrique subsaharienne peut-elle se développer sans usines?», *Revue d'économie du développement*, vol. 24, n^o 2, pp. 19-50.
- Canon, M.; Kudlyak, M.; Liu, Y. (2015): «Youth labor force participation continues to fall, but it might be for a good reason», *The Regional Economist* (Réserve fédérale de St Louis), janvier, pp. 12-13.
- CE (Commission européenne) (2018): *Access to social protection for all forms of employment: Assessing the options for a possible EU initiative* (Luxembourg, Direction générale de l'emploi, des affaires sociales et de l'inclusion).
- Cecchini, S.; Atuesta, B. (2017): *Conditional cash transfer programmes in Latin America and the Caribbean: Coverage and investment trends* (Santiago, Nations Unies, Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes).

- Cilliers, J. (2018): *Getting to Africa's demographic dividend*, ISS Africa Reports No. 13 (Institut d'études de sécurité).
- Cingano, F. (2014): *Trends in income inequality and its impact on economic growth*, OECD Social, Employment and Migration Working Papers No. 163 (Paris, OCDE).
- CNUCED (Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement) (2013): *Trade and Development Report, 2013: Adjusting to the changing dynamics of the world economy*. Aperçu général en français sous le titre «Rapport sur le commerce et le développement, 2013» (New York et Genève, Nations Unies).
- (2018): *Le développement économique en Afrique, Rapport 2018: les migrations au service de la transformation structurelle* (New York et Genève, Nations Unies).
- de Hoop, J.; Rosati, F. C. (2013): *The complex effects of public policy on child labour*, Understanding Children's Work Programme Working Paper Series (Rome, Programme «comprendre le travail des enfants»).
- Docquier, F. (2014): «The brain drain from developing countries», *IZA World of Labor*, vol. 31, pp. 1-10.
- Dorling, D. (2017): *The equality effect: Improving life for everyone* (Oxford, New Internationalist Publications).
- Doss, C.; Kovarik, C.; Peterman, A.; Quisumbing, A.; van den Bold, M. (2015): «Gender inequalities in ownership and control of land in Africa: Myth and reality», *Agricultural Economics*, vol. 46, n° 3, pp. 403-434.
- Duryea, S.; Robles, M. (2016): *Social pulse in Latin America and the Caribbean 2016: Realities and perspectives* (Washington, DC, Banque interaméricaine de développement).
- Elsby, M. W. L.; Hobijn, B.; Şahin, A. (2013): «Unemployment dynamics in the OECD», *The Review of Economics and Statistics*, vol. 95, n° 2, pp. 530-548.
- ; Michaels, R.; Solon, G. (2009): «The ins and outs of cyclical unemployment», *American Economic Journal: Macroeconomics*, vol. 1, n° 1, pp. 84-110.
- Escudero, V.; Kluge, J.; López Mourelo, E.; Pignatti, C. (2018): «Active labour market programmes in Latin America and the Caribbean: Evidence from a meta-analysis», *The Journal of Development Studies*, DOI: 10.1080/00220388.2018.1546843.
- Eurostat (2018): «Almost half the unemployed at risk of monetary poverty in the EU», 26 février. Disponible à l'adresse <<https://ec.europa.eu/eurostat>> [consulté le 24 déc. 2018].
- Faberman, R. J.; Justiniano, A. (2015): *Job switching and wage growth*, Chicago Fed Letter No. 337 (Chicago, Réserve fédérale de Chicago).
- FAO (Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture) (2017): *Evidence on internal and international migration patterns in selected African countries* (Rome).
- (2018): *Panorama de la pobreza rural en América Latina y el Caribe 2018* (Santiago).
- Fields, G. S. (2011): *Poverty and low earnings in the developing world* (New York, Cornell University, ILR School).
- FMI (Fonds monétaire international) (2018a): *Perspectives de l'économie mondiale, octobre 2018: obstacles à une croissance stable* (Washington, DC).
- (2018b): *Perspectives de l'économie mondiale, avril 2018: reprise cyclique et changement structurel* (Washington, DC).
- (2018c): *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, mai 2018: mobilisation des recettes fiscales et investissement privé* (Washington, DC).
- (2018d): *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne, octobre 2018: les flux de capitaux et l'avenir de l'emploi* (Washington, DC).
- (2018e): *Perspectives économiques régionales: Moyen-Orient et Asie centrale* (Washington, DC).
- Forum économique mondial (2018): «Agenda in focus: Beyond GDP». Disponible à l'adresse <www.weforum.org> [consulté le 30 nov. 2018].

- Fukuda-Parr, S. (2016): «From the Millennium Development Goals to the Sustainable Development Goals: Shifts in purpose, concept, and politics of global goal setting for development», *Gender & Development*, vol. 24, n° 1, pp. 43-52.
- GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat) (2013): *Changements climatiques 2013: les éléments scientifiques. Contribution du Groupe de travail I au cinquième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat* (Cambridge et New York, Cambridge University Press).
- Gore, C. (2015): «The post-2015 moment: Towards Sustainable Development Goals and a new global development paradigm», *Journal of International Development*, vol. 27, n° 6, pp. 717-732.
- Grimshaw, D.; Koukiadaki, A.; Tavora, I. (2017): *Social dialogue and economic performance: What matters for business – A review*, Conditions of Work and Employment Series No. 89 (Genève, BIT).
- Gunes, A.T. A.; Canelas, C. (2013): *A multidimensional perspective of poverty, and its relation with the informal labor market: An application to Ecuadorian and Turkish data*, Documents de travail du Centre d'économie de la Sorbonne n° 31 (Paris, Centre d'économie de la Sorbonne).
- Hahn, J. K.; Hyatt, H. R.; Janicki, H. P.; Tibbets, S. R. (2017): «Job-to-job flows and earnings growth», *American Economic Review*, vol. 107, n° 5, pp. 358-363.
- Haltiwanger, J.; Hyatt, H.; McEntarfer, E. (2015): *Cyclical reallocation of workers across employers by firm size and firm wage*, NBER Working Paper Series No. 21235 (Cambridge, États-Unis, National Bureau of Economic Research).
- Horemans, J.; Marx, I. (2017): *Poverty and material deprivation among the self-employed in Europe: An exploration of a relatively uncharted landscape*, IZA Discussion Paper Series No. 11007 (Bonn, IZA Institute of Labor Economics).
- ISU (Institut de statistique de l'UNESCO) (2018): Base de données consultée le 30 nov. 2018.
- Karahan, F.; Michaels, R.; Pugsley, B.; Şahin, A.; Schuh, R. (2017): «Do job-to-job transitions drive wage fluctuations over the business cycle?», *American Economic Review*, vol. 107, n° 5, pp. 353-357.
- Kruse, D.; Schur, L.; Rogers, S.; Ameri, M. (2018): «Why do workers with disabilities earn less? Occupational job requirements and disability discrimination», *British Journal of Industrial Relations*, vol. 56, n° 4, pp. 798-834.
- Lazear, E. P.; Spletzer, J. R. (2012): «Hiring, churn, and the business cycle», *American Economic Review*, vol. 102, n° 3, pp. 575-579.
- Leuze, K.; Strauss, S. (2016): «Why do occupations dominated by women pay less? How “femaletypical” work tasks and working-time arrangements affect the gender wage gap among higher education graduates», *Work, Employment and Society*, vol. 30, n° 5, pp. 802-820.
- Lewis, K.; Burd-Sharps, S. (2015): *Zeroing in on place and race: Youth disconnection in America's cities* (Brooklyn, Social Science Research Council).
- Lopes, C. (2019): *Africa in transformation: Economic development in the age of doubt* (Palgrave Macmillan).
- López Moureló, E.; Escudero, V. (2017): «Effectiveness of active labor market tools in conditional cash transfers programs: Evidence for Argentina», *World Development*, vol. 94(C), pp. 422-447.
- Luebker, M. (2017): *Poverty, employment and inequality in the SDGs: Heterodox discourse, orthodox policies?*, Working Paper No. 626 (La Haye, International Institute of Social Studies).
- Marx, A.; Wouters, J.; Rayp, G.; Beke, L. (dir. de publication) (2015): *Global governance of labour rights: Assessing the effectiveness of transnational public and private policy initiatives* (Cheltenham, Edward Elgar Publishing).
- Munakamwe, J.; Jinnah, Z. (2015): *A bitter harvest: Migrant workers in the commercial agricultural sector in South Africa*, MiWORC Policy Brief No. 5 (Johannesburg, Université du Witwatersrand, African Centre for Migration and Society).

- Nations Unies (2017a): *UN World Population Prospects: Key findings and advance tables: 2017 Revision* (New York).
- (2017b): *Trends in International Migrant Stock: The 2017 revision* (New York, Département des affaires économiques et sociales).
- Nübler, I. (2018): «New technologies, innovation, and the future of jobs», dans l'ouvrage publié sous la direction d'E. Paus, pp. 46-75.
- OCDE (Organisation de coopération et de développement économiques) (2015): *Tous concernés: pourquoi moins d'inégalité profite à tous* (Paris).
- (2018a): *Beyond GDP: Measuring what counts for economic and social performance* (Paris).
- (2018b): *For good measure: Advancing research on well-being metrics beyond GDP* (Paris).
- O'Higgins, N. (2017): *Rising to the youth employment challenge: New evidence on key policy issues* (Genève, BIT).
- Park, C.-Y.; Mercado, R. V. (2015): *Financial inclusion, poverty, and income inequality in developing Asia*, Asian Development Bank Economics Working Paper Series No. 426 (Mandaluyong City, Banque asiatique de développement).
- Paus, E. (dir. de publication) (2018): *Confronting dystopia: The new technological revolution and the future of work* (Ithaca, États-Unis, ILR Press).
- Pesole, A.; Urzì Brancati, M. C.; Fernández-Macías, E.; Biagi, F.; González Vázquez, I. (2018): *Platform workers in Europe* (Luxembourg, Office des publications de l'Union européenne).
- Pew Research Center (2018): «At least a million sub-Saharan Africans moved to Europe since 2010», 22 mars. Disponible à l'adresse <www.pewglobal.org> [consulté le 22 déc. 2018].
- Piketty, T. (2013): *Le capital au XXI^e siècle* (Paris, Seuil).
- Pollin, R. (2018): «Expanding job opportunities through global green growth», dans l'ouvrage publié sous la direction d'E. Paus, pp. 76-93.
- Rubery, J.; Grimshaw, D. (2015): «The 40-year pursuit of equal pay: A case of constantly moving goalposts», *Cambridge Journal of Economics*, vol. 39, n° 2, pp. 319-343.
- Shimer, R. (2005): «The cyclicalities of hires, separations, and job-to-job transitions», *Federal Reserve Bank of St. Louis Review*, vol. 87, n° 4, pp. 493-507.
- (2012): «Reassessing the ins and outs of unemployment», *Review of Economic Dynamics*, vol. 15, n° 2, pp. 127-148.
- Vadlamannati, K. C. (2015): «Rewards of (dis)integration: Economic, social, and political globalization and freedom of association and collective bargaining rights of workers in developing countries», *ILR Review*, vol. 68, n° 1, pp. 3-27.